

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

WILLIAM PITT
et la
Révolution Française
(1789-1793)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

PAR

John T. STOKER

B. A. (Leeds)

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1935

WILLIAM PITT
et la Révolution Française
(1789-1793)

WILLIAM PITT
et la
Révolution Française
(1789-1793)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

PAR

John T. STOKER

B. A. (Leeds)

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1935



A MES PARENTS

AVANT-PROPOS

En août 1793, la Convention nationale décréta solennellement que William Pitt était l'ennemi du genre humain. Depuis la déclaration de guerre en 1793 jusqu'à sa mort en janvier 1806, le ministre anglais fut engagé dans une lutte à outrance avec la France révolutionnaire et napoléonienne. La haine populaire s'est attachée à son nom, et Guizot écrivait en 1862 que même à cette époque, plus d'un demi-siècle après sa mort, bien peu de Français parlaient de Pitt sans passion et le jugeaient avec impartialité.

Maintenant, quoiqu'une autre guerre mondiale ait dépassé en horreurs et en souffrances celle qui dura de 1793 à 1815 et en ait effacé beaucoup de souvenirs, ce préjugé persiste : Pitt, ennemi de la France.

Cependant, une étude des documents de l'époque convaincra que Pitt ne fut jamais l'ennemi de la France. Jusqu'au début de 1793, il fit tout ce qui dépendait de lui pour ne pas intervenir dans les affaires de ce pays, et il est certain que si la Convention lui avait laissé la moindre possibilité de rester en dehors des hostilités, jamais il n'y serait entré de lui-même. Mais, par une suite de provocations, il fut contraint à la guerre. Alors, sans hésitation et sans aucune défaillance, il accomplit tout son devoir, qui était de protéger sa patrie. Il traita la France révolutionnaire comme il aurait traité n'importe quelle autre menace à l'Angleterre.

Ainsi qu'il arrive souvent, le préjugé qui s'attache à Pitt repose sur une ignorance de sa vie et de sa politique, car très peu d'ouvrages français lui sont consacrés. Audigier, Calmon et Lavergne en ont fait le sujet de livres méritoires,

mais ils se sont intéressés particulièrement à son rôle financier. Jarnac et surtout Viel-Castel se sont occupés aussi du grand homme d'Etat anglais, mais leurs œuvres sont trop générales et n'entrent pas assez dans le détail essentiel à un jugement clair et précis. C'est cette absence d'une relation circonstanciée des faits qui est la raison d'être de cette étude.

J'ai surtout puisé mes documents et mes arguments dans les correspondances diplomatiques, car quoique les dépêches du gouvernement britannique fussent signées par d'autres, c'est Pitt qui les inspirait. Jusqu'en 1791, il en écrivit la plupart et Leeds, ministre des affaires étrangères, se borna à les signer. Mais, après la démission de celui-ci, Pitt laissa ce soin à son cousin, lord Grenville, avec lequel il travaillait dans une communauté de vues extraordinaire. Pour cette raison, les écrits et les discours de Grenville ont la même valeur que ceux de Pitt lui-même.

* * *

Ici, je prends l'occasion d'adresser mes remerciements à tous ceux qui m'ont secondé dans ce travail : d'abord à M. Ph. Sagnac, de la Sorbonne, pour ses conseils bienveillants et ses sûres directives ; à MM. Barbier et Inebnit, de l'Université de Leeds, pour leur aide générale et pratique ; à MM. les archivistes des Affaires Etrangères à Paris et du Public Record Office à Londres, dont la haute compétence m'a été un guide utile ; à M. Gaston Syffert, pour son concours précieux dans la rédaction de mon manuscrit ; enfin, à l'Université de Leeds, à l'Education Committee of the North Riding of Yorkshire et au Gouvernement français, qui m'ont fourni les moyens de poursuivre mes recherches à Paris pendant deux ans.

J. T. S.

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

« Le soleil de la gloire de l'Angleterre s'est couché ! » Avec quelle amertume le jeune Pitt devait-il s'exprimer ainsi en 1781, en pensant à cette gloire disparue, gloire dont on était redevable à son père, lord Chatham, sorti victorieux de toutes ses luttes contre la France, à cette époque, « l'ennemie naturelle » de l'Angleterre.

A ce moment, la situation était renversée ; on venait de recevoir la nouvelle, en Angleterre, que Cornwallis avait capitulé à Yorktown. Ainsi finissait la guerre la plus désastreuse que l'Angleterre eût jamais faite ; épuisée, vaincue et humiliée, elle se trouvait réduite à l'isolement extérieur, grâce, surtout, à la politique habile de Vergennes. La France, ayant reconnu l'indépendance des colonies américaines en février 1778, entra en lutte avec la Grande-Bretagne ; elle fut bientôt rejointe par l'Espagne et la Hollande.

Les puissances du Nord, mécontentes du despotisme maritime anglais, conservaient la neutralité, mais cette neutralité avait un aspect plutôt menaçant. Les affaires allaient de plus en plus mal : les Américains, armés, avec la faim et l'Atlantique pour auxiliaires, ne pouvaient être subjugués ; la maîtrise de la Méditerranée était perdue pour un temps, et même celle de la Manche n'était conservée qu'avec beaucoup de peine. Bref, le Cabinet de Londres était sans prestige et sans influence en Europe.

La situation intérieure de l'Angleterre n'était pas plus brillante : le ministère de lord North, soutenu seulement

dans son agonie par l'obstiné George III, était également impuissant devant les défaites de la guerre, la dette croissante de jour en jour, et les troubles au sein même du pays. Sa faiblesse était telle, en effet, que Londres demeura une semaine entière aux mains de la populace, et ne fut sauvée de destruction que par George III, qui, lui-même, ordonna de former un camp armé dans le parc de Saint James.

Dans le domaine des finances, on ne voyait que le désordre, le chaos, même, l'administration ayant été forcée de contracter des dettes considérables pour subvenir aux frais énormes de la guerre. En octobre 1783, la dette nationale montait à £ 212.302.429, somme qui paraissait rendre impossible l'équilibre budgétaire. Le désordre dans les finances était encore aggravé par la contrebande, arrivée à un degré d'organisation qui menaçait de tarir les sources mêmes du revenu public. On évaluait à quatre millions le nombre des personnes engagées dans ce commerce illicite ; l'industrie et l'agriculture de quelques comtés s'en trouvaient menacées de ruine ; la sécurité publique en souffrait, la terreur était répandue dans tout le pays. En 1783, les douanes ne rapportèrent que cinq millions sterling.

Devant cette menace de banqueroute, la nation se trouvait découragée ; un pessimisme paralysant se répandait partout, si bien que les fonds publics, ordinairement en hausse au retour de la paix, tombèrent graduellement.

Découragés, désespérés même, les Anglais, cherchant les causes de leur détresse, croyaient les trouver dans la corruption et les intrigues des gouvernants. Ils sentaient peut-être vaguement qu'il leur fallait quelqu'un pour chasser les vendeurs du temple du gouvernement ; il fallait quelqu'un pour unifier le pays, concentrer toutes ses énergies à combattre le mal, à restaurer les finances, et surtout à relever le moral de la nation.

Cette dernière tâche était particulièrement nécessaire, puisque sans la confiance toutes les autres réformes étaient impossibles. Comme le dit, en effet, George Chalmers : « Le désespoir est la plus terrible de toutes les maladies de l'âme, parce qu'il est la plus incurable. Aussi une nation qui n'a plus le sentiment de sa force et de ses ressources est à demi

conquise. Elle prépare elle-même ses fers par la crainte et par son irrésolution »¹.

Où alla-t-on trouver celui qui se sentirait assez sûr de lui-même, et de la nation, pour se consacrer à cette tâche ? Juste à cette époque, vint siéger à la Chambre des Communes, un jeune homme de vingt-deux ans, sur lequel l'attention générale se tourna, car il apparaissait aux yeux de tous comme la seule lueur d'espoir. La première cause de l'intérêt qu'il offrait était son nom : William Pitt, second fils du célèbre lord Chatham, qui, vingt ans auparavant, avait relevé l'Angleterre abattue et l'avait portée à la position la plus glorieuse qu'elle eût jamais occupée.

Ici, il convient de revenir un peu en arrière, pour voir comment ce jeune homme avait été préparé à accomplir la tâche énorme, qui allait être la sienne. On naît homme d'Etat, comme on naît poète, on ne le devient pas. Mais Pitt non seulement naquit ministre, mais encore il le devint grâce à l'éducation particulière qu'il reçut. L'année même de sa naissance fut d'un heureux augure : il vit le jour le 28 mai 1759, année qui compte parmi les plus brillantes dans l'histoire de l'Angleterre.

La guerre de Sept Ans, dirigée de façon déplorable par le gouvernement corrompu de Londres, avait mal commencé. William Pitt, premier du nom, patriote enthousiaste et l'homme le plus éloquent de son temps, avait été porté au pouvoir, malgré les cabales parlementaires et les répugnances de George II, par un irrésistible élan de la confiance publique. Il ne tarda pas à justifier cette confiance : un vaste empire fut conquis dans l'Inde, un autre au nord de l'Amérique, et les victoires navales remportées alors comptèrent parmi les plus brillantes.

Il est certain que le fils, surtout au début de sa carrière, tira un grand avantage d'un père si célèbre ; la gloire de lord Chatham attira toute l'attention sur William Pitt, et lui donna l'occasion de prouver son propre mérite. Nous lisons dans l'essai de Macaulay que l'enfant héritait d'un

1. CHALMERS, pp. 248, 249.

nom, qui était, à l'époque de sa naissance, le plus illustre du monde civilisé.

Comme sa santé était très faible, Pitt ne fut pas envoyé à une école publique ; il fut instruit chez lui, et toute son éducation fut dirigée par le premier politique de l'époque, son propre père. On a souvent affirmé que celui-ci lui avait fait jurer dès son enfance, comme à un second Annibal, une haine éternelle à la France. Ce sera notre but de démontrer que cette affirmation ne repose sur aucun fondement. Ce qui est vrai, c'est que William Pitt fut consacré, par son père et par lui-même, à une mission spéciale : il fut uniquement destiné à la carrière politique et au service de son pays.

Le jeune garçon, extrêmement doué et intelligent, dépassa bientôt son frère aîné, et dans le quatrième tome des *Chatham MSS*, on trouve une quantité de témoignages de sa précocité extraordinaire. Un seul exemple suffira : il avait douze ans, lorsque sa mère, lady Chatham, écrivait à une amie : « L'esprit fin et délicat de William lui fait goûter avec le plus vif plaisir ce qui serait au-dessus d'aucun autre enfant d'un âge si tendre »¹.

On voit dès le début que le jeune Pitt n'avait d'autre ambition que de marcher sur les traces de son père dans la carrière politique. Il avait sept ans quand son père fut créé pair ; sa première remarque fut : « Quel bonheur que je ne sois pas l'aîné ; au moins je pourrai parler un jour à la Chambre des Communes, comme papa ! ». A treize ans, il écrivit une tragédie ; il est inutile d'en faire la critique, car on ne peut s'attendre à voir des chefs-d'œuvre théâtraux écrits à un tel âge ; ce qu'il faut remarquer, c'est que l'amour n'y joue aucun rôle, mais que toute l'action est politique.

Le gouvernement parlementaire étant le gouvernement de la parole, une des qualités les plus nécessaires qu'il exige, c'est la puissance oratoire. Pitt, fils de l'orateur le plus célèbre de son siècle, s'employa dès le début à acquérir cette puissance, à devenir un maître du verbe. A force d'études opiniâtres et consciencieuses, il devint un des

1. DESCOUX, p. 2.

hommes de son temps les plus forts en latin et en grec ; l'objet de ses recherches et le sujet de ses lectures favorites étaient les écrits et les discours des hommes publics de l'antiquité.

Son père prit le soin qu'il fût à même de traduire à livre ouvert les principaux classiques, ce qui lui donna plus tard la facilité merveilleuse avec laquelle il exposait toutes choses en public, sans jamais chercher une seule expression. Fox disait que si lui-même n'hésitait jamais sur le choix de ses mots, Pitt employait toujours les meilleurs possibles, et Coleridge ajoutait que Pitt possédait « une dextérité prématurée et exceptionnelle dans la combinaison de ses paroles ».

A l'âge de seize ans, sa santé s'étant fortifiée, il entra au Pembroke College, à Cambridge, où il devait passer six ans. Tout en continuant ses études des grands orateurs classiques, et en s'exerçant à parler en public, il étudiait à fond les mathématiques, ce qui devait lui donner la réputation d'un chancelier de l'Echiquier sans égal ; en même temps, il se donnait à l'étude des œuvres économiques, et, au début de sa carrière parlementaire, il connaissait à fond le livre célèbre d'Adam Smith, *La Richesse des Nations*, sur lequel il allait baser ses propositions budgétaires.

Mais Pitt ne se contenta pas d'étudier les orateurs de l'antiquité. Durant son séjour à Cambridge, il assistait très souvent aux séances des Chambres du Parlement, s'exerçant à analyser chaque discours, à chercher comment on pouvait l'améliorer et comment on pouvait y répondre.

Tomline, dans son excellente biographie, nous dit que c'était pour Pitt une occupation favorite de comparer les discours composés sur le même sujet, d'examiner comment chaque orateur avait défendu sa cause et prévenait ou repoussait les objections de son adversaire. Et Tomline trouvait cela infiniment profitable à un futur homme d'Etat.

Donc, par son éducation même, Pitt était destiné, si les circonstances lui étaient favorables, à exercer à la Chambre des Communes une sorte de dictature de la parole.

Ayant atteint sa majorité en 1780, il se fit inscrire comme avocat à Lincoln's Inn, mais il ne regardait le barreau que comme une préparation à la vie politique. La même année, il se présenta comme candidat de l'Université de Cambridge ; il éprouva un échec assez humiliant, mais nullement décourageant. Peu de temps après, sir James Lowther, qui fut plus tard lord Lonsdale, le nomma à un des neuf bourgs dont il faisait les élections, et en janvier 1781, Pitt siégea à la Chambre comme député de la ville d'Appleby.

Comme nous l'avons déjà vu, le ministère de lord North, impopulaire dans le pays et dans les Chambres, touchait à sa fin. Pitt se rangea aussitôt du côté de l'Opposition, et joignit tous ses efforts à ceux de Fox, de Burke et de Shéridan, pour combattre la politique entêtée du Roi, faite par son esclave North, et pour mettre un terme à la guerre ruineuse.

Le jeune député de vingt-deux ans prit la parole pour la première fois le 26 février 1781, à l'occasion d'une proposition faite par Burke, de réduire la liste civile de la Couronne. Son discours produisit une émotion extraordinaire : « Mais ce n'est pas un rameau du vieux chêne, s'écria Burke, c'est le vieux chêne lui-même ». Le vieil homme d'Etat, George Selwyn, écrivait à lord Carlisle le jour suivant : « Ce jeune homme fut universellement applaudi. J'ai entendu dire à lord North que c'était le meilleur premier discours d'un jeune homme qu'il eût jamais entendu »¹.

Quand le Parlement se réunit de nouveau l'année suivante, tout le monde dans le royaume, sauf George III, était convaincu de la nécessité de faire la paix. C'était une véritable humiliation, mais une humiliation qu'on ne pouvait pas éviter, car continuer la lutte eût été folie. Chatham n'aurait jamais demandé la paix ; il aurait dit : « S'il nous faut tomber, tombons comme des hommes ! ». Mais son fils, reconnaissant la nécessité de la paix, renversa cette politique, et il attaqua le ministère de toutes ses forces, avec toute l'énergie de sa jeunesse, et avec l'autorité que

1. *Carlisle MSS*, p. 465.

lui conférait sa parenté avec Chatham. Dans les premiers jours de la session, il se dit persuadé que c'était une guerre maudite, méchante, cruelle, dénaturée et diabolique, conçue en injustice, mûrie et mise au monde en folie ! Quinze jours après, il parla encore sur le budget de la guerre. Ces deux discours portèrent les derniers coups au ministère.

Le roi, abandonné, comme il disait, par lord North, confia la formation d'un nouveau cabinet à lord Rockingham. Celui-ci embaucha ses ministres parmi les hommes les plus marquants de l'Opposition, et Shelburne et Fox y entrèrent comme secrétaires d'Etat. On reconnaissait que c'était surtout Pitt qui avait fait tomber le ministère North, mais comme il n'avait que vingt-trois ans, on ne lui offrit que le poste de vice-trésorier d'Irlande, que son père avait tenu avant lui. Mais Pitt, ayant déjà déclaré à la Chambre qu'il n'entrerait aux affaires qu'en qualité de membre du cabinet, refusa de l'accepter.

Si l'on ajoute que les honoraires de cette sinécure dépassaient cent mille francs par an, on conviendra qu'il fallait un véritable désintéressement pour la refuser. Cependant, ce refus ne lui fit rien perdre, bien au contraire ; le peuple, depuis longtemps habitué à voir la corruption se répandre partout dans la politique, vit avec plaisir incarnés en lui l'énergie et le patriotisme paternels. Quelques mois après, Rockingham mourut, et Shelburne, ayant pris sa place, offrit à Pitt les fonctions de Chancelier de l'Echiquier.

Quoique Townsend fût le chef de la Chambre des Communes, il confia à Pitt la tâche difficile de défendre le ministère contre une Opposition acharnée, qui comptait parmi ses partisans tous les plus grands orateurs de l'époque, Fox, qui avait refusé de servir sous Shelburne, Burke et Shéridan. Pitt luttait tout seul contre eux, et il faisait déjà preuve de cette confiance en ses propres talents qu'il devait montrer encore un an plus tard. Il était bien le fils de celui qui avait dit : « Je suis sûr que je peux sauver ce pays ; moi seul, j'en suis capable ; personne d'autre ne peut le faire ».

Cependant, le ministère de Shelburne fut condamné dès le premier jour. Il n'avait la confiance ni du roi, ni du Parlement, ni du pays, et il donna sa démission le 21 février 1783. C'est à ce moment qu'on trouve un exemple surprenant de la sagesse et de la prudence de Pitt. George III, menacé par la coalition de North, son ancien favori, et de Fox, qu'il considérait toujours comme son ennemi personnel, pensa à mettre Pitt à la tête du nouveau cabinet.

L'opinion publique lui était favorable ; le roi et Dundas, deux des plus habiles politiques de l'époque, lui conseillaient d'accepter l'offre ; mais avec un jugement consommé, qui se trouve rarement chez un jeune homme de vingt-trois ans, il refusa. Horace Walpole blâma ce refus, mais pour cette fois, ce critique si sensé eut tort ; Pitt avait bien compris qu'accepter cette offre aurait resserré les liens de la coalition et l'aurait peut-être popularisée, en faisant voir en ses chefs les champions des prérogatives parlementaires, contre le favoritisme de la cour.

Ainsi, le roi, impuissant, devait confier le sort du pays à la Coalition, dont il est difficile de dire si l'infamie fut plus grande que le châtement qui la suivit. Pitt avait déjà attaqué cette coalition de Fox le whig avec North le tory : « Si ce mariage contre nature et de funeste augure, dit-il, n'est pas encore consommé, je sais un motif légitime d'empêchement et je mets obstacle à la publication des bans ! ».

Sir G.C. Lewis, Chancelier de l'Echiquier sous le ministère Palmerston, déclare qu'il est impossible de la justifier ou même de l'excuser. Et il ajoute : « C'était à tous les points de vue une union mal assortie. Les principes politiques des deux chefs étaient diamétralement opposés les uns aux autres. Lord North avait été, comme ministre, l'instrument passif de la volonté royale ; Fox avait fait une guerre à toute outrance au roi et à sa politique, et avait enfin triomphé de l'un et de l'autre.

« Pendant les conflits parlementaires au sujet de la guerre d'Amérique, il n'y a pas, dans toute la langue anglaise, de forme de blâme ou de reproche que Fox n'ait appliquée à lord North ; il avait attaqué, sans aucun ménagement, non seulement sa conduite, sa politique et ses principes,

mais encore son caractère, son honneur et sa probité. Il avait même insinué de le mettre en accusation. Ces débats étaient tout récents au commencement de 1783 ; les paroles elles-mêmes des terribles philippiques de Fox, contre un gouvernement pervers et pernicieux, devaient encore retentir aux oreilles de ceux qui les voyaient s'asseoir à côté l'un de l'autre sur le banc ministériel comme secrétaires d'Etat.

« Ces faits étaient connus de tout le monde, et le pays était révolté d'une union de partis qui lui présentait si peu de garantie pour les intérêts publics, et qui justifiait si peu ce bon vouloir et cette confiance réciproque, dont Fox parla dans son entrevue avec lord North... Le public pensait que si Fox avait eu raison dans ses invectives contre lord North depuis 1774 jusqu'en 1782, il ne pouvait pas avoir raison de se coaliser avec lui en 1783 »¹.

Le pays blâmait la Coalition pour des motifs d'intérêt public, mais elle répugnait encore plus vivement au roi à raison de ses sentiments personnels, et il ne cessa pas de guetter la conduite de ses ministres pour trouver une occasion de se débarrasser d'eux. Cette occasion lui fut offerte lors des débats sur le bill de l'Inde proposé par Fox.

Ce bill demandait d'enlever à la Couronne la nomination des sept commissaires administratifs de la Compagnie des Indes, pour la donner au Parlement. En somme, il n'était pas très différent de celui que Pitt proposa l'année suivante, mais tout le monde ne voyait que trop clairement le grand danger, à savoir, que Fox allait devenir pour un temps indéfini le maître absolu des élections.

Immédiatement, tous les amis du roi et de ses prérogatives, tous ceux qui avaient affaire avec la Compagnie des Indes, tous ceux qui avaient intérêt à défendre les lois sur la propriété, firent appel à la nation. Ils se servirent de pamphlets, de journaux et de caricatures, qui jouèrent un rôle des plus importants dans la période que nous étudions.

La caricature qui eut le plus de débit à cette époque, celle qui fit le plus d'ennemis au bill nouveau, à ce point

1. CORNEWALL LEWIS, pp. 54-56.

que Fox lui-même dut s'avouer cette étrange influence, fut due aux crayons de Sayer. Elle représente l'Entrée triomphale de Carlo Khan, (c'est ainsi qu'on avait surnommé Fox) dans Leadenhall Street, la rue où se trouvaient les bureaux de la Compagnie des Indes. Il est perché sur un éléphant, dont la tête énorme représente fidèlement les traits bouffis de lord North. Cet éléphant est conduit par Burke, en costume de héraut oriental, sonnante de la trompette pour annoncer l'avènement du nouveau monarque. Un drapeau flotte à côté de Carlo Khan, avec ces mots : « L'homme du peuple, roi des rois ! ». Sur les toits du palais des directeurs croasse un oiseau noir, au-dessous duquel est inscrit ce vers de Shakespeare : « The night crow cried foreboding luckless time » (C'est le corbeau criard, cet augure sinistre des malheurs à venir).

Cependant, quoique la plus grande partie de la nation y fût hostile, quoique Pitt fît tout son possible pour le combattre, le bill fut accepté à la Chambre basse par une majorité de 108 voix. Cette majorité était si forte qu'on n'avait aucun doute que les Lords sanctionneraient ce vote¹. Mais, coup de théâtre, la Chambre haute eut l'audace de se déclarer contre les soi-disants représentants du pays, et le bill fut rejeté par huit voix, 79 contre 87.

Il y a deux causes à cette mesure imprévue ; d'une part, George III avait autorisé lord Temple à dire à la Chambre des Lords, que quiconque voterait pour le bill ne serait plus considéré comme un ami du roi ; ce qui enlevait à jamais tout espoir d'avancement. D'autre part, beaucoup croyaient que le bill constituait un danger réel pour le pays ; lord Stafford, quoique très vieux, fit tout son possible pour encourager la lutte contre lui ; le duc de Bridgewater, qui jusqu'alors ne s'était jamais mêlé de politique, se mit à le combattre d'une manière extraordinaire, essayant de persuader tous ceux sur lesquels il avait quelque influence du mal imminent que constituerait son adoption.

1. Adam Smith écrivait à Eden, le 15 décembre 1783 : « Je vous félicite sincèrement pour la manière triomphale dont le bill sur l'Inde a été accepté par la Chambre basse. Je n'ai aucun doute qu'il aura le même sort à la Chambre haute ». (*Auckland*, I, p. 65).

Encore plus frappant est le témoignage de lord Percy, dans deux lettres envoyées à George Rose ; le 26 novembre, il écrivait : « Je vois avec horreur les effets fatals que produira pour ce pays le bill de M. Fox. Si donc il est accepté à la Chambre des Communes, veuillez me faire part tout de suite quand il sera discuté à la Chambre des Lords, et je me mettrai en route pour Londres, afin d'assister aux débats, malgré le grand inconvénient de voyager cinq cents milles à cette époque de l'année ».

Quand on considère qu'il habitait tout à fait au nord de l'Angleterre, que les moyens de transport étaient des plus mauvais, qu'il lui fallait voyager pendant six jours, on se rend compte de l'horreur que ce bill lui inspirait. Le jour de Noël, il écrivait encore : « Je ne regrette point le long voyage que j'ai fait. Le bill était tel que c'était le devoir de tout homme qui souhaite le bien-être de son pays de s'y opposer, sans considérer aucun motif de parti »¹.

Le 18 décembre, le roi, avec une satisfaction non dissimulée, envoya demander à Fox et à North les grands Sceaux, et les confia à Pitt. Celui-ci accepta de former le nouveau ministère, son premier, qui, d'ailleurs, allait durer, à l'exception d'une brève période, jusqu'à sa mort.

Mais au début, ce ministère paraissait mort-né. La nouvelle de sa formation fut accueillie par les éclats de rire de toute l'Opposition, et ceux qui se moquaient de l'« enfant prodige » ne semblaient guère avoir tort, car les difficultés étaient immenses. Fox déclara dédaigneusement : « Nous sommes si forts que nos adversaires ne peuvent rien oser sans démence, et s'ils s'en avisent, nous détruirons à l'instant ce qu'ils auront fait »².

Pitt eut la plus grande difficulté à former son cabinet, car tout le monde était convaincu qu'il ne pourrait durer que deux ou trois jours. Mais, bien que son cousin, lord Temple, l'abandonnât, en donnant sa démission, parce que George III refusa de le créer pair, Pitt réussit à former un cabinet, mais un cabinet fantôme, puisqu'il était le

1. *Rose G.* p. 58.

2. *CORNEWALL LEWIS*, p. 63.

seul ministre dans la Chambre des Communes contre une Opposition aussi hostile que capable.

Le 12 janvier 1784, jour de la réunion du Parlement, le ministère fut battu deux fois, par des majorités de 39 et de 54 voix ; lord Temple, beaucoup plus expérimenté que Pitt dans la politique active, lui conseilla de donner tout de suite sa démission, à laquelle tout le monde s'attendait. Mais le ministre croyait fermement que le pays avait besoin de lui, que tous les jours l'opposition du peuple contre la Coalition augmenterait, et il se décida à tenir et à attendre un revirement de la situation.

Nous voyons dans les manuscrits du duc de Leeds que Pitt, continuellement battu, fut une fois sur le point de démissionner ; mais ce n'était qu'une défaillance passagère, et la confiance qui lui permit de dire quelques années plus tard : « Je mets beaucoup de confiance dans mes nouveaux collègues, mais j'en ai encore plus en moi-même », lui vint en aide, et il retourna fortifié à la Chambre, pour s'opposer aux attaques virulentes de ses adversaires.

La résolution de Pitt était encouragée par la faveur que lui témoignait l'opinion publique, et par les messages qui étaient envoyés presque journellement au roi pour le remercier du renvoi des ministres de la Coalition et de l'appui qu'il donnait au nouveau chef du gouvernement. La plus marquante de ces attestations de la confiance publique en Pitt fut le vote de remerciements du conseil de la Cité de Londres, qui lui fit remettre des lettres de bourgeoisie dans une boîte d'or, en témoignage de reconnaissance pour sa « conduite habile, loyale, désintéressée et pour le zèle avec lequel il défendait les droits légitimes de la Couronne aussi bien que ceux du peuple »¹.

Ici il faut prêter attention à une preuve éclatante du désintéressement de Pitt. Pendant cette lutte, qui aurait pu finir un jour ou l'autre par la victoire de l'Opposition — laquelle assurément n'aurait montré aucun égard pour son adversaire — une sinécure, le « Clerkship of the Pells »,

1. VIEL-CASTEL, I^{re} partie, p. 262.

estimée à £ 3.000, se trouva vacante par suite de la mort de sir Edward Walpole.

Pitt avait environ £ 300 par an, sa vie ministérielle était bien précaire, et selon les idées du temps, il était tout naturel qu'il gardât pour lui-même cette sinécure. Pitt, au contraire, profita de la circonstance pour faire réaliser une économie au budget ; il proposa au colonel Barré, qui jouissait d'une pension de £ 3.000 par an, de l'abandonner en échange du poste du « Clerkship of the Pells ».

Le chancelier déclara naïvement à la Chambre des Lords que, lui, il n'aurait pas hésité à s'en emparer, et Burke même dit qu'il eût été tout à fait légitime que le premier ministre se l'appropriât. Mais Pitt eut sa récompense : une telle conduite le mettait au-dessus de bien des attaques, et excita une surprise et une admiration, qui allaient bientôt se révéler d'une manière frappante.

Pendant les trois premiers mois de 1784, le ministère fut battu dix-huit fois, mais Pitt restait inébranlable et refusait de démissionner. Devant sa calme et ferme résistance, l'Opposition, découragée déjà par le fait que toutes les majorités qu'elle obtenait ne produisaient aucun effet sur le ministère, était, en outre, de plus en plus embarrassée par la conscience qu'elle avait de ne plus exprimer la volonté de la nation, qui commençait à se prononcer énergiquement contre elle.

Le parti ministériel, pour accentuer cet embarras, avait répandu partout des journaux, des pamphlets, des chansons et des caricatures, qui attaquaient ses adversaires. L'une des meilleures de ces caricatures, intitulée « The New State Idol » (la nouvelle idole de l'Etat), nous montre les deux nouveaux amis politiques, Fox et North, vêtus du même manteau, debout sur un piédestal, tandis que la couronne et le sceptre sont par terre. Une autre, par Gillray, représente Pitt en enfant Hercule, étouffant deux serpents qui ont la tête de Fox et celle de North. L'idée de Pitt sauveur de son pays se rencontre dans une chanson populaire, dont nous donnons le troisième strophe :

But Chatham, thank Heaven, has left us a son ;
When he takes the helm, we are sure not undone ;
The glory his father revived of the land,
And Britannia has taken Pitt by the Hand ¹.

Pendant ce temps, la majorité de l'Opposition allait toujours en diminuant ; Pitt tenait ferme, et, en mars, il défendit brillamment sa position : « Ce n'est pas par mépris de la Chambre, dit-il, par amour du pouvoir, par point d'honneur personnel que je persiste à refuser de quitter mon poste ; c'est parce que je crois que la situation du pays me fait un devoir de le défendre comme une forteresse » ².

Le même mois, dans un scrutin, l'Opposition ne l'emporta que par une seule voix ; une telle victoire fut considérée comme une défaite, et Pitt conseilla à George III de dissoudre le Parlement. Les élections qui suivirent cette dissolution donnèrent au roi et à Pitt une victoire complète ; Pitt avait la satisfaction personnelle d'être élu par l'Université de Cambridge qui l'avait dédaigneusement refusé quatre ans plus tôt, tandis que cent soixante partisans de son rival, nommés les « martyrs de Fox » restèrent sur le carreau. Selon les paroles de lord North, Pitt, après avoir gagné le roi, malgré la Chambre des Communes, vainquit la Chambre par la nation. Le nouveau Parlement se réunit le 18 mai 1784, et Pitt eut une majorité de 76 voix.

Nous avons beaucoup insisté sur l'histoire de la Coalition, quoiqu'elle ne rentre pas, à proprement parler, dans le cadre de cette étude ; mais nous l'avons trouvée nécessaire, car on ne peut autrement expliquer la toute-puissance dont Pitt allait désormais jouir à la fois dans les Chambres et dans le pays.

Cette malheureuse coalition fit tout perdre à Fox ; elle ruina sa popularité, détruisit son parti, affaiblit son autorité morale de sorte que Pitt n'eut plus de rival pour les fonctions de premier ministre. Comme on a dit de Napoléon, qu'il a été l'héritier de la Révolution, on peut dire de Pitt qu'il a été l'héritier de la Coalition.

1. WRIGHT, p. 92.

2. VIEL-CASTEL, I^{re} partie, p. 270.

Ainsi, Pitt, avant d'avoir terminé sa vingt-cinquième année, devint le premier homme politique de la Grande-Bretagne, et s'établit si fortement dans le gouvernement de son pays, qu'il semble dès lors en avoir fait sa propriété personnelle. Macaulay nous dit que Pitt était alors « l'homme le plus remarquable que l'Angleterre eût vu depuis des générations. Il dominait de haut le cabinet et devint tout de suite le favori du Souverain, du Parlement et de la Nation. Son père n'avait jamais été si puissant, ni Walpole, ni Marlborough »¹.

Il est certain que sa jeunesse même l'aidait à gagner la sympathie du peuple ; c'était une grande nouveauté de voir un si jeune homme à la tête d'un gouvernement, et, en général, on est attiré vers une telle nouveauté. Le vieil historien Gibbon exprime cette pensée dans une lettre qu'il écrivait à lord Elliot : « On est aussi fort ébloui par l'éclat du jeune Pitt, ce qui est un préjugé naturel et honorable. Un jeune homme de 25 ans qui arrive au gouvernement d'un empire par la force de son génie et la réputation de sa vertu, voilà un fait sans exemple dans l'histoire ; et pris à un point de vue général, c'est aussi glorieux pour son pays que pour lui-même »².

Par une étrange combinaison de circonstances, Pitt était en possession des pleins pouvoirs, sans avoir jamais fait de promesses ; la confiance publique en lui était si grande qu'il avait, pour ainsi dire, la carte blanche. Cette grande confiance se montre dans une lettre que M. Addington reçut de son ancien maître d'école : « Je ne peux pas m'empêcher de vous exprimer le plaisir sincère que je ressens en vous félicitant d'avoir été élu dans un Parlement qui, j'espère, sauvera ce pays de la destruction en écrasant la coalition la plus honteuse et la plus pernicieuse, qui, à mon avis, ait jamais souillé les annales d'aucun royaume, qu'il soit ancien ou moderne »³.

Pitt prouva bientôt qu'il n'abuserait jamais de cette aveugle confiance ; quelques mois avant, il avait déclaré

1. MACAULAY, p. 36.

2. *Bland Burges*, p. 65. A lord Elliot, du 27 octobre 1784.

3. *Addington*, p. 35. A Addington, du 26 avril 1784.

à l'Opposition : « Vous pouvez me priver des privilèges et des émoluments de mon office, mais vous ne m'ôterez jamais les sentiments passionnés et constants qui me poussent à vouloir la prospérité de la Grande-Bretagne, et qui constituent l'honneur, la fierté, le bonheur de ma vie, et que, j'espère, la mort seule pourra éteindre »¹. Cet amour de son pays était toujours sa pensée dominante, voire l'unique pensée, qui a imprégné toute son œuvre et toute sa vie.

Ayant ainsi adopté pour but unique les intérêts du pays, il se mit tout de suite à l'œuvre de redressement, qu'il résolut d'accomplir par la réforme des abus, l'ordre et l'honnêteté dans l'administration publique, la simplification des impôts, la régularité dans la perception des revenus, le paiement des dépenses, l'acquittement scrupuleux des dettes de l'Etat.

Nous avons déjà vu que la détresse financière avait amené le découragement du peuple ; Pitt devait donc également relever le moral du pays abattu, surtout en lui faisant connaître l'étendue de ses ressources. Comprenant la grandeur de sa mission, il s'y dévoua avec le sentiment des services qu'il avait à rendre, avec l'énergie d'un esprit convaincu, et avec la confiance de la jeunesse.

La valeur de Pitt comme Chancelier de l'Echiquier se montra dans son premier budget, présenté au mois de juin 1784 ; le trafic principal des contrebandiers portait sur le thé, dont la Compagnie des Indes ne vendait que 52 mille quintaux par an, alors que la consommation s'en élevait à 120 mille. Pour supprimer ce commerce illicite, Pitt réduisit de 50 % à 12½ % les droits de douane, qui frappaient ce produit, rendant ainsi négligeables les profits des contrebandiers ; pour compenser le déficit, il augmenta en proportion l'impôt sur les fenêtres ; en même temps, il renforça le corps des douaniers.

Le même jour, il proposa 133 résolutions, qui furent transformées en bills et passèrent sans grande difficulté. Tout le monde admira les ressources d'esprit et de volonté

1. WIBLEY, p. 52.

du jeune ministre, et les espérances de l'Angleterre achevèrent de se fixer sur lui.

Il se mit avec la même résolution à la poursuite de tous les abus. Donnant un exemple qu'aucun ministre n'avait osé donner avant lui, il pénétra dans les moindres détails des administrations les plus compliquées et entreprit de supprimer toutes les dépenses inutiles. Une mesure encore plus efficace qu'il prit pour supprimer la corruption parlementaire fut d'offrir au public les emprunts nécessaires pour combler le déficit et la dette flottante, et d'accepter le taux le plus favorable. Jusqu'à cette époque, en effet, le gouvernement avait toujours distribué les emprunts parmi les hommes influents dont il voulait se ménager l'appui ou récompenser les services ; c'est assez dire qu'il les leur accordait à des conditions plus favorables pour eux que pour l'Etat.

En 1785, la réputation de Pitt comme financier fut solidement établie et ne fut jamais ébranlée ; le peuple avait foi dans l'œuvre qu'il avait entreprise, dans sa capacité, dans son dévouement absolu à l'intérêt public ; on comprenait qu'une situation aussi mauvaise ne pouvait pas s'améliorer comme par enchantement ; on accepta de patienter et d'attendre. Pitt ne pouvait atteindre son but qu'à force de temps, de patience et de travail ; il comprenait fort bien que, sans l'appui persévérant de la nation, le succès était impossible.

La nation avait mis sa confiance en lui, et Pitt la payait de retour, comme on le voit dans le discours où il propose de nouveaux impôts : « Ma tâche est ingrate. Je risque de soulever contre moi bien des mécontentements ; mais je suis trop pénétré des obligations que me crée la haute position qui m'a été confiée, pour ne pas les remplir. D'ailleurs, j'ai confiance dans le bon sens et le patriotisme du peuple anglais »¹.

Pour s'apercevoir comment le ministre et le pays marchaient ensemble dans le dessein de rétablir l'équilibre budgétaire, on n'a besoin que de lire son discours du 29 mars

1. CALMON, p. 17.

1786, quand, avec un sentiment de satisfaction bien légitime, il expose les avantages réalisés pendant les deux ans de son administration ; de 18 millions, les dépenses avaient été réduites à 14 millions et demi, malgré l'augmentation de 1.200.000 livres sterling de rentes pour acquitter les charges du passé ; de 12 millions et demi, le revenu s'était élevé à 15 millions et demi, et le produit de nouveaux impôts n'entraînait dans cet accroissement que pour £ 1.200.000 environ. Au lieu d'un déficit de 6 millions, un excédent de recettes d'un million paraissait désormais assuré, et le pays pouvait entreprendre avec confiance la libération de sa dette, par le fonds d'amortissement proposé par Pitt.

On voit, dans une autre partie du même discours, ce que Pitt désirait gagner pour l'Angleterre : non seulement la prospérité intérieure mais encore le prestige auprès des autres nations, prestige qu'elle avait perdu dans la guerre d'Amérique : « Lorsqu'au lieu d'être épouvantés par la condition déplorable de nos finances, nous osons considérer attentivement notre situation et former un plan solide et permanent pour en sortir, il est impossible que les nations qui nous entourent n'aient pas une haute idée de nos ressources et de notre énergie, et ne nous rendent pas dans leur estime cette prééminence que nous méritons à tant de titres »¹.

Cependant, ses économies n'étaient pas des économies de bouts de chandelle, et il n'hésitait pas devant la nécessité d'accroître les moyens de défense des colonies aussi bien que de la Grande-Bretagne. En 1785, il fit tout son possible pour faire accepter le projet, proposé par le duc de Richmond, Grand-Maître de l'Ordonnance, de fortifier Portsmouth et Plymouth, qui, sans la timidité de l'ennemi, auraient été saisis en 1779. Au scrutin à la Chambre, les votes se trouvèrent également partagés ; la décision dépendait du speaker, qui fit rejeter le projet.

Non découragé par cet échec, trois ans plus tard, il proposa d'augmenter l'armée de 3.068 hommes, et de décider qu'une somme de £ 315.866, répartie sur plusieurs exercices,

1. *Idem*, p. 43.

serait employée en travaux de fortifications à Gibraltar et dans les colonies. « Nul, dit-il, en fait de dépenses, n'est plus difficile que moi ; mais je soutiens que celles qui, restant dans les limites modérées, doivent avoir pour résultat de mieux assurer le maintien de la paix, sont une véritable économie et la meilleure que ce pays puisse faire »¹. Ces propositions furent adoptées par 242 voix contre 80, malgré l'opposition de Fox. En 1787 et 1789, Pitt fit voter les crédits nécessaires pour fortifier certains ports des Antilles.

Après avoir ainsi rapidement esquissé la détresse de l'Angleterre après la guerre d'Amérique, la vie de Pitt depuis sa naissance jusqu'à son premier ministère, et les efforts qu'il fit pour sortir son pays de sa situation lamentable, il ne nous reste plus qu'à montrer sa puissance en 1789, année où commence la Révolution française.

Depuis cinq ans, Pitt régnait en maître sur le pays et dans le Parlement ; la prospérité de l'Angleterre augmentait progressivement, tout danger extérieur avait été écarté, et le ministère de Pitt semblait devoir durer indéfiniment, quand un événement tout à fait inattendu vint troubler la tranquillité du royaume et menacer de faire tomber le ministère.

Le 23 octobre 1788, Grenville écrivait que le roi fut atteint d'une maladie mentale, et, peu de temps après, ce fait devint public. Par conséquent, il fallait constituer la régence, à laquelle le prince de Galles était tout naturellement appelé. Mais la question se posa : serait-il investi de l'autorité royale de plein droit ou par un acte de parlement ?

Pitt comprit que l'accession au pouvoir royal de ce prince serait le terme de son propre pouvoir, et que toutes ses réformes seraient arrêtées, si non défaites, par la rentrée de Fox et des Whigs. Fox, avide du pouvoir ministériel, prétendait que le régent devait posséder tous les pouvoirs et privilèges royaux sans restriction.

Pitt, au contraire, se déclarant le défenseur de la prérogative du parlement, fit adopter une série de résolutions

1. *Idem*, pp. 68, 69.

qui liaient complètement les mains du nouveau régent. Selon elles, le prince eut le titre, mais il n'eut point la faculté de créer des pairs, de donner aucune place viagère ni renversible, et enfin, la garde du roi malade fut remise à la reine assistée par un conseil.

Fox aurait dû consacrer tous ses efforts à faire passer aussi vite que possible le bill de la régence. Mais il ne saisit pas cette occasion propice, et des semaines furent mises à le discuter, de sorte que, lorsque vers la fin de février le bill allait être porté à la Chambre des Lords, la santé du roi s'améliora. Donc, il n'y eut plus question de régence, et les espoirs de l'Opposition furent renversés.

Le 23 avril, le roi assista à une cérémonie d'actions de grâce célébrée à la cathédrale de Saint Paul, au milieu des témoignages de la satisfaction publique. Wraxall disait que c'était la démonstration la plus générale de joie et de fidélité nationales dont l'Angleterre eût jamais été témoin.

Pendant cette crise ministérielle, la scrupuleuse fermeté avec laquelle le jeune ministre avait soutenu les droits du parlement avait prouvé surabondamment que lui et son parti mettaient toute leur force dans le respect des principes libéraux de la constitution anglaise. La fortune avait été favorable à Pitt, et tout le monde admirait la sagesse et le courage extraordinaires avec lesquels il avait dirigé son parti pendant cette crise difficile.

Donc, encore une fois, Pitt régnait en maître ; il était parvenu au degré le plus élevé de crédit, de considération et de pouvoir auquel un ministre démocratique puisse arriver. Le secret de cette rare puissance, c'est que Pitt bénéficiait à la fois de tous les éléments qui font la force du pouvoir politique : la confiance de la bourgeoisie, la dévotion enthousiaste du peuple, la faveur du roi, de grandes majorités dans les deux Chambres, et une Opposition plus divisée et plus discréditée que jamais.

CHAPITRE II

PITT ET LA FRANCE

Au lendemain du traité de Versailles, s'ouvre une période de dix ans de paix entre les deux compétitrices à la suprématie européenne. Louis XVI lui-même ne la regardait que comme une trêve, qu'on s'attendait à voir rompue dès qu'une des deux puissances croirait y voir son avantage¹.

Un diplomate contemporain l'a décrite comme « une paix mal assurée, une paix boiteuse, qui ressemblait à s'y méprendre à celle qui existe depuis 1771 entre la France et l'Allemagne ». Selon lui, c'étaient dix ans de paix armée, pendant lesquels « les deux rivales, mal apaisées, se prodiguaient les témoignages les plus éclatants d'amitié, tout en guettant d'un œil jaloux leurs armements respectifs et tout en épiant la moindre occasion, l'une d'achever de détruire la suprématie maritime et coloniale de l'autre, et cette autre de prendre sa revanche de l'émancipation des colonies américaines »².

Il n'est pas difficile de comprendre cette hostilité mutuelle, quand on pense que la guerre entre la France et l'Angleterre était presque continuelle depuis plus d'un siècle. De 1689 jusqu'à la paix de Ryswick en 1697, et de 1702 à la paix d'Utrecht, l'Angleterre avait lutté pour son existence contre Louis XIV ; la guerre qui éclata en 1739, faite au début contre l'Espagne, devint bientôt la guerre

1. A.E., t. S., 15, p. 8. *Mémoire du 7 janvier 1788.*

2. BARRAL-MONTFERRAT, p. II.

de la Succession d'Autriche, dirigée surtout contre la France ; puis suivit la Guerre de Sept Ans, qui montra en 1763 la fin de l'influence française en Allemagne ; enfin, dans la guerre d'Amérique, c'était surtout la France qui avait humilié l'Angleterre. Cette guerre, approuvée par la grande majorité des hommes d'Etat pondérés et perspicaces de la France, et qui avait eu l'effet apparent de couronner sa suprématie mondiale, était en réalité une faute première. Non seulement elle retarda pour des générations l'amitié avec l'Angleterre, mais encore elle eut pour conséquences le déficit, les Etats généraux, la chute de la monarchie ; en somme, la Révolution.

Dans la correspondance des hommes d'Etat anglais de l'époque, on trouve bien des expressions de l'indignation soulevée par cette « intervention injustifiable ». Cornwallis écrivait qu'il était impossible de regarder sans compassion l'état déplorable de la France, mais que toutes les convulsions de la Révolution, étant les conséquences du secours donné aux Américains, n'étaient pas imméritées, et Miles va jusqu'à parler de l'« impertinence » de la Cour de Versailles.

Une autre conséquence était la crainte de la vengeance anglaise qui troublait toujours l'esprit des ministres français, crainte que nous trouvons souvent exprimée dans les dépêches ministérielles. On trouve la clef de ce « système de méfiance » dans les instructions données à La Luzerne, nommé ambassadeur à Londres en 1788. On y voit que Louis XVI ne s'était jamais persuadé que le roi d'Angleterre avait totalement oublié l'humiliation de 1783. Il trouvait que la seule impuissance de l'Angleterre et le système économique de son principal ministre rassuraient sur la mauvaise volonté probable de cette puissance, et garantissaient la durée de la paix.

Un an plus tard, on s'aperçoit que ces sentiments de méfiance n'ont point changé. Montmorin s'exprime ainsi : « Nous pensons, comme vous, qu'une coalition sincère entre la France et l'Angleterre serait désirable, parce qu'elle assurerait le repos de l'Europe ; mais je dois avouer en même temps que nous ne voyons aucune base pour asseoir

la confiance que nous mettrions dans la Cour de Londres. Cette cour nous jalouse et nous haït. Si nous nous approchons d'elle, elle voudra nous dominer ; si nous résistons à ses volontés, elle nous cassera sans scrupule »¹.

C'est dans le but de se prémunir contre l'Angleterre que Louis XVI avait changé l'ancien système français à l'égard de l'Autriche, qui, d'ennemie ancienne et de rivale acharnée, devint alliée plutôt qu'amie. En 1777, quand Joseph II fut venu à Paris, pour arranger cette alliance, Vergennes l'avait recommandée, puisqu'elle donnerait « plus de moyens de veiller et de se mettre en mesure contre l'Angleterre, l'ennemi naturel et le plus invétéré de la gloire et de la prospérité de la France »².

Les ambassadeurs successifs de France à Londres ne le cédaient en rien au ministère de Versailles pour ce qui est de cette méfiance. Le comte de la Luzerne ne cessait pas de faire part de ses soupçons sur la politique ministérielle, et déclarait que sa base même était la malveillance et la constante animosité que les Anglais avaient pour la France.

Nous verrons, plus loin, que ceux qui lui succédèrent partageaient ses craintes, qui allaient en augmentant à cause du changement de situation des deux rivales. De jour en jour, la faiblesse de la France devenait plus évidente à toute l'Europe, tandis que l'Angleterre, dirigée par un financier incomparable, qui jouissait de la confiance de sa nation, atteignait un niveau de prospérité inouï. Pitt prêtait beaucoup d'attention à la marine qu'il rétablissait comme une puissante arme de défense. Au début de février 1789, La Luzerne écrivait que l'état de l'Amirauté était le plus florissant possible, ajoutant que l'Angleterre serait toujours prête à abuser de sa force pour écraser la France et s'approprier ses colonies.

L'Angleterre était bien imprégnée de ce sentiment d'hostilité, car la plus grande partie de l'opinion anglaise était opposée à la France. George III n'était pas homme à

1. *A.E.* t. DLXVIII, p. 136. A La Luzerne du 8 février 1789.

2. *FLASSAN*, VII, p. 135.

oublier l'humiliation que la France lui avait infligée, puisque c'était surtout lui, qui, en dépit de l'opinion générale de ses compatriotes, avait refusé de céder aux Américains. Lord Carmarthen, secrétaire des Affaires étrangères, fut consumé de jalousie à l'égard de la France, et lui et Harris, d'ailleurs un des meilleurs diplomates de son époque, se moquaient de bon cœur de l'idée que les Français étaient capables d'être des négociateurs honnêtes.

A la Chambre des Communes, lord Surrey s'opposa aux économies proposées par Pitt dans le département de l'Amirauté, déclarant qu'aucun prétexte n'était valable pour réaliser ces économies, tant que la marine anglaise n'était pas supérieure à celle de la France. On sait avec quelle âpreté Fox tonna contre la France et toute tentative de s'entendre avec elle. Il affirmait qu'un ministre qui préconisait une alliance avec « l'ennemi naturel » de l'Angleterre était non seulement insensible aux intérêts de son pays, mais encore à tout sentiment de fierté personnelle. Un mois après la prise de la Bastille, La Luzerne prévint sa cour qu'un grand nombre d'Anglais ne cessaient de répéter que le moment était venu de se venger de la guerre d'Amérique, qu'il fallait profiter des troubles intérieurs de la France et lui faire perdre à jamais ses colonies.

Cependant, on savait que les deux pays avaient grand besoin de la paix, pour être à même de régler leurs difficultés financières. Nous avons déjà vu comment l'Angleterre se mit à l'œuvre dès l'année 1784, quand Pitt fut nommé premier ministre. Un des premiers, celui-ci avait voté pour la paix avec les Américains, et pendant toute la période de rétablissement, il désirait ardemment conserver cette paix, qui, seule, lui permettait de mettre en pratique toutes ses mesures financières.

Le cas de la France était différent à beaucoup d'égards. Aveuglés par sa gloire et la constante supériorité de son commerce, les Français croyaient que les ressources de leur pays étaient inépuisables. Mais, en réalité, l'état de la France était désespéré, et bientôt la détresse de ses finances et les vices de son administration laissaient entrevoir aux esprits clairvoyants le danger imminent d'une banqueroute

nationale, si on ne faisait pas immédiatement de grandes économies dans l'Etat. Très peu de gens soupçonnaient le bouleversement qui devait se produire, mais beaucoup se rendaient compte qu'il leur fallait se préoccuper, sans délai, de la prospérité matérielle, dont la première nécessité était la paix extérieure. On sentait qu'une alliance anglaise aiderait beaucoup à l'assurer, et il faut avouer que Louis XVI et Vergennes la désiraient sincèrement, malgré leur crainte¹.

Dans une de ses premières dépêches, Dorset écrivait que Vergennes lui avait affirmé que c'était le vœu sincère de la Cour française de conserver la plus parfaite harmonie avec celle de la Grande-Bretagne, et de faire tout ce qui aiderait à maintenir la paix. Deux ans plus tard, Dundas attribuait la prospérité anglaise à la hausse des fonds, à l'abondance de l'argent, aux traités de commerce avantageux, à la disposition amicale de la France, surtout de M. de Vergennes.

Tandis qu'une alliance politique était si difficile, pour ne pas dire impossible, à ce moment, il y avait des hommes d'Etat, des deux côtés de la Manche, qui voyaient les avantages d'un traité de commerce entre les deux ennemies séculaires. Déjà en 1769, Shelburne en avait fait la proposition, et, Vergennes étant d'accord, on avait stipulé dans l'art. 18 du Traité de Versailles, qu'on procéderait aux négociations dans les deux ans qui suivraient la conclusion de la paix.

La méfiance des hommes d'Etat anglais, en particulier de Fox et de Carmarthen, avait empêché ce projet, mais Vergennes, qui y tenait, prolongea le délai, pour permettre à Pitt de s'en occuper. Pitt montra alors que, lorsqu'il s'agissait de servir son pays, il n'était borné ni par des préjugés nationaux ni par des intérêts de parti : il pria Eden, membre de l'Opposition, d'entreprendre comme ministre plénipotentiaire, les tractations nécessaires. « Je vous assure en pensant à l'objet de la négociation française qu'elle est d'une grande importance nationale, écrivait Pitt, et je ne

1. Voir ci-dessus, p. 25, note 1.

vois pas d'autre moyen de la mener à bien pour l'avantage du public, que votre consentement pour l'entreprendre »¹.

Eden se mit au travail avec zèle et application, et passa plusieurs semaines, avant de partir pour Paris, à recueillir une documentation complète et précise sur les intérêts de toutes les branches du commerce et de l'industrie qui seraient affectées par cette négociation. Les clauses du traité proposées étaient telles que Pitt écrivit à lord Stafford, qu'il y voyait pour l'Angleterre un si grand avantage qu'il était impatient de s'en assurer. En septembre 1786, on signa le traité définitif, dont les conséquences étaient considérables : il établissait la liberté presque complète de la navigation et du commerce entre les deux pays pour leurs possessions européennes.

Mais plus importante encore était sa signification politique : c'était un essai loyal d'« entente cordiale » puisqu'il renforçait la sécurité de la paix et aidait à l'accroissement de la prospérité des deux pays. C'était là l'opinion de Talleyrand, qui estimait que les vins de France tireraient bénéfice des conditions nouvelles, et, surtout, trouvait beaucoup plus important le fait que le traité avait l'avantage de rapprocher l'un de l'autre des deux pays, en s'inspirant de ces principes libéraux qui conviennent aux grandes nations.

Mais les passions et les préjugés humains reconnaissent rarement la sagesse, et Pitt eut à supporter une forte opposition. Le grand reproche qu'on lui faisait, c'est qu'il avait « pactisé avec l'ennemi » ; plusieurs députés allaient jusqu'à le traiter de « fils dégénéré », et à lui déclarer que « sa partialité envers les ennemis héréditaires de notre île était suffisante pour faire tressaillir les os de son illustre père sous les dalles de l'Abbaye »². Fox, toujours porté aux extrêmes, dépassait tous les autres dans ses invectives contre la France qui était, par son ambition illimitée, l'ennemie sans merci de l'Angleterre... « La France, pro-

1. *Auckland*, I, p. 87. A Eden, du 4 décembre 1785.

2. AUDIGIER. p. 114.

clamait-il, est en politique l'ennemie mortelle de la Grande-Bretagne, et ce n'est pas dans le souvenir des batailles de Crécy ou d'Azincourt qu'il faut en rechercher la cause ; elle est tout entière dans son ambition sans bornes et son orgueil excessif qui lui font désirer de dominer l'Europe »¹.

Dans toute la carrière de Pitt, il n'y a rien de plus remarquable et de plus louable que son mépris courageux de ces préjugés étroits et le large esprit conciliatoire qu'il montra dans la conception, la négociation et la défense de ce traité : « Je n'hésite pas, répondit-il à ses adversaires, à m'élever contre cette opinion trop souvent exprimée que la France est et doit rester l'ennemie irréconciliable de la Grande-Bretagne. Mon esprit se refuse à cette assertion comme à quelque chose de monstrueux et d'impossible. C'est une faiblesse et un enfantillage de croire qu'une nation puisse être à jamais l'ennemie d'une autre. Cette idée n'a son fondement ni dans l'expérience des nations ni dans l'histoire de l'homme. C'est un outrage à la constitution des nations politiques et cela suppose l'existence d'une malice diabolique dans le cadre originaire de l'homme »².

La plus grande partie de la nation était du même avis que Pitt : à la Chambre des Communes, il remporta une victoire écrasante par 258 voix contre 118 ; la chambre des manufactures lui fut très reconnaissante d'avoir mené à bien les négociations, et le grand public, au fond satisfait, fit un excellent accueil au traité.

Ici, il faut bien voir le véritable mobile qui anima Pitt dans cette négociation. Il ne s'agissait pas de réaliser les beaux idéals de fraternité, de paix et d'humanité : ici, comme toujours, son principal but était la grandeur de l'Angleterre. Si, pour atteindre ce but, une alliance politique avec la France lui avait paru nécessaire, il l'aurait contractée, mais il n'y trouvait aucun intérêt pour son pays. Aussi, repoussait-il toujours l'idée d'une alliance franco-anglaise, se bornant, comme nous le verrons plus tard, aux assurances de neutralité.

1. *Parl. Hist.* XXVI, p. 377 et suiv. (AUDIGIER, p. 116).

2. *Parl. Hist.* XXVI, p. 377, (AUDIGIER, p. 114).

Même, pendant que la France jouissait d'une puissance redoutable, il conservait vis-à-vis d'elle une certaine méfiance, dont ces deux lettres rendent témoignage : « Quoique dans cette affaire commerciale, je trouve qu'il y a lieu de croire les Français sincères, je ne peux pas écouter sans soupçon leurs professions d'amitié politique ». Et, deux ans plus tard : « Je doute fort que votre idée d'un concert entre les deux nations, dans le but d'assurer la tranquillité générale, puisse jamais être tenté avec beaucoup d'espoir de succès »¹.

Cette hostilité mutuelle, qui depuis 1783 ne s'était exprimée que par des intrigues sourdes des deux côtés, éclata, en 1787, lors de l'affaire de la Hollande. Depuis la « glorieuse révolution de 1688 », les Provinces-Unies avaient toujours été alliées à la Grande-Bretagne. Les liens entre les deux pays furent rompus pendant la guerre d'Amérique, quand l'Angleterre déclara la guerre pour empêcher la Hollande de joindre sa flotte à celles des alliés de l'Amérique.

La prépondérance de la France dans les affaires des Provinces-Unies s'établit en 1785 ; l'année précédente Joseph II, dont l'ambition inquiète était la cause principale des mouvements qui agitaient les cabinets européens, émettait à l'égard de la Hollande des prétentions plus que contestables aux termes des traités, et dont la plus importante était la libre navigation de l'Escaut, qui remettait en pleine activité le port d'Anvers. Les Hollandais, qui regardaient l'interdiction de naviguer librement sur cette rivière comme le fondement de leur prospérité et même de leur existence, s'opposaient vigoureusement à cette demande.

Hors d'état de résister seuls à un tel adversaire, ils cherchaient l'appui de quelque grande puissance ; la Cour de Londres voulait les détourner de l'influence française, mais, là encore, Vergennes remporta une victoire sur elle, et c'est le cabinet de Versailles qui eut l'honneur de mettre un terme au différend. Par le traité de Fontainebleau,

1. *Auckland*, I, pp. 127 et 301. A Eden, du 10 juin 1786 et du 7 janvier 1788..

l'Empereur renonça à presque toutes ses prétentions, moyennant le versement de dix millions de florins, que la France promit de fournir. Un aussi grand service ne resta pas sans paiement, et, deux jours plus tard, un autre traité établit entre la France et la Hollande une alliance étroite d'assistance mutuelle.

Un des résultats de ces arrangements fut que le parti républicain et démocratique, fort de l'alliance française, prit dans les Provinces-Unies une supériorité très nette, et que le stathouder, partisan de l'Angleterre, se vit dépouiller de ses plus importantes prérogatives.

L'Angleterre, isolée depuis la dernière guerre, et cherchant toujours des alliés, voulut détruire cette prépondérance de la France, et sir James Harris, ambassadeur à La Haye, fit tout son possible pour faire échouer les efforts du parti francophile. Mais il n'eut aucun succès à cause de la faiblesse et de la timidité du prince d'Orange, qui n'osait pas défendre ses droits de stathouder, et parce que Pitt, toujours prudent et calculateur, ne voulut pas compromettre la prospérité croissante de l'Angleterre par une guerre contre la France. En vain Harris insistait que la France, gênée par son désordre financier, n'accepterait de combattre contre l'Angleterre qu'avec la Hollande. Pitt, influencé par ses raisonnements, eut recours à un compromis ; il refusa d'intervenir par la force, et fit voter un emprunt de £ 20.000 au stathouder.

Deux mois plus tard, en juin 1787, un incident imprévu donna prétexte à intervention : la princesse d'Orange, à tous les égards supérieure à son mari, fut arrêtée par des magistrats municipaux, pendant qu'elle se rendait de Nimègue à La Haye. Son frère, Frédéric-Guillaume, qui venait de succéder au grand Frédéric, demanda des réparations complètes pour cette insulte, ainsi que la punition sévère des coupables. En même temps, il fit de grands préparatifs pour entrer en Hollande, dans le cas où il serait nécessaire de soutenir ses prétentions par les armes.

Les Etats-Généraux refusèrent de donner satisfaction, et demandèrent officiellement au roi de France le secours qu'il leur devait, en vertu de l'alliance récemment conclue.

Le 13 septembre, le jour même où les troupes prussiennes, commandées par le duc de Brunswick, entraient en Hollande, Montmorin fit savoir à Eden que Louis XVI serait fidèle à son engagement, et il réunit 14.000 hommes à Givet pour aider les Hollandais à repousser l'invasion prussienne.

Les ministres anglais reçurent cette notification le 15 ; ils déclarèrent sans délai que, si la France venait au secours des Etats-Généraux, l'Angleterre prendrait immédiatement parti pour le stathouder. Ses mesures prises pour augmenter les forces du pays tant sur mer que sur terre, et un traité de subsides conclu avec le landgrave de Hesse-Cassel, prouvèrent que ce langage n'était pas une vaine démonstration. 40 vaisseaux de ligne et une armée auxiliaire de 35.000 hommes devaient appuyer, au besoin, les opérations du duc de Brunswick.

Il est facile de voir dans la correspondance politique de l'époque que ni l'Angleterre ni la France ne voulaient se battre, car l'état de leurs finances leur interdisait les dépenses énormes d'une guerre européenne. Mais, d'autre part, chacun des deux pays se refusait à laisser un avantage à son rival. C'était donc une guerre d'influence, et celui qui était prêt à aller jusqu'au bout devait remporter la victoire. Dans ce cas, c'était l'Angleterre, qui, jouissant d'une grande prospérité, avait dans Pitt un maître de ses destinées plus fort et plus habile que Montmorin.

Le jour même où celui-ci avait déclaré que la France aiderait la Hollande, Pitt avait écrit à Eden que les avantages du maintien de la paix valaient plus pour la nation que tout ce qu'on pourrait gagner d'une guerre, mais que ces avantages seraient plus que contrebalancés si on laissait la France l'emporter en Hollande. Il pensait que, dans ces circonstances, il faudrait soit que la France abandonnât sa prédominance dans la République, soit qu'elle combattît pour la conserver. Il ajoutait que si la France cédait sur ce point, il userait de tous les ménagements possibles pour ne pas l'humilier.

Pendant que la France hésitait, Brunswick occupa presque sans résistance les Provinces-Unies ; au bout de huit jours,

le stathouder rentra à La Haye, et la demande de secours adressée à Louis XVI fut retirée. Comme le dit lord Carmarthen, ce dernier fait fut de la plus grande importance, car il ôta à la Cour de Versailles tout droit de persister dans la résolution d'intervenir par les armes.

Pour qu'on pût procéder à un désarmement réciproque, Pitt fit signer à Montmorin une déclaration dans laquelle celui-ci sembla désavouer le passé et accepter pleinement l'échec que la France venait d'éprouver. Les deux nations s'engagèrent à remettre leur marine sur le pied de paix où elle était le 1^{er} janvier précédent.

Cette affaire marque à la fois la chute de la France et le rétablissement de l'Angleterre, qui montra qu'elle était redevenue une puissance de première classe. Cinq mois plus tard, elle signa avec la Hollande un traité à la Haye, par lequel, une alliance défensive fut conclue ; l'Angleterre garantit non seulement le territoire, mais encore autorité du stathouder, et, en matière commerciale, les deux pays s'accordèrent réciproquement les droits de la nation la plus favorisée. Bientôt après, par le traité de Berlin, la Grande-Bretagne et la Prusse contractèrent une alliance défensive, qui, elle aussi, garantissait l'autorité du stathouder.

L'attitude prompte et énergique prise par le gouvernement anglais causa une satisfaction générale dans le royaume, et valut à Pitt même les éloges de ses adversaires politiques. Fox félicitait son jeune rival sur le succès de ses négociations ; Hutchinson, homme d'Etat irlandais, écrivait que, par ses traités avec la France et la Hollande, Pitt avait gagné plus que lord North avait perdu ; et Voron-zoff, ambassadeur de Russie, écrivait à sa cour : « L'Angleterre a joué un rôle ferme et brillant, et la conduite de M. Pitt ressemble fort en cette occasion à celle que son père a tenue, et qui n'était plus connue ni pratiquée dans ce pays depuis sa retraite jusqu'à ce que son fils fût entré dans les affaires »¹.

Au contraire, la facilité avec laquelle le cabinet de Ver-

1. CALMON, p. 67.

sailles se soumit aux exigences de Pitt, montra à toute l'Europe, qu'absorbé par ses difficultés intérieures, il ne pouvait plus jouer un grand rôle. Ainsi, tout le terrain gagné par la paix glorieuse de 1783, était désormais perdu. « La France vient de tomber, dit Joseph II, et je doute qu'elle se relève » ; c'était là l'expression fidèle de l'opinion générale.

Pendant les quatre ans qui suivirent le traité de Versailles, les Anglais s'intéressèrent à la France, parce que c'était un pays rival à redouter ; mais en 1787, il n'en était plus ainsi, puisque l'Angleterre avait regagné une place honorable dans l'ensemble des nations. Pendant ce temps, la France, rongée au dedans, rabaissée au dehors, cessait d'être un objet d'intérêt pour la grande majorité des Anglais. C'est ainsi qu'ils ne faisaient guère attention aux événements qui se passaient en France, même à l'ouverture des Etats généraux, qui eut lieu le 5 mai 1789.

Le grand orage de la Révolution s'amoncelait depuis bien des années, mais très peu de personnes avaient su en discerner les présages. En 1753, lord Chesterfield écrivait à son fils : « Tous les symptômes que j'ai jamais rencontrés dans l'histoire, qui précèdent de grands changements de gouvernement, existent maintenant et augmentent de jour en jour en France... J'en suis content ; le reste de l'Europe sera plus tranquille, et aura le temps de se relever »¹. Dix ans plus tard, Rousseau écrivait : « Nous approchons d'un état de crise et d'un temps de révolution ». Enfin, en août 1787, sir James Harris dit : « Il y a de forts bruits d'une insurrection populaire en France. Si Dieu voulait punir les Français là où ils ont péché, combien j'admirerais la justice divine »².

Cependant, ces prophéties étaient négligées par une nation qui avait sous les yeux des événements plus imminents et plus proches de ses intérêts, à savoir, la maladie du roi, la question de la régence, et la lutte des partis dans les

1. LECKY, V, p. 443.

2. WIBLEY, p. 136.

Chambres. Mais la prise de la Bastille était d'une nature si frappante et si dramatique, qu'elle suscita en Angleterre un vif intérêt.

Le premier sentiment fut la joie : on approuvait une nation qui secouait le joug d'un despotisme abhorré. Quand Fox disait : « C'est bien le plus grand événement qui soit jamais arrivé au monde, et c'est bien le meilleur », il allait probablement au delà du sentiment populaire de ses compatriotes, mais il était d'accord avec sa tendance générale.

Cette approbation se manifesta bientôt de différentes manières. Les petites sociétés politiques, qui avaient existé pendant la guerre d'Amérique, se réveillèrent et se mirent à envoyer des messages de félicitations, d'amitié et d'encouragement à leurs nouveaux frères. Parmi elles, les plus célèbres étaient la « Société de Correspondance de Londres » et la « Société de la Révolution de 1688 ».

Le chef de celle-ci était le Dr. Price, pasteur non-conformiste, qui avait une grande réputation à cause du rôle qu'il avait joué pendant la dernière guerre et du succès de ses projets financiers. C'était à lui de faire le plus émouvant accueil à la Révolution : « Je puis quitter le monde. J'ai vu la lumière répandue sur la terre, les droits de l'homme connus et consacrés. J'ai vu soupirer après la liberté les nations qui n'en avaient pas l'idée. J'ai vécu pour voir trente millions d'hommes indignés et résolus, brisant leurs fers, redemandant leur liberté avec des cris irrésistibles »¹.

Lord Dorset, ambassadeur d'Angleterre à Paris, quoique fort lié avec la Cour, fut saisi par l'enthousiasme général, et il écrivait le 16 juillet : « Ainsi, la plus grande révolution que nous connaissions a été réalisée avec la perte de très peu de vies, si l'on considère la grandeur de l'événement. Dès ce moment, nous pouvons regarder la France comme un pays libre ; le roi est un monarque très restreint et la noblesse est réduite au niveau du reste de la nation »².

Plusieurs admirateurs de cette « aube d'une ère nouvelle » faisaient le pèlerinage civique à Paris, dont Wordsworth

1. MATHIEZ, p. 19.

2. *Despatches from Paris*, II, p. 243. A Leeds, du 16 juillet 1789.

nous a laissé un témoignage éloquent : « Tous les cœurs étaient ouverts, tous les propos étaient éclatants d'amitié et de gaieté ; nous portions un nom honoré en France, le nom d'Anglais, et ils nous saluaient avec une bonne grâce hospitalière comme leurs précurseurs dans une cause glorieuse »¹.

Une autre manifestation de l'enthousiasme suscité en Angleterre par la Révolution se trouve dans les allusions fréquentes qu'on y faisait dans les théâtres, où on allait jusqu'à jouer la prise de la Bastille. On y récitait des prologues en vers dans lesquels nous lisons, par exemple : « Oui, l'esprit d'Albion a enfin inspiré et réchauffé les cœurs, et la France est enfin dotée de la liberté de l'Angleterre... Hurrah pour la main bénie qui la première a ouvert les horribles cachots de la Bastille et en a délivré les pâles habitants »².

A côté de cette admiration spontanée pour les révolutionnaires, il y avait une autre raison pour expliquer l'accueil chaleureux fait à la nouvelle de la prise de la Bastille, symbole de la chute du despotisme. C'était la conviction que la faiblesse de la France garantirait la tranquillité à l'Europe et la paix à l'Angleterre.

Comme nous l'avons déjà vu, c'est cette raison qui réjouissait lord Chesterfield, quand il prévoyait la Révolution en 1753. D'abord, c'était l'opinion de Burke, qui disait : « Je viens de parcourir la carte de l'Europe et j'ai trouvé une grande place vide : l'espace occupé par la France »³. Voilà pourquoi lord Richmond ne pouvait pas persuader aux habitants du sud-ouest de l'Angleterre de frayer les dépenses des fortifications de Portsmouth et de Plymouth. Il se plaignait de son échec à Pitt : « Tant que les choses sont tranquilles, les gens sont disposés à négliger les moyens de maintenir cette tranquillité, et cette idée sera plus répandue que jamais, à cause de la situation actuelle de la France. Nous y puiserons trop de sécurité »⁴.

1. *Prelude*. Mathiez, p. 20.

2. LEMOINE, p. 343.

3. *Fernan Nunez*, p. 183.

4. STANHOPE, II, pp. 38, 39. A Pitt, du 13 septembre 1789.

Dans une de ses lettres à Pitt, Eden décrit si bien l'état déplorable de la France, qui le mène à conclure qu'elle est absolument hors d'état d'agir, qu'il nous semble nécessaire de la citer intégralement : « Les membres de la Noblesse et du Clergé ne peuvent pas se résoudre à souhaiter cordialement un résultat, qui, quelque nécessaire qu'il soit pour rétablir la tranquillité intérieure, aurait l'effet de sanctionner les violences portées contre leurs classes ; les représentants du Tiers Etat, considérés ensemble, sont factieux, ignorants et absurdes.

« Il y a dans tous les ordres quelques individus possédant une grande intégrité, de l'intelligence et des talents utiles ; mais en général, ils sont effrayés par la populace de Paris et des grandes villes de province. Il n'y en a pas encore un seul qui, par ses talents supérieurs et son influence, puisse guider les autres. En effet, le royaume de France est en ce moment gouverné par quelques personnes anonymes, qui se réunissent matin et soir à l'Hôtel de Ville de Paris.

« La Cour de Versailles est effectivement dans un état de captivité. Les ministres du pays avouent sans réserve qu'ils ne sont que nominaux. L'Eglise est non seulement sans influence, mais encore sans respect, et probablement sera bientôt sans pain. L'armée manque de discipline et de soldats. La Trésorerie n'a pas d'argent et n'a que très peu de crédit ; c'est pourquoi le dernier rapport de M. Necker propose un nouvel emprunt de quarante millions ; et dernièrement, la magistrature a perdu toute sa puissance et toutes ses fonctions.

« Certainement, il est possible que quelque chose sorte de ce chaos, mais je suis persuadé qu'il sera longtemps avant que la France se rétablisse d'une telle manière qu'elle puisse causer de l'inquiétude aux autres nations »¹.

De même que les gens du peuple, les philosophes et les hommes d'Etat, les commerçants étaient contents de la Révolution. L'Angleterre se vit, sans remords, débarrassée d'un rival commercial en même temps que d'un rival politi-

1. *Despatches from Paris*, II, p. 259. A Leeds, du 3 septembre 1789. Comparer aussi la lettre de Malmesbury à Portland du 3 octobre 1790. (*Harris*, II, p. 437).

que. Barthélemy écrivait que l'Angleterre ferait son possible pour éviter une guerre, qui, quelque heureuse qu'elle pût être, serait moins avantageuse que la paix dont elle jouissait. Il ajoutait : « Par l'état actuel des choses, la Grande-Bretagne s'enrichit et se fortifie, pour ainsi dire, des malheurs de toutes les autres nations, et surtout malheureusement de ceux de la France »¹. Nous reviendrons plus tard sur cette question, qui fournit une raison puissante pour le système de stricte neutralité de Pitt.

Dans les régions du pouvoir, il y a très rarement des occasions d'exprimer l'enthousiasme ; la réserve s'impose presque toujours. C'est elle qui dicte la conduite du roi et de son premier ministre à cette époque. Le Parlement s'ouvrit le 21 janvier 1790, et dans son discours, George III dit tout simplement : « Je continue à recevoir l'assurance des bonnes dispositions de toutes les puissances étrangères ». Il ne fit aucune mention de la France, encore moins des troubles qui l'agitaient.

Dans les écrits et les discours de Pitt de cette période, on ne trouve aucune trace des « machinations perfides » dont des fanatiques l'accusaient. Au contraire même, on y trouve un mélange curieux de compassion et d'indifférence. Il est vraisemblable, certes, que Pitt vit avec une secrète complaisance les événements, dont l'effet immédiat était de mettre la France hors d'état d'exercer, dans la politique générale, une influence presque toujours contraire aux intérêts britanniques.

Une lettre qu'il écrivit neuf mois avant l'ouverture des Etats Généraux renforce dans cette opinion. Il dit à Stafford : « La situation de la France, quoi qu'elle produise encore, paraît nous mettre plus que jamais pour un temps considérable à l'abri de tout projet dangereux »². S'il exprime là sa satisfaction pour ce répit, il ne montre du moins aucune trace de machiavélisme contre la France.

Une autre lettre, écrite à sa mère, le jour même de la prise de la Bastille, doit écarter de lui tout soupçon. « Nos

1. *A.E.*, t. DLXXI, p. 119. A Montmorin, du 10 octobre 1789.

2. *G. Rose*, p. 85. A Stafford, du 6 septembre 1788.

voisins de France ont l'air, dit-il, d'en venir aux extrémités ; le roi a tout à coup renvoyé M. Necker, et il a l'air décidé à défendre son autorité contre l'Assemblée nationale. Ce spectacle, ajouté à la disette générale, fait de ce pays un objet de compassion, même pour ses rivaux »¹.

Assurément, on ne pourrait désirer rien de plus généreux et de plus discret que son discours du 9 février 1790 : « A l'état de convulsion où se trouve actuellement la France, disait-il, succéderont tôt ou tard un accord général et l'établissement d'un état de choses parfaitement régulier, et, bien qu'une pareille situation puisse la rendre plus redoutable, elle peut aussi la rendre moins incommode pour ses voisins. Je désire donc le retour de la tranquillité dans ce pays, bien qu'il me paraisse encore éloigné. Lorsque son système de gouvernement sera définitivement constitué, si c'est la liberté bien comprise, la liberté résultant du bon ordre et de bonnes institutions, la France sera une des premières et des plus brillantes puissances de l'Europe. Et quant à moi, je ne saurais voir d'un regard jaloux les Etats voisins s'approprier aussi ces sentiments qui caractérisent tous les membres de la nation anglaise »².

De l'autre côté de la Manche, les Français étaient enchantés de l'accueil favorable fait à leurs efforts pour gagner leur liberté. On trouve bien des témoignages de leur anglomanie : Morris écrivait à Washington : « Tout est à l'anglaise, et le désir d'imiter les Anglais prévaut pareillement dans la coupe d'un veston et la forme d'une constitution »³. Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris, qui y était hostile, dénonçait « l'esprit d'indépendance et l'anglicanisme dont est animée une partie, la plus active sinon la plus grande, de la nation française »⁴.

Cet esprit d'émulation était d'autant plus fort que les Français se considéraient comme les élèves des Anglais, dans l'apprentissage de la liberté. Barère traduisait l'opi-

1. STANHOPE, II, p. 37. A lady Chatham, du 14 juillet 1789.

2. CALMON, p. 104.

3. Morris, p. 31.

4. Fernan Nunez, p. 17.

nion générale, quand il écrivait : « Les droits des hommes et les intérêts des nations n'ont été pendant longtemps discutés et défendus que sur les bords de la Tamise. Dans les salles de Westminster, on travaillait à circonscrire l'autorité absolue des rois, longtemps avant qu'on eût imaginé même d'en discuter la nature et les bornes dans les autres empires »¹.

Nous trouvons partout, dans les journaux, les débats et les messages des sociétés révolutionnaires, ce sentiment de la reconnaissance envers les Anglais, qui, « en assurant leur bonheur, nous en ont donné l'exemple, et ont assuré celui de l'Univers »². Les philosophes libéraux des deux nations, qui se considéraient les seules jouissant de la liberté en Europe, manifestaient le désir mutuel de se rapprocher, afin de répandre partout les bienfaits de la liberté.

Noailles, membre de l'Assemblée nationale, président de la Société des Amis de la Constitution à Paris, écrivait : « Devenus libres, et libres de toute crainte, nous désirons, avec vous, qu'une heureuse réunion mette fin à toutes les jalousies entre la France et la Grande-Bretagne, que ces deux Puissances s'efforcent à l'envi de faire participer toutes les autres nations de la terre, aux bénédictions de la paix, de la vertu, et de la liberté, et qu'une ligue entre la France et l'Angleterre assure le bonheur du monde entier »³.

Cette nouvelle amitié n'avait guère eu le temps de prendre une force réelle, quand un sérieux incident diplomatique vint la mettre à l'épreuve. C'est l'affaire de Nootka Sound, qui faillit remettre aux prises les anciennes rivales.

Le 21 janvier 1790, on reçut à Whitehall la nouvelle, envoyée par Merry, chargé d'affaires à Madrid, qu'un officier espagnol, nommé Martinez, avait saisi un vaisseau anglais qui commerçait sur la côte nord-ouest de l'Amérique. Plusieurs jours plus tard, le marquis del Campo présenta au duc de Leeds une note de sa cour, contenant les détails

1. *Le Point du Jour*, numéro du 5 février 1790.

2. *Revolutionary Society*, p. 12.

3. *Ibidem*, p. 53.

de la capture, dans laquelle on demandait que la Cour de Londres punît ceux qui avaient osé s'établir et commercer à Nootka Sound.

Le ministère anglais ne possédait que très peu de détails de cette affaire, mais les réclamations espagnoles portaient en elles leur condamnation. Le 26 février, Leeds répondit à del Campo, que l'acte de violence, commis par Martinez, rendait nécessaire de suspendre toute discussion des prétentions espagnoles, jusqu'à ce que satisfaction juste et suffisante fût accordée pour cet incident si injurieux pour la Grande-Bretagne. La Cour de Madrid répondit qu'elle ne visait à aucun privilège qui ne lui fût assuré par les traités, sans faire même allusion à la question de satisfaction.

Après avoir entendu le témoignage de Mears, directeur de la compagnie commerciale à Nootka, le Cabinet se réunit le 30 avril et décida de réclamer une satisfaction immédiate pour l'outrage commis contre le pavillon britannique. Comprenant que l'Espagne ne renoncerait pas volontiers à ses prétentions aux droits exclusifs dans le Pacifique, il proposa d'équiper une escadre de vaisseaux de ligne.

Le 4 mai, une dépêche à cet effet fut envoyée à Madrid, et, le jour suivant, le message du roi mit tout le monde au courant des détails de l'affaire. Puisque l'Espagne n'avait accordé ni offert aucune satisfaction, le roi avait fait de nouvelles représentations sur ce sujet. Ayant appris que l'Espagne faisait des armements considérables dans ses ports, il recommanda à ses « fidèles Communes de lui donner toutes les facilités nécessaires pour augmenter ses forces et pour se précautionner contre tous événements »¹.

Le lendemain, Pitt prit la parole pour développer le message du roi. Dans un langage plein de force, il représenta le procédé de l'Espagne comme une injure à la dignité de la Couronne encore plus qu'aux intérêts commerciaux. Il déclara que personne ne désirait la paix plus que lui, mais il ajouta qu'il se regarderait comme indigne, « non seulement de la place qu'il occupait, mais encore d'être membre du

1. A.E., t. DLXXIII, p. 59. Discours de George III du 5 mai 1790.

Parlement de la Grande-Bretagne, et même d'être Anglais, ils' ne sentait pas vivement l'injure imméritée, inattendue et inexcusable que l'Espagne venait de lui faire »¹. Quant aux prétentions espagnoles, il les trouvait dénuées de tout fondement et souverainement injustes. Le ministère fut soutenu à l'unanimité, et, quelques jours plus tard, la Chambre vota un crédit d'un million sterling pour subvenir aux frais de l'armement.

En outre, les deux nations se mirent à chercher des alliés. La Hollande et la Prusse assurèrent l'Angleterre de leur secours, si l'Espagne poussait les choses aux extrémités. Celle-ci négocia avec la Russie, l'Autriche et le Danemark, mais elle comptait surtout sur la France, son alliée grâce au Pacte de Famille. Or la guerre dépendait de deux circonstances : la décision de la France, et la force navale respective de l'Angleterre et de l'Espagne, puisque celles-ci ne voulaient céder sur aucun des points qui les divisaient. Fitzherbert fut envoyé à Madrid, pour concilier sur place les deux points de vue ; mais ce n'était ni là ni à Londres que la question pouvait être résolue ; le véritable centre d'action était Paris.

Ce différend entre l'Angleterre et l'Espagne avait pour effet de diviser l'opinion française en deux parties. Pour les Français, il n'avait pas une grande importance à côté de la Révolution, et c'est celle-ci qui détermina leur attitude sur les autres questions. A ce point de vue, il n'y a aucun doute que l'Angleterre était favorisée, et que l'opinion générale s'opposait à l'Espagne.

Nous avons déjà vu que la Révolution fut accueillie par une approbation presque universelle en Angleterre, alors que les pouvoirs publics espagnols craignaient et détestaient les nouvelles opinions subversives. Ils avaient recours à toutes les précautions possibles pour mettre l'Espagne catholique et traditionaliste à l'abri d'une propagande implacable, qui ne reculait devant aucun moyen pour conquérir la Péninsule aux idées révolutionnaires. Mais la

1. *Ibidem*, p. 69, Discours de Pitt du 6 mai 1790.

question se posait : la France pouvait-elle se débarrasser complètement de la tradition ?

Le ministère anglais comprenait toute l'importance du maintien des bonnes relations avec la Cour de Versailles. Deux jours après le message du roi, Leeds écrivit une dépêche à cette cour, donnant la raison de l'armement anglais, et l'assurance que George III désirait vivement conserver l'harmonie et la bonne intelligence qui régnaient si heureusement entre les deux nations. Nous remarquons dans les dépêches de La Luzerne combien le ministère était désireux de connaître les dispositions françaises. Le 14 mai, il disait : « On ne cesse de me parler de ce que fera la France ; on est d'une grande inquiétude sur le parti qu'elle prendra »¹.

Le mémoire donné à Fitzherbert contenait vingt-deux « Instructions », dont la plus importante était une recommandation d'affaiblir le Pacte de Famille et de séparer les deux cours alliées. Ce traité était simplement une ligue des nations maritimes contre l'expansionnisme britannique, et l'Angleterre trouva dans ce conflit une occasion propice pour mettre les Français dans l'obligation de choisir entre la vieille tradition nationale et l'idéologie nouvelle.

Si la décision avait dépendu du peuple, ce calcul aurait complètement réussi, grâce à l'opposition populaire au pacte. Les Français considéraient les hostilités comme le fait des ennemis de la Révolution, conjurés pour l'anéantir. Bien des journalistes populaires, entre autres Marat, faisaient tout leur possible pour mettre en garde la nation contre ce complot ministériel pour amener une contre-révolution. On craignait que ce conflit n'arrachât la nation au soin des affaires publiques, et, pour s'y opposer, on déclarait que le Pacte de Famille ne regardait plus la nation, depuis qu'elle avait reconquis sa souveraineté. La plupart, même, préféraient une alliance anglaise à une alliance espagnole. A ce propos, Marat s'écriait : « Pourquoi voudrions-nous nous brouiller avec les Anglais, qui nous veulent tant de bien, qui font des vœux pour nos succès, et qui désirent s'allier avec nous comme avec leurs frères ? »²

1. *Ibidem*, p. 104. A Montmorin, du 14 mai 1790.

2. *L'Ami du Peuple*, n° CXIV, le 26 mai 1790.

Au contraire, Louis XVI et son ministère se considéraient toujours liés par ce traité, et quand la Cour d'Espagne fit un pressant appel à la France, ils voulurent remplir leurs obligations. Le 14 mai, Montmorin communiqua à l'Assemblée une lettre qui attirait l'attention des députés sur les armements anglais. Il faisait savoir que Louis XVI, toujours désireux de veiller à la sûreté de l'Etat, avait commandé l'armement de quatorze vaisseaux de ligne et de quatorze frégates, pour contre-balancer ceux de l'Angleterre.

Le Pacte de Famille fit craindre de voir la nation engagée malgré elle dans une guerre dynastique, et le jour suivant, on posa la question de savoir si le droit de faire la guerre et la paix résidait dans le roi ou dans la nation. Les débats occupèrent toute une semaine, pendant laquelle les différentes opinions furent exprimées.

D'un côté, parmi ceux qui soutenaient les droits du roi, on trouvait le parti aristocratique, qui espérait trouver dans un conflit l'occasion de restaurer l'ancien régime ; ceux qui se méfiaient toujours de l'avidité de l'Angleterre, qui craignaient sa marine redoutable, et croyaient la voir bientôt saisir les colonies françaises ; en somme, on retrouvait tous les symptômes de la « paix boiteuse ».

D'autre part, le parti populaire désirait une alliance anglaise, craignait l'influence ministérielle, et ne voulait plus de pactes de famille. Finalement, la question fut résolue par l'acceptation des propositions de Mirabeau, le véritable chef de l'Assemblée. C'était un compromis, par lequel on décidait que le roi proposerait la guerre ou la paix, et que l'Assemblée voterait.

Cette question avait fait complètement oublier le sujet même à l'occasion duquel elle s'était élevée. Une lettre de La Luzerne vint la rappeler à la séance du 28 mai. On remercia le roi des précautions qu'il avait prises, mais, devant la menace d'une banqueroute nationale, on ne vota aucun subside. Tout cela, ajouté au fait qu'il n'existait aucune discipline dans l'armée et la marine, fit penser à tous que la France ne ferait rien pour aider son alliée.

Fernan Nuñez écrivait à sa Cour : « Nous ne devons pas nous flatter de rien obtenir ici ... S'ils finissaient par nous prêter quelques secours, ce serait après avoir épuisé tous les moyens dilatoires qu'offre une longue négociation. Et ils le feraient de telle façon que, lorsque ces secours pourraient nous être utiles, nous aurions déjà perdu plus que ce que représentent pour nous Nootka et toute la Mer du Sud »¹.

Effrayé par l'indiscipline militaire et le trouble de l'opinion en France, le gouvernement espagnol, qui avait si âprement insisté pour obtenir l'appui français, s'avisa soudain qu'il était sans valeur. Les amis de Florida Blanca allèrent jusqu'à dire qu'ils préféreraient voir les Anglais dans leurs ports que la flotte française avec les principes anarchiques dont elle était contaminée. Une autre cause de cet éloignement des deux Etats bourboniens était le tour vif des négociations, causé par la mauvaise humeur de Florida Blanca. Il avait écrit au mois de juin à Fernan Nuñez : « Je désire presque que la France nous fasse faux bond et que cela nous serve de prétexte pour économiser les frais de l'ambassade »².

Ainsi, l'Espagne, se sentant privée de secours étranger, consentit à donner la satisfaction exigée par Pitt. Le 24 juillet, Fitzherbert et Florida Blanca signèrent une déclaration et une contre-déclaration par lesquelles le Roi catholique offrait le dédommagement réclamé par les propriétaires des bateaux saisis, tout en réservant la discussion de la question de droit.

Quand toutes les apparences semblaient présager la paix, les députés français commençaient à prendre une attitude belliqueuse. Le 16 juin, Fernan Nuñez avait écrit à la Cour de Versailles, pour demander des secours effectifs. La Cour et le ministère, craignant l'effervescence populaire, avaient différé la communication de cette note jusqu'après la fête nationale du 14 juillet. Elle fut présentée à l'Assemblée nationale le 2 août, accompagnée par une lettre de Mont-

1. *Fernan Nuñez*, pp. 203, 204. A Florida Blanca, du 20 mai 1790.

2. *Ibidem*, p. 206 : A Fernan Nuñez, du 4 juin 1790.

morin, dans laquelle le ministre disait que, puisque les armements anglais continuaient, il serait prudent d'augmenter ceux de la France.

Ces deux pièces furent renvoyées au comité diplomatique, et la question fut débattue dans l'Assemblée vers la fin du même mois. On finit par adopter le projet de décret établi par Mirabeau : la France observerait tous ses engagements commerciaux et défensifs ; elle désirait changer le Pacte de Famille en traité national ; enfin, l'Assemblée ordonna l'armement de quarante-cinq vaisseaux de ligne, au lieu des trente que Montmorin avait demandés dans sa note.

Toute cela tendait vers la guerre, que Pitt avait grande envie d'éviter. Il avait déclaré à La Luzerne : « Non seulement nous désirons la paix parce que c'est toujours l'état préférable pour une nation riche et commerçante, mais nous la voulons encore parce que nos affaires de finance nous en font une loi. Nous ferons tout au monde pour conserver cette paix, qui nous est si avantageuse »¹. Et pendant toute la négociation, il avait tenu sa parole.

Pour prévenir le danger, Pitt adopta deux procédés différents. Il envoya à Paris deux agents, Elliot et Miles, pour qu'ils détournassent les membres principaux de l'Assemblée nationale de leur projet de secourir l'Espagne par les armes. Elliot, qui avait connu Mirabeau dans sa jeunesse, réussit complètement dans sa mission. Lord Gower, ambassadeur d'Angleterre à Paris, écrivit que l'entrevue entre Elliot et Mirabeau avait réussi mieux qu'il n'avait espéré, et qu'elle avait procuré un moyen facile de maintenir une bonne entente entre les ministres anglais et le parti dominant de l'Assemblée.

L'autre méthode de Pitt était plus directe et plus redoutable ; il résolut d'amener la querelle à une issue immédiate, en mettant les Espagnols au pied du mur. Pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre, la vigueur avec laquelle on préparait les armements redoubla. Jamais l'Angleterre n'avait eu de telles forces !

Les deux plans de Pitt réussirent admirablement. Dans

1. A.E., t. DLXXIII, p. 248 : A Montmorin, du 8 juin 1790.

sa 38^e lettre à la Cour, Mirabeau exprima son opinion, qui était celle de toute la France, à savoir, que la paix extérieure était la principale nécessité. Il affirma que la paix n'était pas difficile à maintenir, car l'Angleterre ne voulait pas la guerre ; elle avait seulement voulu se préparer à tout événement. Quant à l'Espagne, indépendamment de tout ce qu'elle perdrait infailliblement au premier coup de canon, elle ne pouvait pas faire la guerre sans la France, dont elle redoutait l'esprit subversif.

Pendant quelques jours, Florida Blanca fit des menaces, mais au fond, il savait qu'il était impuissant. « Je me rends à vos conditions, dit-il à Fitzherbert, non parce qu'elles sont justes, mais parce que j'y suis forcé. Si la France nous avait aidés, je ne m'y serais jamais soumis, mais nous ne pouvons tout seuls nous mesurer avec vous. Faites donc ce que vous voulez »¹. Le 28 octobre, les deux négociateurs signèrent le Traité de l'Escurial, qui donnait entièrement gain de cause aux prétentions anglaises.

C'était là un éclatant succès, et ce qu'il y avait de mieux, un succès pacifique dû à l'habileté et à l'énergie du premier ministre. La nouvelle en fut reçue avec joie dans tout le royaume, et les principales villes s'empressèrent d'envoyer à George III des adresses de félicitation. A la Chambre des Communes, on accorda à Pitt un vote de confiance par 247 voix contre 123.

L'effet fut grand aussi en Europe, et Eden, devenu lord Auckland, écrivait à ce propos : « Je suis convaincu que si nous avons montré moins de fermeté et d'activité, ou que si même notre flotte ne s'était pas trouvée dans l'état le plus parfait qui ait jamais été constaté dans les annales de la Grande-Bretagne, nous n'aurions pu obtenir une réparation complète. Bref, il n'y a jamais eu d'affaire mieux conduite ni mieux terminée, et jamais notre pays n'a eu une position aussi prédominante parmi les nations de l'Europe »².

Pendant que Pitt négociait avec l'Espagne et la France, Burke écrivait ses « Réflexions sur la Révolution française »,

1. BOURGOING, I, 1^{re} partie, p. 251.

2. CALMON, p. 85.

qu'il publia le 1^{er} novembre. Il y dénonçait les dangers des doctrines françaises, en même temps qu'il exaltait les institutions traditionalistes de l'Angleterre.

Ses adversaires l'accusent d'avoir été, dès le début, hostile à la Révolution. On n'a qu'à lire ses écrits de l'année 1789 pour voir combien cette idée est fausse. Comme la grande majorité des Anglais, y compris George III, il reconnaissait les grandes fautes de l'ancien régime. Il exprimait à plusieurs reprises l'espoir que, par sa nouvelle constitution, la France détruirait ces abus et gagnerait la liberté qui faisait le bonheur de l'Angleterre.

Mais en même temps, il prévoyait les dangers qui menaçaient cette tentative, dangers que les révolutionnaires rencontreraient certainement. Il assurait qu'il serait bien heureux de savoir que les grandes assemblées publiques en France, les gages naturels de la liberté personnelle, étaient elles-mêmes libres. Mais il protestait qu'un peuple, même après avoir supporté les abus et les inconvénients d'une monarchie absolue, n'avait pas le droit de ruiner le pays. Il implorait les Français de faire la distinction entre une révolution et une réforme, de reconnaître que leur tâche n'était pas de bouleverser la monarchie, mais de recouvrer la liberté.

Quelques semaines après la prise de la Bastille, il écrivait à un de ses amis français : « Vous espérez, monsieur, que je tiens les Français pour dignes de la liberté. Assurément. Je crois que tous les hommes qui la désirent la méritent. Ce n'est pas la récompense de nos vertus, ni le résultat de notre travail. C'est notre héritage. Nous y avons droit par notre naissance. Mais toutes les fois qu'on sépare la liberté de la justice, ni l'une ni l'autre ne me paraît en sûreté »¹.

Windham, ami et disciple de Burke, déclara qu'il n'y avait jamais eu un livre de ce genre aussi utile, et qui montrât des talents aussi extraordinaires. Il le croyait capable de bouleverser l'Assemblée nationale, et de détourner l'opinion publique de toute l'Europe. En effet, ce livre

1. *Burke*, I, p. 557. (STANHOPE, II, pp. 45, 46).

eut un succès exceptionnel ; on dit qu'il en fut vendu 30.000 exemplaires, et qu'il exerça une influence imminente sur l'opinion du pays. En effet, La Luzerne dit que Burke avait réuni toute la nation anglaise contre les changements en France. Le livre fut lu, selon la remarque du professeur Smyth, « par tous les hommes intelligents du royaume ».

On ne peut expliquer ce succès autrement que par le fait que Burke avait exprimé l'opinion de la grande majorité de ses compatriotes. Comme lui, ils trouvaient que la confusion n'était pas le chemin qui mène à la réforme. Les événements qui succédèrent au glorieux début de la Révolution, ouvrirent bientôt tous les yeux sur le caractère sanglant qu'elle menaçait de prendre. Les meurtres commis par les révolutionnaires parisiens, les outrages, les violences et les principes de démocratie absolue sur lesquels on établit la nouvelle constitution, produisirent dans beaucoup d'esprits une forte réaction.

Le peuple avait une vive compassion pour les personnes de Louis XVI et de Marie-Antoinette, et détestait toute apparence du règne de la populace. Aussi, presque tout enthousiasme fut refroidi par la nouvelle des événements du 6 octobre. Ce jour-là, les révolutionnaires entrèrent de force dans le palais de Versailles, massacrèrent deux des gardes du corps, et finirent par ramener à Paris le roi et la reine, auxquels ils laissèrent encore le nom de souverains, mais qui étaient en réalité leurs prisonniers. Déjà il était évident que ni le roi, ni l'Assemblée, ni le pays ne dirigeaient les affaires ; la populace de la capitale était seule maîtresse.

Burke ne professait que mépris et horreur pour la démagogie, et son indignation faisait de lui un des adversaires les plus redoutables de la Révolution. C'est elle qui était la cause de la rupture entre les deux anciens amis, Burke et Fox. Celui-ci en était enthousiasmé, et il saisissait toutes les occasions possibles pour louer les efforts français. En février 1791, il ne manqua pas de le faire, lors des débats sur les dépenses de l'armée. Burke s'opposa à lui pour la première fois et employa toute la puissance de son éloquence à répandre le blâme le plus amer et l'opprobre sur les prin-

cipes et les événements de la révolution. Son discours fut très applaudi par une grande partie de la Chambre et tous éprouvaient le sentiment profond d'approbation qui s'y manifestait. Le Dr. Parr disait : « La fermentation et l'alarme sont universelles. Tous les journaux sont d'accord avec Burke, même ceux qui soutiennent Fox »¹.

Pendant la discussion du bill pour régler l'administration du Canada, Fox exprima, à plusieurs reprises, son regret de ne pas le voir plus démocratique. Allant plus loin, il répéta ce qu'il avait déjà déclaré, qu'à ses yeux la constitution de 1791 était « le plus prodigieux, le plus glorieux monument qu'eût jamais élevé la liberté ». Devant un tel langage, Burke ne se contenta plus, et parla plusieurs fois, avec une irritation croissante, en faveur du bill. Il déplora la rupture qu'il croyait inévitable, mais il ajouta qu'il était si fortement attaché à la constitution anglaise, qu'il ne pouvait pas hésiter. « Mon devoir public, dit-il, mon amour de mon pays, m'ordonnent de m'écrier : Fuyez la constitution française, séparez-vous d'elle ! » Fox, très ému, répondit que ce n'était pas une rupture d'amitié. « Si », reprit Burke, je sais ce qu'il m'en coûte, j'ai fait mon devoir au prix de la perte d'un ami. Notre amitié est finie »².

Si Pitt assistait en témoin impassible à cette scène émouvante, cependant, il en comprenait mieux que personne l'importance. Ce n'était pas seulement une rupture personnelle, c'était encore un signe de la division des forces de l'Opposition. Fox chercha en vain à retenir ses amis, mais tout son talent, toute sa grande influence personnelle ne pouvaient les empêcher de l'abandonner en masse. Cette scission était si complète que Burke écrivait en août : « Quant au parti auquel j'appartenais, et auquel je suis toujours lié par une grande affection, tous ceux de ses membres qui favorisent la révolution française ne sont pas plus de dix dans les deux Chambres »³.

En dehors du Parlement, la même réaction se manifestait ;

1. LECKY, V, p. 461.

2. BOURGOING, I, 1^{re} partie, p. 319.

3. Burke, I, p. 617.

surtout, l'hostilité était grande à l'égard des sociétés politiques. La Luzerne écrivait en juin qu'il était « difficile d'exprimer à quel point le roi, son ministère, tous les pouvoirs du gouvernement, la puissante aristocratie et presque la totalité de la nation avaient en horreur et en crainte les intentions et les démarches de la Société de la Constitution »¹. Il ajoutait que beaucoup de journaux continuaient d'en parler et de demander au gouvernement de la surveiller.

A Birmingham, cette hostilité prit la forme d'une émeute. Plusieurs partisans de la Révolution avaient décidé de célébrer, par un banquet, le second anniversaire de la prise de la Bastille, décision qui avait irrité la populace. Le soir du 14 juillet une foule envahit l'auberge où avait eu lieu le banquet, pour chercher le Dr. Priestley. Il n'était pas là, et la masse se vengea de son désappointement en brûlant sa demeure particulière, avec la riche bibliothèque qu'il y avait réunie. A Londres, la cérémonie se passa tranquillement. Bland Burges écrivait à lord Auckland, que tout le monde l'avait méprisée, et qu'il n'y avait pas plus de trois ou quatre des convives qui méritassent le nom de « gentleman ».

Le 20 juin, le roi et la reine de France avaient réussi à quitter Paris secrètement, mais ils furent arrêtés deux jours plus tard à Varennes, et ramenés dans la capitale en vrais captifs. Burke nous dit que lorsque la nouvelle de la fuite fut reçue à Londres, une joie sincère se répandit partout ; par contre, la capture de la famille royale causa un abattement général. Si le roi avait réussi à s'échapper, ajouta Burke, « assurément on aurait illuminé partout »².

Lemoine insinue que ces sentiments étaient en grande partie inspirés par le gouvernement, qui fit appel à l'orthodoxie de la nation. Les dissidents, protestants comme catholiques, furent mis en chansons et en caricatures. Gilray publia le 3 décembre 1790 une caricature admirable intitulée « Smelling out a Rat ». On y voit Burke, armé de la

1. A.E., t. DLXXVII, p. 356. A Montmorin, du 10 juin 1791.

2. Burke, I, p. 617.

couronne et de la croix, pénétrer dans le cabinet d'étude secret du Dr. Price, qu'entourent toutes les preuves de sa révolte contre l'Eglise et l'Etat.

Dans une autre, Price, Paine et Priestley sont représentés soufflant du haut de la chaire le poison de l'athéisme, de l'arianisme, du déisme et du socinianisme ; on voit Price, au milieu, terminant son sermon par cette formule de la liturgie anglicane : « Et, maintenant, prions avec ferveur pour l'abolition de toute monarchie, etc., et pour que le désordre et l'anarchie puissent, par nos pieux efforts, régner dans tout l'univers »¹.

Pitt, de son côté, ne partageait pas la violence des sentiments de Burke contre la France. Celui-ci voulait une intervention étrangère, qui remettrait sur le trône français la race sacrée des Bourbons. Pitt ne s'occupait ni de Louis XVI ni de Marie-Antoinette ; il ne songeait qu'au bien de l'Angleterre, et tenait donc à conserver le plus longtemps possible des rapports pacifiques avec la France. Il était plus préoccupé des affaires intérieures de son pays que des événements du continent.

A plusieurs reprises, il recommanda à Burke de tourner son attention sur l'excellence de la constitution de l'Angleterre plutôt que sur les défauts de celle de la France. Au mois de septembre 1791, Pitt invita à dîner Grenville, Burke et Addington. Après le repas, Burke représenta avec énergie le danger de la contagion des principes français qui menaçaient le pays. Pitt répondit : « Ne craignez rien, monsieur Burke. Soyez assuré que nous resterons tels que nous sommes jusqu'au jour du jugement. — Sans doute, monsieur, répliqua Burke, mais c'est le jour sans jugement que je crains ! »².

Pendant les négociations lors de l'affaire de Nootka Sound, Pitt avait écrit à Elliot : « Le second point, qui est encore plus important, c'est de ne donner ni directement ni indirectement aucune assurance qui puisse aller au delà

1. LEMOINE, p. 343.

2. Addington, p. 72.

de la neutralité que ce pays-ci a toujours scrupuleusement gardée à l'égard des dissensions intérieures de la France, qu'il a l'intention de garder, et dont il ne s'éloignera jamais, à moins que la conduite tenue envers lui ne l'obligeât d'y renoncer pour sa propre défense ; il suffit de dire que nous désirons sincèrement le maintien de la paix et le développement des bonnes relations et de l'entente cordiale entre les deux nations »¹.

C'est là le principe de politique extérieure auquel Pitt tenait de toute sa force. Il avait voté pour la paix en 1781, pour terminer la guerre d'Amérique ; dans les affaires de 1787 et de 1790, il avait préparé des armements immenses, dont il n'eût pas voulu se servir, sauf à la dernière extrémité. A la fin des deux négociations, d'une manière qui ne laisse aucune incertitude, il exprima sa joie d'avoir pu se dispenser de faire la guerre.

Mais, malgré ses dispositions pacifiques clairement manifestées, les diplomates européens ne cessaient pas de se méfier de lui. On serait presque tenté de dire qu'ils ne pouvaient concevoir un ministre anglais pacifique !

Barthélemy exprime si souvent ses soupçons contre Pitt qu'il devient monotone de lire ses dépêches. A plusieurs reprises il dit qu'il n'est pas étonnant que l'Angleterre se borne à la neutralité, car elle ne fait que dissimuler ses projets sous des apparences de modération et de générosité. Il ajoute qu'il n'est que trop à craindre que « ses vœux comme ses démarches ne continuent de se porter à entretenir le désordre en France, pour en profiter quand il sera à son comble »².

De temps en temps, il écrit que l'Angleterre attend un moment propice pour intervenir par la force pour faire de faciles conquêtes ; mais, plus souvent, il la trouve coupable de maintenir le désordre à l'intérieur de la France par ses sourdes intrigues. Il reproduit aussi les vieilles craintes qu'inspire la puissance de la marine anglaise, et l'inquiétude pour les colonies françaises.

1. *Chatham MSS.* G.D., 8/102. (STANHOPE, II, p. 58).

2. *A.E.*, t. DLXXVIII, p. 179. A Montmorin, du 26 août 1791.

Ce qui montre combien sa méfiance est peu fondée, c'est que Barthélemy n'apporte jamais de preuves de toute cette perfidie de Pitt et de la nation anglaise. Dans une de ses dépêches, il avoue qu'il n'a que des soupçons : « Dans l'état où sont les choses, écrit-il, des personnes qui connaissent bien les mauvaises dispositions du roi d'Angleterre pour nous, celles bien plus mauvaises encore de son jeune ministre... ces personnes veulent que je croie que le plus perfide machiavélisme préside actuellement dans le Cabinet britannique ». Puis, après s'être bien répandu en reproches, il conclut ainsi : « Il est difficile d'étayer ces assertions de preuves, mais au moins je dois vous les transmettre »¹.

Le comte de Mercy, ministre de l'Empereur, qui visita l'Angleterre pendant l'été de 1791, était aussi convaincu des mauvaises dispositions du ministère britannique. Le jour de son départ, il communiqua encore une fois ses soupçons à Barthélemy. « J'ai toujours été d'opinion, dit-il, que l'Angleterre avait la main dans toutes les malheureuses divisions de votre patrie ; je pars d'ici plus convaincu que jamais de cette triste vérité, et que, contre l'intérêt de toutes les autres puissances, qui voudraient voir la France reprendre sa force accoutumée, l'Angleterre continuera à chercher de la miner sourdement pour opérer sa ruine totale ». Il ajouta qu'il pensait que « toute intervention étrangère ne ferait qu'aggraver les maux ; qu'il fallait laisser la France à elle-même, et attendre du temps, de la réflexion et de l'expérience, le retour de l'ordre »².

On ne peut guère ajouter à cette accusation précise, sauf que, lui aussi, il néglige d'apporter des preuves. Cependant, il est peut-être permis de remarquer que, neuf mois après, c'est l'Autriche et non l'Angleterre, qui se battait contre la France révolutionnaire.

Peut-être le plus éclatant témoignage du fait que Pitt ne désirait point intervenir en France, n'est ni une déclaration orale ni une déclaration écrite. C'est un immense

1. A.E., t. DLXIX, p. 130. A Montmorin, du 4 novembre 1791.

2. A.E., t. DLXXVIII, p. 210. A Montmorin, du 2 septembre 1791.

armement qu'il entreprit au printemps de l'année 1791, et qu'il n'aurait jamais proposé, s'il avait craint une guerre avec la France.

Au mois d'août 1787, la Porte, effrayée par les menaces et les préparatifs militaires provoquants de la grande Catherine, avait déclaré la guerre à la Russie. Quelques mois plus tard, Joseph II, l'ambitieux empereur d'Allemagne, lança une déclaration de guerre à la Turquie, quoiqu'il n'eût pas le plus léger grief contre le sultan à mettre en avant. Catherine et Joseph II s'étaient exagéré l'état de décadence de l'empire ottoman, car les Turcs se défendirent mieux qu'on n'aurait pu le croire.

Pitt, qui suivait une politique inverse de celle de son père, lord Chatham, lequel avait avoué en 1773 qu'il était « tout à fait russe », regardait avec inquiétude l'ambition démesurée et la puissance croissante de Catherine. Son but à lui, toujours constant, était de maintenir l'équilibre des puissances ; c'était pour cela qu'il venait de conclure les traités d'alliance avec la Hollande et la Prusse. Il trouvait que les intérêts politiques et commerciaux de l'Angleterre étaient compromis par l'agrandissement de la Russie et l'abaissement de la Turquie.

Après une campagne malheureuse, Joseph II mourut au milieu de la crise qu'il avait provoquée, laissant à son successeur, le pacifique Léopold, la tâche de rétablir le calme dans ses territoires. Celui-ci ne cherchait pas de nouvelles victoires, mais il espérait tirer quelques fruits de celles qu'on avait déjà remportées. Mais, grâce aux efforts combinés de l'Angleterre et de ses alliés, on parvint à le décider à conclure, au mois de juillet 1790, la convention de Reichenbach, par laquelle il renonçait à son alliance avec la Russie, s'engageait à traiter promptement la paix avec la Porte, et consentait à restituer toutes les conquêtes faites par les armées autrichiennes pendant la guerre. L'Angleterre et la Prusse, pensant que la Russie, ainsi abandonnée, ne se montrerait pas plus difficile, lui offrirent leurs bons offices pour une pacification fondée sur des bases semblables.

Cette offre fut mal accueillie à Saint-Pétersbourg, et la fière Catherine la repoussa avec hauteur. Elle fit savoir que, la Porte lui ayant déclaré la guerre, elle n'avait aucune intention de conclure la paix selon les termes que les deux puissances neutres voulaient lui dicter ; elle ajouta qu'elle ne consentirait à aucun arrangement dans lequel la Porte ne lui céderait pas la ville d'Oczakow et ses dépendances, nécessaires pour assurer, de ce côté, la protection de la frontière russe. La Luzerne jugeait bien la situation, quand il écrivait au mois de janvier : « Je ne sais pas le parti que prendra définitivement cette Puissance ; mais il me paraît difficile de croire que l'Impératrice, dont les armes ont été si heureuses, ne veuille pas au moins en retirer quelques avantages ostensibles, et qui flattent sa vanité, s'ils n'augmentent pas son empire »¹.

Pitt ne crut pas devoir tenir compte des déclarations de Catherine, et, après avoir eu recours à la voie des représentations, il décida d'agir d'une manière plus décisive. Le ministre français, à plusieurs reprises, affirma que Pitt se bornerait à faire une simple démonstration, parce que, s'il allait plus loin, il compromettrait à la fois le salut de l'Angleterre et son existence ministérielle. Mais, encore une fois, il l'avait mal jugé. Il est vrai que Pitt n'aimait pas la guerre, et qu'une démonstration aurait mieux convenu à son système politique. Il est même vraisemblable qu'il espérait que la présence d'une flotte anglaise suffirait à faire réussir son projet, comme l'apparition d'une armée prussienne avait puissamment contribué à décider les concessions de l'Autriche à Reichenbach.

Le 21 et le 22 mars 1791, aux conseils de cabinet tenus chez le duc de Leeds, tous les ministres, sauf lord Grenville, acceptaient la proposition d'envoyer une flotte dans la Baltique et une escadre dans la Mer Noire. Grenville ne voulait pas courir les risques d'une guerre, et opinait qu'une augmentation des armements suffirait pour fléchir la résolution de Catherine.

1. *Œuvres*, t. DLXXVI, p. 61. A Montmorin, du 20 janvier 1791.

Bientôt après, on commençait à voir les difficultés qui menaçaient le sort de ce projet. Le 27, le duc de Richmond écrivait à Pitt pour lui faire part de son changement d'avis. Il dit qu'il n'avait pas la présomption de souhaiter le triomphe de ses idées contre celles du premier ministre et de la majorité du Cabinet, et qu'une fois la proposition formellement adoptée, il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour son succès. Cependant, il voulait faire comprendre que ce n'était pas son avis.

« Plus je songe à la question, dit-il, plus je me confirme dans la conviction qu'à moins d'avoir la Hollande avec nous, sous quelque forme ostensible, à moins d'avoir un libre accès dans les ports de Suède pour nos vaisseaux, à moins d'ajouter la Pologne à notre alliance, nous courons un trop grand risque en promettant à la Prusse, au nom de ce pays-ci, de faire la guerre à la Russie pour l'obliger à conclure la paix avec la Porte sur le pied du statu quo. J'ai bien pesé tous les arguments dont vous avez fait usage, et je ne puis pas dire qu'ils m'aient convaincu, en dépit de leur grande force »¹.

Deux jours plus tard, un message royal annonça au Parlement que les efforts faits par le gouvernement, de concert avec ses alliés, pour rétablir la paix entre la Russie et la Porte, avaient été jusqu'alors sans succès. Puisque les conséquences de la continuation de la guerre pouvaient affecter grandement non seulement les intérêts des deux Cours, mais ceux de l'Europe en général, le roi, pour donner du poids à ses conseils, avait jugé à propos d'augmenter ses forces navales, et demandait à cet effet le concours du Parlement.

Le lendemain, le message fut discuté à la Chambre des Communes. Pitt essaya de montrer qu'il importait à l'Angleterre d'arrêter la Russie dans ses rapides agrandissements, car autrement, après avoir accablé la Porte, elle serait en état d'annuler l'influence de la Prusse, alliée du cabinet de Londres, et d'ébranler, dans ses fondements, l'édifice européen. Ces arguments furent chaleureusement

1. STANHOPE, II, p. 110, A Pitt, du 27 mars 1791.

combattus par l'Opposition. Mais, malgré les efforts passionnés de Fox, l'adresse proposée par Pitt fut votée à la majorité de 93 voix. Cependant, à cette époque, on comptait toujours sur une majorité de 150 voix pour le ministère, et Pitt devait savoir qu'il soutenait une cause impopulaire.

La Luzerne dit que beaucoup des amis de Pitt s'étaient absentés, ce jour-là, pour ne pas voter contre lui. Dans le pays, l'opposition était encore plus grande. Le peuple ne regardait pas l'affaire sous la même lumière que les hommes d'Etat ; pour lui, les inconvénients de l'ambition russe étaient douteux et lointains, tandis que ceux de l'augmentation des dépenses étaient palpables, immédiats. Le commerce, d'autant plus influent que huit ans de paix l'avaient porté à un degré de prospérité jusqu'alors inouï, s'effrayait des chances d'une guerre. Les négociants de Londres envoyèrent à Pitt une députation, pour le convaincre de l'importance du commerce avec la Russie, qui serait inévitablement détruit par les hostilités.

De plus, il était évident que la seule nation européenne qui voulait la guerre, c'était la Prusse. La Hollande même refusait d'intervenir dans une querelle qui ne la touchait pas de près. Parmi les autres nations, l'Espagne était d'accord avec les réclamations de l'Angleterre et de la Prusse, mais elle ne voulait pas intervenir. L'Autriche, la Suède et le Danemark penchaient vers la Russie, tout en se déclarant pacifiques. Catherine avait fait appel à la France, mais, quoique le comité diplomatique fût d'accord avec la Russie, quant au danger de la prépotence du Cabinet de Londres dans les affaires de l'Europe, la France était toujours l'alliée de la Porte. D'ailleurs, sa faiblesse intérieure l'avait mise hors d'état d'agir, et on concluait « qu'une réponse dilatoire et des espérances éventuelles seraient ce qui conviendrait le mieux aux circonstances »¹.

Les dépêches de lord Auckland exerçaient une influence considérable sur l'esprit de Pitt. Lorsqu'il était parti pour La Haye, il avait écrit que le meilleur moyen de garantir la prospérité et le bonheur de l'Angleterre, c'était d'éviter

1. *A.E.*, t. DLXXVII, p. 317. Note du 28 mai 1791.

toute guerre à l'extérieur et toute réforme à l'intérieur. Dès le début il s'était opposé à cette guerre qui menacerait le système de gouvernement de Pitt et la prospérité de la nation. Il avait discuté la question avec l'amiral hollandais, Kinsbergen, qui connaissait toutes les côtes de la Mer Noire, et qui l'avait assuré que l'importance d'Oczakow était minime comparée à celle de Sébastopol.

Toutes ces circonstances concoururent à influencer sur l'esprit de Pitt, et le décidèrent à reculer. C'était une mesure ingrate et humiliante, puisque l'Angleterre s'était déjà engagée dans le conflit. Le 27 mars, la veille du message du roi, Leeds avait écrit à Whitworth, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, pour lui dire que l'Angleterre et la Prusse avaient décidé d'intervenir, et pour lui commander de présenter à la Cour russe un ultimatum, auquel il exigerait une réponse en dix jours.

Mais, une fois convaincu de la nécessité de céder, Pitt ne tarda point. Il voyait qu'il était de la plus haute importance que le pays ne s'engageât pas davantage sur la question. Il expédia tout de suite un courrier qui arriva à temps pour empêcher l'envoi de l'ultimatum¹.

Les adversaires de Pitt lui reprochèrent amèrement cette reculade, prétendant qu'il convenait mieux à sa dignité de premier ministre de l'Angleterre de se jeter dans la guerre, malgré l'opinion de la majorité de ses compatriotes. C'eût été une voie plus facile, mais il refusa de la prendre, et fit preuve de son grand courage en avouant sa faute. Son prestige fut ébranlé, à l'étranger comme dans son pays, par cet échec, le premier qu'il eût rencontré à propos des affaires étrangères, mais il ne le fut que momentanément. Pitt avait laissé Catherine agir à son gré dans ses négociations avec les Turcs, mais ce qui prouve bien qu'on s'était exagéré le danger, c'est que le nom même d'Oczakow disparut vite de la mémoire des hommes.

A plusieurs reprises, La Luzerne et Barthélemy exprimèrent leur crainte de voir les armements formidables, que

1. Voir la lettre de Pitt à Ewart du 24 mai. (STANHOPE, II, pp. 112-115, LECKY, V, p. 293).

Pitt avait ordonnés pour la négociation russe, tournés contre la France. Plus d'un mois avant le message du roi, Barthélemy écrivait que l'Angleterre ne se battrait pas contre la Russie, mais qu'il était persuadé que plutôt « elle ouvrirait une querelle avec nous ou avec l'Espagne. La nation anglaise ne connaît d'ennemis que la maison de Bourbon ; elle ne permettra jamais à ses ministres d'avoir la guerre avec aucun autre peuple, parce qu'elle les méprise tous ! »¹ Pour son compte, La Luzerne écrivait qu'il croyait que les Français seuls étaient l'objet plus ou moins éloigné des préparatifs anglais.

Mais ces soupçons étaient bientôt dissipés par le désarmement, qui suivit la fin des négociations avec la Russie. Au mois d'août, Pitt écrivait à Rose qu'il avait reçu la nouvelle que le Congrès de Gralutz, entre la Russie et la Porte, promettait de se terminer heureusement ; nouvelle qu'il accueillit avec joie, puisqu'il y voyait l'occasion de commencer bientôt à désarmer. Quelques jours plus tard, Grenville, qui, selon Malmesbury, était surtout responsable de la reculade de Pitt, croyant que l'Angleterre ne devrait pas intervenir dans les affaires du continent, envoya des nouvelles à son frère, lord Buckingham.

Cette lettre montre combien les ministres désiraient la paix, et combien ils étaient heureux d'apprendre qu'un traité avait été signé à Sistova entre l'Autriche et la Porte. En terminant, Grenville exprime la joie que lui inspire la promesse du maintien de la paix. « J'espère que je vais maintenant respirer un peu, dit-il, ce que je n'ai guère pu faire depuis le mois d'avril dernier. Vous ne sauriez vous figurer tout le travail que j'ai eu à faire ; mais je suis récompensé par le maintien de la paix, ce que le pays a surtout à désirer.

« Nous allons maintenant, je l'espère, jouir de ce bienfait pendant une longue période, et recueillir les fruits d'une prospérité sans exemple dans l'histoire. L'état de notre commerce, de notre revenu, celui de nos fonds publics, surtout, sont de nature à faire concevoir des espérances,

1. *A.E.*, t. DLXXVI, p. 190, A Montmorin, du 18 février 1791.

qui, il y a quelques années, auraient paru chimériques, et que, selon toute probabilité, il nous sera permis de réaliser »¹.

Le 30 septembre, Barthélemy écrivait que l'Angleterre paraissait se tenir à son rôle passif. Le désarmement se faisait complètement, et on ne gardait en commission que douze vaisseaux de ligne. Herman, consul général de France à Londres, écrivait que la réduction des armements était très populaire, et que la présomption d'une paix solide contribuerait à faire hausser les fonds publics, qui étaient déjà à un taux prodigieux.

Un résultat immédiat de la négociation avec la Russie, ce fut d'ébranler le renom de Pitt. On commençait à dire tout bas que sa chute pouvait être imminente, que la confiance publique avait disparu. Mais La Luzerne écrivait que, bien que Pitt fût très pressé par ses adversaires parlementaires, il ne croyait pas qu'ils parviendraient à détruire sa popularité, qui était fondée sur des bases bien solides. Storer dit que Pitt aurait certainement perdu sa situation de premier ministre, s'il y avait eu alors un candidat susceptible de le remplacer ; mais, à l'exception de Fox, il n'y avait personne. Or, ajouta-t-il, tout comme, naguère, Fox avait contribué, par son opposition imprudente, à maintenir en place lord North, il assurait maintenant le maintien de Pitt au pouvoir.

De plus, Pitt connaissait son peuple ; il savait que ce qu'il désirait c'était la tranquillité intérieure, pour augmenter la prospérité du pays. Donc, ayant digéré de son mieux son humiliation, il se donnait plus que jamais aux mesures financières. Il avait l'intention de baisser l'intérêt d'une portion considérable de la dette publique. Par cette grande opération, il cherchait à rétablir sa popularité et sa réputation.

Barthélemy écrivait au mois de septembre, que la Cour de Londres voulait manifester avec éclat ses dispositions pour une parfaite tranquillité. Dans ce but, le roi et la reine, Pitt et lord Grenville allaient passer six semaines de vacances à Weymouth. Les deux ministres, qui avaient annon-

1. BUCKINGHAM, II, p. 196. A Buckingham, du 17 août 1791.

cé qu'ils ne reviendraient pas dans la capitale durant ces vacances, montraient par là qu'ils n'appréhendaient aucun trouble venant de l'extérieur. Selon toutes les apparences, le Parlement ne serait pas rassemblé avant la fin de janvier, quand Pitt pourrait faire une peinture si brillante de la situation de l'Angleterre, que la nation en oublierait sûrement la faute qu'elle lui reprochait.

Pitt, entièrement pris par ses mesures financières, désirait la paix plus que jamais, et fit son possible pour ne plus s'occuper des affaires du continent. On peut même dire qu'il tourna le dos à l'Europe après son échec en 1791, afin de se consacrer à l'administration intérieure¹. Hirsinger avoua que Pitt n'avait aucune intention d'intervenir dans les affaires de la France. « Ce ministre, qui ne nous aime pas, dit-il, est trop éclairé sur les véritables intérêts de son pays pour l'exposer, par une démarche marquante, à lui faire perdre les avantages énormes qu'il retire de notre position »².

Nous trouvons, dans les dépêches officielles, plusieurs témoignages analogues qui corroborent cette déclaration de Hirsinger, et montrent que Pitt considérait qu'il était suffisant pour l'Angleterre de profiter des malheurs de sa voisine. Barthélemy était très mécontent de voir s'accroître la richesse de l'Angleterre, en même temps que celle de sa patrie était en train de disparaître. « Il est impossible, écrivait-il, de ne pas gémir de voir à quel point cette terre, que nous aurions bien le droit de qualifier de terre ennemie, s'enrichit chaque jour davantage du plus pur de notre substance »³.

Quelques semaines plus tard, il constate qu'il était avantageux pour l'Angleterre de laisser subsister un état d'anarchie à l'intérieur de la France ; c'était « un ordre de

1. Leeds, dans ses mémoires, nous rapporte ces paroles extraordinaires du chancelier sur les intentions ultra-pacifiques du ministère de Pitt. « Je ne crois pas qu'il y ait aucun danger d'une guerre pendant que les ministres présents resteront au pouvoir. Pour quelle raison pourraient-ils se battre ? Nous avons cédé sur tout ce qui pouvait causer une guerre, et après avoir accepté de subir une telle disgrâce, quelle autre serions-nous incapables de subir à présent ? ». (*Leeds*, p. 170).

2. *A.E.*, t. DLXXX, p. 143. A Delessart, du 9 mars 1792.

3. *A.E.*, t. DLXXVIII, p. 183. A Montmorin, du 26 août 1791.

choses qui vaut à l'Angleterre plus de richesses, plus d'augmentation de commerce et de puissance que n'aurait pu lui en procurer la guerre la plus heureuse »¹.

Le comte de La Marck appréciait bien le système que Pitt avait adopté de ne pas se mêler des affaires du continent. Il remarquait qu'il y avait toujours danger pour l'Angleterre d'être entraînée, malgré elle, dans une guerre contre la France. « Il est certain, pourtant, continuait-il, qu'un système de neutralité est le parti le plus sûr que le ministère anglais puisse adopter ; car il suffit d'abandonner ce pays-ci à lui-même pour qu'il se détruise infailliblement, et l'Angleterre, alors, serait, plus qu'aucune autre puissance, à portée de recueillir les avantages commerciaux que la France ne pourrait plus lui disputer »².

La Cour de Londres était constamment sollicitée de bien des côtés de prendre parti contre la Révolution, mais sa réponse était toujours la même. Quand le chevalier de la Bintinaye apporta une lettre du comte de Provence à George III, il reçut une réplique parfaitement claire, à savoir, que l'Angleterre prenait garde non seulement de se mêler aux mesures adoptées par les autres puissances, mais encore d'influer sur les décisions de celles-ci.

Le fils de Burke, qui était en relations intimes avec les émigrés, à Coblenz, avait dit à plusieurs personnes, à Bruxelles, qu'il ne doutait pas que sa cour ne prît bientôt parti. Après son retour à Londres, il eut plusieurs conférences avec Pitt, pour l'inviter à se déclarer contre les révolutionnaires. Mais Barthélemy croyait, avec raison, qu'il n'aurait pas plus de succès que Calonne même, et Pitt, en effet, répondait toujours : non.

Au contraire, les ministres anglais montraient, par leurs paroles et leurs actions, qu'ils voulaient conserver leurs bonnes relations avec le gouvernement français tel qu'il était à cette époque. Grenville assura La Luzerne, quelques jours après le retour de Louis XVI de Varennes, que c'était « le désir sincère de Sa Majesté Britannique et de son minis-

1. *A.E.*, t. DLXXIX, p. 14. A Montmorin, du 7 octobre 1791.

2. *La Marck*, III, p. 224. A Mercy-Argenteau, du 10 septembre 1791.

tère de continuer l'union et la bonne harmonie qui seules pouvaient faire le bonheur des deux nations ; et que l'un et l'autre faisaient des vœux sincères pour la prospérité de la France »¹.

Pendant l'été de 1791, éclata la grande révolution des nègres à Saint-Domingue, qui faillit détruire entièrement cette importante colonie française. Dans leur détresse, les colons firent appel à Lord Effingham, gouverneur de la Jamaïque, qui leur envoya trois frégates avec armes, munitions et vivres, conduite qui fut entièrement et formellement approuvée par le gouvernement anglais.

Arrivés au début de l'année 1792, nous voyons les fruits de la sage gestion de Pitt. « Jamais, écrit Dowell, l'Angleterre durant son histoire antérieure n'avait présenté comme en 1792 le tableau d'une prospérité égale à celle qui fut le résultat heureux de dix ans d'économie, de travail, de stabilité, et de sagesse de la part du Parlement dans son effort pour cultiver les arts de la paix, pour augmenter le revenu, et pour améliorer la condition des habitants »². La prospérité matérielle était si complète que le gouvernement était presque arrivé à la croire à l'abri de toute atteinte³.

Le discours du trône, qui eut lieu le 31 janvier 1792, témoigna de cet optimisme d'une manière frappante. Après s'être félicité de ce que la situation générale des affaires en Europe autorisait à croire au maintien de la paix, George III crut pouvoir annoncer que son gouvernement proposerait, avant peu, des réductions dans les dépenses de la marine et de l'armée. Ces réductions, combinées avec la progression incessante des recettes publiques, permettraient au Parlement de supprimer quelques-unes des taxes existantes et d'augmenter les ressources de l'amortissement.

Le langage que Pitt tenait et le budget qu'il présentait

1. A.E., t. DLXXVIII, p. 51. A Montmorin, du 8 juillet 1791.

2. DOWELL, *Taxation and Taxes*, II, ch. VII, 2^e partie, p. 198. (AUDIGIER, p. 185).

3. Comparer la lettre de lord Auckland à son frère, du 12 décembre 1791 : « Aussi longtemps que le roi se portera aussi bien, la tranquillité de ce pays sera fondée sur un rocher, car la prospérité publique est grande, la nation est raisonnable, et le commerce et les ressources augmentent ». (Auckland, II, p. 396).

prouvent bien la sécurité de ses relations avec la France. Son langage nous paraît maintenant extraordinaire, parce que nous savons qu'il était à la veille d'un immense bouleversement qui allait durer vingt-trois ans. Mais à ce moment, la Révolution n'avait pas encore menacé l'Europe de ses doctrines subversives ; Louis XVI, devenu roi constitutionnel, était toujours sur le trône ; on était en droit d'espérer qu'il s'accommoderait de son nouveau rôle, et que la France serait gouvernée paisiblement par sa nouvelle constitution. Donc, nous ne pouvons pas trop reprocher à Pitt son optimisme un peu excessif.

Après avoir présenté son budget, il déclara que l'Angleterre était en droit d'espérer tout de la paix. « Je ne suis pas, en effet, dit-il, assez présomptueux pour supposer que, quand je dis quinze ans, je parle d'une période durant laquelle aucun événement ne puisse se produire ; la sagacité humaine ne peut pas le prévoir, et toutes nos suppositions peuvent être renversées. Nous ne devons pas compter avec une certitude absolue sur la continuation de notre prospérité actuelle durant un tel intervalle ; mais, sans contredit, il n'y a jamais eu dans l'histoire de ce pays un moment où, d'après la situation de l'Europe, nous puissions augurer plus raisonnablement quinze ans de paix ! »¹.

1. AUDIGIER, p. 31, Discours de Pitt du 17 février 1792.

CHAPITRE III

TENSION EUROPÉENNE

Arrivés à l'année 1792, quelques mois seulement avant l'ouverture des hostilités entre l'Angleterre et la France, il nous faut faire un véritable effort pour nous rendre compte de la puissance incroyable dont Pitt jouissait dans son pays. Il ne suffit pas de dire qu'il était le premier ministre. Il était, en même temps que le dirigeant principal, et même unique, de la politique intérieure et extérieure de l'Angleterre, le porte-parole de la nation.

Sa prépotence augmentait tous les ans, et même les échecs qu'il essayait n'empêchaient point la croissance progressive de l'autorité dont il jouissait. Pour résumer les résultats qu'il avait obtenus, on ne peut mieux faire qu'emprunter ces paroles à Viel-Castel : « Il avait porté au plus haut degré de prospérité les finances et le commerce de son pays, ruinés par une guerre désastreuse. Sans compromettre la paix, il avait su, par les négociations habilement conduites, rendre à l'Angleterre l'influence extérieure qu'elle avait perdue depuis lord Chatham. Sous sa direction, le parti du gouvernement avait pris dans la Chambre des Communes une consistance jusqu'alors inconnue »¹.

La puissance de l'administration de Pitt reposait sur l'unanimité générale que La Luzerne avait déjà remarquée en 1788. « Tant que le roi d'Angleterre et son principal

1. VIEL-CASTEL, II^e partie, p. 87.

ministre agiront avec autant de concert, écrivit-il, et tant que le parti de l'Opposition aura aussi peu de moyens qu'il en a dans le présent Parlement pour arrêter l'influence ministérielle, rien n'altérera l'unanimité qui règne aujourd'hui dans la nation »¹. L'année suivante, pendant la convalescence du roi, Pitt et la reine, qui s'accordaient admirablement, profitèrent de l'occasion pour gouverner d'une manière absolue. L'ambassadeur français observait que Pitt avait un tel ascendant sur la cour et sur le public que tout avait dû céder à sa volonté.

L'année 1790 vit la fin du vieux Parlement, qui existait depuis 1784. Deux ans avant, La Luzerne avait écrit que la popularité de Pitt était si grande qu'il pouvait tout entreprendre. Le budget ayant été adopté sans même avoir été mis aux voix, il ajoutait que le premier ministre jouissait d'un tel ascendant dans les deux Chambres que personne ne pouvait lui résister.

Nous lisons dans une lettre envoyée à lord Cornwallis : « Pitt n'a rien à craindre dans la situation actuelle des affaires ; sa propre popularité et l'horreur avec laquelle la partie sensée et raisonnable de la nation regarde les chefs de l'Opposition auront leur influence dans les élections générales »². Pitt lui-même écrivait à sa mère : « A tout prendre, je ne doute pas que nous ne soyons notablement plus forts que dans le dernier Parlement »³. Ce pronostic se réalisa d'une manière éclatante, de sorte que le ministre de France écrivit : « Nous devons d'autant plus nous défier du ministère anglais, que nous avons à craindre qu'il ne soit porté à abuser de sa toute-puissance dans le nouveau Parlement et des moyens que lui met en main l'excessive confiance de la nation »⁴.

Ce message fut développé et expliqué quelques jours plus tard par Barthélemy, qui écrivait que Pitt était plein d'adresse et d'habileté à saisir les moyens et les occasions d'étendre sa considération et sa popularité. Il en avait

1. *A.E.*, t. DLXIV, p. 6. A Montmorin, du 1^{er} janvier 1788.

2. *Cornwallis*, II, p. 45. A Cornwallis, du 26 avril 1790.

3. *STANHOPE*, II, p. 52. A lady Chatham, du 24 juin 1790.

4. *A.E.*, t. DLXXV, p. 240. A Montmorin, du 14 décembre 1790.

donné des preuves dans l'affaire de la Régence et le procès du gouverneur de l'Inde, Hastings ; il avait soutenu « les droits du peuple et les vrais principes de la constitution anglaise, avec tant de sagesse, tant de force et tant d'éloquence que son discours avait fait la plus profonde impression sur les esprits »¹.

Dans la même dépêche, il donnait une autre raison de cette augmentation considérable du pouvoir ministériel ; c'était la création d'un véritable « parti Pitt ». Dans les *Smith MSS.*, nous avons trouvé un document curieux, un compte rendu de la séance de la Chambre des Communes le 1^{er} mai 1788, qui prouve la vérité du rapport de Barthélemy, à savoir, que Pitt, quoique ayant constamment la majorité, n'avait pas un parti qui lui fût attaché.

Selon ce compte rendu, le nombre des absents et des neutres était de 14, et celui des membres de l'Opposition de 155. Parmi les 388 députés qui votèrent pour Pitt, il y avait 185 partisans de la Couronne, qui auraient soutenu n'importe quel gouvernement de Sa Majesté ; 52 partisans de Pitt, sur lesquels 20 tout au plus auraient retrouvé leur siège si Pitt n'avait plus été premier ministre ; parmi les autres partis, il y avait 108 indépendants. Dundas disposait de 10 voix, toutes de l'Ecosse, le marquis de Lansdowne de 9, le comte de Lonsdale de 9 également, et la Compagnie des Indes avait 15 membres pour surveiller ses intérêts.

Mais les élections de 1790 changèrent cette situation ambiguë. Barthélemy nous dit : « Aujourd'hui Pitt est dans une position bien différente ; il a formé un parti, et sa situation est telle qu'il ne serait pas facile de le faire tomber impunément de son poste. La disposition du peuple à son égard lui donne une grande force »².

L'année suivante, sa puissance alla toujours croissant, surtout à cause de la faiblesse de l'Opposition, qui, divisée par les opinions contre-révolutionnaires de Burke, n'osait presque plus essayer de se mettre au travers des desseins du

1. *Ibidem*, p. 243. A Montmorin, du 31 décembre 1790.

2. *Ibidem*, p. 243. A Montmorin, du 31 décembre 1790.

premier ministre. Pitt était aussi fortement soutenu par George III, qui le regardait comme sa seule défense contre Fox et les autres amis de son fils, le prince de Galles. Le fait que le roi jugeait Pitt indispensable est prouvé par sa décision de renvoyer lord Thurlow, le dernier survivant de son parti, les « Amis du Roi », grâce auxquels il avait souvent renversé, dans les premiers ans de son règne, des administrateurs qui ne lui plaisaient plus.

Thurlow, certain que le roi ne permettrait jamais qu'on le chassât du ministère, s'était souvent opposé aux mesures de Pitt à la Chambre des Lords. Mais, au mois de mai 1792, après avoir attaqué la proposition du fonds d'amortissement, il s'aperçut qu'il avait, cette fois, exagéré. Les bornes de la patience de Pitt étant enfin dépassées, il écrivit au roi qu'il lui faudrait décider entre lui et lord Thurlow.

La lettre que George III écrivit à son secrétaire d'Etat à l'intérieur, ne laisse aucun doute sur sa décision. « M. Dundas devra faire savoir au lord chancelier que M. Pitt a déclaré aujourd'hui qu'il lui était désormais impossible de siéger dans le conseil avec lord Thurlow; il me reste donc à décider lequel des deux doit quitter mon service. La sagacité du chancelier lui fera comprendre que, quelque grande que puisse être mon estime, je dirai même mon affection pour lui, je regarde la retraite de M. Pitt comme incompatible avec le bien de mon service. Je désire donc que le grand sceau me soit remis au moment qui sera le plus agréable au chancelier »¹.

Mais Pitt fondait surtout son pouvoir sur le peuple, qui avait en horreur la conduite et les principes des deux fils aînés du roi, et qui réprouvait de même les chefs de l'Opposition, qui menaient également une vie déréglée. C'est pour cette raison que Barthélemy dit : « Ceux-ci, malgré leurs talents, n'ayant plus aucun des moyens que le crédit et la confiance donnent, sont constamment terrassés et laissent le ministre maître absolu du terrain à la Chambre des Communes »². Cette prépotence, qu'on est tenté de qua-

1. STANHOPE, II, p. 148. A Dundas, du 16 mai 1792.

2. A.E., t. DLXXVII, p. 55. A Montmorin, du 29 mars 1791.

lifier d'inévitable, frappait beaucoup l'ambassadeur français, qui écrivait que « la destinée de ce ministre est telle que par les circonstances intérieures de son pays, il y a une sorte d'impossibilité qu'il ne soit pas gouverné par lui. J'aperçois dans le public une forte disposition vers cet ordre de choses »¹

Etant donné ces opinions, il n'y a plus lieu de s'étonner si les négociations avec la Russie ne firent pas tomber Pitt. L'Opposition espérait en profiter dans les débats sur le discours du roi au début de la session qui s'ouvrit le 31 janvier 1792. Elle s'obstina à faire se compter les députés sur les amendements proposés, et elle eut la mortification de voir Pitt triompher à une majorité de 124 voix, un magnifique vote de confiance.

Herman croyait que cette majorité augmenterait encore à cause des succès retentissants que Pitt avait obtenus dans le domaine financier. Hirsinger écrivit, quelques jours plus tard, que d'après ce début brillant, il paraissait certain qu'il y aurait une majorité de trois contre un, alors que l'année précédente, elle n'avait été que de deux contre un.

Dans la toute première dépêche, écrite par Chauvelin, quoique rédigée par Talleyrand, il est fait remarquer qu'il était important « d'observer les plus grands ménagements pour le gouvernement anglais. Le gouvernement anglais est la seule force active qu'il y ait dans ce pays-ci ; il jouit de la plus haute considération »². Quand on se rappelle ses relations imprudentes avec les mécontents, on ne peut qu'exprimer le regret que Chauvelin n'ait pas vu la nécessité de suivre ces sages conseils.

La domination parlementaire de Pitt fait penser à l'hommage que lui rendit son grand rival pour la suprématie en Europe, Napoléon, géant des batailles. Au moment de quitter Paris pour sa dernière campagne, prévoyant l'abîme entr'ouvert sous ses pieds, il dit à ses ministres : « Je ne

1. A.E., t. DLXXVIII, p. 206. A Montmorin, du 2 septembre 1791.

2. A.E., t. DLXXX, p. 263. A Dumouriez, du 1^{er} mai 1792.

sais comment vous ferez pour conduire les Chambres en mon absence... En Angleterre, on a des moyens plus grands et plus sérieux. Rappelez-vous M. Pitt et voyez aujourd'hui lord Castlereagh.. C'est ainsi qu'avec un signe de son sourcil M. Pitt dirigeait les assemblées. Ah ! si j'avais de tels instruments, je ne craindrais point les Chambres »¹.

C'est une des plus grandes anomalies de l'histoire que Pitt, pacifique par tempérament, par volonté, et aussi à cause de ses projets financiers, doive surtout son renom en Europe aux grandes coalitions qu'il réunit contre la France révolutionnaire et despotique. Comme le disait un des plus remarquables hommes d'Etat français du dernier siècle, « les affaires intérieures du pays, sa prospérité, le perfectionnement de ses institutions, le développement de ses forces propres et vitales, le progrès de la justice envers tous et du bien-être de tous, c'était là la première et constante préoccupation de M. Pitt. Bien différent en cela de son père, lord Chatham, il avait surtout à cœur le bon gouvernement au dedans et la paix au dehors »².

En 1790, La Luzerne avait apporté un témoignage frappant du pacifisme de Pitt, qui contraste beaucoup avec sa méfiance habituelle. Il avait écrit à cette époque : « Ce qui me donne cependant un peu de confiance dans la modération du Cabinet de Saint-James, est que la confiance entre M. Pitt et mylord Auckland paraît bien établie, et que l'un et l'autre par principe et par intérêt penchent pour la paix »³.

Nous avons trouvé deux dépêches qui montrent combien l'intérêt de Pitt se portait sur le commerce. Quelques marins japonais naufragés étant arrivés à Saint-Petersbourg, Whitworth reçut une longue dépêche, signée par Grenville, mais probablement écrite par Pitt, en date du 20 avril, le jour même de la déclaration de guerre de Louis XVI. Cette dépêche contenait l'ordre d'essayer de persuader ces marins de venir à Londres, afin que le gouvernement pût saisir cette occasion pour entamer des relations commer-

1. JARNAC, p. 3.

2. STANHOPE, pp. 12, 13, (Préface de Guizot).

3. A.E., t. DLXXII, p. 70, A Montmorin, du 15 janvier 1790.

ciales avec le Japon. Environ deux mois après, après cette déclaration de guerre contre l'Autriche, Restif écrivit que le ministère anglais songeait à envoyer en Chine mylord Macartney, ancien gouverneur-général de l'Inde, comme chef d'une ambassade auprès de l'Empereur, avec mission de négocier un traité commercial.

Viel-Castel cite le discours de Pitt sur le budget de 1792, comme « une réponse victorieuse à ceux qui l'ont accusé d'avoir voulu et préparé machiavéliquement la guerre contre la France »¹.

Un des mérites les plus singuliers de Pitt, c'est qu'il avait réussi à rallier autour de lui toute la nation : le roi, les lords, et le peuple. Et plus étonnant encore, quoiqu'il fût leur interprète fidèle, étant un premier ministre constitutionnel, il n'était jamais l'esclave d'aucun parti. Mais, sur la question du maintien de la paix, tous étaient d'accord sur ses avantages. Le peuple avait clairement témoigné son attitude par son hostilité à l'armement russe, et quoique Pitt se fût trompé cette fois, il reconnaissait le besoin qu'avait le peuple de la paix.

Entre Pitt et la nation, il y avait une confiance mutuelle, qui, née au début de la carrière parlementaire du ministre, avait grandi au fur et à mesure des victoires remportées grâce aux efforts conjugués du pays et de son représentant. Le peuple trouvait en Pitt son chef naturel, et celui-ci ne cessait pas de témoigner sa foi en la coopération de la nation. Jusqu'au bout de sa carrière, il ne cessa de compter sur elle. On voit cela clairement dans son dernier discours, prononcé au banquet, qui lui fut offert le 21 octobre 1805, en honneur du brillant résultat de la bataille de Trafalgar. « Je vous remercie, se borna-t-il à dire, de l'honneur que vous venez de me faire ; mais ce n'est pas à un homme seul que l'Europe devra son salut ; l'Angleterre s'est sauvée elle-même par ses propres efforts et elle sauvera l'Europe, j'en ai la confiance, par son exemple »².

De son côté, aussi, George III désirait ardemment la

1. VIEL-CASTEL, II^e partie, p. 43. Pour le discours, voir ci-dessus, p. 65.

2. CALMON, p. 288.

paix, et, quelques mois encore avant l'ouverture des hostilités en 1793, il conseillait sans cesse la modération afin d'éviter les dangers d'une guerre. Une des preuves les plus concluantes de ses sentiments pacifiques se trouve dans une lettre privée qu'il écrivit en 1788 à son premier ministre :

« Tout ce que je veux dire, c'est qu'il faut tâcher d'empêcher la Suède de devenir une province de la Russie ; mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire, pour en arriver là, d'avoir recours à une guerre générale, et de courir le risque de ruiner les finances de ce pays-ci, qui sera bientôt, si notre orgueil nous permet de nous tenir tranquilles quelques années, en situation de tenir un langage qui ne convient pas à des gens qui ont été chassés d'Amérique.

« Pour parler franchement, ce n'est pas l'affaiblissement causé par ma maladie, c'est le sentiment qui ne m'a jamais quitté, depuis que ce pays-ci a pris ce parti déshonorant, qui me fait désirer de ne plus me laisser entraîner à la guerre, pendant les années de règne qui peuvent encore me rester. Dans quelques jours, il y aura vingt-huit ans que je suis sur le trône, mais je n'y ai pas été sur un lit de roses. J'ai commencé par une guerre prospère, la nation s'en est bientôt lassée et a demandé la paix. Depuis lors, j'ai fait la guerre la plus justifiable qu'aucun pays ait jamais soutenue, et au bout de quelques campagnes, elle a cessé d'être populaire, et on a encore redemandé la paix.

« Après de si déplorables exemples, il faudrait être un second don Quichotte pour ne pas désirer de ne pas retomber, s'il est possible, dans la même situation. L'ardeur de la jeunesse peut condamner mon sang-froid, mais je crois préférable de parler ainsi dès le début que de laisser supposer par mon silence que j'ai changé d'avis, si les choses prenaient une tournure plus belliqueuse que je ne m'y attends pour le moment, et que j'en vinsse à m'opposer à la guerre générale »¹.

Ces sentiments pacifiques sont confirmés par les paroles du duc de Gloucester, dans une conversation avec La Luzerne

1. STANHOPE, II, pp. 407, 408. A Pitt, du 29 octobre 1788.

peu de temps après la guérison de George III. « Après m'avoir vanté toutes les bonnes qualités du roi, nous raconte l'ambassadeur de France, il me dit que son rétablissement était non seulement un grand bonheur pour l'Angleterre, mais aussi pour toute l'Europe ; et qu'il lui avait souvent entendu dire depuis la Guerre d'Amérique que jamais, tant qu'il vivrait, il n'exposerait ses sujets à un malheur aussi grand qu'une nouvelle guerre »¹.

Nous voyons encore cette crainte des malheurs de la guerre exprimée dans une dépêche du 5 novembre 1790. La Luzerne écrivait que le roi lui avait tenu ce discours, à la fois très simple et très sincère : « Depuis deux jours je ne dormais pas, et je mangeais fort peu ; j'étais dans une inquiétude mortelle des nouvelles que je recevais d'Espagne ; et j'avoue que j'étais persuadé de la guerre. Je ne me reproche rien ; je n'avais demandé que ce que ma conscience m'avait dit que je devais à l'honneur de ma couronne. Mais quoique je n'eusse pas fait un pas au delà de ce que la stricte justice me prescrivait, je ne pouvais envisager sans frémir les malheurs qui allaient peut-être accabler mes sujets et ceux de mes voisins »².

Après la démission du duc de Leeds, le roi accueillit joyeusement lord Grenville comme nouveau ministre des Affaires étrangères. Il en donna la raison dans une lettre : « En plus de sa capacité et de son application, la connaissance de son opinion bien arrêtée que la paix est essentielle au bien-être de ce royaume me fait trouver très avantageux qu'il tienne les Sceaux du département des Affaires étrangères »³.

Quoique la réserve officielle dans laquelle il se tenait ne permette à ce sujet aucune certitude, il est vraisemblable que le roi vit sans regrets le commencement de la Révolution. Comme Pitt, il n'avait aucune raison de s'apitoyer parce que Louis XVI perdait son pouvoir absolu. Il voyait les fautes de l'ancien régime, et il reconnaissait le besoin d'une forme de gouvernement améliorée. Mais,

1. *A.E.*, t. DLXVIII, p. 305. A Montmorin, du 10 mars 1789.

2. *A.E.*, t. DLXXV, p. 151. A Montmorin, du 5 novembre 1790.

3. *Fortescue MSS*, II, p. 60. A Grenville, du 30 avril 1791.

de même que la grande majorité de la nation, il fut bientôt effrayé par les violences et les meurtres des révolutionnaires, et sa méfiance et son hostilité grandirent de plus en plus. Il était affligé par toutes les indignités commises contre le roi de France, et il est certain qu'après la déposition de son cousin royal, il aurait voulu intervenir par la force pour le rétablir fermement sur le trône. Mais c'étaient là ses opinions personnelles, opinions qui n'avaient pas d'influence sur les mesures du gouvernement ; et celui-ci suivait tranquillement la voie de la paix et de la neutralité.

Mais, tandis que les yeux de toute l'Europe se tournaient vers Paris, Pitt, comme Candide, se mit délibérément à cultiver son propre jardin, sans se soucier des affaires des autres. Cette indifférence de sa part est clairement démontrée par les lettres qu'il adressait à Rose, son ami et son collègue. De 1790 à 1792, pendant que les horreurs et les crimes des révolutionnaires augmentaient de jour en jour, on ne trouve dans ces lettres aucun signe d'alarme, d'indignation, ou même d'étonnement.

En écoutant Pitt, il est difficile de croire qu'il y avait au monde quelque chose de plus passionnant que l'impôt sur les servantes. Roseberry montre avec quelle opiniâtreté Pitt refusait de se préoccuper de la Révolution : « La tranquillité, dit-il, n'était que rarement interrompue par la voix sonore du ministre, qui proclamait, comme un muézin du haut d'un minaret, la paix et la prospérité maintenues de l'Empire »¹. Sa politique consistait tout simplement à ne pas se compromettre, et à tirer le meilleur parti possible, dans l'intérêt de son pays, de l'état d'impuissance auquel la France se trouvait réduite.

Donc, il est certain qu'à la fin de la session parlementaire, en été 1792, le gouvernement anglais ne doutait point de pouvoir conserver la neutralité à laquelle il s'était engagé. Il serait difficile de trouver quelque chose de plus détaché, de plus impersonnel que ces déclarations de Pitt à sa mère : « Nous contemplons tous l'étrange drame qui se passe en France, et nous en sommes encore à nous demander ce qu'il

1. ROSEBERRY, p. 96.

en résultera quant à la situation personnelle du roi et de la reine, et quant à la forme de gouvernement futur »¹.

C'est Talleyrand qui fit apercevoir aux ministres français la vraie attitude de la nation anglaise. « Le fait est, écrivait-il, que la masse de la nation est généralement indifférente à toutes ces discussions politiques qui font parmi nous tant de bruit... L'industrie agricole, les arts, les manufactures, le commerce, la hausse ou la baisse des fonds publics : voilà ce qui fixe partout l'attention. Les débats du Parlement n'intéressent que d'une manière secondaire »². Que cela fût l'avis des hommes d'Etat aussi bien que des commerçants et de la masse du peuple, est prouvé par une lettre de lord Grenville. « Il me paraît qu'une période décisive dans la crise française approche rapidement. Je crains qu'à présent les Tuileries ne soient la scène de nouvelles horreurs. Ici, nous n'avons que la paix et la prospérité, et aucun souci dans les misères et les malheurs des autres nations, sauf celui qui est inspiré par l'humanité »³.

Mais, de l'autre côté de la Manche, les Français étaient bien loin de cet état de calme et de sang-froid. Là, tout était confusion ; les opinions les plus diverses triomphaient tour à tour, se succédant avec une rapidité étourdissante,

1. STANHOPE, II, p. 112. A Lady Chatham, du 2 juillet 1792.

2. A.E., t. DLXXXI, p. 45. A Dumouriez, du 23 mai 1792.

3. *Fortescue MSS*, II, p. 294. A Gower, du 19 juillet 1792.

Comparer cette lettre de Lord Auckland à lord Henry Spencer, du 20 mars 1792. (*Auckland*, II, p. 397).

« J'ai une longue lettre de M. Burges, mais quant à la politique, ses observations sont générales, faites surtout dans le but d'expliquer que maintenant l'Angleterre a très peu d'intérêt à ce qui se passe sur le continent.

« Son observation que nous n'avons aucun intérêt à nous mêler aux affaires de l'extérieur est vraie dans un autre sens, à un degré que je ne peux vous exprimer. Tous les jours je vois toute sorte d'hommes bien informés (je parle d'hommes tels que l'archevêque de Canterbury, lord Sheffield, sir Gilbert Elliot, etc...) et pourtant pas un seul d'entre eux n'a jamais fait mention de la mort de l'Empereur ou du changement du ministère espagnol sur un autre ton que celui avec lequel vous remarquez la mort ou le renvoi d'un bourgmestre à Amsterdam.

« Cette indifférence pour les affaires des autres pays est répandue par tout le royaume ; vous pouvez la constater même dans les journaux ; sans doute peut-on l'attribuer avec raison à la grande prospérité du pays, qui concentre toute son attention sur les détails de sa vie insulaire ».

et on ne savait à laquelle s'arrêter. Morris disait que, depuis son arrivée parmi ce peuple aimable mais inconstant, il avait vu naître le culte de bien des idoles, dont, peu de temps après, beaucoup étaient brisées, et quelques-unes, même, réduites en poudre.

En dépit de toutes les violences et de tous les massacres dont elle s'accompagna, il ne faut jamais oublier que la Révolution de 1789 fut surtout l'œuvre des philosophes et des théoriciens. Exclusivement préoccupés d'idéals, ceux-ci n'envisageaient que l'humanité tout entière et méprisaient les détails des rapports internationaux. Ils avaient la ferme espérance qu'à leur voix la face du monde se renouvellerait et que les nations, libres désormais, renonceraient à leurs querelles pour travailler ensemble à la prospérité générale. Une dure expérience allait leur apprendre que l'humanité n'avance que dans la peine et les souffrances. Burke, quoique philosophe lui-même, ne manquait pas de remarquer la surabondance de théories sur les droits de l'homme et le manque presque total d'attention à sa nature et à son caractère.

Donc, au début, les membres de l'Assemblée nationale, aveuglés par l'esprit chimérique engendré par ces beaux idéals, attribuaient au droit une force intrinsèque et irrésistible et voyaient dans une déclaration théorique de désintéressement un élément positif de sécurité. Nous trouvons bien des preuves de cet état d'âme dans les débats sur le droit de paix et de guerre.

On croyait que pour faire cesser toutes les guerres du monde on n'avait qu'à déclarer que les Français, voulant être les amis de toutes les nations, n'entreprendraient rien contre les droits d'aucun peuple, et renonceraient à toute conquête. On ajoutait qu'une fois que toutes les nations seraient libres comme les Français les guerres cesseraient naturellement, on est tenté de dire, automatiquement.

La plus osée de ces croyances est peut-être celle de Robespierre, qui s'écriait : « La nation française, contente d'être libre, ne veut s'engager dans aucune guerre, et veut vivre avec toutes les nations dans cette fraternité qu'avait commandé la nature. Il est de l'intérêt des nations de protéger

la nation française, parce que c'est de la France que doivent partir la liberté et le bonheur du monde »¹.

Même les Jacobins, fameux surtout par tant de massacres effroyables, se montrèrent d'abord aussi réservés que les Constituants. Le 15 mai 1791, leur président, Goupil de Préfelne, proclama que, « malgré l'intérêt bien sincère que nous prenions à leur cause, nous n'irions point faire de croisades contre la Hollande et la Prusse, et que nous nous contenterions de faire des vœux pour la liberté uiniverselle et le vrai bonheur de tout le genre humain »².

A côté de ce désir idéaliste d'éviter la guerre, on trouve une autre raison, plus proche des intérêts quotidiens ; c'est la crainte qu'une guerre étrangère ne ruine le pays et ne détruise la liberté nouvelle acquise par les Français. Dans *L'Ami du Peuple* du 5 juin 1790, Marat déclarait : « L'État de nos forces actuelles nous fait une loi de nous tenir sur la défensive... Une seule campagne active suffirait pour anéantir notre marine. »

A l'Assemblée nationale, vers la même époque, Cazalès disait que la France était le royaume le plus faible de l'Europe ; pour prouver cette thèse, il montrait que l'armée française n'existait plus, puisqu'une partie avait déserté, et que l'autre était en état d'insubordination manifeste. L'ébranlement de la prospérité avait tari jusqu'à la source les revenus publics, et les finances ne se soutenaient qu'à l'aide d'une monnaie factice. Les dépenses de l'Etat dévoraient les capitaux, et à cause du manque de sécurité, une grande partie du numéraire était passée à l'étranger. Enfin, une partie considérable de la population, craignant les horreurs des séditions, de la misère et de la famine, avait franchi les frontières, pour chercher la paix ailleurs.

Un an plus tard, l'état de la France ne s'était point amélioré. Nous ne pouvons mieux le décrire qu'en reproduisant ce que disait l'abbé Raynal, dans une lettre à l'Assemblée : « Placé au bord de la tombe, sur le point de

1. BUCHEZ et ROUX, VI, p. 42.

2. MATHIEZ, p. 59.

quitter une immense famille, dont je n'ai jamais cessé de souhaiter le bonheur, que vois-je autour de moi dans cette capitale ? Des troubles religieux, la dissension civile, la consternation des uns, l'audace des autres, un gouvernement esclave de la tyrannie populaire, le sanctuaire des lois violé par des hommes sans foi ni loi, des soldats sans discipline, des chefs sans autorité, des ministres sans ressources ; un roi, le premier et le meilleur ami de son peuple, privé de tout pouvoir, outragé, menacé, prisonnier dans son propre palais, et la souveraineté transférée à des clubs populaires, où des hommes ignorants et brutaux se chargent de discuter toutes les questions politiques ; tel est le véritable état de la France. Il n'y a guère que moi qui aie le courage de le déclarer, mais je le fais, parce que je sens que c'est mon devoir »¹.

Le 2 avril 1791, la Cour perdit celui qui, seul, eût pu la défendre, le comte de Mirabeau. Elu comme membre du Tiers Etat en 1789, il s'était fait remarquer par sa fougue révolutionnaire, dans le but de se faire payer les services au roi. Sa corruption est un fait dont il n'est pas permis de douter ; c'était, comme le disait son ami et collègue Brissot, le plus égoïste et le plus dépravé des hommes. Il avait montré son véritable caractère en conseillant à un jeune ambitieux de « tuer sa conscience pour parvenir dans le monde ».

Cependant, tous étaient obligés de rendre hommage à son grand talent, et, au fond de son âme, il y avait de la grandeur, de la générosité, un véritable amour de la liberté, et une franche haine de la tyrannie. Etant un homme d'ordre, il détestait la tyrannie de la foule autant que celle d'un despote. Il voulait la Révolution par la loi, car il détestait la violence et le gouvernement démagogique. C'était là une raison, qui le poussait, tout autant que son manque d'argent, à s'allier à la Cour.

En lisant les lettres qu'il adressait à celle-ci, on est frappé de son intelligence, qui lui eût permis, s'il avait joui de la confiance du parti royal, de sauver la monarchie. Son

1. *Le Moniteur*, VIII, p. 554. La lettre fut lue dans la séance du 31 mai 1791.

pouvoir sur le pays et sur l'Assemblée était immense. Un mois avant sa mort, lord Gower écrivait que le gouvernement du pays passait rapidement dans les mains de Mirabeau, dont la conduite était très approuvée. L'ambassadeur d'Espagne, quoique hostile au tribun, rendait hommage à sa grande puissance : « Son abominable caractère, son ambition et sa conduite le font d'autant plus redoutable que sa nature ne connaît ni frein ni limites... Le parti des révolutionnaires lui est généralement attaché, car il les connaît mieux que personne et les dirige presque depuis le début »¹.

Malgré sa corruption notoire, on ne peut douter de sa sincérité, quand il écrivait à Louis XVI :

« Je répugnerais invinciblement à jouer un rôle dans ce moment de partialité et de confusion, si je n'étais convaincu que le rétablissement de l'autorité légitime du roi est le premier besoin de la France et l'unique moyen de la sauver... Je m'engage à servir de toute mon influence les véritables intérêts de mon roi ; et pour que cette assertion ne paraisse pas trop vague, je déclare que je crois une contre-révolution aussi dangereuse et criminelle que je trouve chimérique en France l'espoir ou le projet d'un gouvernement quelconque, sans un chef revêtu du pouvoir nécessaire pour appliquer toute la force publique à l'exécution de la loi...

« Je ferai mon affaire capitale de mettre à sa place dans la Constitution le pouvoir exécutif, dont la plénitude doit être sans restriction et sans partage dans la main du roi »².

Peu de temps après, il écrivait encore : « Je serai... le défenseur du pouvoir monarchique réglé par les lois et l'apôtre de la liberté garantie par le pouvoir monarchique »³.

Mais, effrayé par la fougue et les antécédents de Mirabeau, Louis XVI négligea le seul moyen de garder son pouvoir, qui était de lui accorder sa confiance. Ainsi, un an s'écoula, et Mirabeau, n'ayant pu faire grand'chose, mourut, ces paroles sur les lèvres : « J'emporte avec moi le deuil de la monarchie ! ».

1. *Fernan Nuñez*, p. 30. A Florida Blanca, du 4 avril 1791.

2. *La Marck*, I, p. 11. A Louis XVI, du 10 mai 1790.

3. *Ibidem*, p. 25. Note pour la Cour du 1^{er} juin 1790.

On sentit que sa mort était presque un désastre national ; elle jeta la majeure partie de Paris dans la consternation et le regret ; la municipalité prit le deuil pour trois jours ; les amis du gouvernement s'en rendirent bien compte aussi, car, privés du grand talent du disparu, ils ne purent plus dompter les Jacobins.

Chose plus grave encore, il ne restait personne du parti gouvernemental capable de diriger l'Etat. Montmorin, le seul ministre sympathique à la cour et au peuple, jouissait d'une certaine influence, mais il n'avait pas assez de force de caractère pour prendre la direction des affaires, et peu à peu il voyait disparaître tout son pouvoir. Il avouait à La Marck : « Notre barque va toujours au hasard. S'il y a un pilote, il est invisible, et, en vérité, je ne saurais y croire, car les effets n'annoncent aucune volonté dirigeante »¹.

Quoiqu'il en soit, c'est Louis XVI qui doit être tenu comme responsable de la chute de la monarchie. C'est à lui qu'avait été donné le pouvoir : c'était à lui de s'en servir. Tout le monde savait qu'il était un roi animé des intentions les plus pures et d'un amour sincère pour son peuple, mais ces vertus ne sont pas suffisantes chez un monarque. Alors qu'il aurait dû braver et même étouffer l'opinion publique, il s'entoura de ministres qui étaient plus philosophes qu'hommes d'Etat.

Sentant lui-même sa faiblesse, il se montrait incapable de prendre une résolution énergique. Cette méfiance de lui-même devait lui être d'autant plus fatale, que, doué de cette obstination qu'on trouve souvent chez les caractères faibles, il refusait d'accepter les propositions de la reine, qui, beaucoup plus décidée que lui, possédait un sens politique supérieur. Toujours conscient de sa propre insuffisance, il cherchait partout des aides. De là ses négociations avec les personnes les plus différentes, et finalement la plus complète impuissance en présence d'adversaires aussi déterminés qu'irréconciliables. Napoléon, qui a le mieux jugé la France et la Révolution, déclara que si

1. *Ibidem*, III, p. 254. A La Mark, du 26 octobre 1791.

Louis XVI avait résisté de toute sa force, s'il avait eu le courage, la résolution, l'activité de Charles I^{er}, il aurait triomphé. Malheureusement pour lui, il n'avait pas une seule de ces qualités ; au contraire, c'est l'irrésolution qui dominait en lui.

Morris, un des meilleurs observateurs de la Révolution, souhaitait la restauration du pouvoir monarchique, quoiqu'il comprît que le caractère faible du roi y mettrait des obstacles énormes. Dès le mois de janvier 1790, ayant vite compris la situation, il avait écrit à Washington : « Si le Prince régnant n'était pas l'homme insignifiant qu'il est, il n'est guère douteux qu'en veillant aux événements et sachant s'en servir d'une façon passable, il récupérerait son autorité ; mais que pouvez-vous attendre d'un homme qui, dans sa situation, boit, mange, et dort bien et est aussi gai que pinson qui vive ? »¹.

L'indécision du roi était telle que Montmorin, voyant qu'il ne pouvait rien faire dans une situation si impossible, donna sa démission le 26 novembre 1791. Il confia à Morris qu'il avait pris ce parti, parce qu'il n'avait pas la confiance de Leurs Majestés, gouvernées par des conseils venant tantôt de Bruxelles, tantôt de Coblenz. Lui-même, il s'était efforcé de les convaincre qu'à moins d'avoir un plan arrêté il leur serait fait beaucoup de mal, mais son louable effort avait échoué.

Depuis longtemps, ceux qui désiraient le maintien de la monarchie, effrayés par la puissance croissante de la populace de Paris, conseillaient à Louis XVI de quitter la capitale et d'appeler le pays à se rallier à lui. Mais, toujours timide, et ne pouvant se décider entre les deux partis, l'un conseillant l'audace et l'autre la prudence, le roi ne fit rien. S'il avait agi selon les conseils de Mirabeau, il est probable que tout eût réussi. Cependant, après la mort du tribun, Louis XVI se laissa persuader par Breteuil, qui, manquant de l'influence, du pouvoir et de la sagacité de

1. *Morris*, p. 32.

Mirabeau, donnait des conseils, qui devaient inévitablement mener à un échec.

Le soir du 20 juin, la famille royale quitta Paris ; le 22, elle fut arrêtée à Varennes. Quoique le roi déclarât, après coup, que son intention était d'aller à Montmédy, pour lancer de là un appel au loyalisme de ses sujets, tout le monde était persuadé, et non sans raison, qu'il s'était enfui dans l'espoir d'obtenir l'appui qu'il implorait des souverains étrangers. Le retour fut tragique. Le roi et la reine furent conduits comme des prisonniers à travers leur royaume, et, le 25 juin, ils rentrèrent captifs dans leur capitale, sous les regards menaçants d'une foule insolente et irritée.

Le funeste résultat de cette fuite éveilla, parmi ceux qui conservaient le sentiment monarchique, la crainte et la pitié, mais surtout l'indignation, et tous les esprits impartiaux étaient d'accord pour condamner Louis XVI. C'est à cette date que commence à prendre une force réelle le mot « république ». Morris écrivait : « Cet acte a été une très grande folie. Les affaires publiques étaient en tel état que, s'il était resté tranquille, il aurait été bientôt le maître, parce que l'anarchie qui prévaut aurait montré la nécessité de lui rendre l'autorité... L'Assemblée de plus était fortement soupçonnée de corruption et déclinait rapidement dans l'estime publique. Son départ a tout changé, et maintenant le vœu général paraît être pour une République, ce qui est tout à fait dans l'ordre naturel des choses »¹.

Gower était encore plus sévère dans ses observations sur cet événement. Dans une lettre privée à Grenville, il disait : « Si ce pays cesse d'être une monarchie, ce sera entièrement la faute de Louis XVI. Erreur sur erreur, inconséquence sur inconséquence, un manque total d'énergie d'esprit accompagné de lâcheté personnelle, ont mené à la destruction de son règne. Dans cette dernière affaire, quand il eut entrepris de s'enfuir de Paris, ou si vous voulez, d'aller à Montmédy, il aurait dû atteindre son but ou périr dans la tentative. Il sera difficile de me persuader qu'il avait l'intention de rester à Montmédy...

1. *Ibidem*, pp. 201, 202. A Robert Morris, du 17 juillet 1791.

« C'est toujours le sort de ce monarque malheureux, que, chaque fois que les ennemis de son gouvernement commencent à tomber dans l'opinion publique, il adopte quelque mesure qui les restaure en faveur. Je ne sais pas du tout comment il va se tirer de la difficulté actuelle »¹.

On sentait qu'en de telles circonstances il était presque impossible de rétablir l'autorité royale, car il ne serait pas facile d'obtenir l'obéissance pour Louis XVI, qui avait tant déçu l'opinion publique. Gower assurait que quoique la démente républicaine pût être vaincue, il serait difficile de vaincre l'aversion inspirée par la conduite du roi.

Les républicains, se croyant « enfin libres et sans roi », voulaient proclamer la république sur-le-champ. Ils espéraient entraîner les démocrates, et ils envoyèrent beaucoup de pétitions, implorant l'Assemblée nationale de déclarer la déchéance du roi. Mais l'Assemblée les dédaigna et demeura inébranlable. Proclamer la république, c'était déclencher la guerre, non seulement contre les puissances étrangères, mais aussi à l'intérieur, parce que les paysans, conservateurs et loyalistes, n'avaient besoin que d'un prétexte pour entrer en révolte.

Les gouvernants craignaient beaucoup une invasion, car les émigrés s'étaient rassemblés au bord du Rhin, pour accueillir Louis XVI lors de sa fuite. Gustave III de Suède, jusqu'alors le seul monarque de l'Europe qui voulût intervenir en France par la force, s'était rendu à Aix-la-Chapelle le 14 juin, pour offrir au roi de France ses ressources, afin de l'aider à reconquérir son royaume. Le désappointement et le chagrin régnèrent parmi les royalistes lorsqu'ils apprirent que cette tentative avait échoué. On se demandait de quelle manière ces sentiments s'exprimeraient. Les émigrés déclameraient-ils la guerre, afin de libérer le roi captif, ou accepteraient-ils l'échec comme définitif et se retireraient-ils ?

L'inquiétude des révolutionnaires, provoquée par cette ignorance des projets royalistes, fut augmentée par l'insubordination des soldats qui laissait le pays sans défense. La Marck écrivait à l'ambassadeur autrichien : « Les chefs

1. *Fortescus MSS*, II, p. 117. A Grenville, du 1^{er} juillet 1791.

d'opinions sont très effrayés de l'orage qui se forme hors de France contre leur ouvrage. Ce n'est pas au milieu des préparatifs d'une guerre étrangère que les impôts pourraient s'établir, le crédit renaître, le change s'améliorer, les assignats reprendre faveur, et l'obéissance aux lois s'affermir. L'Assemblée sent vivement tous les dangers qui l'environnent »¹.

Comme conséquence immédiate de l'échec de la fuite de la famille royale, Gustave III ordonna à son ambassadeur à Paris, baron de Staël, de cesser toute relation avec le ministre des Affaires étrangères. De même, Léopold interdit à l'ambassadeur de France de paraître à sa cour.

A Mantoue, eut lieu une entrevue entre l'Empereur, le comte d'Artois et Calonne, dans laquelle ils décidèrent qu'une intervention serait préparée, et qu'une démonstration armée serait faite contre la France par des troupes étrangères, appuyées par les émigrés et les royalistes de l'intérieur. Léopold, persuadé de la nécessité et de la justice de cette mesure, après avoir chargé Dufort, envoyé du roi et de la reine de France, de donner connaissance à son maître de ce qui avait été convenu, le congédia, en lui disant : « Allez dire à mon frère et à ma sœur que nous allons nous mêler de leurs affaires, et que ce ne sera pas par des paroles, mais par des effets »².

De plus, il adressa une communication aux principales cours d'Europe par laquelle il leur demanda de se concerter pour sauver la famille royale et la monarchie françaises. Il voulait que leurs agents respectifs à Paris fissent des déclarations identiques, pour demander la liberté pour la famille royale, dont les membres devraient être traités avec le respect dû à leur couronne. Puis, si ces réclamations n'étaient pas écoutées, des préparatifs militaires devraient être faits, les relations diplomatiques avec la France rompues, et la guerre serait déclarée pour redonner à Louis XVI son plein pouvoir.

Mais, même dans cette mesure, qui paraît si hardie,

1. *La Marck*, III, p. 178. A Mercy-Argenteau, du 23 août 1791.

2. *Bourgoine*, t. I, 1^{re} partie, p. 355.

Léopold montrait sa prudence habituelle. Il voulait être sûr du secours de toutes les nations européennes, sans lequel il n'agirait point. Les réponses qu'il reçut n'étaient pas encourageantes ; Charles IV d'Espagne et le roi de Sardaigne étaient bien hostiles aux révolutionnaires de France, mais ils attendaient que l'Autriche commençât la guerre, pour ne pas s'exposer aux premiers coups. La réponse de Georges III, beaucoup plus importante, était beaucoup plus refroidissante. Fidèle à la politique déjà souvent annoncée, il déclarait que, malgré l'intérêt qu'il portait à Louis XVI, il garderait la neutralité.

Au retour à Vienne de Léopold, ses deux conseillers principaux, Kaunitz et Lascy, contribuèrent également à refroidir son ardeur belliqueuse, en lui représentant les conséquences funestes qu'entraînerait une guerre contre la France. Tous deux, ils se méfiaient de l'inconstance connue de Frédéric-Guillaume, qui n'offrait aucune garantie sérieuse. Le vieux général Lascy rappelait à l'Empereur combien la tâche militaire serait difficile, et finit par le persuader que le succès serait loin d'être assuré.

De son côté, Kaunitz, artisan de l'alliance avec la France, s'efforçait de démontrer les dangers de la rompre. En outre, Mercy, qui avait si longtemps habité en France, qui professait pour Marie-Antoinette un dévouement personnel, se prononçait pour la politique expectante. Si bien que, lorsque Léopold partit pour l'entrevue qu'il devait avoir avec le roi de Prusse à Pillnitz, des sentiments plus calmes et plus pacifiques avaient déjà succédé à ceux qu'il avait exprimés pendant son voyage en Italie.

Le roi de Prusse, au contraire, était aussi décidé que jamais à prendre parti pour Louis XVI. Il combattit vigoureusement les idées pacifiques de son impérial interlocuteur, croyant le moment venu où il fallait des actes et non des discours. Mais Frédéric-Guillaume avait un caractère faible et les opinions versatiles. Aussi ce roi, dont la politique était dirigée tantôt par un ministre, tantôt par un autre, et assez souvent par ses maîtresses, ne pouvait pas rester inébranlable devant l'Empereur. Celui-ci avait à la fois l'esprit plus ferme et l'intelligence plus étendue que

le roi de Prusse. Il parvint aisément à faire impression sur lui, et à le ranger à son système temporisateur.

Les deux monarques signèrent un traité d'alliance intime, qui resta d'abord secret, et la fameuse déclaration de Pillnitz, qui ne tarda pas à être connue de toute l'Europe. A tous les points de vue, ce document était inopportun, incohérent et vain. Aussi resta-t-il sans effet. Pour les vieilles dynasties, il n'y avait qu'à choisir entre deux politiques : ou rompre ouvertement avec les révolutionnaires ou chercher à traiter avec eux. Leurs Majestés, au contraire, essayaient de faire un compromis, qui n'eut aucun résultat, si ce n'est d'irriter inutilement les Français.

En effet, les puissances alliées prouvèrent bientôt qu'elles n'avaient aucune intention sérieuse de faire la guerre. Au contraire, leurs mesures montrèrent qu'elles étaient mues par des sentiments tout pacifiques. Tous comprirent qu'on pouvait considérer leur déclaration comme non-avenue, ainsi que Grenville l'écrivit à Dundas : « Certes, il est impossible de lire la déclaration signée à Pillnitz, sans voir que ces grands princes veulent dire beaucoup, pour donner l'impression d'avoir une grande influence sur les événements actuels, mais qu'ils sont résolus de ne rien faire. Du moins, c'est mon opinion de leur conduite. Il est possible, certainement, que, si nous voulions changer notre conduite en adoptant la résolution d'intervenir, ils soient assez désireux de nous joindre à une entreprise dont nous courrions tous les risques.

« Mais il est vraisemblable qu'ils sont contents d'utiliser notre neutralité, avec toutes ses conséquences telles que M. Burke les exprime, pour excuser leur manque de désir de réaliser les espérances qu'ils ont données aux princes français et aux autres partisans d'une contre-révolution. Mais c'est mon opinion arrêtée qu'ils ne feront rien sans nous ; quant à notre décision de ne rien faire, elle a été adoptée après une mûre délibération, et je crois que vous aussi en êtes pleinement satisfait »¹.

1. *Fortescus MSS*, II, p. 192. A Dundas, du 14 septembre 1791.

Comme d'habitude, aussitôt qu'on avait appris la tenue de cette conférence hostile à la France, les ministres français avaient accusé la politique du gouvernement anglais. Accusation sans fondement, car lord Grenville envoya l'ordre à Ewart de ne pas accompagner le roi de Prusse à Pillnitz, et il alla jusqu'à recommander à Ewart et à Keith de prendre garde, dans leurs conversations avec les ministres de la cour où ils étaient accrédités, de faire mention des événements de France. Si cependant les ministres étrangers abordaient ce sujet, ils devraient répondre d'une manière claire que le roi d'Angleterre n'avait aucune intention d'abandonner son attitude de stricte neutralité.

Nous trouvons la preuve que ces instructions étaient suivies à la lettre dans une dépêche de Barthélemy, disant que la déclaration de Pillnitz n'avait eu aucun effet par suite de la constante assurance que l'Angleterre donnait de rester dans la plus parfaite neutralité.

A ce moment, tout laissait présager la paix européenne. Le traité de Sistova, signé le 4 août, avait mis fin à la querelle entre l'Autriche et la Porte. C'était là un grand succès pour le gouvernement britannique, et un triomphe personnel pour Keith, qui se félicita d'avoir couronné sa longue carrière diplomatique en asseyant la paix de l'Europe sur une base sûre pour au moins une génération. Puis, contrairement aux intentions de ses auteurs, la déclaration de Pillnitz apprit à tout le monde que l'Autriche et la Prusse ne feraient rien pour troubler la paix générale. Enfin, le 14 septembre 1791, Louis XVI accepta la Constitution et fut remis en possession de son autorité. On crut voir là une réconciliation entre le roi et son peuple, et l'événement fut généralement bien accueilli.

Pour ceux qui ne se contentaient pas des apparences, il était évident que Louis XVI avait eu la main forcée, qu'il avait accepté la Constitution parce qu'il ne pouvait faire autrement. Malouet nous dit, dans ses « Mémoires », qu'elle était toujours un épouvantail pour le roi et la famille royale. Il est certain que Louis XVI, bien qu'il se trouvât enchaîné à elle par son serment, la jugeait mauvaise. Même, il la

regardait comme dirigée contre lui personnellement, et elle ne lui semblait ni sérieuse ni durable. Sur ce point, il était soutenu par l'opinion générale, qui l'avait condamnée comme impraticable, sentiment partagé, du reste, par les auteurs mêmes de la Constitution.

Morris, indigné par une mesure si ridicule, était convaincu qu'elle ne pouvait pas durer. « En réduisant l'autorité royale au-dessous de toute mesure raisonnable, dit-il, les auteurs de la Constitution avaient rendu moralement impossible que le peuple pût croire le roi sincère dans son acceptation, alors même qu'il eût été possible qu'il pût sans regret se voir, de la place la plus haute qui soit accordée à l'homme, réduit à un état si abaissé que d'être exposé à l'insulte venant des plus bas »¹.

Le gouvernement espagnol, hostile dès le début à la Révolution, avait rappelé son ambassadeur de Paris, peu de temps après le retour de Varennes. A la note annonçant l'acceptation de la Constitution, Florida Blanca répondit que son maître ne pouvait croire que le roi de France avait agi de son plein gré. Il ajoutait qu'il ne répondrait à aucune communication, jusqu'à ce qu'il eût la certitude que Louis XVI jouissait réellement d'une entière liberté. Gustave III fut encore plus net ; il avait renvoyé la dépêche française, et déclaré que, le roi n'étant pas libre, il ne reconnaissait pas d'ambassade de France.

Léopold dut connaître mieux que tous les autres les vrais sentiments du roi et de la reine. Celle-ci avait écrit au comte de Mercy-Argenteau : « Il ne s'agit que de les endormir et leur donner confiance pour mieux les déjouer après. Nous n'avons plus de ressources que dans les puissances étrangères ; il faut à tout prix qu'elles viennent à notre secours, mais c'est à l'empereur à se mettre à la tête de tous »².

Mais, guéri de ses sentiments belliqueux du mois de juillet, Léopold n'avait aucun désir d'en arriver aux dernières extrémités, et il préférait accepter le langage officiel de

1. *Morris*, p. 214. A Rufus King, du 23 octobre 1792.

2. *DE CONCHES*, II, p. 236. A Mercy-Argenteau, du 26 août 1791.

Louis XVI. La nouvelle de l'acceptation de la Constitution fut donc favorablement accueillie à Vienne, et Léopold conseilla aux autres puissances d'accepter la nouvelle situation.

Il prit ce parti avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il se méfiait des machinations de Catherine, qui dressait encore des plans pour s'emparer de la Pologne. Elle avoue dans une de ses lettres confidentielles qu'elle se cassait la tête pour faire intervenir les Cabinets de Vienne et de Berlin dans les affaires de la France, afin d'être libre de détruire la nouvelle constitution polonaise. Pour l'instant, à son grand désappointement, Léopold prenait garde de tomber dans ce piège, et Frédéric-Guillaume, si belliqueux peu de temps avant, répondait au gouvernement français que la paix de l'Europe lui paraissait enfin assurée par la déclaration de Louis XVI.

Le 3 décembre, celui-ci écrivit personnellement au roi de Prusse pour lui demander secours contre ses sujets rebelles, mais Frédéric-Guillaume se déclara incapable d'agir seul. L'Angleterre et la Hollande, son alliée, avaient répondu, les premières, qu'elles accueillaient avec joie cette déclaration de la pacification de la France, et témoignaient leur désir sincère de maintenir et de cultiver leur bonne entente avec la France.

Pour ne laisser aucun doute sur les véritables sentiments avec lesquels le cabinet impérial envisageait la nouvelle situation de la France, Kaunitz envoya une lettre circulaire aux cours européennes. Il y était dit que les périls qui avaient menacé le roi et la monarchie en France n'étaient plus instants ; que la majeure partie de la nation paraissait revenue à des idées plus modérées ; que le roi avait repris la confiance, et qu'il avait librement accepté la Constitution.

Marie-Antoinette vit avec mortification qu'il y avait peu d'espoir d'obtenir les secours qu'elle avait demandés, et elle se plaignait amèrement d'avoir été abandonnée par son frère. « Quel malheur, écrivait-elle, que l'empereur nous ait trahis ! » Mais, en dépit de sa tristesse, la grande majorité de l'Europe avait la ferme espérance qu'on était à l'aube d'une longue période de paix et de tranquillité. Le 31 octobre, Mont-

morin écrivit à Barthélemy : « Nous avons lieu de nous flatter que la façon de penser qu'avaient la plupart des puissances de l'Europe à notre égard a été changée par l'acceptation que le roi a faite de la nouvelle Constitution »¹. Et le même jour, il annonça officiellement à l'Assemblée que le roi n'avait de raison de craindre des hostilités d'aucune puissance !

C'est alors qu'entre en scène un nouvel élément, étranger presque entièrement à la politique et à la diplomatie, qui se laisse guider non par le raisonnement, mais par les passions. C'est l'Assemblée législative, qui avait succédé à la Constituante, le 1^{er} octobre 1791. La plupart des députés étaient des avocats provinciaux et des écrivains obscurs, des aventuriers et des fanatiques, sans expérience ni responsabilité. Les nobles, les propriétaires et les négociants, qui apportent toujours à un gouvernement la stabilité et la prudence, en étaient à peu près complètement exclus.

Dès le début, les nouveaux élus, faisant preuve non de sagesse mais seulement de hardiesse et d'ignorance, voulurent montrer au monde et à eux-mêmes la puissance qu'ils venaient d'acquérir. Ils manifestèrent une tendance absurde à se quereller avec le roi, seulement pour lui montrer qu'ils avaient pris sa place à la tête du pays. Ils allèrent jusqu'à voter un décret qui abolissait les titres de « sire » et de « majesté ». Mais, par une telle puérilité, ils s'aliénèrent jusqu'aux foules du Palais Royal ; aussi, dès le lendemain, l'Assemblée annula-t-elle le décret.

Les observateurs clairvoyants se rendaient bien compte qu'on pouvait s'attendre à voir les députés adopter n'importe quel projet, si maladroit fût-il. Deux semaines avant la première réunion de la Législative, La Marck avait écrit qu'il était même possible que quelques têtes folles de la nouvelle Assemblée profitassent de l'enthousiasme du premier moment pour faire décréter une invasion des Pays-Bas, en représentant les menaces des puissances comme des hostilités.

1. A.E., t. XXI S., p. 56.

Il ajoutait : « Tout cela vous paraîtra fou ; et bien, pour la prochaine législature, telle qu'elle est composée, des mesures aussi incendiaires, aidées de l'ambition de M. de la Fayette, paraîtront la chose du monde la plus simple. L'Assemblée actuelle, ne vient-elle pas, à peu près d'après les mêmes principes, de s'emparer d'Avignon et du Comtat ? » ¹ Il conclut, avec raison, qu'étant donné cette conduite, la France allait être en véritable état de guerre avec tous les gouvernements.

On ne peut voir sans ironie que cette annexion avait eu lieu le 14 septembre, le jour même de l'acceptation de la nouvelle Constitution, dont une clause stipule la renonciation de la nation française à toute espèce de conquête ! Nous pouvons conclure comme Montmorin, mais dans un autre sens : « Une détermination aussi importante n'a pas besoin de commentaire ! » ².

Depuis quelques mois, l'état d'âme des Français changeait rapidement. Au moment de la fuite de Varennes, ils avaient tous craint une invasion étrangère, à laquelle le pays n'était nullement en état de s'opposer. Mais, comme le temps s'écoula sans amener aucune action décisive de la part des émigrés, qui étaient divisés entre eux, la crainte fit place au mépris. Puis, poussés par leur confiance croissante, les Français s'avisèrent de se débarrasser pour tout de bon de la menace des émigrés, toujours rassemblés près des frontières françaises.

L'Assemblée, poussée par ce désir généralement répandu, se mit à délibérer sur les mesures à prendre dans cette intention. La première décision était très modérée : on somma Monsieur de rentrer dans le royaume dans un délai de deux mois ; s'il désobéissait, on considérerait qu'il avait abdiqué son droit à la Régence. Assez naturellement, ce décret n'eut aucun effet, et la semaine suivante, l'Assemblée en lança un autre, qui était en même temps un défi aux émigrés. Selon ce décret, s'ils restaient rassemblés au delà

1. *La Marck*, III, p. 234. A Mercy-Argenteau, du 16 septembre 1791.

2. *A.E.*, t. DLXXVIII, p. 270. A Barthélemy, du 19 septembre 1791.

des frontières après le 1^{er} janvier 1792, ils seraient déclarés coupables de conspiration, et passibles de la peine de mort.

Louis XVI refusa de sanctionner ce décret, ainsi qu'un autre dirigé contre les prêtres réfractaires, et il écrivait lui-même à ses frères et à l'électeur de Trèves, dans le territoire duquel se trouvaient la plupart des émigrés. On ne voulait pas contester à celui-ci son droit d'asile, qui était inséparable de sa souveraineté, mais on réclamait qu'il obligeât les émigrés à observer une conduite paisible. En somme, ces demandes étaient justes en elles-mêmes, mais les Français n'étaient pas d'humeur à s'en tenir aux questions de justice, et leurs réclamations s'accompagnèrent des menaces et des provocations les plus violentes.

La réponse secrète que Louis XVI reçut de ses frères prouva que les émigrés avaient reçu trop d'encouragements pour consentir à rentrer en France selon ses désirs. La réponse de l'électeur n'était pas plus satisfaisante ; il nia favoriser les projets des émigrés, qui agissaient contre la tranquillité de leur patrie. Il termina sa réponse, avec un singulier manque de tact, en observant que, puisque l'Electorat de Trèves faisait partie de l'Empire d'Allemagne, la France n'était pas en droit d'influer sur ses actes.

Louis XVI eut alors recours à des mesures conciliatoires et beaucoup plus réfléchies ; il envoya Sainte-Croix vers l'Electeur, pour lui exposer les motifs qui devaient le déterminer à faire cesser les inquiétudes que causaient les préparatifs des émigrés. De plus, il s'adressa à Léopold, comme chef de l'Empire. Il lui fit un tableau de la situation, et l'invita à intervenir pour engager l'Electeur de Trèves à ne point persévérer dans la voie où il s'était engagé.

Mais les véritables intentions du gouvernement français se montrent dans le discours qu'Isnard fit à l'Assemblée le 1^{er} décembre. « Elevons-nous, dit-il, à la véritable dignité de notre situation ; parlons aux ministres, au roi, à l'Europe en armes, avec la fermeté qui nous convient... Disons à l'Europe, que si la nation tire l'épée, elle jettera le fourreau ; qu'elle ne le reprendra que couronné des lauriers de la victoire ; que si les cabinets engagent les rois dans une

guerre contre les peuples, nous exciterons les peuples à tenter une lutte mortelle contre les souverains...

« L'Assemblée s'est aperçue que les troubles qui agitent le royaume ont leur source dans les criminels préparatifs des émigrés français ; leur audace est appuyée par les princes allemands, qui, oubliant la foi des traités, encouragent ouvertement leurs armements, et nous forcent à faire de notre côté des préparatifs »¹.

Il était évident pour tous que les provocations de l'Assemblée mèneraient inévitablement à la guerre, et la crise imminente provoqua une alarme générale. Les conséquences ne tardèrent pas : beaucoup d'argent en espèces fut envoyé à l'étranger, le prix en augmenta, et la valeur des assignats diminua de plus en plus. Bientôt le gouvernement fut obligé d'acheter de l'argent en Hollande et ailleurs à des taux très élevés, pour être en état de subvenir aux dépenses de la guerre.

Pour la même raison, beaucoup de changements se produisirent dans le ministère et le corps diplomatique. Le plus célèbre des nouveaux ministres était Narbonne, qui prit le portefeuille de la Guerre. Jeune, doué d'esprit et de talents, il se mit à l'œuvre avec zèle. Il avait une tâche énorme à remplir : la discipline dans l'armée n'existait plus depuis deux ans, et le manque de soldats était manifeste. Une semaine après sa nomination, il informa l'Assemblée qu'il avait pris des mesures afin de disposer, en moins d'un mois, de 150.000 soldats pour défendre les frontières. Ils seraient divisés en trois armées, sous le commandement de Luckner, de Rochambeau et de La Fayette.

Chaque jour il devint plus évident que le projet du ministère était de faire la guerre. Le gouvernement de la France était entièrement entre les mains des Girondins, dont les chefs, Brissot et Vergniaud, faisaient tout leur possible pour exciter l'Assemblée et le peuple, afin de les pousser à réclamer la guerre. On ne peut se méprendre aux désirs du ministère, quand on évoque les paroles de

1. ALISON, II, pp. 24, 25.

Brissot. Il s'écria en pleine Assemblée que la déclaration de guerre, acte qui caractérise un grand peuple, était « le sceau qui doit conserver la révolution. Ainsi, la guerre est nécessaire ; la France doit l'entreprendre pour son bonheur ; elle serait en effet à jamais déshonorée, si quelques milliers de rebelles pouvaient la porter à des capitulations sur les lois. La guerre est actuellement un bienfait national, et la seule calamité qu'il y ait à redouter, c'est de n'avoir pas la guerre ! »¹.

Cette détermination donne beaucoup à penser, surtout lorsqu'on la voit appuyée par la grande majorité de l'Assemblée. En effet, il n'y avait que les Jacobins, Robespierre et ses partisans, qui s'opposaient au plan ministériel. Ils craignaient qu'une guerre ne concentrât tous les pouvoirs entre les mains du roi, et qu'une invasion victorieuse ne détruisît la Révolution. Mais leur parti était peu nombreux, et leurs adversaires l'emportèrent facilement. Quand on sait les dangers et les souffrances qu'apporte toujours la guerre, on est obligé de se poser la question : quelles raisons pouvaient faire naître ce désir presque unanime de la guerre ?

Dans ses « *Réflexions* », Burke avait prédit que la France serait partagée en un certain nombre de républiques fédérales, prophétie qui se serait certainement réalisée, si l'Assemblée n'avait pu rallier l'unanimité de la nation en montrant le péril d'une invasion étrangère. Gower écrivait que l'accroissement rapide de l'anarchie, à Paris comme dans toutes les municipalités, rendait une guerre nécessaire. L'indiscipline, le manque total d'autorité et d'ordre ne pourraient disparaître que devant un sentiment général de crainte.

Morris avait prédit la guerre en 1790, alors que personne n'y songeait. Il se rendait compte que le grand mal résidait dans une Constitution sans énergie, et il voyait dans la guerre le seul moyen d'arrêter la décomposition sociale. Sur les questions politiques et diplomatiques, l'opinion de Talleyrand a toujours une grande valeur, et il est significatif qu'il justifiait la guerre, qui, selon lui, devait être le salut de la nation. Il déclarait que la situation de la France

1. *Idem*, p. 296. Discours du 29 décembre 1791.

était telle que rien ne pouvait y remédier, si ce n'étaient les remèdes violents, qui devaient tuer ou guérir.

En effet, c'était une immense partie qui se jouait ; l'élan révolutionnaire avait suscité des passions, et soulevé des difficultés, en face desquelles les gouvernants successifs s'étaient trouvés impuissants. Aussi, à bout de forces, ils considéraient la guerre comme leur dernier espoir. C'était comme la corde qu'un naufragé saisit.

De plus, il était manifeste pour tous que l'Assemblée était sous la menace d'une guerre inévitable, qu'elle fût une guerre civile ou une guerre étrangère. La France, au début de l'année 1792, ressemblait à une mine qui pouvait sauter d'un moment à l'autre. De toutes les parties du pays, on recevait des nouvelles d'insurrections et d'émeutes. Elles étaient si sérieuses que le gouvernement fut obligé d'envoyer des troupes pour les réprimer. Le prétexte en était dans les départements du nord le monopole du blé. Mais Gower remarque que le prix de cette denrée n'y était pas élevé, et que la véritable raison des troubles était l'absence totale de toute autorité. Les émeutes dans le midi étaient encore plus violentes, et tout paraissait prêt pour une insurrection générale.

En effet, l'esprit révolutionnaire s'allie si bien au génie aventureux de la guerre, que rarement l'un existe sans l'autre. Presque toujours, une entreprise révolutionnaire, en éveillant les passions de la foule, conduit à la guerre. L'ardeur, une fois excitée par les succès d'une révolte victorieuse, a besoin de se dépenser dans des exploits militaires. Pour les hommes qui ont renversé les institutions en vigueur, qui se sont enivrés du bruit des applaudissements populaires, il est extrêmement difficile de revenir aux paisibles habitudes de la vie domestique. Il existait dans le peuple une immense et puissante énergie, qui pouvait être employée à renverser le gouvernement du moment, comme elle avait renversé l'ancien régime. Donc, pour se défendre, il fallait aux gouvernants trouver un moyen de diriger ailleurs cette force dangereuse.

Les Girondins savaient que la Révolution ne pouvait pas rester immobile, qu'elle devait progresser et gagner d'autres

pays ou qu'elle périrait en France. Ayant acquis ce qu'ils appelaient la liberté, les Français voulaient répandre ce bien parmi les autres nations, même si celles-ci ne le désiraient pas. Déjà en 1790, Fernan Nuñez avait remarqué leur tendance au prosélytisme, et il écrivait qu'accoutumés à faire la loi et à dicter la mode à l'Europe, ils voulaient obliger l'univers à suivre leur exemple. Il ajoutait que beaucoup d'entre eux voulaient que la Révolution fût générale, afin d'avoir plus de partisans et moins de critiques.

Isnard avertissait les princes allemands que, s'ils ne chassaient pas les émigrés de leurs territoires, les Français porteraient au sein de leurs Etats, non le fer et le feu, mais la liberté. Fauchet était du même avis, mais il exprimait plus directement qu'ils répandraient cette liberté par la force. « Les Français, dit-il, après la conquête de la liberté, sont les alliés naturels de tous les peuples libres. Les traités faits avec les despotes sont nuls de droit, et ne peuvent être conservés de fait, sans une conséquence destructive de notre révolution... Point de guerre agressive, mais la guerre aux princes qui favorisent les conspirateurs sur nos frontières... Nos négociateurs sont nos canons, nos baïonnettes patriotiques et des milliers d'hommes libres »¹.

C'était là le grand danger pour la paix de l'Europe. Cette menace ne pouvait manquer d'amener un conflit entre les révolutionnaires et les Etats monarchiques, qui voulaient garder leurs constitutions telles qu'elles étaient. C'est cette déclaration d'alliance avec les peuples libres contre les despotes, puisque les révolutionnaires considéraient que tout roi, par sa nature, était despote et tyran, qui fut développée plus tard par la Convention. Le décret du 19 novembre est en germe dans ce discours de Fauchet. Ainsi, la même doctrine qui provoqua la guerre contre l'Autriche, allait, plusieurs mois plus tard, obliger Pitt à abandonner son système de neutralité pour défendre la constitution anglaise contre ces « apôtres de la liberté ». Comme disait La Marck, la France menacerait sans cesse

1. *Idem*, pp. 298, 299. Discours du 17 janvier 1792.

tous les gouvernements d'insurrections chez eux, et les insurrections la conduiraient à la conquête.

A côté de ces raisons de première importance, il y en avait de secondaires, qui poussaient l'opinion générale dans la même direction. On espérait que devant la menace d'un grand danger, l'armée se transformerait, et que la nécessité d'y faire face ferait renaître quelque discipline. On pensait qu'en présence d'un ennemi commun les officiers et les soldats s'entendraient, et qu'ils joueraient leurs rôles respectifs afin de défendre la patrie. Ce calcul était des plus raisonnables, et, si l'on ne s'en aperçut pas tout à coup, peu à peu, cependant, au cours des campagnes, l'armée française se modifia, et devint la puissance redoutable dont Napoléon sut si bien se servir.

Si la banqueroute, menaçante depuis bien des années, se produisait en temps de paix, elle pourrait complètement discréditer la Révolution. Mais, si elle arrivait pendant que la nation était aux prises avec les puissances européennes, elle n'aurait pas un tel effet, et probablement n'entraverait point l'élan de la guerre. Un gouvernement ordinaire, qui s'appuie sur les classes riches, n'aurait jamais osé des provocations si dangereuses. Mais les gouvernants de cette époque ne possédaient pas de grands biens et se montraient vigoureusement hostiles aux propriétaires. Ils n'hésitaient devant aucune mesure de violence et de confiscation, car tout leur était indifférent sauf le triomphe de leur cause.

La grande majorité des Français détestaient la nouvelle Constitution et voulaient l'abolir, quoique pour des raisons différentes. Les Républicains l'avaient en horreur, surtout parce qu'elle maintenait Louis XVI sur le trône, et ils étaient prêts à tout pour l'abroger et, du même coup, faire tomber le roi. En octobre 1791, Morris écrivait qu'on l'avait informé que les républicains comptaient sur une tentative de fuite du roi. Ils avaient l'intention de la faciliter, et, alors, rejetant la responsabilité de tout ce qui arriverait sur le roi et les nobles, ils saisiraient tous les pouvoirs, et déclareraient une république. Ce plan avait échoué, mais ils ne se découragèrent point ; ils virent une occasion de réussir dans une guerre étrangère, espérant qu'en identifiant

leur cause avec celle de l'indépendance nationale, ils finiraient par triompher.

Brissot lui-même avouait dans un de ses pamphlets, que son but principal en poussant la nation à la guerre était de renverser la monarchie. Chef des Girondins, il était le premier journaliste de la Révolution et le premier républicain de France. Il n'était pas le génie de sa république, car il n'était qu'un médiocre législateur ; mais, il en était le cœur. Ce fut un étonnant prophète, et longtemps personne n'exerça une influence plus impérieuse sur les masses. Tous ses talents furent dirigés, dès le début de sa carrière, vers un seul but : l'anéantissement du despotisme.

Il raconte qu'il détestait les rois de très bonne heure, et que dès sa plus tendre jeunesse il se délectait de l'histoire de Cromwell. Son désir de renverser la royauté était le but de tous ses écrits, de tous ses projets : « Je haïssais profondément les rois, écrivait-il, je ne pouvais en entendre parler de sang-froid. La vue de Versailles me donnait le frisson, et je n'allais qu'une fois au château »¹. Lorsqu'on compare l'irrésolution de Louis XVI à cette résolution implacable de ses adversaires, on comprend mieux l'impuissance du roi à sortir de ses embarras.

Toutes les passions guerrières furent méthodiquement dirigées contre l'empereur Léopold. Les Républicains calculaient que si la guerre était déclarée contre lui, le maintien de la monarchie française serait presque impossible, car les relations de Marie-Antoinette avec l'empereur rendraient intolérables la situation de la cour. Une grande partie de la nation française conservait aussi l'ancienne haine contre l'Autriche.

Au cours de tout son règne, Marie-Antoinette n'avait jamais été populaire, non seulement à cause de sa légèreté et de l'extravagance de sa cour, mais surtout parce qu'elle était la fille de Marie-Thérèse, c'est-à-dire, le soutien principal de l'alliance franco-autrichienne, que tant d'hommes d'Etat français étaient plus qu'ils ne l'étaient de dénoncer. Cette haine implacable se manifesta surtout dans les pam-

1. *Brissot*, II, p. 60.

phlets, souvent très grossiers, qui furent lancés contre la reine, pendant la plus grande partie de la Révolution.

Il est certain que l'empereur n'eût jamais pris aucune mesure compromettante, si les Français n'avaient commencé eux-mêmes les hostilités. Il croyait s'être heureusement mis à l'abri des difficultés en accueillant amicalement la notification de l'acceptation de la nouvelle Constitution française. La Marck avait écrit que les causes qui poussaient l'Angleterre à la neutralité étaient aussi valables pour l'Autriche, car les risques qu'elle courrait dans une guerre contre la France étaient si grands que, même victorieuse, elle n'en tirerait aucun bénéfice.

« Je suis également tenté de croire, dit-il, que le système dont il s'agit pourrait amener des chances ruineuses pour l'empereur. Ainsi, l'infidélité d'un allié pourrait compromettre ses succès ; la France, si elle n'était pas écrasée dans une première campagne, développerait infailliblement de grandes ressources à la seconde année de la guerre ; et, si les alliés éprouvaient quelques événements malheureux, ce qui est peu probable, m'objectera-t-on, mais ce qui est possible cependant, les provinces belges, provoquées à de nouvelles insurrections, seraient alors inévitablement perdues pour l'empereur, tandis que ses alliés n'auraient rien à craindre pour leur propre territoire »¹.

Léopold se rendait compte des grands avantages de la paix, et il montra à plusieurs reprises que, lui, il ne la romprait pas. Au mois d'août, il avait interdit tout recrutement d'émigrés français dans ses territoires, et deux mois plus tard, il ordonna de disperser ceux qui s'étaient rassemblés en trop grand nombre à Ath et à Tournay. A la même époque, le ministre autrichien répondit à Gustave III que son maître avait abandonné toute pensée d'intervenir par la force dans les affaires de la France.

Mais, à Paris, de nombreuses philippiques, conçues dans les termes les plus violents, furent prononcées contre les puissances européennes ; philippiques, qui, de l'avis des Français eux-mêmes, « étaient autant de déclarations de

1. *La Marck*, III, p. 226. A Mercy-Argenteau, du 10 septembre 1791.

guerre et de provocations imprudentes, calculées à dessein, pour mettre la France en hostilité avec toute l'Europe »¹.

En lisant le compte rendu des séances de l'Assemblée, et surtout de celle du 14 janvier, Léopold vit disparaître l'espoir si longtemps caressé de conserver la paix. Il comprit que les circonstances devenaient plus fortes que sa volonté, et il traduisit ainsi l'expression première de sa déception : « Les Français veulent la guerre, ils l'auront ; ils verront que Léopold le pacifique sait la faire quand il le faut ! »²

S'il avait entièrement réglé sa conduite sur cette résolution, il aurait à coup sûr fait du bien à son pays, en préparant énergiquement la guerre, et peut-être aurait-il réussi à la terminer vite par un grand succès. Mais, contre cette volonté affirmée se dressait son tempérament pacifique, cause de cette indécision et de cette absence d'une ligne de conduite arrêtée, qui entravaient tous ses projets, et les faisaient avorter pour la plupart. Cette attitude hésitante du gouvernement autrichien provoquait alternativement la vanité audacieuse et l'irrésolution timide.

Le ministère français, au contraire, montra une volonté ferme et inaltérable. Il était dirigé par Brissot et Dumouriez, qui déclaraient uniformément que la guerre était le seul moyen de fortifier la liberté, de connaître les ennemis de la Constitution et de démasquer la perfidie de la cour.

La France désirait la guerre contre l'Autriche, mais il lui fallait une guerre victorieuse. Vu l'extrême faiblesse de ses forces militaires, le ministère résolut de recourir aux mesures diplomatiques, afin d'isoler l'Autriche. On escomptait la bienveillance de la Prusse, et si on pouvait s'assurer la neutralité de l'Angleterre, la partie était gagnée d'avance. Ségur partit pour Berlin vers la fin de décembre, pour tâcher d'obtenir la bienveillance prussienne. Mais, contrairement aux espoirs de la France, le roi de Prusse faisait connaître son intention de protéger l'Empire et les Pays-Bas, si la France les attaquait.

1. ALISON, II, p. 295.

2. BOURGOING, I, 1^{re} partie, p. 457.

Pour la démarche auprès du gouvernement anglais, on choisit Talleyrand, le meilleur diplomate français de l'époque, et l'ami de Mirabeau, qui avait été un des premiers à prôner un rapprochement entre la France et l'Angleterre. Talleyrand arriva à Londres le 24 janvier 1792. Avant même son arrivée, des journaux avaient annoncé qu'il avait vu Pitt, et qu'il n'en avait rien obtenu ; c'était frapper d'avance de discrédit sa mission. En effet, les choses se passèrent à peu près comme les journalistes l'avaient annoncé.

Le diplomate fut présenté à Pitt, mais l'audience se passa toute en politesses, car Talleyrand, ancien Constituant, n'avait aucun caractère officiel. A la cour, l'accueil fut encore plus froid : on le considérait comme l'agent redoutable d'une secte subversive. Mais Talleyrand ne se découragea point ; il avait foi dans l'objet de sa mission, et il assurait Delessart qu'un rapprochement avec l'Angleterre n'était pas une chimère.

Avec Grenville, il eut plusieurs entretiens, dont celui du 15 février, « fort long, fort substantiel ». « Depuis longtemps, dit-il à Grenville, tout ce qui pense sainement en France désire un rapprochement avec l'Angleterre ; on le croit raisonnable, naturel et en définitive avantageux aux deux puissances. Notre gouvernement a désiré que je vinsse ici... Il sait que dans tous les temps j'ai soutenu que l'Angleterre était notre alliée naturelle »¹.

Le 1^{er} mars, Grenville lui apprit que les intentions de l'Angleterre étaient loin d'être inquiétantes, et que la neutralité de fait était incontestable, Mais on ne voulait pas aller plus loin. Le cabinet anglais avait été d'avis de ne point répondre aux diverses ouvertures qui lui avaient été faites. Talleyrand expliquait que les opinions dans le conseil étaient divisées ; Pitt, Dundas et Grenville étaient favorables à un rapprochement avec la France, mais Camden, Thurlow et le roi surtout y étaient opposés. Donc, il valait mieux ne pas discuter sur la question d'une alliance franco-anglaise.

1. A.E., t. XXIX S., p. 216. A Delessart, du 17 février 1792.

Mais Grenville rassurait pleinement sur la neutralité bienveillante de l'Angleterre. « Nos dispositions pour la France sont bonnes ; vous devez le croire ; non seulement nous sommes loin d'être au nombre de vos ennemis, mais nous désirons sincèrement, je vous l'atteste, la fin de vos troubles... Un peuple commercial n'a qu'à gagner à la liberté de tout ce qui l'entoure. Pour notre tranquillité même, nous désirons que vous soyez délivrés de vos inquiétudes ; ceux qui ont osé dire parmi vous, a-t-il ajouté, que nous avions fomenté vos troubles nous ont calomniés ; nous les défions d'en alléguer la moindre preuve »¹.

Quoiqu'il désirât ardemment une alliance, Talleyrand dut se contenter de cette neutralité. Cependant, il ne désespérait pas de réussir tôt ou tard dans sa mission d'un rapprochement franco-anglais. Il terminait sa longue dépêche par ces mots : « Je persiste à penser, ou plutôt, je suis plus sûr que jamais, que c'est ici, et ici seulement, qu'est notre bon terrain »¹.

Huit jours plus tard, Talleyrand était de retour à Paris. Depuis son départ, les affaires s'étaient modifiées. Le 15 mars, l'empereur avait envoyé à Paris une réponse digne mais conciliatoire, qui justifiait toute sa conduite envers la France, et laissait voir une disposition sincère à se montrer l'ami et l'allié de la nation française. Keith, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, se réjouissait de la sagesse de cette dépêche, et il ajoutait que la décision de faire la guerre ou la paix dépendait uniquement de la France.

La rentrée de Talleyrand coïncida avec un changement de ministère. L'influence des Girondins faisait donner à Roland le ministère de l'Intérieur et à Dumouriez celui des Affaires étrangères. C'est celui-ci qui dirigea entièrement la politique française contre l'Autriche, tantôt comme ministre, tantôt comme général. Ses procédés vis-à-vis du cabinet de Vienne avaient un caractère agressif qui ne permettait pas le moindre doute sur ses desseins. Le jour même de son entrée au ministère, le 17 mars, il envoya à Noailles, ambassadeur à Vienne, de nouvelles instructions

1. *Ibidem*, p. 239. A Delessart, du 2 mars 1792.

par lesquelles il lui ordonnait d'insister plus vivement que jamais sur la nécessité pour le gouvernement autrichien de consentir à un désarmement réciproque.

Quelques jours plus tard, il reçut du cabinet de Vienne la note du 18 mars, dont le style prouvait que ses rédacteurs désespéraient de conserver la paix. Léopold était mort le 1^{er} mars, mais son fils annonçait qu'il resterait fidèle à sa politique. Il était déjà évident, à Paris, comme à Vienne, que la déclaration de guerre n'était qu'une question de jours.

La réponse de Dumouriez, dans une seconde dépêche à Noailles, renchérisait encore sur la première. Elle faisait savoir que si, par retour du courrier, le gouvernement français ne recevait pas l'assurance très nette que le cabinet de Vienne renonçait à tous les traités conclus, à l'insu de la France, avec des intentions hostiles contre elle, et ne retirait pas les troupes qui menaçaient cette puissance, le roi se regarderait comme en état de guerre. Comme le disait Gower, les dépêches envoyées à Vienne étaient écrites dans un style plus propre à enflammer qu'à persuader.

Le 7 avril, Coblenz faisait savoir que la note du 18 mars contenait les seules explications que la Cour de Vienne eût à présenter, et qu'il était d'autant plus impossible d'y rien changer, qu'elle renfermait également l'opinion du roi de Prusse. Avant d'avoir reçu ces nouvelles, Dumouriez, pour entretenir les passions belliqueuses de l'Assemblée, lui avait communiqué ses deux dépêches à Noailles. Le 19 avril, il lui annonça la visite de Louis XVI pour le lendemain, et lui lut les dernières dépêches de l'ambassadeur à Vienne.

Il est étonnant de constater la légèreté de l'unanimité de l'Assemblée en ces circonstances. Quoique les députés sussent que leur armée n'avait aucune valeur militaire, alors que celles de l'Autriche et de la Prusse avaient la réputation d'être les meilleures de l'Europe, ils accueillirent par des éclats de rire les menaces de l'Autriche. Dans une lettre à Washington, Morris, examinant l'attitude de la nation française, conclut que toutes les classes désiraient alors la guerre, quoique pour des motifs différents. Mallet du Pan constatait la même unanimité des partis en faveur

d'un conflit: « Le comité jacobin, le comité constitutionnaire, le comité de Sa Majesté, les royalistes de diverses dénominations, s'accordent à désirer la guerre... Les uns ne savent plus comment soutenir l'ordre de choses actuel ; les autres sont impatients de le voir renverser, les troisièmes soupirent après une issue quelconque »¹.

Le 20 avril, Louis XVI se rendit à l'Assemblée. Dumouriez lut un long rapport qui exposait tous les griefs de la France contre l'Autriche ; puis, sans aucune trace d'émotion, le roi prononça ces quelques paroles : « Vous venez d'entendre le rapport qui a été lu à mon conseil. Ses conclusions y ont été adoptées unanimement. J'en ai moi-même adopté la détermination. Elle est conforme au vœu plusieurs fois exprimé de l'Assemblée nationale, et à celui qui a été exprimé par plusieurs citoyens de divers départements. J'ai dû épuiser tous les moyens de maintenir la paix. Maintenant, je viens, aux termes de la Constitution, vous proposer formellement la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême »².

Le roi quitta ensuite la salle au milieu des applaudissements de toute l'assistance. Ainsi commença une guerre qui pendant vingt-trois ans allait affliger toute l'Europe.

1. MALLET DU PAN, *Mémoires*, I, pp. 247, 249.

2. BOURGOING, I, p. 487.

CHAPITRE IV

NÉGOCIATIONS ANGLO-FRANÇAISES

La funeste nouvelle de cette déclaration d'une guerre européenne eut des répercussions considérables en Angleterre. Les fonds publics baissèrent et partout se répandit la crainte que l'Angleterre ne fût forcée d'entrer dans la lutte. Le gouvernement, désireux d'éviter une terreur panique, fit publier dans toutes les gazettes un démenti au bruit qu'on allait prochainement procéder à l'enrôlement de matelots.

Les négociants de Londres, craignant pour leurs intérêts dans le cas où l'Angleterre serait entraînée dans la guerre, envoyèrent une députation à Pitt, afin d'obtenir des apaisements. Celui-ci leur déclara que l'Angleterre ne prendrait aucune part au conflit, et pour calmer tous les esprits, il ajouta qu'il saisirait la première occasion pour annoncer à la Chambre des Communes l'intention formelle du gouvernement de maintenir la paix.

Hirsinger écrivait que tout faisait prévoir que le cabinet de Londres n'abandonnerait point le système de neutralité, qu'il avait adopté dès le début de la Révolution. Il ajoutait que, dans les séances du cabinet, on avait souvent discuté ce système, et qu'on l'avait toujours reconnu comme le plus favorable aux intérêts de l'Angleterre.

L'opinion générale à Paris était que la France pourrait résister à toute l'Europe réunie, si seulement elle pouvait compter sur la neutralité anglaise. Dans ce but, Talleyrand fut renvoyé en Angleterre vers la fin du mois d'avril 1792. Comme il ne pouvait, en sa qualité d'ancien Constituant,

remplir ostensiblement aucune fonction publique, avant un laps de deux ans, il fut convenu que le jeune ex-marquis de Chauvelin aurait jusque-là le titre d'ambassadeur, avec Talleyrand pour mentor.

Deux jours avant la déclaration de guerre à l'Autriche, Louis XVI avait écrit une lettre personnelle à George III, pour lui expliquer la cause de l'ambassade : « Je saisis cette occasion pour vous exprimer combien je suis touché de toutes les marques publiques d'affection que vous m'avez données. Je vous remercie de ce qu'à l'époque du concert que quelques Puissances ont formé contre la France, vous ne vous êtes point liés avec Elles ; je vois par là que vous avez mieux apprécié mes véritables intérêts et mieux jugé la position de la France. Des rapports nouveaux doivent s'établir entre nos deux pays. Il me semble que je vois tous les jours s'effacer les restes de cette rivalité qui nous a fait tant de mal... Je la regarde (l'alliance des deux monarchies) comme nécessaire à la stabilité de la constitution respective de nos deux Etats et au maintien de leur tranquillité intérieure, et j'ajouterai que, réunis, nous devons commander la paix à l'Europe »¹.

Dans le projet d'instruction, il fut dit que les dispositions manifestées par le ministère britannique à Talleyrand pendant sa première mission à Londres, quelque favorables qu'elles parussent au système de neutralité, n'étaient pas suffisantes pour inspirer une confiance parfaite relativement aux intentions réelles de l'Angleterre. Donc, Talleyrand devait s'efforcer d'obtenir une déclaration formelle d'alliance défensive, si cela était possible, ou, du moins, de neutralité.

De plus, il devait négocier un emprunt de trois à quatre millions sterling, avec l'approbation, et, s'il se pouvait, avec la garantie du gouvernement britannique. En contrepartie de cet emprunt, il était autorisé à offrir l'Ile de Tabago presque entièrement habitée par des sujets britanniques, qui avait été cédée à la France en 1783. Cette offre était un gage des dispositions amicales de la nation fran-

1. A.E., t. DLXXX, p. 234. A George III, du 18 avril 1792.

çaise et du désir qu'elle avait d'effacer toute trace d'anciennes mésintelligences.

Quoique Talleyrand fût le meilleur diplomate français de l'époque, qu'il eût toujours prôné une alliance franco-anglaise, et que ce fût lui qui proposa Chauvelin comme ambassadeur, le gouvernement français aurait mieux fait de choisir deux envoyés plus agréables à la Cour de Londres. Dans un moment déjà si critique, on se créait une difficulté de plus, en choisissant ces deux hommes, dont les antécédents inspiraient de la répulsion pour leur personne.

On savait de quelle manière désobligeante on avait reçu Talleyrand, à la cour comme ailleurs, deux mois plus tôt. L'accueil fait à Chauvelin n'était pas meilleur : la cour aristocratique de George III ne voyait en lui qu'un noble qui s'était distingué par son hostilité envers sa propre classe. Considérés moins comme les représentants d'un gouvernement monarchique de nom, que comme les émissaires du jacobinisme, ils ne rencontrèrent que des visages malveillants, aussi bien à la cour que dans les lieux publics, et ils se virent bientôt réduits à un isolement presque complet.

La déclaration de guerre, dont on tenait la France responsable, l'entrée des Français dans les Pays-Bas belges, leurs échecs militaires, les désordres à l'intérieur de la France étaient autant de raisons qui ne facilitaient aucunement la tâche de la mission française. Dans une longue dépêche en date du 23 mai, Talleyrand rendait compte de la nécessité d'une grande circonspection dans la conduite personnelle des envoyés français.

Sentant toute l'hostilité qui les entourait, il ajoutait : « C'est donc uniquement au ministère que nous devons nous adresser pour réussir. C'est à lui seul que nous avons à faire. C'est de lui que nous devons gagner la confiance ; et nous ne le pouvons, monsieur, qu'en montrant, soit ici, soit en France même, la plus ferme détermination à ne rien nous permettre qui tende à encourager ici des dissensions. »¹.

1. A.E., t. DLXXXI, p. 49. La dépêche est signée par Chauvelin.

Suivant ces sages opinions, Talleyrand réussit à obtenir du cabinet anglais la déclaration du 25 mai, par laquelle le gouvernement de George III fit savoir que dans les hostilités qui venaient d'éclater il garderait la neutralité. Vu les difficultés, qui rendaient impossibles une alliance et l'emprunt, cette déclaration était un grand succès, qui valut à Talleyrand les félicitations cordiales de son chef, Dumouriez. Talleyrand écrivait que c'était véritablement une assurance de neutralité et de neutralité accompagnée de bonnes dispositions.

Puis, pour expliquer davantage la conduite et la politique de l'ambassade, il ajoutait : « Il faut une prudence extrême et, pour cela, je ne vois que très peu de monde... Je ne vous écris pas habituellement, parce qu'en vérité je n'aurais rien de plus à vous dire que ce qui se trouve dans mes dépêches, où, vous croyez bien, j'ai toujours la plus grande part. Au milieu de tout ce qui vous occupe, pensez un peu à nous, je vous en prie, et faites bien qu'en France on ne gâte pas par des indiscretions et ce que nous ferons et ce que nous préparons ici. Notre position est fort délicate ; elle l'est beaucoup plus peut-être qu'on ne le croit à Paris »¹.

Cependant, les deux membres principaux de l'ambassade ne s'accordaient pas bien. Sans doute, Talleyrand, en proposant Chauvelin comme ambassadeur titulaire, avait cru qu'il n'agirait et ne parlerait que selon ses ordres. Assurément, ce plan, s'il eût été suivi, aurait pu réussir ; mais Chauvelin, jeune homme de vingt-cinq ans, possédant quelque esprit, encore plus d'amour-propre, et pas du tout de jugement, voulait démontrer sa propre importance. Il est certain qu'il agissait seul quand il envoyait à Grenville sa note du 24 mai.

Le 21, une proclamation avait été lancée contre les écrits séditieux et les correspondances criminelles « in foreign parts ». C'était une mesure raisonnable et modérée, qui n'affectait que la politique intérieure du pays. Le jeune

1. *A.E.*, t. DLXXXV, p. 65. A. Dumouriez, du 28 mai 1792.

ambassadeur, croyant faire un coup de haute politique, envoya au ministre une note par laquelle il protestait contre tout soupçon de connivence du gouvernement français dans de telles intrigues, et demandait à Grenville de communiquer « directement » cette protestation à la Chambre. Cette requête, tout à fait inconstitutionnelle, fut repoussée avec aigreur.

Le 15 juin, jour de la clôture de la session parlementaire, George III fit un discours où ne perçait aucune inquiétude : « J'ai vu, dit-il, avec la plus grande peine le commencement des hostilités dans différentes parties de l'Europe. Dans la situation présente des affaires, mon principal soin sera de maintenir la bonne harmonie et la bonne intelligence qui subsistent entre les différentes puissances belligérantes et moi, et de conserver à mon peuple le bonheur d'une paix non interrompue. Les assurances que je reçois de tous les côtés des dispositions amicales envers ce pays me donnent les espérances les plus agréables de réussir dans ces efforts »¹.

Peu après la déclaration de guerre, la France avait lancé ses troupes dans les Pays-Bas autrichiens, mais elles subirent un échec déshonorant et furent repoussées de façon décisive. Une expédition envoyée de Lille, saisie de terreur panique, s'enfuit à la première rencontre avec l'ennemi ; pour excuser leur propre lâcheté, les soldats français, ayant accusé leur général, Dillon, de les avoir trahis, le massacrèrent. Une autre expédition commandée par le général Biron s'enfuit de même à Valenciennes, abandonnant sans résistance la place aux Autrichiens.

Gower écrivait que l'état de l'armée française était tel qu'il était impossible de croire qu'elle pouvait espérer tenir devant une armée régulière et bien disciplinée, même inférieure en nombre. En effet, l'opinion générale était qu'une seule campagne suffirait pour écraser les Français. « N'achetez pas trop de chevaux, disait Bischoffswerder, la comédie ne durera pas longtemps ; les fumées de la liberté se dissipent déjà à Paris ; l'armée des avocats sera bientôt anéantie, et nous serons de retour dans nos pays

1. A.E., t. DLXXXI, p. 167. Discours du roi, du 15 juin 1792.

avant l'automne ». Et même Brunswick, si circonspect par nature, se laissait aller à des espérances qu'il ne devait pas conserver longtemps. « Pas tant d'embarras, Messieurs, dit-il, pas trop de dépenses, tout ceci ne sera qu'une promenade militaire »¹.

En effet, il semblait qu'un miracle seul pût délivrer la France du désastre qui la menaçait. Le 18 juin, Chauvelin envoya une note à Grenville pour renouveler l'assurance du respect inviolable de la France pour les droits de la Grande-Bretagne et de ses alliés, et, chose beaucoup plus importante, pour solliciter du gouvernement anglais une démarche pour retenir ses alliés dans la neutralité.

Peu de jours après, il reçut une réponse des plus froides de Grenville. « Sa Majesté, dit-il, ne refusera jamais de concourir à la conservation, ou au rétablissement de la paix entre les autres puissances de l'Europe, par des moyens propres à produire cet effet, et compatibles avec sa dignité, et avec les principes qui dirigent sa conduite. Mais les mêmes sentiments qui l'ont déterminée à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la France doivent également la porter à respecter les droits et l'indépendance des autres souverains, et surtout ceux de ses alliés. Sa Majesté a cru dans les circonstances actuelles de la guerre déjà commencée, que l'intervention de ses conseils, ou de ses bonnes offres, ne pourrait être utile, à moins d'être désirée par toutes les parties intéressées »².

Pendant ce temps, la situation de Louis XVI devenait de plus en plus périlleuse, et celle de la France de plus en plus chaotique. L'opinion de ceux qui avaient prédit que la guerre rendrait impossible le maintien de la monarchie était justifiée par les événements. Les ministres républicains du roi étaient les premiers à former des complots contre lui. Les ministres qui lui étaient dévoués étaient violemment dénoncés dans l'Assemblée comme le « comité autrichien ». Sa garde de 1800 hommes, garantie par la Constitution, sur

1. BOURGOING, I, II^e partie, pp. 157, 158.

2. A.E., t. DLXXXI, p. 245. A Chauvelin, du 8 juillet 1792.

laquelle on comptait pour sa défense personnelle, fut dispersée par l'Assemblée.

A la tribune, les discours devenaient plus violents de jour en jour, et la presse était remplie d'insultes brutales contre la reine, surnommée la « panthère autrichienne ». Les jardins même des Tuileries étaient parcourus par des agitateurs furieux, et la populace de Paris s'armait rapidement de piques. Tout se préparait pour le sacrifice final. Afin d'exciter le peuple par la crainte du danger qui menaçait l'Etat, par suite des machinations du prétendu « comité autrichien », l'Assemblée se déclara permanente pendant quelques jours à la fin du mois de mai.

Louis XVI fit une tentative courageuse pour montrer son autorité. L'Assemblée avait décrété la formation à Paris d'un camp armé de 20.000 volontaires tirés de tous les départements. Il était évident que le choix en serait fait par les Jacobins, les véritables maîtres de la France. Ce décret soulevait beaucoup de discussions, et le roi, prenant son courage à deux mains, y mit son veto. Comme conséquence, les trois ministres girondins, Roland, Servan et Clavière, furent congédiés.

Mais c'était là pour Louis XVI la dernière occasion de faire prévaloir sa volonté : sa position désespérée fut mise en évidence par l'insurrection du 20 juin, quand les Tuileries furent assiégées par la populace de Paris. Menacé dans son propre palais, le roi était sans autorité et n'était même plus en sécurité.

Après cette attaque, l'ambassade française à Londres devint de plus en plus impopulaire, et on ne voyait dans ses membres que des agents malveillants d'une faction révolutionnaire. Chauvelin ne tarda pas à aggraver sa position par de nouvelles imprudences. La première fut de rompre avec Talleyrand, qu'il trouvait trop royaliste. Celui-ci quitta Londres le 5 juillet, et avec lui disparut tout sens de modération et de sagesse diplomatique.

Chauvelin envoya à Grenville une proposition d'entente pour l'abolition de la course en mer, mais le ministre ne daigna pas y répondre. Puis, comme mené par un destin funeste qui le poussait à commettre toutes les erreurs pos-

sibles, il fit publier la correspondance officielle échangée entre Grenville et lui, correspondance dans laquelle le ministre anglais montrait une supériorité manifeste. Auckland écrivait à Keith : « Chauvelin continue à embêter lord Grenville avec des notes impertinentes, mal jugées et irrégulières. Son objet probable est de lui causer des embarras, mais il ne sait comment s'y prendre »¹.

Ce qui était d'autant plus lamentable dans cette situation, c'est que l'Angleterre laissait voir clairement qu'elle désirait toujours rester en dehors des hostilités. Malgré son éloignement bien connu pour la Révolution française, George III, en sa qualité d'électeur du Hanovre, se déclarait pour la neutralité. Son attitude avait une grande influence sur la politique des princes de l'Allemagne, qui, sans elle, auraient probablement tous offert leur concours à l'Autriche et à la Prusse. Mais l'électeur de Saxe, le sage Frédéric-Auguste, suivait l'exemple de George III, ainsi que la plupart des princes du nord de l'Allemagne.

Lorsque l'Empereur et Frédéric-Guillaume essayèrent de persuader à la Hollande de faire partie de la Coalition, l'influence anglaise s'employa promptement et puissamment à annihiler leurs efforts. Le 21 juillet, Grenville écrivait à Auckland : « Les lettres d'Elliot sont-elles passées par La Haye ? Si oui, avez-vous observé l'expression que les rois de Hongrie et de Prusse sont d'avis que les Etats-Généraux *doivent* se joindre à eux ? Veillez soigneusement toute tentative qui pourrait être faite dans ce but aussi longtemps que vous resterez à La Haye, car je crois qu'il y va de notre intérêt et de notre réputation à opposer un *ne doivent pas* à ce péremptoire *doivent* »².

Le 25 juillet, le duc de Brunswick lança son fameux décret dans le but d'effrayer les Français, et, de cette manière, de rendre la victoire des alliés plus décisive. Comme dernier exemple d'une mode désuète de commencer une campagne, ce décret est intéressant ; autrement, son utilité est nulle. Selon Bourgoing, le manifeste produisit un sentiment « si

1. Keith, p. 521. A Keith, du 15 juin 1792.

2. Auckland, II, p. 419.

profond et si justifié d'indignation, que chacun et le duc de Brunswick plus que personne, a cherché à déclinier la responsabilité de cette pièce si malencontreuse »¹.

D'après cet auteur, la phrase la plus menaçante, celle qui est dirigée contre Paris, aurait été ajoutée après que Brunswick eut donné sa signature, afin de le compromettre sans retour auprès des révolutionnaires. Quoi qu'il en soit, ce sentiment d'indignation fut précédé par un sentiment tout autre : l'indifférence. Gower écrivait le 3 août que la déclaration avait produit très peu d'émotion à Paris ; que les aristocrates en étaient mécontents, et que les démocrates affectaient de la mépriser.

Beaucoup plus grave était l'avance rapide des armées alliées vers la France. En effet, il n'y avait rien pour les arrêter, et toute l'Europe attendait de jour en jour la nouvelle de leur arrivée à Paris. L'armée française manquait de tout : de soldats — en mai, Gower avait calculé qu'il en fallait encore 50.000 — de discipline, d'armes, de vêtements et de nourriture. Tous les partis à Paris accueillirent avec joie la réponse de Grenville à Chauvelin du 8 juillet, croyant que George III était prêt à offrir sa médiation, convaincus qu'ils étaient qu'il était impossible de résister aux armées allemandes.

Les dépêches de Gower montrent l'attente angoissante de la capitale. La cour se méfiait de La Fayette, incapable de dompter les Jacobins, dont les partisans arrivaient quotidiennement de Marseille. Les troupes de ligne, trop fidèles à la monarchie, avaient été envoyées à la frontière. alors que la Commune, efficacement organisée, avait confié la gendarmerie aux soldats qui avaient déserté en 1789, L'Assemblée commanda une nouvelle émission de 300 millions d'assignats, pour subvenir aux frais de la guerre, et déclara solennellement que le pays était en danger. La déchéance du roi était sans cesse et ouvertement discutée, et le monarque et la reine étaient journellement dénoncés à la tribune comme ennemis de la France et complices de l'Autriche.

1. BOURGOING, I, II^e partie, p. 153.

L'atmosphère de crainte et d'inquiétude était telle que plusieurs membres du corps diplomatique, craignant pour leur vie, proposèrent à Gower de se réunir pendant la période de danger. Sa réponse fut que, lui, il resterait à son poste, c'est-à-dire, à l'ambassade ou aux Tuileries, quand le roi recevait les ambassadeurs étrangers. Cependant, il se rendait bien compte du danger qui menaçait la famille royale, et, le 4 août, il envoya un dernier appel à Grenville. Vu le péril imminent suspendu sur la tête de Louis XVI, il demanda des instructions précises.

Il accompagna cette dépêche officielle d'une lettre privée demandant une réponse immédiate, tant l'urgence était grande. Grenville ne tarda pas à répondre que le gouvernement anglais désirait toujours conserver sa neutralité. Quoique les sentiments de George III pussent le mener à abandonner le système qu'il avait adopté, ajoutait-il, il était à craindre qu'une intervention quelconque ne fût nuisible. Donc, Gower eut l'ordre d'exprimer des sentiments d'égards, d'amitié et de bienveillance, mais de ne pas faire de déclaration.

Le pronostic de Gower n'était que trop vrai, et l'orage éclata le 10 août : les Tuileries furent attaquées, le trône renversé et la famille royale enfermée dans le Temple. Le fait qu'il n'y avait, ce jour-là, que 284 députés sur 745 à la séance mémorable de l'Assemblée est une indication caractéristique de la terreur qui existait déjà en France.

On apprécie mieux l'influence qu'eut ce funeste événement sur le gouvernement anglais, quand on examine les réactions de Chauvelin. Au reçu de la nouvelle, il écrivit sur-le-champ à Grenville que des événements regrettables et désastreux venaient de se passer à Paris, que la sécurité de l'Assemblée nationale avait été violée, que des hommes animés de passions violentes avaient égaré la foule. Il implora le roi d'Angleterre d'user de toute son influence pour empêcher les armées alliées d'envahir le territoire français, ce qui produirait de nouveaux excès, et compromettrait davantage la liberté, la sécurité, et même l'existence de Louis XVI et de sa famille.

Aussitôt la lettre envoyée, Chauvelin reconnut son erreur. Le cabinet s'était réuni pour délibérer sur sa lettre, lorsqu'il reçut d'autres nouvelles de Paris. Il demanda à Dundas que son mémoire lui fût rendu et considéré comme non avenu. La lettre lui fut retournée, après que Pitt et Dundas eurent discuté l'affaire, mais on en gardait une copie, qui se trouve maintenant au Public Record Office.

A la même séance du cabinet, on décida de rappeler Gower et Lindsay, le chargé d'affaires. Le roi écrivit qu'il approuvait entièrement les lettres rédigées par les ministres pour être envoyées aux deux délégués à Paris. Il ajouta qu'il était d'autant plus d'accord sur cette mesure que la note de Chauvelin la rendait indispensable. Le 17 août, Dundas envoya ces lettres de rappel, qui n'étaient nullement inattendues.

Mais le gouvernement britannique montrait par ses instructions qu'il tenait toujours à conserver la neutralité et la bonne harmonie avec la France. Gower eut l'ordre d'assurer, dans les conversations qu'il pourrait avoir avec des ministres ou d'autres personnes avant son départ, que l'intention de George III était de demeurer dans la ligne de la plus stricte neutralité ; que l'intérêt de George III pour le roi et la famille royale lui inspirait la très vive espérance qu'ils seraient à l'abri de toute violence, dont la conséquence serait d'exciter une indignation universelle en Europe.

Le 21 août, cette lettre circulaire fut envoyée à toutes les puissances d'Europe : « Ce n'est pas l'intention de Sa Majesté, en prenant cette décision, de quitter la ligne de conduite qu'Elle a jusqu'ici observée de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de la France, ou dans l'établissement du gouvernement dans ce pays ; mais il aurait été contraire à la dignité de Sa Majesté comme au grand intérêt qu'Elle prend invariablement en ce qui concerne la situation personnelle de Leurs Majestés Très Chrésiennes, que son ambassadeur continuât à rester à Paris quand le roi auprès de qui lord Gower était accrédité ne jouit plus de l'exercice du gouvernement exécutif mais est dans un état de captivité avouée »¹.

1. LECKY, VI, p. 29.

Ce rappel de l'ambassadeur anglais est le premier incident qu'on a blâmé dans la politique de stricte neutralité de Pitt, mais nous trouvons que ce blâme n'est pas fondé. Comme on le disait dans la lettre circulaire, les lettres de créance de lord Gower n'étaient plus valables après la déposition de Louis XVI. La situation était très épineuse, et, en un tel cas, il est toujours préférable de s'en tenir aux formes de stricte légalité qui ne peuvent pas être mises en discussion.

En rappelant Gower, l'Angleterre ne faisait que ce que faisaient toutes les autres puissances. Le seul ambassadeur qui restait à Paris était Morris, parce qu'il attendait des instructions de Washington, et qu'il avait résolu de ne rien faire sans les avoir reçues. Mais il faut ajouter qu'il refusait de traiter de la dette américaine avant d'être assuré par son gouvernement qu'il devait rester à Paris comme ambassadeur.

D'autre part, si Gower était resté à Paris, les conséquences auraient pu être graves. Par cette mesure, l'Angleterre aurait reconnu un gouvernement qui venait de suspendre provisoirement le roi, et qui, lui-même, s'avouait provisoire. Elle aurait, en outre, offensé les puissances belligérantes, parmi lesquelles était la Prusse, qui était toujours son alliée, et Louis XVI, au cas où il aurait reconquis son pouvoir.

Le gouvernement provisoire proclamé le 10 août n'avait aucune stabilité ; il ne pouvait donc pas demander qu'on le reconnût. Créé par la populace et par le vote inconstitutionnel d'une petite minorité de la Chambre, il était sous la menace d'une destruction rapide par une armée envahissante ; en effet, il était exclusivement aux ordres de la Commune de Paris, et ne devait exister que jusqu'à la réunion de la Convention.

De plus, la vie des représentants anglais aurait été inutilement mise en danger. On voyait en Gower un aristocrate et un ami de Louis XVI, et la populace, dont le pouvoir était absolu, avait déjà fouillé sa maison pour chercher ses suisses. Un diplomate, le représentant de Venise, avait été arrêté et ramené de force à Paris. Un outrage contre

l'ambassade anglaise, qui n'était point invraisemblable, aurait beaucoup nui aux relations franco-anglaises¹.

Dans ces circonstances, le gouvernement français attendait le départ de Gower, et n'en était point offensé, comme on le voit dans sa note officielle : « Le Conseil a vu avec regret que le cabinet britannique se décidât à rappeler un ministre dont la présence attestait les dispositions favorables d'une nation libre et généreuse, et qui n'avait jamais été l'organe que de paroles amicales et de sentiments de bienveillance. S'il est quelque chose qui puisse diminuer ce regret, c'est le renouvellement de l'assurance de neutralité donnée par l'Angleterre à la nation française.

« Cette assurance paraît être le résultat de l'intention sagement réfléchie et formellement exprimée par Sa Majesté Britannique de ne point se mêler de l'arrangement intérieur des affaires de France. Une pareille déclaration ne peut surprendre de la part d'un peuple éclairé et fier, qui le premier a reconnu et établi le principe de la souveraineté nationale. La nation française a lieu d'espérer que le cabinet britannique ne se départira point en ce moment décisif de la justice, de la modération, de l'impartialité qu'il a montrées jusqu'à présent »².

Le même jour, Lindsay écrivait que les sentiments sages et dignes contenus dans la lettre de rappel de Gower, qui avait été présentée au ministre des Affaires étrangères, n'avaient eu que de bons effets. Dans les circonstances actuelles, ajoutait-il, on considérerait ce rappel comme la conséquence nécessaire du système de neutralité professée. Chauvelin lui-même était pleinement satisfait de cette démarche du gouvernement anglais, et il écrivait que son intention autant que son intérêt était toujours de demeurer neutre. Quant au rappel, disait-il, il « tient uniquement à ces raisons d'étiquette et de bienséance, aisées à concevoir depuis les derniers événements, et ne saurait influencer en rien sur les relations futures entre les deux Etats »³.

1. Rose raconte que lord Gower avait été arrêté pendant qu'il se rendait à Londres et qu'il avait été retenu jusqu'à ce que des ordres de le libérer fussent arrivés de Paris. (*Rose, G.*, p. 136).

2. *A.E.*, t. DLXXXII, p. 16. Note du 23 août 1792.

3. *Ibidem*, p. 38. A Lebrun, du 28 août 1792.

Que le Conseil exécutif provisoire crût à ces assurances du gouvernement britannique et qu'il fût désireux de maintenir sa bonne entente avec lui, le mémoire rédigé par Talleyrand le 18 août le prouve. C'était un exposé des faits qui s'étaient passés le 10 août, présentés de manière à en faire peser sur Louis XVI la responsabilité entière.

Mais, plus importants que l'exposé lui-même, sont ces mots qui terminaient le mémoire : « C'est dans ces circonstances que le gouvernement provisoire de France, créé par l'Assemblée des représentants du peuple, vient présenter au gouvernement anglais l'expression la plus franche de son amitié, de sa confiance et de sa profonde estime pour le peuple, qui, le premier dans l'Europe, a su conquérir et conserver son indépendance. Il attend de la nation anglaise le retour de ces mêmes sentiments »¹.

Une semaine plus tard, le ministre des Affaires étrangères écrivait que, comme conséquence du rappel de lord Gower, le Conseil exécutif avait l'intention d'envoyer à Chauvelin ses lettres de rappel. Mais l'ambassadeur y voyait des inconvénients : si le gouvernement provisoire lui envoyait ses lettres de rappel, il n'était pas sûr que George III les acceptât, et, peut-être, cela aurait « des suites incalculables au préjudice de l'harmonie et de la bonne intelligence si nécessaires à conserver entre les deux nations »².

Poussé par le désir de « ménager la seule puissance qui jusqu'à présent n'ait pas manifesté des dispositions hostiles pour la France »², il désirait rester, sans faire aucune démarche éclatante. Il voulait qu'on fermât les yeux sur l'espèce de suspension qu'éprouvaient les relations franco-anglaises, et, en attendant un moment favorable pour les reprendre, il recommandait d'éviter toute résolution téméraire ou précipitée, et de calmer toute inquiétude inspirée par la propagande révolutionnaire.

Enfin, le 31 août, il s'opposa nettement à la suggestion de le rappeler, croyant que sa présence à Londres aiderait à éviter une rupture ; peu de jours après, Lebrun lui faisait

1. *Talleyrand*, I, p. 160.

2. *A.E.*, t. DLXXXII, p. 37. A Lebrun, du 28 août 1792.

savoir qu'il n'était plus question à Paris de son rappel. Grenville avait déjà déclaré à Chauvelin qu'il pouvait rester en Angleterre, sans caractère officiel, bien entendu, mais avec l'assurance que les communications pacifiques qu'il aurait à faire seraient reçues sans qu'on élevât quelque objection de forme.

Le gouvernement français était d'autant plus satisfait de recevoir ces assurances du maintien des relations amicales avec la Grande Bretagne que la seule lueur d'espoir lui paraissait venir d'elle. A cette époque, les événements prenaient une telle allure que l'intervention officieuse anglaise semblait à la plupart des Français la dernière planche de salut. Leur crainte était si extrême qu'ils étaient prêts à faire les plus grandes concessions pour obtenir l'appui du cabinet anglais : on allait jusqu'à proposer de faire du duc d'York, fils puîné de George III, un roi des Belges, ou même un roi constitutionnel des Français.

Ces propositions paraissent extravagantes aujourd'hui, mais elles provenaient de ce même sentiment de terreur qui provoquait les massacres de septembre. Si les armées allemandes avaient été commandées par un général intelligent, elles seraient entrées à Paris longtemps avant le mois de septembre, et un des plus grands crimes de la révolution aurait été empêché. Mais le duc de Brunswick, ne comprenant pas la situation et le caractère des hommes auxquels il se trouvait opposé, perdait un temps précieux et donnait ainsi aux révolutionnaires le temps d'enflammer les habitants de la capitale.

Mais, néanmoins, les nouvelles du progrès des alliés étaient assez inquiétantes : le 19 août, ils traversèrent la frontière ; le 23, Longwy fut prise, et le 2 septembre vit la chute de Verdun. Tout de suite après la réception de cette dernière nouvelle, l'Assemblée décréta qu'alarme fût répandue par tout le pays, et qu'on préparât la défense générale.

Comme conséquence de la fermentation à Paris, le peuple s'assembla sur différentes parties de la ville, prêt à commettre toutes les atrocités. Morris avait écrit le 30 août que les Parisiens étaient dans un état de furie inconcevable,

qui les rendait sensibles à toutes les impressions et capables de tous les excès. Ils commencèrent, vers sept heures du soir, à massacrer les cent soixante prêtres non-assermentés, enfermés dans l'Eglise des Carmes. De là, ils passèrent aux autres prisons, et à part ceux qui y étaient à cause de dettes, ils n'épargnèrent aucun des prisonniers, que ceux-ci fussent condamnés ou simplement prévenus. Comme les fauves qui ont une fois goûté le sang humain, ils ne pouvaient pas s'en rassasier, et pendant une semaine, ces actes effroyables de barbarie se déroulèrent.

Pendant ces journées de funeste mémoire, la municipalité, le département, le Conseil exécutif montrèrent une inaction que rien ne peut justifier. Tous ceux qui gouvernaient paraissaient avoir perdu la tête ou ne faisaient rien à cause de leurs divisions intestines. Et puis, il ne faut pas croire qu'il s'agissait là seulement d'une explosion de terreur aveugle ou de passion ; c'étaient des massacres soigneusement organisés par la Commune de Paris, devant laquelle l'Assemblée et le ministère se trouvaient impuissants. Les massacres s'accomplirent non dans l'exaltation d'une foule forcenée, mais avec l'ordre et la méthode de bourreaux embrigadés.

Le deuxième jour des atrocités, les massacreurs expédièrent dans les départements une circulaire, sous le couvert de Danton, ministre de la justice, invitant les patriotes à suivre l'exemple de Paris. Le conseil ne tarda pas à être suivi et des massacres eurent lieu à Orléans, à Lyon et ailleurs.

Monro, un des attachés anglais, écrivait que si l'armée prussienne apparaissait vite devant Paris, beaucoup d'amis de Louis XVI, citoyens paisibles qui se cachaient, et beaucoup de Français, qui détestaient les principes jacobins, se déclareraient pour le roi. Tous les observateurs perspicaces tombaient d'accord que si Brunswick marchait sur Paris à toute vitesse la ville serait prise sans aucune difficulté, mais que, s'il tardait, peut-être ne serait-elle jamais prise.

Morris prévoyait que s'il avançait avec rapidité, beaucoup d'hommes dans les armées qui lui étaient opposées se joindraient à lui. « Si, au contraire, continuait-il, ses progrès

sont prudents et lents, il est probable, que beaucoup qui se taisent par crainte s'habitueront par degrés à parler favorablement du présent gouvernement, afin de calmer les soupçons et ainsi se dégagera une opinion publique qui, une fois qu'elle s'est prononcée, gouverne la généralité des hommes. Si, par ce moyen, la nouvelle république prend meilleure racine, il ne sera pas facile aux puissances étrangères, je le crois, de la jeter à bas, car la nation française est une masse immense qu'il n'est pas aisé de remuer ou de repousser »¹.

Metternich se dit convaincu que si Brunswick, au lieu de perdre son temps dans la Champagne, avait marché droit sur Paris, il serait entré dans cette capitale. Mais, déjà, au mois de janvier 1791, Burke avait prévu les difficultés d'une intervention armée en France. Il disait qu'une petite force militaire ne suffirait pas ; que c'était un dessein sérieux, qui devait être entrepris par les puissances réunies et qui demandait à n'être pas conduit selon les règles ordinaires de la guerre.

D'après lui, et les événements prouvèrent le bien-fondé de son opinion, il faudrait chez les commandants autant de sagesse politique que de capacité militaire. Aussi, la campagne, mal conçue et mal dirigée par le duc de Brunswick, dont la réputation militaire reposait uniquement sur une phrase louangeuse de Frédéric II, et qui ne comprenait pas les conditions morales et politiques de la guerre, se termina-t-elle par une retraite désastreuse.

Pendant que Brunswick avançait lentement, le gouvernement provisoire avait le temps de prendre des mesures pour se défendre. On traînait des canons au sommet de Montmartre, on construisait des fortifications, et on recrutait des milliers de volontaires. Les hommes, enivrés par les effroyables massacres, partaient enthousiasmés, pour rejoindre les armées. Dans les premiers jours de septembre, 70.000 hommes avaient quitté Paris, et le recrutement continuait toujours.

1. *Morris*, p. 266. A Jefferson, du 28 août 1792.

Gower écrivait que la plupart n'avaient ni armes, ni vêtements, ni provisions et qu'ils seraient autant de bouches inutiles à nourrir. Le général Luckner et le ministre de la Guerre, s'en étant aperçus, avaient demandé à l'Assemblée d'empêcher de partir pour Châlons, où se trouvait l'armée à cette époque, ceux qui ne possédaient pas d'armes. Mais, grâce à un génie organisateur, ou plutôt débrouillard, et aux fouilles domiciliaires, on réussit à équiper tant bien que mal cette armée immense.

Le 20 septembre marque le début de la retraite des forces allemandes. Ce jour-là, les deux armées se rencontrèrent à Valmy. On ne peut même pas dire que ce fut une bataille, mais cette rencontre eut une influence énorme, comme l'indique la phrase célèbre de Goethe : « De ce lieu et de ce jour date une nouvelle époque dans l'histoire du monde et vous pourrez dire : j'y étais ».

Quelques semaines suffirent pour amener dans la situation de la France une transformation rapide comme on n'en voit guère qu'au théâtre. Le 23 octobre, une salve d'artillerie annonçait que la terre de France était libérée de tout ennemi, et le lendemain, Dumouriez, à la tête de son armée — il disposait de 80.000 hommes — commençait des opérations. Toujours poussé par son désir de nuire à l'Autriche, il attaqua la Belgique.

Dumouriez était fort là justement où Brunswick était faible : il comprenait que, dans cette guerre extraordinaire qui débutait, les moyens politiques devaient servir autant que les actes militaires, et, diplomate autant que général, il ne négligeait rien pour s'assurer l'appui des mécontents. Le 28 octobre, au moment où s'ouvraient les premières opérations, il adressait aux Belges une proclamation, habilement rédigée et écrite à la fois en français et en flamand.

Il y faisait savoir que ses soldats venaient en frères, à la seule condition pour les Belges d'établir la souveraineté du peuple et « de renoncer à vivre sous des despotes quelconques ». Leurs lois et leurs propriétés seraient respectées, et ils devaient se joindre aux Français pour venger de vieilles injures et pour éviter que, dans la lutte « contre une

horde barbare », leurs villes n'éprouvassent quelques dommages.

En même temps, le général traçait à ses lieutenants, dans des instructions précises, la conduite qu'ils auraient à tenir dans les villes où ils entreraient. Ils publieraient immédiatement sa proclamation, déclareraient que le peuple, « dégagé de l'esclavage de l'Autriche, reprenait sa souveraineté, et allait être réuni pour élire ses magistrats et ses législateurs ; que la République française n'entendait influencer ni la forme de gouvernement, ni la constitution politique que voudraient adopter séparément ou ensemble les provinces belges, lorsque le peuple belge commencerait à user de son droit de souveraineté »¹.

Les impôts devaient rester provisoirement les mêmes, mais si quelque ville, quelque village ne se prononçait pas pour la France, il serait traité « comme les vils esclaves de la maison d'Autriche », c'est-à-dire avec toutes les rigueurs de la guerre. Sûr d'un accueil bienveillant par les Belges, Dumouriez se mit à chasser les Autrichiens du pays.

Le 6 novembre, à la bataille de Jemappes, la seule bataille de la campagne, il les contraignit à la retraite, et, le lendemain, les Français entraient dans Mons. Malgré la difficulté d'assurer la subsistance de l'armée, à cause du désordre indescriptible qui régnait dans l'administration de la guerre, ils entrèrent dans Bruxelles, le 14 novembre, aux acclamations des habitants. Les citadelles d'Anvers (le 28 novembre) et de Namur (le 2 décembre) se rendirent après quelques jours de siège, et la Belgique presque entière se trouva entre les mains des Français.

Ces succès rapides étaient plus qu'il n'en fallait pour donner aux révolutionnaires une confiance illimitée dans leurs forces. Les quelques idées de modération qui avaient prévalu au moment le plus critique de l'invasion disparaissaient avec le danger et faisaient place à une audace folle. L'outrecuidance incroyable des révolutionnaires se montre clairement dans cette lettre que Brissot envoya à Dumouriez triomphant : « C'est un combat à mort entre la liberté et la

1. BOURGOING, I, II^e partie, p. 255.

tyrannie... Ah ! mon cher, qu'est-ce qu'Alberoni, Richelieu qu'on a tant vantés ? Qu'est-ce que leurs projets mesquins comparés à ces soulèvements du globe, à ces grandes révolutions que nous sommes appelés à faire ?... Ne nous occupons plus, mon ami, de ces projets d'alliance de la Prusse, de l'Angleterre, misérables échafaudages. Tout cela doit disparaître. *Novus rerum nascitur ordo* »¹.

La Convention, qui se réunit pour la première fois le 20 septembre, se montrait complètement imprégnée de ces idées dangereuses. Elle décréta aussitôt l'abolition de la royauté et la République fut proclamée. Le principe d'égalité fut poussé jusqu'à la puérilité, et toute distinction sociale fut abolie. Elle laissait voir combien peu elle se souciait de la Constitution, qui réprouvait toute conquête, en s'appropriant la Savoie et la Nice.

Déjà commençait la lutte funeste entre les girondins et les montagnards, lutte qui allait avoir une issue si sanglante. Les premiers, maîtres du pouvoir exécutif, s'en servaient avec mollesse ; indignés des massacres, inquiets de la violence croissante des clubs, ils auraient voulu tempérer le mouvement à l'intérieur, mais la crainte de passer pour contre-révolutionnaires leur ôtait toute énergie.

Ils s'étaient déjà lancés sur la pente qui les menait inévitablement à la mort, dès qu'un autre parti plus violent viendrait leur arracher le pouvoir, et ils n'osaient pas s'arrêter, n'en ayant d'ailleurs plus la possibilité. Pour la plupart, esprits égarés par les déclamations, s'enivrant de leurs propres paroles, ils étaient toujours obligés d'aller plus loin par le souci de ne point heurter l'opinion de la populace, qui régnait par la crainte en souveraine maîtresse. Ne voulant pas paraître moins ardents que leurs adversaires, les girondins rivalisaient avec eux pour exciter les passions guerrières du moment.

Cependant, un ministre voyait clairement à quel débâcle cette politique mènerait à coup sûr la France. C'était Lebrun, qui, d'abord, fit de son mieux pour conserver la neutralité

1. LECKY, VI, p. 45.

et la bienveillance de la Grande-Bretagne. Il se rendait compte combien Chauvelin était nuisible à Londres ; la grande majorité de ses correspondants en Angleterre, en effet, étaient d'accord pour réclamer le rappel immédiat de l'ambassadeur.

Mais, n'osant pas aller si loin, car Chauvelin s'était acquis des protections redoutables par l'exagération de son patriotisme, il envoya Noël à Londres, à la fin du mois d'août, avec la mission secrète d'implorer la médiation de l'Angleterre et d'essayer de consolider par un traité d'alliance l'union que les hommes sages des deux nations avaient depuis si longtemps désirée.

Noël, ancien chef de division du ministère à Paris, devait s'aboucher avec Miles, qui avait connu Lebrun à Liège. Le même Miles était allé à Paris, en 1790, pour dissuader des membres de l'Assemblée nationale de donner des secours aux Espagnols pendant le conflit de Nootka Sound. Ami des Français, il ne cessa toute sa vie de préconiser une alliance franco-anglaise, et ses derniers efforts pour empêcher la guerre d'éclater entre la France et l'Angleterre auraient mérité un meilleur sort.

Noël ne réussit pas à arriver jusqu'au premier ministre et il resta à Londres comme attaché à l'ambassade. Chauvelin écrivait que sa venue et son séjour à Londres causaient les plus grandes défiances, mais il est probable que cette opinion était en grande partie inspirée par la jalousie de l'ambassadeur. Celui-ci était si attaché à sa position qu'il ne pouvait souffrir qu'on lui adjoignît quelqu'un d'autre.

Il le fit bien voir quand le jeune Mourgue fut envoyé à Londres par le ministre, qui avait pensé à le mettre près de Chauvelin comme secrétaire de légation. L'amour propre de l'ambassadeur vit dans cet arrangement une tentative maladroitement déguisée de le placer en tutelle, et il refusa d'y adhérer, sous prétexte qu'il n'avait pas été consulté. En conséquence, Mourgue resta à Londres comme agent secret.

Lebrun écrivit à Londres à plusieurs reprises pour tâcher de savoir ce que pensait exactement le ministère britannique de la campagne de Dumouriez aux Pays-Bas. Depuis la

révolution de 1688, c'était toujours un des buts principaux de la politique étrangère de l'Angleterre d'empêcher ce territoire de tomber sous la domination de la France. Son envahissement par Louis XIV avait rendu inévitable la guerre de la Succession espagnole, et il est certain que, si lord Chatham avait été à la tête des affaires anglaises en 1792, l'entrée de Dumouriez en Belgique aurait été immédiatement suivie d'une intervention de l'Angleterre.

Au mois de mars, Hirsinger avait écrit que le cabinet de Londres désirait ardemment conserver la paix, et que la seule circonstance qui pourrait le déterminer à se déclarer contre la France serait une invasion des Pays-Bas par cette puissance. Il ajoutait que le gouvernement ne se croyait pas lié par le traité de La Haye, qui n'avait pas été ratifié, mais qu'il craignait pour la sécurité de la Hollande.

Sept mois plus tard, Chauvelin écrivait presque exactement la même chose ; l'expédition de Dumouriez, faisait-il savoir, était l'objet de la plus sérieuse attention du ministère britannique. Il ajoutait : « C'est là l'unique motif de ses craintes, c'est le coup qu'il veut détourner à tout prix ; ce serait la seule cause qui pourrait le porter à une rupture »¹. Lebrun montre son inquiétude à cet égard en expédiant, vers le début du mois de novembre, quatre dépêches, ayant toutes le même objet : il importait infiniment de connaître, y disait-il, les dispositions anglaises devant le succès probable des armées françaises aux Pays-Bas.

Le ministre savait que l'Angleterre ne verrait pas avec indifférence la conquête de ce pays, puisqu'elle craignait de le voir devenir un rival commercial sérieux pour la Hollande et aussi pour elle-même. De plus, elle redoutait que les principes de la révolution, après s'être établis dans le Brabant, ne gagnassent ensuite la Hollande, provoquant une explosion qui jetterait celle-ci dans les bras de la France, et mettrait ainsi fin à l'alliance conclue en 1787 entre le stathouder et l'Angleterre. Mais, ajoutait Lebrun, la vérité seule aurait le pouvoir de dissiper ces craintes.

1. *A.E.*, t. DLXXXIII, p. 100. A Lebrun, du 26 octobre 1792.

« La nation a trop solennellement renoncé à toute conquête, dit-il. L'Europe doit être sûre que nous savons respecter notre serment, et l'Angleterre doit être parfaitement tranquille sur ce point... Nous nous plaisons à reconnaître hautement que nous n'avons aucun droit d'aller contre la volonté des autres ; ainsi la Belgique, dans le cas où le succès favorisera les armes de la République, sera maîtresse de faire dans son gouvernement les innovations qu'elle jugera convenables, sans jamais avoir à craindre la moindre violence directe ou indirecte de notre part. Ce que je viens de dire par rapport aux Pays-Bas s'applique aussi naturellement encore à la Hollande, que nous aimons à regarder comme une puissance parfaitement neutre, et qui, sous ce rapport, ne peut point entrer dans la sphère de nos opérations militaires »¹.

Quelques jours plus tard, il confirmait ces intentions : « Notre politique est très simple sur ce point comme sur tous les autres. Nous ne voulons pas de conquêtes ; nous ne voulons pas nous entremettre pour donner à aucun peuple telle ou telle forme de gouvernement. Les habitants de la Belgique choisiront celle qui leur conviendra le mieux ; nous ne nous en mêlons pas »².

Malgré les craintes des Français, Pitt montrait par son inaction qu'il était prêt même à faire des sacrifices pour conserver la paix. Plusieurs guerres du XVIII^e siècle avaient été déclarées pour des motifs moins valables que ceux qu'il avait maintenant en mains, mais, toujours résolu à ne pas intervenir, sauf à la dernière extrémité, il assistait à la conquête rapide des Pays-Bas sans agir aucunement.

Son plan est exposé par son cousin, Grenville, qui écrivait : « Afin de conserver notre tranquillité domestique et pour préserver au moins quelques autres parties de l'Europe des misères de l'anarchie, ce pays et la Hollande doivent rester paisibles aussi longtemps qu'il est possible, même s'il nous faut montrer un degré de tolérance qui, dans d'autres circonstances, serait jugé inadmissible »³.

1. *Ibidem*, pp. 171, 172. A Chauvelin, du 6 novembre 1792.

2. *Ibidem*, p. 211. A Noël, du 11 novembre 1792.

3. *Auckland*, II, p. 464. A Auckland, du 6 novembre 1792.

Malheureusement, Chauvelin, manquant complètement de jugement, ne voyait dans cette conduite que faiblesse, crainte et lâcheté. Il était si enivré des nouvelles glorieuses des triomphes français contre les armées démoralisées de l'Autriche et de la Prusse, qu'il croyait que l'Angleterre, quoiqu'elle jouît de la plus grande prospérité et qu'elle possédât la marine la plus redoutable du monde entier, était effrayée par la France révolutionnaire ; la France, pensait-il, n'avait qu'à lui donner des ordres pour qu'elle obéît.

Il est difficile de concevoir un tel manque de clairvoyance chez un ambassadeur, surtout à un moment si critique dans l'histoire du monde. Lorsqu'on lit ses dépêches, on comprend pourquoi et comment les gouvernants de Paris étaient si complètement trompés sur les dispositions de la nation anglaise. « Les circonstances, affirmait Chauvelin, deviennent ici de jour en jour plus favorables à la France pour y faire tout ce qu'elle voudra. Je sais à n'en pouvoir douter que le ministère est mûr pour tout entendre de notre part... Car plus le ministère britannique donne de symptômes de faiblesse, plus je crois que nous devons lui montrer de fierté et de roideur »¹.

Tout le monde s'accordait à reconnaître que Chauvelin était non seulement inutile mais encore nuisible à Londres, et Lebrun reçut quantité de requêtes qui demandaient le rappel de l'ambassadeur. L'une d'elles fut envoyée par un citoyen, nommé Randon, qui était allé en Angleterre non pour des affaires de politique mais pour les affaires commerciales. On y lisait entre autres : « Ce jeune homme à peine sorti des bancs du collège, et n'étant connu dans le monde que par quelques aventures de femmes,... ne jouit d'aucune considération à Londres, et est absolument incapable de faire aucun bien pour la chose publique. Ridiculisé par les grands, mal vu des ministres, il n'a aucun crédit, et son ambassade se borne à signer des passeports aux Français qui vont et viennent. Voilà cependant le moment intéressant

1. A.E., t. DLXXXIII, pp. 158, 159. A Lebrun, du 3 novembre 1792.

où il serait bon d'avoir des personnes du premier mérite qui puissent manœuvrer avec succès pour la République auprès de la Cour de Londres »¹.

Des collègues de Grenville lui avaient souvent conseillé de demander au gouvernement français de changer son ambassade à Londres. Auckland avait trouvé le ministre des Affaires étrangères trop bonasse d'en supporter l'ignorance et la stupidité. Il disait que la perversité (*wrongheadedness*) de Chauvelin était si notoire qu'il pouvait être remplacé sans difficulté. Mais Grenville, voulant éviter tout éclat qui pût être exploité pour susciter une querelle entre les deux gouvernements, ne voulait pas intervenir. Certainement il aurait mieux fait de demander le rappel de l'ambassadeur français dès le début, quand le gouvernement pouvait encore agir sans craindre l'opinion de la populace.

Si, par exemple, Barthélemy avait été mis à sa place, tous les différends auraient pu être discutés et écartés, et il est même possible que la guerre aurait pu être évitée. Cela peut sembler beaucoup dire, mais il faut se rappeler que, même après la mort de Louis XVI, Talleyrand et Reinhard, entre autres, déclaraient qu'il était encore possible de prévenir toute conflagration.

Miles disait que si c'eût été le désir des deux partis de se quereller, la France n'aurait pu choisir un meilleur agent que Chauvelin. Celui-ci ne voyait presque jamais les ministres, et les malentendus, d'abord petits, augmentaient jusqu'à devenir de véritables causes de conflit. Mais le gouvernement français ne fit rien, et il doit partager les responsabilités avec son ambassadeur. Miles ajoutait que les Anglais n'auraient fait aucun cas de la conduite stupide et maladroite de Chauvelin, s'il n'avait pas été appuyé par le Conseil exécutif.

Si Lebrun et ses collègues avaient réellement voulu éviter des hostilités, ils se seraient abstenus de faire quoi que ce soit qui pût porter ombrage au gouvernement anglais. Surtout, si leurs intentions avaient été pacifiques, ils

1. *A.E.*, t. DLXXXV, pp. 145, 146. A Lebrun, du 30 octobre 1792.

auraient rappelé, ou du moins réprimandé leur agent, quand celui-ci se vanta, quoique en mauvaise posture avec le ministère, d'avoir de très bonnes relations avec les membres de l'Opposition. Mais, au lieu de cela, ils admirent sa requête et lui permirent de rester à Londres.

Comme les Girondins à l'Assemblée, Chauvelin se croyait sans doute forcé de faire aller de pair ses actes avec les sentiments les plus violents qui prévalaient à Paris. Aussi, en novembre, il reçut de son gouvernement deux dépêches, dans lesquelles Lebrun lui faisait savoir que le projet d'alliance avec l'Angleterre, depuis si longtemps désiré, devait être écarté de ses spéculations politiques. Cette notification était absolument d'accord avec la lettre de Brissot, dont nous avons déjà parlé, qui exprimait cette opinion que la France avait trop conscience de sa force pour continuer à ménager l'Angleterre.

Pour quelque raison que ce soit, il reste que Chauvelin commençait, dès le mois d'octobre, à se montrer encore plus hardi et plus provocant. Celui qui, au mois d'août, n'avait pas voulu présenter sa lettre de rappel, de peur que George III ne refusât de reconnaître le gouvernement provisoire, se mit à insister sur la reconnaissance du gouvernement républicain.

On peut dire, toutefois, en faveur de Chauvelin, qu'il montrait moins de hâte que ses chefs, qui, le 31 août, avaient envoyé une « lettre insultante » à Morris, dans le but de le forcer à reconnaître la nouvelle république. Selon Talleyrand, cette lettre, envoyée par Lebrun, avait été écrite par Brissot. Un mois plus tard, Chauvelin avait informé Lebrun qu'il était également impolitique et dangereux de se hâter de partir du simple fait que la France était une république pour vouloir la faire reconnaître par les puissances étrangères. Il ajoutait un sage conseil qui est tout à son avantage, et qui lui eût fait plus honneur encore si seulement il s'y était tenu.

« Soyons humains et magnanimes, disait-il, envers cet homme qui a été roi, et qui n'est plus que malheureux, et je vous garantis qu'avant peut-être que la constitution de la République française soit terminée par la Convention

nationale, elle sera reconnue, respectée chez toutes les puissances neutres, et que le moment n'est pas loin où les agents de la France auprès de ces puissances pourront lever la tête, prendre le ton convenable à leur auguste caractère, et leur présenter fièrement et solennellement des lettres de créance signées au nom de vingt-quatre millions d'hommes libres et vainqueurs »¹. Mais, moins d'un mois après, il s'était ravisé, et il commençait à exiger la reconnaissance de la République par le gouvernement britannique.

Les révolutionnaires, égarés par leur conviction que tout roi était un tyran et que tous les peuples du monde ne demandaient qu'à se révolter, croyaient fermement qu'ils n'avaient qu'à faire appel à ces peuples, pour les voir abolir leurs formes de gouvernement et jouir ensuite de la « liberté républicaine ». Depuis longtemps, les députés manifestaient cette façon de penser dans leurs débats.

Brissot, en poussant l'Assemblée à la guerre contre l'Autriche, en 1791, avait préconisé des mesures vigoureuses, afin que la France ne fût plus jouée par des « mensonges diplomatiques ». Il ajoutait que ce n'était plus avec les gouvernements qu'il fallait traiter, mais avec les nations.

En septembre 1792, dans la discussion sur la Savoie, Danton déclara, au milieu des applaudissements de l'assistance : « En même temps que nous devons donner aux peuples voisins la liberté, vous devez leur dire : Vous n'aurez plus de roi ; car tant que vous serez entourés de tyrans, leur coalition pourra mettre votre propre liberté en danger. En nous députant ici, la nation française a créé un grand comité d'insurrection générale des peuples »².

C'est dans cet esprit que le gouvernement républicain fit toujours une distinction entre le peuple anglais d'un côté et le roi et le ministère de l'autre, et qu'il montra un penchant à traiter avec les sociétés plutôt qu'avec les gouvernants. C'est la cause des ovations qu'on fit aux députés des jacobins de Londres, de Manchester, de Norwich, etc. ; manifestations insensées, en somme, qui ne

1. *A.E.*, t. DLXXXII, pp. 255, 256. A Lebrun, du 29 septembre 1792.

2. *Le Moniteur*, t. XIV, p. 71.

firent qu'irriter non seulement le ministère, mais le vrai peuple anglais.

Chauvelin, qui, étant sur place, aurait dû comprendre les vraies dispositions loyalistes de la plus grande partie de la nation anglaise, et rectifier les idées erronées de ses chefs à Paris, fit exactement le contraire par ses rapports extravagants. En toute justice, il faut ajouter qu'il n'était pas le seul à se tromper, et que la plupart des agents secrets français en Angleterre envoyaient de fausses nouvelles.

Nous trouvons beaucoup de dépêches qui contiennent l'affirmation de cette division supposée entre le ministère et la nation. Noël écrivait à plusieurs reprises que le peuple paraissait hostile à une guerre contre la France, et que, même si le ministère se décidait à la guerre, l'opinion publique serait un contrepoids suffisant. Il étayait ces conclusions par le fait qu'il avait vu, charbonnées sur des murs à Londres, des phrases telles que : « No war with French », « No public robber, no Calonne herc » ! La moindre réflexion l'aurait convaincu que ce n'est pas ainsi qu'une grande nation exprime ses pensées.

Chauvelin, d'accord avec Brissot, voulait des mesures vigoureuses, et disait qu'il fallait s'adresser à toutes les puissances de l'Europe, soit avec des armes, soit avec la raison. Il croyait que cette attitude des moins conciliantes ne mettrait point la France en mauvaise posture devant le gouvernement anglais, car, affirmait-il, l'opinion publique « est pour nous une si puissante auxiliaire auprès du ministère anglais, que l'on pourrait dire avec assez de raison que nous discourons avec les ministres, mais que nous traitons avec elle »¹.

Le chef-d'œuvre dans cette espèce de rapport provient d'un agent secret, nommé Sayers, qui écrivait : « Il n'y a point de cour en Europe qui ait contre la France une surveillance aussi active et qui lui porte une haine aussi profonde. La crainte seule du peuple l'a empêchée de vous faire la guerre ouverte et implacable. Loin de retenir les

1. A.E., t. DLXXXIII, p. 77. A Lebrun, du 24 octobre 1792.

autres puissances, elle leur fournit secrètement des sommes énormes ; et elle sera infailliblement la dernière à pardonner et à oublier le moindre de vos péchés contre la royauté et contre les rois »¹.

Une telle lettre est si manifestement opposée aux faits qu'elle n'appelle guère que ce commentaire : son auteur était assurément un fourbe qui avait trouvé un moyen facile de se faire payer en donnant des renseignements auxquels des fanatiques seuls étaient capables de prêter attention. Mais, aussi, cette lettre montre bien l'esprit des chefs révolutionnaires : ils étaient prêts à accepter les nouvelles les plus stupides et les plus fausses pourvu qu'elles fussent en accord avec leurs opinions préconçues. Cela seul explique comment Lebrun pouvait croire que le gouvernement anglais, s'il se décidait à déclarer la guerre à la France, en serait empêché par quelques sociétés politiques, alors que ces sociétés, en réalité, non seulement ne jouissaient d'aucun pouvoir, mais, encore, étaient universellement méprisées.

Non contents d'annoncer une divergence d'opinion entre le peuple et le gouvernement, les agents français prédisaient la possibilité d'une révolution, si la guerre était déclarée à la France. Chauvelin écrivait, en octobre, qu'il était très possible que le spectacle donné par la France accélérerait l'avènement d'une révolution en Angleterre. A lire la dépêche de Noël du 2 novembre, on croirait que l'Irlande et l'Ecosse, prêtes à se révolter, n'attendaient qu'un signal pour se déclarer contre le gouvernement.

Noël était complètement persuadé de l'imminence de cette révolution et, dans chacune de ses dépêches de cette époque, il dit pourquoi et donne des détails. Il prétendait que la Tour de Londres, qui renfermait 150 mille fusils en parfait état, ne pouvait pas tenir contre un peuple soulevé ; que le républicanisme germait en beaucoup de cœurs ; enfin, que le gouvernement prenait des précautions inimaginables pour être en mesure de parer à une insurrection, mais,

1. *A.E.*, t. DLXXXII, p. 159. Lettre du 17 septembre 1792.

comme tous les régimes de despotisme, il prenait précisément celles qui pouvaient hâter une révolution.

Un peu plus tard, il se dit convaincu que l'Angleterre offrait le même aspect que la France au commencement de 1789 : la lutte entre les préjugés et la raison s'annonçait de la même manière ; le gouvernement commettait les mêmes fautes ; enfin, tous les symptômes prédisaient que les mouvements révolutionnaires ne pouvaient être éloignés.

En novembre, également, Burges écrivait à Auckland qu'il existait un plan préparé pour déclencher une révolution en Hollande et une autre en Angleterre, où on fabriquait des poignards et des fusils pour équiper les révolutionnaires anglais, parmi lesquels beaucoup d'émissaires jacobins, qui se disaient émigrés, fomentaient le mécontentement et la sédition.

Un mois plus tard, Auckland écrivait à son frère qu'on savait que des sommes énormes avaient été distribuées en Angleterre par ordre du Conseil exécutif, afin de provoquer une insurrection en différentes parties du royaume, soit la dernière semaine de novembre, soit la première de décembre. Il ajoutait que les émissaires étaient si certains du succès qu'on l'avait, à Paris, anticipé sur les événements escomptés en faisant imprimer des bulletins et des lettres contenant tous les détails d'une révolte à Westminster, semblable aux scènes effroyables dont Paris avait été témoin.

En effet, la situation en Angleterre était assez grave pour inspirer de l'inquiétude aux partisans d'un gouvernement constitutionnel et monarchique. Trévor, fils de l'ambassadeur d'Angleterre à Turin, avait prévu la campagne de prosélytisme : « Je considère, écrivait-il, que la Grande-Bretagne est honorée de la haine particulière des Jacobins, parce que c'est le gouvernement le plus sage et le plus heureux du monde. J'ai entendu parler de quelques exemples de leurs intrigues impertinentes, et, quoique j'aie trop bonne opinion de la sagesse et de la force du gouvernement et du bon sens de la nation pour en être alarmé, je ne

serais pas étonné que des troubles violents fussent bientôt tentés »¹.

Peu après la publication des *Réflexions sur la Révolution française* de Burke, Thomas Paine avait donné une réponse, sous le titre des *Droits de l'Homme*. Quoique bien inférieure comme composition littéraire à la production de Burke, elle était si bien adaptée aux sentiments et à l'intelligence de la masse, qu'elle jouissait d'une grande influence.

Grâce aux exagérations démocratiques empreintes dans leur extravagance d'une sauvage énergie, ce pamphlet obtenait un si grand succès, que Paine en publia une deuxième partie. C'était une attaque des plus violentes et des plus intransigeantes contre tout le système du gouvernement monarchique et aristocratique. C'était, sans aucun doute, un « écrit séditieux » et l'auteur fut poursuivi devant la cour de justice. Paine s'enfuit en France, où il obtint en récompense les droits de citoyen et fut élu membre de la Convention. Son procès n'en continua pas moins et Paine fut condamné par défaut.

Vendu très bon marché, ce pamphlet touchait un public énorme. Les sociétés et les riches démocrates le distribuaient gratuitement par centaines d'exemplaires parmi les ouvriers des grandes villes, et on allait jusqu'à les faire traduire en erse et en gallois pour le répandre dans les montagnes de l'Ecosse et dans le pays de Galles. Il est douteux que cette dernière mesure leur procurât beaucoup de succès, mais, du moins, elle montre l'enthousiasme des jacobins anglais.

Les sociétés démocratiques, qui avaient subi une espèce d'éclipse à cause de l'impopularité de la révolution, après les violences de juillet, d'août et de septembre, reprirent une vie nouvelle, grâce aux triomphes de Dumouriez dans les Pays-Bas. Des députations anglaises traversèrent la Manche pour porter des adresses de félicitations et d'amitié à la Convention, pendant que d'autres adresses étaient envoyées par l'intermédiaire de Chauvelin, qui se nommait toujours ambassadeur de France.

Une de ces adresses, votée par cinq mille Anglais réunis

1. Keith, p. 445. A Keith. du 7 juin 1791.

dans les sociétés de Londres, de Manchester, etc., fut lue à l'Assemblée le 7 novembre. Ces cinq mille « patriotes » s'avouaient indignés de la neutralité honteuse de leur patrie, et exprimaient cette opinion qu'il était « du devoir des vrais Bretons de soutenir et d'assister de tous leurs moyens les défenseurs des droits de l'homme, les propagateurs du bonheur de l'humanité, et de jurer à une nation qui procède d'après le plan que vous avez adopté, une amitié inviolable. Puisse dès ce jour cette amitié être sacrée entre nous, et puisse la vengeance la plus éclatante tomber sur la tête de l'homme qui tentera d'occasionner une rupture... Français, vous êtes déjà libres; mais les Bretons se préparent à le devenir »¹.

Trois semaines plus tard, une députation de la « Société pour les études constitutionnelles » vint témoigner à la barre de l'Assemblée de son zèle pour la révolution. « Après l'exemple que vient de donner la France, s'écriait en terminant l'orateur, les révolutions vont devenir faciles. Il ne serait pas extraordinaire que, dans un court espace de temps, il arrivât aussi des félicitations à une Convention nationale d'Angleterre ». A quoi le président de la Convention, Grégoire, répondit, entre autres compliments, « que sans doute le moment approchait où les Français iraient féliciter la Convention nationale de la Grande-Bretagne »².

Peut-être n'est-il pas inutile d'ajouter ici qu'à ce moment le ministère anglais, qui aurait été victime de la réalisation de ce pieux espoir, essayait toujours de conserver des relations amicales avec le gouvernement révolutionnaire. Mais quand on voit que la sagesse ne compte pour rien, que le président d'une assemblée nationale se permet de telles imprudences, et même de telles provocations, on comprend facilement qu'il ne reste guère de garantie du maintien de la paix.

En même temps, Lebrun entretenait à Londres, par l'intermédiaire d'agents secrets, des relations avec d'obscurs

1. *Le Moniteur*, t. XIV, p. 411.

2. *Ibidem*, pp. 593, 594, Séance du 28 novembre 1792.

démagogues, et se flattait, avec une singulière ignorance des sentiments de la nation anglaise, d'amener une révolution grâce à l'aide de ces hommes sans valeur. En passant, remarquons que Noël se plaignait du nombre de ces agents secrets, entre lesquels il n'existait aucune coordination, et qui inspiraient beaucoup d'inquiétude au gouvernement anglais.

Miles reproche à Lebrun d'avoir considéré et employé les sociétés anglaises comme un moyen d'obliger le cabinet de Londres à choisir entre une guerre et une concession déshonorante. Selon les calculs du ministre français, le gouvernement anglais, menacé à la fois par l'insurrection civile et l'hostilité étrangère, tomberait inévitablement, et le pays, sans défense, serait réduit à l'impuissance et à la ruine.

Ces paroles de Lebrun à Chauvelin justifient une telle accusation : « Si le Cabinet de Saint-James, lui disait-il, adoptait un plan de rigueur et de résistance, il provoquerait infailliblement une insurrection, sinon générale au moins partielle, dans toutes les villes voisines de la capitale. Les suites en seraient toujours funestes pour la royauté et pour le gouvernement »¹.

Mais Pitt et ses collègues devaient se préoccuper de dangers beaucoup plus imminents. Une mauvaise moisson avait causé une grande détresse dans les pays industriels. En novembre, il n'y avait pas moins de cent cinq faillites, nombre extraordinaire, la moyenne n'en dépassant rarement que la moitié. Les émeutes, provoquées par le manque de pain, le chômage et de bas salaires, mais qui souvent prenaient un caractère républicain, étaient fréquentes. Les plus sérieuses furent celles de Shields, de Leeds, de Carlisle et de Yarmouth. Les nouvelles qui venaient d'Ecosse n'étaient pas plus rassurantes. Des émeutes s'étaient déclarées à Dundee, à Perth, à Aberdeen, et on avait été obligé d'appeler des troupes.

Des propagandistes républicains, saisissant l'occasion, traversaient le pays, prêchant l'âge d'or quand les principes

1. A.E., t. DLXXXIII, p. 342. A Chauvelin, du 29 novembre 1792.

français auraient triomphé. A Sheffield, un jour fut choisi pour célébrer le succès des armées françaises. On fit d'abord rôtir un bœuf tout entier ; après quoi, on le mangea, et les convives se promenèrent en procession avec le drapeau tricolore français au vent, et un tableau au bout d'une perche représentant Dundas et Burke poignardant la liberté.

Un officier en garnison à Sheffield écrivit le lendemain à son frère : « C'est la bande de coquins la plus résolue que j'aie jamais vue ; ils viendront à bout de leur dessein, si cela est possible. Ils ont des sociétés où ils discutent et entretiennent une correspondance régulière avec les autres villes ; ils ont souscrit pour acheter des armes à feu, et ils travaillent à corrompre les soldats »¹.

Mais ces symptômes de désordre, quelque effrayants qu'ils paraissent, étaient en vérité tout à fait superficiels, et n'étaient que l'œuvre d'une minorité insignifiante de la nation. La grande majorité restait inébranlable dans sa loyauté envers le roi et le gouvernement. Déjà au printemps, Talleyrand, en écrivant combien il était nécessaire de ne pas se mêler à des tentatives séditeuses, avouait que cette circonspection ne s'imposait pas « seulement par égard pour un ministère puissant et revêtu de toute la confiance nationale. C'est surtout par égard pour la nation même, auprès de laquelle des tentatives de ce genre nous feraient absolument perdre tout l'intérêt que notre révolution lui a inspiré »².

Cela était toujours vrai en automne, comme le montre des lettres d'Auckland. Celle dans laquelle il décrivait les mesures prises pour soulever une révolte à Londres se terminait ainsi : « Heureusement nos compatriotes, considérés collectivement, sont aussi antijacobins que jamais et ne sont point disposés à changer le bonheur dont ils jouissent au delà de tout exemple pour la misère qui augmente parmi les Français »³.

On eut une démonstration éclatante de cette loyauté tout de suite après la prorogation du Parlement. Partout dans le

1. STANHOPE, II, pp. 172, 173.

2. A.E., t. DLXXXI, p. 49. A Dumouriez, du 23 mai 1792.

3. Auckland, II, 472. A sir Morton Eden, du 7 décembre 1792.

pays, on tint des meetings, pour témoigner au roi la reconnaissance du peuple et pour le remercier d'avoir résolument écarté tout danger de crise par sa proclamation contre les « écrits séditeux » du 21 mai. Buckingham nous dit que le nombre des adresses de remerciements montait en deux ou trois mois au total phénoménal de 341.

Donc, on comprend pourquoi Pitt ne prenait pas de mesures brutales ou précipitées pour étouffer un esprit de révolte universelle qui n'existait que dans l'imagination des agents français. Ici on ne peut mieux résumer les intentions du gouvernement qu'en citant deux lettres de Grenville, dans lesquelles il expose et défend la politique ministérielle : ne pas intervenir dans la guerre européenne, et résister au désordre intérieur non par la force de la répression mais par celle du patriotisme.

Le 7 novembre, c'est-à-dire moins de trois mois avant l'ouverture des hostilités, il écrivit à son frère : « Je remercie Dieu que nous ayons eu l'esprit de nous tenir à l'écart de la glorieuse entreprise des armées coalisées, et que nous ne nous soyons pas laissé tenter par l'espoir de partager les dépouilles d'une France divisée, et par la perspective d'écraser d'un seul coup tous les principes démocratiques sur la surface du globe. Mais, parce que nous avons fermement résisté à toute sollicitation d'adhérer à ces plans, on nous a puni de notre opiniâtreté en nous tenant dans une ignorance profonde des détails de leur exécution et même, autant que possible, de la marche des événements qui survenaient au cours de l'entreprise... Le Portugal et la Hollande feront ce qu'il nous plaira. Nous ne ferons rien...

« Toute mon ambition est de pouvoir, quelque jour, quand je ne serai plus obligé de jouer un rôle actif dans une scène comme celle-ci, jouir de l'ineffable satisfaction de jeter sur elle un regard retrospectif, et de me dire à moi-même que j'ai contribué à empêcher mon pays, pendant quelque temps au moins, de souffrir des maux de toutes sortes qui nous environnent.

« Je suis de plus en plus convaincu que la seule manière de le faire est de nous tenir complètement à l'écart ; d'être

bien sur nos gardes à l'intérieur, mais d'agir en effet très peu ; de faire en sorte de confirmer de plus en plus le pays dans la résolution de soutenir la constitution quand elle sera attaquée, comme elle le sera infailliblement, au train dont vont les choses ; et, avant tout, de tâcher d'améliorer autant que possible, parmi nous, la situation des basses classes. Sous ce rapport, j'ai vu avec la plus grande satisfaction les mesures prises en différentes parties de ce pays pour augmenter les gages ; point que je crois être d'une nécessité absolue, et cent fois plus important que tout ce que pourrait faire le gouvernement le plus actif en vingt ans pour conserver la tranquillité dans le pays.

« J'ai confiance que nous pourrions encore atteindre le même but par l'abrogation des taxes ; mais nous ne pouvons pas encore en être certains. Ce dont je suis sûr, du moins je le crois, c'est que ce sont les meilleurs moyens que nous ayons de retarder ce que peut-être rien ne peut finalement conjurer, s'il est dans la destinée que nous soyons replongés dans la barbarie »¹.

La fuite de Paine avait brisé le courage de ses disciples, et la circulation de libelles séditeux fut arrêtée, jusqu'au jour où les malheurs des alliés firent renaître les espoirs des mécontents. Alors, de nouvelles mesures de sûreté et de défense devinrent nécessaires pour conserver la tranquillité du pays.

Mais ce ne fut pas seulement par de tels moyens que l'administration proposa de conjurer le mal. Elle fit appel au bon sens et à la loyauté du peuple. C'est le langage du vrai patriotisme que parlait Grenville, lorsqu'il disait : « Les forces du gouvernement doivent être accrues si on veut sauver le pays ; mais, surtout, la tâche ne doit pas être laissée au gouvernement seul. Chaque homme doit s'y consacrer, selon son rang et sa situation, ou elle ne sera pas accomplie »².

Le fait que le ministère se rendait compte du danger est

1. BUCKINGHAM, II, pp. 221-224. A Buckingham, du 7 novembre 1792.

2. *Idem*, p. 226. A Buckingham, du 14 novembre 1792.

démontré par son attitude envers les projets de réforme parlementaire. En 1782, sa deuxième année à la Chambre, Pitt en avait proposé un projet, assez vague, d'ailleurs, et qui fut rejeté. Mais Pitt, nullement découragé, déposa des projets améliorés en 1783 et en 1785. C'était une des plus grandes passions de la première partie de sa carrière parlementaire. Mais la révolution française modifia ses opinions de même que celles de la plupart de ses compatriotes.

En mars 1790, avant qu'on eût vu dans quelle voie désolante devait s'engager la révolution, Flood introduisit à la Chambre un projet de réforme parlementaire. Windham, se mettant pour la première fois du côté de la réaction, l'attaqua dans un grand discours, au cours duquel il prononça son mot fameux : « M. Flood nous recommanderait-il de réparer notre maison pendant l'ouragan ? » Pitt, toujours favorable à la réforme, fut pourtant d'accord avec Windham que ce n'était pas le moment de discuter calmement la question, et celle-ci fut retirée.

Un peu plus tard, la même année, Fox présenta une motion pour la révocation de l'acte de test et de celui des corporations, et défendit avec éloquence la cause de la tolérance religieuse. Pitt montra pour s'opposer à cette innovation une vigueur qui indiquait clairement qu'à ses yeux les temps étaient changés, et que toute réforme était inopportune, en présence de l'esprit novateur qui se répandait en Europe. L'hostilité générale croissait toujours, et quand, en 1792, la même proposition fut faite, elle fut vivement combattue, surtout par Burke, et rejetée à une immense majorité.

Pour obtenir la réforme parlementaire, il se forma en 1792 une société qui prit le nom d'« Amis du Peuple ». Elle comptait parmi ses membres environ trente députés, et elle publiait sans aucune réserve ses résolutions sur la question. Le 28 avril, Grey les appuya en faisant connaître à la Chambre son intention de présenter, durant la session suivante, le projet de la société. Pitt s'éleva contre la motion, et profita de l'occasion pour déclarer qu'il avait changé d'opinion sur ce point, depuis que l'expérience lui avait

montré le danger de modifier les formes de gouvernement existantes.

« Je conserve mon opinion, dit-il, quant à l'utilité d'une réforme parlementaire, lorsqu'on pourra l'obtenir sans inconvénient et sans danger. Mais j'avoue que je ne suis pas assez optimiste pour croire qu'il soit possible de tenter, dans ce moment-ci, une réforme avec sécurité... Dans ce moment-ci et sur cette question, tout homme sensé doit réfléchir à deux choses : aux chances de succès, et au risque que nous ferait courir la tentative. En examinant ces deux points de vue, je ne sens que découragement. Je ne vois d'abord aucune chance de succès, et je vois ensuite un grand danger d'anarchie et de confusion »¹.

L'opinion presque unanime, dans le pays comme à la Chambre, était que céder sur cette question serait le premier pas vers une révolution en Angleterre. Cette hostilité se manifesta si clairement que Grey, sûr d'être battu, n'osa pas donner suite à son intention.

Dundas se rendit en Ecosse pour s'informer de la situation de ce pays. Le 12 novembre, il adressa à Pitt une lettre qui jette une vive lumière sur les dispositions des Ecossais. Comme en Angleterre, la sédition existait et florissait dans les grandes villes industrielles, parmi les classes basses et plus ou moins ignorantes. Toutes les autres personnes étaient tellement d'accord sur les grands principes du vrai gouvernement que Dundas n'éprouvait pas même le besoin de solliciter leur appui. Le clergé, à part quelques exceptions, était favorable au gouvernement. Les journaux ne l'étaient pas, mais Dundas promettait de s'en occuper, et il croyait qu'il n'aurait pas beaucoup de difficulté à les rallier à l'administration.

L'Ecosse n'ayant pas de milice comme l'Angleterre, il disait sans réserve qu'il fallait y envoyer une force militaire considérable, pour aider à calmer la fermentation des esprits et pour montrer aux amis du gouvernement que celui-ci veillait à leur sûreté. A cause des pluies presque continuelles

1. STANHOPE, II, p. 150. Discours du 30 avril 1792.

cette année-là, le peuple manquait de blé et de tourbe. Pour soulager la détresse des pauvres, Dundas avait déjà commandé du charbon de Perth et il annonçait son intention de persuader les propriétaires de prendre des mesures pour alléger les souffrances de ceux qui étaient sans ressources.

En dernier lieu, il ajoutait qu'il fallait interdire toute exportation de blé : « Il est impossible, disait-il, que l'affaire ait pu échapper à votre intention ; donc, je suppose qu'il doit exister une bonne raison de ne pas arrêter l'exportation de blé ; mais, si elle continue, elle doit créer un réel et grave mécontentement. J'apprends qu'en deux jours non moins de sept vaisseaux chargés de blé doivent partir de Leith pour la France. Ils devront démarrer la nuit, autrement je suis persuadé que le peuple ne le permettra pas »¹.

Cependant, quoique le gouvernement fît tout ce qui était en son pouvoir pour éviter un éclat capable d'amener une guerre, les relations devenaient de plus en plus tendues. On apercevait chez le peuple, moins réfléchi que les hommes au pouvoir, des signes qui ne laissaient aucun doute sur son hostilité croissante envers les excès des révolutionnaires.

L'insurrection du 20 juin avait produit en Angleterre l'impression la plus défavorable, aussi forte, selon Chauvelin, dans le parti de l'Opposition que chez les amis du ministère. Mackintosh, un des plus célèbres partisans écossais de la révolution, qui avait écrit une excellente réponse aux *Réflexions* de Burke, était de ceux qu'avaient émus les effroyables événements. Depuis la journée du 10 août et les massacres qui en avaient été la suite, disait-il, il avait besoin d'oublier la France pour quelque temps, ajoutant qu'il ne reconnaissait plus cette révolution qu'il avait tant aimée.

La nouvelle des massacres avait inspiré une horreur invincible à tous : Grenville avouait qu'il ne pouvait même pas y penser, et Auckland, qui avait connu personnelle-

1. *Chatham MSS*, GD 8/157. A Pitt, du 12 novembre 1792.

ment beaucoup de victimes, écrivait que le sentiment d'horreur éprouvé était devenu presque un malaise physique. Noël écrivait : « Les nouvelles de France ajoutent à l'embarras de ma position. Le massacre des prisonniers a fait ici le plus mauvais effet. Nos amis n'osent plus nous défendre. L'Opposition, et notamment M. Fox, qui jusqu'à ce moment avait témoigné un vif intérêt pour la révolution, s'est absolument refroidie »¹.

En effet, Fox, quoique toujours passionnément dévoué à la révolution, et prêt à justifier les violences du 10 août, confesse dans ses lettres privées que les massacres étaient des crimes qu'on ne pouvait pas atténuer. Sur ceux qui étaient moins gagnés aux nouvelles idées, les scènes épouvantables de Paris pesaient comme les horreurs d'un cauchemar. Burges aussi témoignait de la grande impression que cet événement funeste avait faite à Londres. Tout était plus tranquille bien qu'une indignation générale régnât dans toutes les classes de la société.

Cette hostilité avait pour effet de rendre impopulaire la plupart des émigrés, à cause de leurs actions en France ou de leurs efforts pour amener la sédition en Angleterre. Burges écrivait : « De ceux qui sont connus, je suis sûr que pas un seul, à part quelques vieilles dames, ne mérite quoi que ce soit ; car ils étaient tous jacobins et persécuteurs, tant que le pouvoir leur appartenait, et ils le seraient encore, s'ils n'avaient été supplantés par d'autres du même caractère »².

Quelques jours plus tard, il remarquait que l'opinion publique devenait de plus en plus antijacobine, que plusieurs des émigrés qui avaient osé parler sur la politique et répandre des principes jacobins dans les cafés avaient été mis à la porte. « Les principes français et les Français mêmes deviennent de jour en jour plus impopulaires, et je crois possible que sous peu l'imprudence de quelques-uns de ces niveleurs aura une telle influence sur les dispositions de notre peuple que l'Angleterre ne leur sera plus une demeure agréable ou sûre »³.

1. *A.E.*, t. DLXXXII, p. 109. A Lebrun, du 10 septembre 1792.

2. *Auckland*, II, p. 442. A Auckland, du 14 septembre 1792.

3. *Ibidem*, p. 444. A Auckland, du 21 septembre 1792.

Dundas écrivait à Grenville, qui était toujours en vacances à Weymouth, que le nombre des étrangers s'enfuyant de Paris à Londres depuis les massacres était immense et augmentait tous les jours. Il croyait qu'il y avait un sérieux inconvénient à ce que la métropole fût remplie de tant d'inconnus, et que cet inconvénient pourrait devenir la source d'un grand danger.

La plupart de ces émigrés étaient généralement suspectés soit de vouloir faire du mal de leur propre chef, soit d'être des instruments aux mains de ceux qui voulaient créer la confusion. Ces soupçons étaient renforcés par la connaissance que le ministère des Affaires étrangères français disposait d'un fonds secret dont il n'était pas tenu de rendre compte. Ce fonds avait été accordé à cause du « besoin où nous sommes de connaître les véritables dispositions des cours étrangères, et d'être instruits à propos des événements et des projets dirigés contre nous »¹.

Mais malgré la présence et l'activité de ces propagandistes zélés, le ministère se fiait toujours aux bonnes dispositions de la nation. Grenville terminait une lettre « secrète et confidentielle », dans laquelle il se disait persuadé que les Français étaient résolus de pousser l'Angleterre à bout, par ces paroles pleines d'espérance : « Je crois et j'espère que nous resterons tranquilles à l'intérieur. L'activité et l'insolence des émissaires français et de leurs alliés dans ce pays ont certainement augmenté avec le succès de Dumouriez ; mais je crois que la loyauté du peuple en général et son attachement au gouvernement établi ont augmenté avec les efforts de ceux qui voulaient détruire ces sentiments »².

Vers cette époque, la loyauté de la nation se manifestait d'une manière éclatante et courageuse. Les quelques insurrections qui trompaient la France sur les véritables dispositions du peuple anglais avaient pour effet en Angleterre de resserrer les rangs de la majorité dévouée à l'ordre monarchique. Des manifestations loyalistes eurent lieu et

1. FLASSAN, VII, p. 506.

2. Fortescue MSS, II, p. 341. A Auckland, du 26 novembre 1792.

une grande association se forma pour la défense de la liberté et de la propriété contre les républicains et les niveleurs.

En réponse aux attaques dont les institutions britanniques étaient l'objet, elle publia une profession de foi. Les termes en étaient simples et fermes et attestaient sûrement l'inébranlable confiance de la nation anglaise dans sa puissance. « La Constitution britannique, y était-il dit, possède par elle-même assez d'énergie pour réformer, par une force tirée de son propre sein, les abus qui ont pu se glisser au cours des temps dans l'administration ; et la base principale de cette constitution, c'est un gouvernement composé du roi, des pairs et des communes »¹.

C'était là un point de ralliement ; les adhésions arrivèrent en foule, et, avec les adhésions, l'argent destiné à subvenir aux dépenses qu'exigerait la publication de nombreux écrits destinés à combattre parmi le peuple les doctrines subversives et à réchauffer le dévouement au trône et à l'Eglise établie. En somme, l'immense majorité de la nation anglaise se montrait très animée contre la France, et très déterminée à repousser vigoureusement les attaques des novateurs².

Le gouvernement témoigna officiellement son aversion pour les massacres et les violences des révolutionnaires par une note remise aux ambassadeurs d'Autriche et de Naples. Ceux-ci avaient fait parvenir à Grenville un mémoire pour réclamer de l'Angleterre la déclaration que, si leurs Majestés Très Chrétiennes étaient assassinées, aucun asile ne serait donné aux criminels.

Dans la réponse du 21 septembre, il était dit : « Le roi fait des vœux les plus ardents pour que les craintes énoncées dans la note de M. le comte de Stadion et de M. le prince de Castelcicala ne soient pas réalisées. Mais, si malheureusement le cas contraire pouvait arriver, Sa Majesté ne manquerait pas de prendre les mesures les plus efficaces pour empêcher que les personnes qui se seraient rendues coupables d'un crime aussi atroce, ne puissent trouver aucun asile dans les Etats de Sa Majesté »³.

1. BOURGOING, I, II^e partie, p. 298.

2. Voir l'appendice.

3. A.E., t. DLXXXII, p. 189.

La note des ambassadeurs étrangers à Londres était une tentative d'intimider les révolutionnaires et d'obtenir la vie sauve pour Louis XVI et Marie Antoinette. Mais il était bien douteux qu'une mesure quelconque pût avoir cet effet, car les révolutionnaires étaient allés trop loin pour pouvoir être intimidés. En effet, les observateurs critiques de la France conviennent de la fureur guerrière qui, à cette époque, s'était emparée du gouvernement.

« Tout homme doué de la moindre prévoyance, dit le maréchal Saint-Cyr, pressentait clairement, à la fin de 1792, les dangers qui menaçaient la République, et était accablé d'étonnement en voyant, je ne dirai pas l'imprudence, mais la folie de la Convention, qui, au lieu de chercher à diminuer le nombre de ses ennemis, semblait résolue à l'augmenter par des insultes successives, non seulement contre les rois, mais encore contre tout gouvernement existant. Une confiance aveugle et sans bornes égarait les esprits de ses membres qui ne songeaient qu'à détrôner les rois par leurs décrets, laissant les armées, sur lesquelles reposait le salut de la République, dans une désorganisation complète »¹.

Il ne fallut pas longtemps pour que cette folie, évidente pour la France, le devînt pour toute l'Europe. Plus Dumouriez repoussait les armées allemandes, plus les membres de la Convention se compromettaient par leurs discours et leurs décrets ; leur audace fut portée à son comble par les fameux décrets du 16 et du 19 novembre, véritables atteintes à tous les traités existants en même temps que déclarations de guerre à toute puissance, ennemie ou neutre.

Le 14 novembre, Dumouriez entra à Bruxelles ; deux jours plus tard, le Conseil exécutif, qui pouvait à peine connaître ce succès, publiait un arrêté qui avait toute la portée d'une agression directe. Cet acte ordonnait à Dumouriez de prendre toutes les mesures pour assurer la liberté de la navigation de l'Escaut et de la Meuse. C'était là une violation ouverte d'une des clauses du traité de Westphalie, par

1. SAINT-CYR, *Mémoires*, I, pp. 19, 20. (ALISON, II, pp. 311, 312).

lequel l'indépendance de la Hollande était reconnue en 1648 pour la première fois.

Les Français n'essayaient de justifier une semblable infraction aux traités par aucun motif tiré du droit des gens ; ils soutenaient que le cours des fleuves demeurerait la propriété commune et inaliénable de toutes les nations riveraines ; que les prétentions d'une nation à disposer exclusivement d'une rivière étaient « un reste des servitudes féodales, ou du moins un monopole odieux établi par la force, consenti par l'impuissance, révocable à tous moments et malgré toutes les conventions, parce que la nature ne reconnaît pas plus de peuples que d'individus privilégiés, et que les droits de l'homme sont à jamais imprescriptibles »¹.

Le but de ce décret n'était pas du tout de rendre des privilèges aux « Belges devenus libres », mais de mettre les Français à même d'envoyer des vaisseaux de guerre pour attaquer Anvers, ce qu'ils firent, d'ailleurs, malgré les protestations du capitaine de vaisseaux hollandais stationné à l'embouchure de la Meuse. Cette mesure avait été prise sur la proposition de Lebrun, qui n'aurait pu en décliner l'initiative sans péril pour lui-même.

Une semaine plus tard, il écrivait d'un ton très optimiste : « Nous avons fait cesser la gêne et les entraves du commerce tant sur l'Escaut que sur la Meuse, en rendant la navigation de ces deux fleuves libre... Nous ne croyons pas, citoyen, avoir rien fait en cela qui dût altérer la bonne harmonie qui règne entre la République de France et la nation anglaise ; nous avons encore moins eu l'intention de porter atteinte aux droits des Hollandais »².

Cet optimisme un peu naïf n'était point partagé par les gouvernants anglais : Grenville écrivait qu'il était persuadé que cela faisait partie d'un plan concerté pour pousser l'Angleterre aux extrémités, et George III disait qu'il était impossible de laisser la France ouvrir cette navigation. En effet, si on le lui permettait, cette nation aurait été en état de mener ses troupes jusqu'au cœur de la Hollande.

1. BOURGOING, I, II^e partie, p. 279.

2. A.E., t. DLXXXIII, pp. 301-302. A Chauvelin, du 23 novembre 1792.

De plus, si l'embouchure de l'Escaut passait dans les mains des Français, ils auraient de grandes facilités pour lancer une attaque sur l'Angleterre, au cas d'une guerre avec ce pays.

Il est impossible de voir comment Lebrun eût pu justifier la dernière phrase de la dépêche du 23 novembre : « Nous avons encore moins eu l'intention de porter atteinte aux droits des Hollandais ». Non seulement le décret ordonnant l'ouverture de la navigation des deux rivières abolissait leurs droits, mais encore, le même jour, le Conseil exécutif autorisait son général à poursuivre les Autrichiens sur le territoire hollandais, s'ils s'y retiraient. C'était là une violation flagrante des lois de toutes les nations. En somme, malgré les raisonnements pompeux du gouvernement républicain, il était difficile, pour ne pas dire impossible, aux Etats-Généraux de ne pas considérer ces deux décrets comme des actes hostiles.

Trois jours plus tard, le 19 novembre, la Convention vota un décret bien plus grave encore : il visait non seulement un allié de l'Angleterre, mais l'Angleterre elle-même, non de façon spéciale, mais avec tout l'ensemble des nations européennes. Elle adopta à l'unanimité une proposition qui mettait la République en état de guerre ouverte avec tous les gouvernements établis : « La Convention nationale déclare, au nom de la nation française, qu'elle accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, et charge le pouvoir exécutif de donner aux généraux les ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples et défendre les citoyens qui auraient été vexés, ou qui pourraient l'être pour la cause de la liberté »¹.

On décida aussi que ce décret serait traduit et imprimé dans toutes les langues. Il devait être le signal d'une croisade universelle, une invitation à toutes les nations de se révolter contre leurs gouvernants, même si ceux-ci n'avaient aucunement provoqué la France. Brissot lui-même qualifia plus tard ce décret de « mesure absurde, impolitique et propre seulement à exciter les justes inquiétudes des cabinets étrangers »².

1. *Le Moniteur*, t. XIV, p. 517.

2. ALISON, II, p. 310.

En effet, le décret était en harmonie parfaite avec le langage des plus célèbres hommes d'Etat français et les promesses de leurs émissaires à l'étranger. Mais c'était une intervention dans les affaires intérieures d'autres pays aussi caractérisée que celle de Louis XIV quand il reconnut comme roi d'Angleterre le fils de Jacques II. C'était une provocation beaucoup plus grave que la plupart de celles qui avaient amené des guerres pendant le XVIII^e siècle.

On a souvent répété qu'une grande nation comme l'Angleterre n'aurait dû prêter aucune attention à cette mesure, qui n'était qu'une vantardise émise sans réflexion par quelques fanatiques. Mais une telle opinion ne peut se défendre. D'abord, le décret fut voté à l'unanimité par l'Assemblée. Ensuite, dans la séance du 24 décembre, les députés manifestèrent encore leur adhésion à ce système d'intervention sans limites. Baraillon, effrayé par les effets funestes que pourrait amener le décret tel qu'il était, proposa d'en limiter la portée en ajoutant les mots : « contre les tyrans avec lesquels elle sera en guerre ». Mais il fut décidé n'y avoir pas lieu à délibérer.

La gravité de ce décret est pleinement démontrée par l'attitude de Fox, qui, pour la première fois, s'opposa à la révolution, en déclarant qu'il ne permettrait aucune intervention des Français dans les affaires intérieures de la Grande-Bretagne, intervention qu'il repoussait dédaigneusement. Chauvelin nous raconte que, dans la nuit du 6 décembre, Shéridan vint le voir, de la part de Fox et de ses amis, et lui tint le discours suivant : « Nous voulons une réforme, nous la voulons bonne, quoique fondée sur les bases constitutionnelles. Nous ne voulons point de guerre avec la France s'il n'y a point d'agression faite contre la Hollande...

« Mais nous vous déclarons en même temps que nous ferons cause commune avec le ministère, et que nous sommes assurés des neuf-dixièmes des trois royaumes pour repousser toute idée d'intervention des Français dans nos affaires intérieures. Nous la regardons comme aussi préjudiciable à la tranquillité du pays qu'injurieuse pour le courage et l'énergie des Anglais. Nous avons bien su à nous seuls donner

à la France l'exemple d'une révolution ; nous saurons aussi suivre le sien à notre manière, et par nos propres forces, pour perfectionner notre gouvernement et ajouter à notre liberté »¹.

En effet, plus des neuf-dixièmes de la nation étaient d'accord sur ce point : ce décret, dit-on d'abord, s'applique à la Hollande ; il s'appliquera bientôt à l'Angleterre, et comme il n'indique nulle part que c'est aux efforts bien marqués de la majorité d'un peuple que la nation française reconnaîtra le désir de liberté de ce peuple, une insurrection de dix mille personnes en Irlande peut fournir dans un temps de calme prétexte à une invasion.

Chauvelin, reconnaissant cette crainte et cette hostilité, croyait qu'on pouvait et qu'on devait répondre à ces objections que le fait même qui avait donné naissance au décret indiquait assez qu'il ne devait avoir aucun effet que contre les gouvernements agresseurs. Mais, aveuglé par sa passion révolutionnaire, il ne voulait pas adopter cette interprétation : « Ne rend-elle pas à elle seule ce décret presque nul et comme surrogatoire ? Ne lui ôte-t-elle pas tout ce qu'il a de grand, de beau et de philosophique ? »². Donc, pour lui, la forme d'un décret avait plus d'importance que l'ouverture d'un conflit ; peut-être, aussi, caressait-il toujours l'espoir que le gouvernement n'oserait pas déclarer la guerre à la France ou même convoquer la milice, de crainte de voir éclater une révolution semblable à celle du 10 août.

Pourtant, s'il avait eu le moindre jugement, Chauvelin aurait dû reconnaître qu'il se berçait d'illusions, en voyant Fox lui-même témoigner maintes fois son accord avec le ministère. Il écrivait peu de jours après : « Fox lui-même, au milieu de tous les éloges qu'il prodigue à notre courageuse énergie, avance que la nation anglaise a été offensée dans la personne de son gouvernement par le décret du 19 novembre et par la réponse de Grégoire aux adresses des sociétés »³.

Dans une dépêche curieuse, Lebrun donne aux décrets de novembre toute leur signification logique : non seule-

1. A.E., t. DLXXXIV, pp. 71, 72. A Lebrun, du 7 décembre 1792.

2. *Ibidem*, pp. 71, 72. A Lebrun, du 7 décembre 1792.

3. *Ibidem*, pp. 196, 197. A Lebrun, du 18 décembre 1792.

ment les droits sur les rivières étaient nuls, les Français révolutionnaires pouvaient porter fraternellement secours à une section révolutionnaire, si petite fût-elle, et de n'importe quelle nation, mais encore les alliés de cette nation n'avaient pas le droit de venir à son aide. Prétentions qui, pour le moins, semblent un peu exagérés.

Il écrivait à Chauvelin : « Vous direz sans détour que ces garanties telles que celle de la Prusse et de l'Angleterre envers la Hollande, et celle de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche envers la Pologne sont des attentats manifestes aux droits éternels de ces nations, que ces actes sont radicalement nuls et que nous les regardons comme s'ils n'eussent jamais existé. Nous croyons donc que ces actes ne peuvent en aucun cas autoriser les puissances étrangères à s'interposer dans les affaires d'une autre nation ni directement ni indirectement, et une pareille intervention provoquerait infailliblement la nôtre »¹. En autres termes, seule la France avait le droit d'intervenir dans les autres pays !

Mais, malgré ces beaux raisonnements de Lebrun, Pitt et ses collègues avaient d'autres idées sur la valeur des traités. Les Français, ministres et autres, reconnaissaient le danger d'intervenir en Hollande. Même en mai, Montmorin avait écrit qu'il croyait que lord Elgin avait déclaré très confidentiellement que l'Angleterre laisserait à la France le champ libre dans les Pays-Bas, mais toujours pourvu qu'elle ne touchât pas à la Hollande. Il ajoutait que ce qui le confirmait dans cette opinion, c'est que ni dans les clubs, ni dans l'Assemblée, le nom de la Hollande n'avait été prononcé une seule fois, ce qui était assez extraordinaire de la part d'aussi zélés patriotes.

Souvent dans les dépêches des agents français à Londres, on trouve cette politique recommandée, de façon toute particulière, politique avec laquelle Lebrun lui-même était pleinement d'accord². Mais, après la fuite du gouvernement autrichien de Bruxelles et l'avance rapide de Dumouriez,

1. *Ibidem*, p. 52. A Chauvelin, du 5 décembre 1792.

2. Voir ci-dessus les déclarations de Lebrun, ch. IV, pp. 127 et suiv.

les déclarations solennelles de la France n'avaient pas l'air d'avoir un grand effet sur les projets de l'armée. Un grand nombre de « patriotes » hollandais se ralliaient à Dumouriez et le bruit se répandait que celui-ci avait déclaré qu'il dînerait à La Haye le jour de l'An. Dans ces circonstances graves, les Etats-Généraux firent connaître au cabinet de Saint-James le danger de leur position.

Sans hésitation, la décision fut prise : le 16 novembre, lord Auckland leur remit la déclaration du roi qui, tout en témoignant l'espoir que le territoire néerlandais ne serait pas violé, donnait l'assurance la plus formelle de rester scrupuleusement fidèle au traité de 1788, qui unissait si étroitement les deux puissances. Fortes de cette promesse, les Provinces-Unies répondirent au décret de la Convention en donnant, le 29 novembre, l'ordre de tenir fermées les bouches de l'Escaut.

Malgré son aversion pour la guerre, Pitt était absolument convaincu de la nécessité de donner plein secours à la Hollande. Noël écrivait que, quoique la marche triomphale de Dumouriez causât l'inquiétude la plus extrême dans toute la diplomatie, Pitt avait sa décision prise. Il avait dit à un riche négociant quaker de Londres que les engagements de l'Angleterre étaient tels qu'elle ne pouvait se dispenser de prendre le parti de son allié. Il ajoutait : « Si donc, on ne veut pas avoir l'Angleterre pour ennemie, je crois qu'on doit s'en tenir au système de conduite que la déclaration même de nos principes nous impose la loi de suivre, et que vous m'avez constamment autorisé à annoncer ici »¹.

La déclaration du 16 novembre, quoiqu'elle ne préservât pas intégrale la Hollande, fortifiait beaucoup le gouvernement hollandais et décourageait les tentatives d'insurrection locale. Mais on comprenait que le danger ne serait pas aussi facilement conjuré, et que si la guerre n'était pas vite arrêtée aux Pays-Bas, les chances de prévenir une invasion de la Hollande seraient minimes. Donc, Pitt convoqua le cabinet pour discuter des mesures à prendre, et fit envoyer aux ambassadeurs à Vienne et à Berlin l'ordre de rompre

1. A.E., t. DLXXXIII, p. 296. A Lebrun, du 22 novembre 1792.

le silence sur les affaires françaises, pour découvrir les projets de ces deux cours.

Pitt exprime ses opinions sur la situation dans une lettre qu'il écrivit au marquis de Stafford : « Les événements étranges et malheureux qui se sont si rapidement succédé sur le continent nous donnent sous bien des rapports matière à ample et sérieuse réflexion. Ce qui presse le plus, c'est la situation de la Hollande, comme Votre Seigneurie le verra d'après la dépêche ci-jointe de lord Auckland, et comme cela doit être à la suite des événements de Flandres.

« Quelque pénible qu'il puisse être de voir ce pays-ci engagé, il me paraît impossible d'hésiter sur la question de savoir si nous devons soutenir notre allié en cas de nécessité ; et la déclaration explicite de nos sentiments est la meilleure manière d'empêcher que ce cas ne se présente. Nous avons donc cru qu'il valait mieux envoyer sans retard à lord Auckland l'ordre de remettre aux Etats-Généraux un mémoire dont je joins ici copie.

« Je joins également ici une copie des instructions que nous envoyons à sir Morton Eden, à Berlin, et celles pour Vienne sont à peu près dans le même sens. Elles sont nécessairement conçues en termes fort généraux, puisque, dans l'ignorance des projets de l'Autriche et de la Prusse, dans l'incertitude sur les événements que chaque jour peut amener, il nous paraît impossible de nous décider définitivement sur la marche à suivre, excepté pour ce qui regarde la Hollande.

« Peut-être se présentera-t-il quelque ouverture qui nous permette de contribuer à terminer la guerre entre les différentes puissances de l'Europe, en laissant la France arranger, comme elle pourra, ses affaires intérieures, ce qui est, je crois, le meilleur système. L'ensemble de la situation devient néanmoins si critique et si compliqué que j'ai cru nécessaire de réclamer la présence de tous les membres du cabinet qui peuvent, sans trop de difficulté, se rendre à Londres. Ce serait assurément une grande satisfaction pour moi si Votre Seigneurie pouvait être du nombre »¹.

Cette lettre jette une vive lumière sur l'esprit de Pitt

1. STANHOPE, II, pp. 171, 172. A Stafford, du 23 novembre 1792.

à ce moment. Le ministre anglais y reconnaissait le danger qui pouvait menacer son pays et il s'y montre fermement résolu à tenir sa promesse envers son allié. Mais il n'y laisse percer aucun signe de passion ou d'inquiétude ; tout est calme et réfléchi. Même à cette époque, alors que la guerre était si proche, il n'avait aucune intention d'intervenir dans les affaires de la France, et il conservait l'espoir de trouver un moyen quelconque de terminer la guerre. La réponse de Stafford indique qu'il était d'accord sur les mesures prises par Pitt, et qu'il espérait aussi que l'Angleterre serait à même de conserver sa neutralité.

Le 24 novembre, Grenville envoya aux lieutenants des différents comtés une lettre circulaire, qui était une confirmation et un renforcement de la proclamation royale du 21 mai contre les « écrits séditieux ». Par ces actes de politique intérieure et extérieure, le gouvernement donnait des preuves de son intention de faire face aux dangers menaçants qui venaient de la France. Noël, se rendant compte de la tension qui existait dans les relations entre la France et l'Angleterre, tension qui augmentait journellement, faisait part des mesures à prendre qu'il jugeait nécessaires au maintien de la paix.

« L'inquiétude que l'on a ici, écrivait-il, sur les affaires de Hollande a fait désirer que j'allasse trouver le général Dumouriez, pour conférer avec lui, et que je revinsse avec la même promptitude. C'est à ce prix qu'on a mis mon introduction chez lord Grenville, chez qui l'on doit me mener à mon retour. Je pars donc demain.

« Il est un préliminaire indispensable à toute négociation que ma délicatesse ne m'a permis jusqu'à présent de vous exposer. C'est le rappel, au moins par congé, du ministre actuel. Si ce rappel eût été indiqué seulement par un parti, je croirais devoir vous prévenir contre cette partialité. Mais ce sont tous les partis qui me tiennent ce langage. C'est l'opinion générale et je n'en suis que l'écho... Il peut être utilement employé partout ailleurs qu'ici. Il est donc de toute nécessité qu'il repasse en France »¹.

1. A.E.t. DLXXXIII, p. 318. A Lebrun, du 24 novembre 1792.

En effet, Dumouriez avait besoin de quelqu'un comme Noël pour lui donner des conseils prudents, car dans une situation si délicate, il se compromettait continuellement. Il avait déjà annoncé son projet de jeter quelques bombes sur Maestricht. En outre, Staremborg avait obtenu la copie d'une de ses lettres confidentielles à Maulde, ministre français à La Haye. Dumouriez y annonçait qu'il comptait porter la liberté aux Bataves, comme il l'avait déjà fait pour les Belges ; la révolution s'accomplirait en Hollande d'une telle manière que les affaires y seraient remises en l'état où elles étaient en 1788.

Lord Auckland était convaincu de l'authenticité de cette lettre, mais il ne désespérait pas du maintien de la paix. Il croyait qu'il serait inopportun d'envoyer des vaisseaux de guerre sur la côte hollandaise, car il était surtout important de ne pas donner de signes d'appréhension ou de méfiance.

Grenville, aussi, partageait ces espoirs, car, tout en envoyant à Auckland les rapports alarmants qu'il recevait d'Ostende, il les croyait exagérés, quoiqu'ils ne dussent pas être négligés. « Je penche fort à croire que c'est l'intention présente du parti qui est au pouvoir en France de respecter les droits de ce pays et de la République, mais il sera sans doute nécessaire de faire la plus grande attention à toute circonstance qui paraîtra montrer un changement à cet égard »¹.

Il était cependant impossible de se tromper sur le fait que la situation était pleine de dangers et d'incertitudes ; des mesures plus positives de défense étaient indispensables. On faisait secrètement quelques préparatifs de guerre en Angleterre ; par exemple, le gouvernement avait acheté tout le chanvre qui était sur le marché, afin d'empêcher son exportation en France, où il n'y en avait guère ; en outre, il augmentait les forces de terre et de mer et appelait aux armes une partie de la milice.

La proclamation royale rendue à cet effet le 1^{er} décembre fondait la nécessité de cette dernière précaution sur les

1. LECKY, VI, p. 66. A Auckland, du 23 novembre 1792.

manœuvres auxquelles certains hommes malveillants, d'accord avec des personnages étrangers, se livraient pour détruire en Angleterre toute espèce d'ordre et d'autorité, en abolissant les lois et la constitution établie. Le gouvernement était résolu à ne laisser échapper aucune occasion de fortifier son pouvoir et de se préparer à tout événement.

Dans ce but, plusieurs régiments se dirigeaient sur Londres ; cinq à six cents ouvriers travaillaient jour et nuit pour fortifier la Tour ; on la ravitaillait en munitions de guerre et en provisions de bouche ; on augmentait sa garnison ; toutes les gardes étaient doublées et on nommait le lord maire généralissime de toutes les milices de la capitale, qui se montaient à sept mille hommes ; on donnait aussi une forte impulsion aux bureaux de l'amirauté et de la guerre. Le 7 décembre, une ordonnance royale interdisait l'exportation de la poudre à canon, du salpêtre, des armes et des munitions.

Conformément à la loi qui exigeait que la réunion des Chambres suivît immédiatement le rassemblement des milices, le Parlement fut convoqué pour le 13 décembre. Le roi, dans le discours d'ouverture, parla des périls qui menaçaient l'ordre public et la Constitution. Protestant encore de son ferme désir de garder la neutralité au milieu de l'Europe en armes, il ne dissimula pas l'inquiétude qu'il éprouvait en voyant la France provoquer les autres peuples à l'insurrection contre leurs gouvernements, s'agrandir par la conquête — malgré les assurances contraires si pompeusement proclamées — méconnaître les droits des neutres, et violer même, à l'égard de la Hollande, les principes du droit public, aussi bien que les stipulations expresses des traités. Il expliqua par cette inquiétude si bien justifiée les mesures défensives qui venaient d'être prises.

A la Chambre des lords, une adresse entièrement conforme au discours fut votée, malgré l'opposition d'un petit nombre de membres, dont lord Lansdowne se fit l'interprète. A l'autre Chambre, Fox, sans tenir compte de la répugnance de beaucoup de ses amis, se montra résolu à persévérer dans l'opposition implacable qu'il n'avait cessé de faire au ministère. Ses discours furent des plus violents et il s'efforça d'entraîner les députés.

En l'absence de Pitt, qui venait de recevoir l'honneur du « Gardien des Cinq Ports », Fox fut vigoureusement combattu par ses anciens collègues, Burke et Windham. Au scrutin, le ministère l'emporta par 290 voix contre 50. Sur ce dernier nombre, on comptait vingt et un réformateurs et les quatre députés de lord Lansdowne ; les autres étaient des amis personnels de Fox, qui votèrent pour lui, contre leurs propres opinions.

Le lendemain, Fox proposa un nouvel amendement demandant au roi de faire tous les efforts honorables pour éviter les horreurs de la guerre. A la séance suivante, il revint encore à la charge, et proposa qu'une adresse fût présentée au souverain pour lui demander d'accréditer un ambassadeur près des personnes qui exerçaient provisoirement à Paris le pouvoir exécutif.

Burke répondit avec son éloquence véhémence qu'il n'y avait pas à traiter avec la nouvelle république, république d'une espèce inconnue, et qui voulait façonner le monde à son exemple. Plusieurs des anciens amis de Fox se déclarèrent contre lui dans leurs discours, et il n'osait pas même avoir recours à un scrutin. Les cris qui s'élevaient à son adresse dans le public étaient violents, beaucoup de ses amis se montraient indignés et plusieurs quittaient Londres. Le Duc d'York, très peiné de la conduite de Fox, recommandait aux autres membres de l'Opposition de se séparer définitivement de lui. A vrai dire, cela n'était plus nécessaire, car la division de l'Opposition était déjà un fait accompli.

Pitt, après sa réélection rendue indispensable par l'acceptation de son nouveau poste, prit la parole à la Chambre basse et déclara que tous les efforts compatibles avec l'honneur seraient faits par le gouvernement pour conserver la paix ; mais à la fermeté de son langage, on put comprendre que la guerre était une extrémité à laquelle il était préparé.

De ces débats se dégagent deux faits importants : la toute-puissance de Pitt à la tête du ministère, et le sentiment général que la guerre entre la France et l'Angleterre était presque inévitable. Les orateurs de la Convention croyaient que leur révolution détruirait le pouvoir de Pitt

et mettrait fin à son ascendant politique. Ce n'était pas une idée nouvelle, car déjà, en février 1791, Barthélemy avait écrit que certainement une guerre provoquerait la chute du premier ministre anglais. Dans son discours du 1^{er} janvier 1793, Kersaint parlait des inquiétudes de Pitt, maître absolu de l'Angleterre depuis huit ans, que les orages d'une révolution ou ceux d'une guerre menaçaient également de faire tomber.

Aucune prévision n'aurait pu être plus fausse. Comme le dit lord John Russell, écrivain Whig et partisan effréné de Fox, sans partialité, par conséquent, en faveur de Pitt : « Les écrits brûlants de Burke, l'alarme générale soulevée par les doctrines subversives et les horribles massacres du gouvernement républicain de la France ; l'appui de plus de la moitié du parti parlementaire qui jusque-là avait suivi Fox, et la confiance sans bornes du roi, rendirent Pitt plus fort dans la guerre qu'il ne l'avait été dans la paix »¹.

Dans le pays comme aux Chambres, il y avait presque unanimité pour approuver les mesures prises par le gouvernement. Grenville, rendant compte de la nouvelle situation, écrivait : « Rien ne peut dépasser les bonnes dispositions de ce pays en ce moment. Le changement effectué pendant les trois dernières semaines est presque miraculeux. Plaise à Dieu qu'il dure assez longtemps pour nous mettre en état d'agir avec la vigueur qui seule peut nous préserver. Si nous parvenons à maintenir l'attitude présente, elle nous rendra capables de parler à la France de la manière que les ministres britanniques devraient employer en de telles circonstances et de réprimer la sédition à l'intérieur. Tout dépend maintenant des préparatifs vigoureux en Hollande »².

Noël écrivait que pendant son absence le ministère avait travaillé avec tant de succès qu'à son retour il trouvait l'esprit public complètement changé. Il était persuadé que ce serait se tromper que de compter sur des troubles, car l'adhésion à la Constitution se manifestait fortement.

1. CORNEWALL LEWIS, p. 121.

2. *Fortescue MSS*, II, p. 359. A Auckland, du 18 décembre 1792.

L'action du gouvernement était déjà très efficace et des mesures des plus énergiques étaient annoncées. D'après ses observations, il concluait qu'il fallait tâcher d'éviter toute démarche imprudente qui pouvait précipiter la guerre.

Le 15 décembre, Grenville présenta à la Chambre des lords un bill de circonstance connu sous le nom d'« alien bill ». Il avait pour objet de soumettre à une discipline sévère, non seulement les Français, mais tous les étrangers, lors de leur arrivée en Angleterre, ainsi que pendant leur séjour dans le royaume, et de permettre au gouvernement de les expulser à volonté.

A la seconde lecture, lord Lansdowne exposa vivement les raisons qui lui faisaient désirer la paix et demanda que l'on négociât avec la France. Lord Grenville répondit que jamais il ne consentirait pour sa part à ce que l'Angleterre fût le premier des Etats européens à reconnaître le gouvernement existant en France. L'amertume de son langage fut telle qu'il était évident qu'à ses yeux la guerre était inévitable et imminente.

Fox et les quelques restes de l'Opposition résistèrent vigoureusement au bill à la Chambre basse, trouvant que les dangers étaient imaginaires ou au moins exagérés, mais le bill fut appuyé avec véhémence par Burke, qui, tirant de sa poche un poignard, le jeta à terre en le présentant comme un des trois mille que les Jacobins venaient de commander à Birmingham. « Préservons, s'écria-t-il, nos esprits des principes français et nos cœurs des poignards français ! ».

En effet, le bill, quoiqu'il ne visât ni ceux qui fuyaient les convulsions de la France, ni les commerçants, était d'une sévérité extraordinaire et directement opposé à la tendance générale des institutions britanniques. Mais tous étaient si complètement persuadés du danger qui menaçait l'Angleterre qu'il trouva des défenseurs zélés parmi ceux qui, en tout autre temps, y eussent vu une conception odieuse de la tyrannie.

D'autres bills furent votés pour restreindre en Angleterre la circulation des assignats français, déjà fort discrédités

à cette époque, pour diminuer l'exportation des armes, des munitions de guerre, et pour prohiber celle du blé. Ces mesures avaient un caractère peu bienveillant pour la France, mais celle-ci n'avait aucun droit de réclamer, puisqu'elle avait précédemment fait de même ; de plus, c'étaient seulement là mesures de politique intérieure, justifiées par le devoir de protéger la sûreté et les intérêts du pays.

Le cabinet était si convaincu que la guerre était imminente qu'on demandait à Burges d'écrire un pamphlet pour préparer l'esprit public aux événements qui probablement allaient suivre. Pitt lui-même le mit au point et une grande édition en fut publiée et vendue aussitôt.

Les hommes d'Etat étrangers étaient de même persuadés que la guerre ne pouvait tarder longtemps, et Mercy-Argenteau écrivait : « L'Angleterre arme ; elle paraît reconnaître la profondeur du mal présent et l'urgence du remède. Si la folie des Français les porte à quelque entreprise sur la Hollande, ou, dans le procès du roi, à des apparences d'atrocité qu'ils n'oseront pas réaliser, il est probable qu'alors on ne gardera plus de mesure avec eux, et qu'il s'ensuivra une guerre à outrance »¹.

Vers la fin de décembre, Restif écrivait que des personnes qui étaient au courant des affaires lui avaient dit que depuis quelques jours le ministère était résolu à la guerre. Il ajoutait qu'il ne pouvait affirmer la vérité de ce rapport, mais que l'accélération de tous les préparatifs semblait annoncer que ces conjectures n'étaient pas sans fondement. Un fait avait été surtout remarqué : on avait porté à cinq guinées, au lieu de trois, la gratification accordée aux bons matelots qui se présentaient volontairement au recrutement.

En dépit de tous les indices faisant croire à l'imminence d'un conflit, nous trouvons dans la correspondance officielle plusieurs témoignages montrant que la guerre n'était pas inévitable et que le ministère anglais aurait accueilli toute occasion honorable pour l'éviter. Le 4 décembre, Restif écrivait que l'Angleterre aurait sûrement persévéré

1. *La Marck*, III, p. 355. Au prince d'Arenberg, du 15 décembre 1792.

dans la neutralité absolue si la France s'était bornée à une guerre défensive, car il n'avait jamais cru qu'elle voulait favoriser le retour de l'ancien régime en France. Il ajoutait qu'il était tout naturel qu'elle se tint armée dans l'état incertain de l'Europe, surtout pour défendre la Hollande, et il terminait en disant qu'il dépendait de la France d'éviter la rupture. Une quinzaine de jours plus tard, Chauvelin écrivait que malgré les apparences il était loin de croire que cette rupture fût inévitable. Mais le plus important de ces témoignages est une lettre adressée au ministre de l'Intérieur en même temps qu'à Lebrun.

Il y était dit : « On devra être convaincu à Paris que la paix ou la guerre avec l'Angleterre et les autres nations qu'elle entraînera dépend entièrement de la Convention nationale. Serait-il possible que la Convention voulût risquer tout le bonheur dont elle peut encore mettre la France en possession, pour le bonheur idéal de mettre en mouvement un royaume qui ne l'a point provoquée, et dont la neutralité lui a fourni jusqu'ici et lui offre encore les plus puissants avantages ? »

« Il n'est plus permis de douter que la France, ou quelque parti en France, ait été trompé d'une manière étrange, sur la disposition du peuple en Angleterre. On l'a représenté comme prêt à se soulever, et, je ne sais pourquoi, ce tableau a allumé l'imagination des Français. Aujourd'hui ce qui se passe dans toutes les parties de l'Angleterre, dans les villes, bourgs, villages, dans les fermes et métairies, est bien fait pour les détromper et pour les détromper à temps. A l'exception de quelques individus abusés ou de mauvaise foi, l'union de la nation anglaise, son ralliement immédiat et général autour de la Constitution qui la rend heureuse depuis cent ans, présente partout un front très formidable, et qui doit donner à penser à ceux qui ont fondé des projets d'avenir sur la désunion de l'Angleterre ».

On a beau dire, continuait-il, que les finances de l'Angleterre sont épuisées ; personne ne croit à cette assertion, pas même ceux qui l'expriment ; en tout cas, ce qui, certainement, n'est pas épuisé, c'est l'honneur et l'esprit nationaux, qui, grâce à cette union que tout vous annonce aujourd'hui,

permettront de repousser avec une énergie extraordinaire une attaque aussi absurde qu'injuste, et de défendre les traités existant entre l'Angleterre et ses alliés.

La seule grande politique qui convienne à la France en ce moment-ci, « c'est de respecter la tranquillité des deux nations qui lui ont donné les plus fortes preuves de neutralité. Je dis qu'il y va de tout son intérêt, car si elle adopte ce parti, il ne se passera pas deux mois avant que l'Angleterre reconnaisse le gouvernement que se donnera la France par l'organe de la Convention »¹.

1. A.E. t. DLXXXV, pp. 209-211. A Lebrun, du 14 décembre 1792.

CHAPITRE V

A LA VEILLE DE LA GUERRE

Ici, il faut revenir un peu en arrière pour s'occuper d'une mission qui faillit aplanir les difficultés et assurer le maintien de la paix entre la France et l'Angleterre. Après toutes les lettres reçues par Lebrun, d'Anglais aussi bien que de Français, au sujet de Chauvelin, il était impossible au ministre français de ne pas reconnaître qu'il était indispensable d'avoir recours à d'autres moyens pour traiter avec le Cabinet de Saint-James.

Mais Chauvelin était si bien appuyé à Paris que le ministre n'osait ni le changer de résidence ni le laisser inactif à Londres. Une lettre publiée par Miles nous apprend que Walckiers, banquier de Bruxelles et parent par alliance de Chauvelin, avait usé de sa grande influence sur Lebrun pour que l'ambassadeur pût rester à son poste à Londres.

En tout cas, Lebrun ne le remplaça point, mais le 1^{er} novembre il écrivit des lettres d'introduction pour Maret à Grenville et à Chauvelin. Maret était chargé de « procurations particulières », c'est-à-dire que le but ostensible de sa mission était d'aller chercher et de ramener la fille du duc d'Orléans, qui, depuis plus d'un an, avec sa gouvernante, Madame de Genlis, habitait, pour raison de santé, à Bury Saint Edmunds, au Suffolk.

Maret arriva en Angleterre le 7 novembre et alla faire part à Madame de Genlis des ordres qu'il avait. Peu de temps après, elle reconduisit elle-même Mademoiselle à Paris. Mais des circonstances imprévues, du moins en appa-

rence, retenaient Maret en Angleterre, afin qu'il pût prendre la place de Mourgue à la conférence secrète qu'on espérait obtenir prochainement de Pitt, grâce aux démarches de Miles. C'était là le but réel de sa mission, mais la discrétion avait été si bien observée que même Chauvelin ne soupçonnait rien ; bien plus, il songeait à utiliser Maret pour entretenir des relations avec des mécontents anglais et irlandais.

Il ne fallut pas longtemps à l'envoyé de Lebrun pour s'apercevoir de la mauvaise position de Chauvelin, et, le 21 novembre, il écrivit au ministre français que l'ambassadeur était « hors de toute mesure » et qu'il lui serait absolument impossible de négocier avec succès la reconnaissance de la République. Il recommandait de le nommer à une autre place de premier ordre, car le rappeler serait une injustice.

Il proposait Barthélemy comme remplaçant, car celui-ci, qui joignait à la connaissance des intérêts de l'Angleterre celle des gouvernants, dont il s'était acquis l'estime, pouvait dissiper les préventions et gagner la confiance des Anglais. Toutes les portes lui étaient ouvertes et George III avait déclaré plusieurs fois que, seul, Barthélemy lui serait agréable. Maret louait beaucoup Noël, qui réussirait mieux à Genève, s'il y était nommé en remplacement de Barthélemy, et il ajoutait que, lui-même, il accepterait volontiers une place subalterne près de Barthélemy, à Londres, où il croyait pouvoir être utile.

Dans sa dépêche suivante, il revenait sur cette question du remplacement de Chauvelin, qui était encore plus nécessaire à cause de la hauteur manifestée par lui près de lord Grenville, à une entrevue du 29 novembre. L'ambassadeur s'y était montré orgueilleux, provocant de langage et d'attitude, et avait fait allusion plusieurs fois aux espérances qu'il fondait, en cas de rupture, sur les révolutionnaires anglais. « Il semble, dit-il, que plus les individus des deux nations se rapprochent, plus le roi d'Angleterre s'éloigne de nous... La mésintelligence entre les deux peuples n'existe pas ; jamais elle n'a moins existé »¹.

1. A.E., t. DLXXXIII, p. 357. A Lebrun, du 29 novembre 1792.

Grenville s'efforça en vain d'obtenir de lui quelques renseignements positifs sur les intentions ultérieures du Conseil exécutif. Chauvelin n'en savait pas plus que le ministre anglais, mais, pour se donner de l'importance, il répondit que les événements avaient marché si vite en Belgique que le langage pacifique qu'il était autorisé à tenir huit ou dix jours auparavant pourrait bien n'être plus à la hauteur des circonstances. C'était, en effet, ce qu'on aurait pu dire à quelque petit prince des bords du Rhin. Chauvelin sortit de Whitehall enchanté de lui-même et s'empessa de rendre compte du succès éclatant qu'il venait de remporter.

Mais on trouve une tout autre opinion dans la dépêche du même jour de Maret, car celui-ci parlait de « la conviction que j'ai qu'il pourra rendre des services plus importants, partout ailleurs qu'en Angleterre ». Il notait que les circonstances étaient des plus favorables pour des négociations : « Tout annonce dans le ministère anglais en général une inquiétude qu'il ne saurait dissimuler ; tout fait voir dans Pitt un grand éloignement pour des mesures hostiles, un désir de fonder l'existence de son crédit sur la faveur populaire et le désir de se rapprocher de nous »¹.

Il ajoutait que l'empressement à se rapprocher de la France était visible, et que Smith, membre du Parlement qui avait déjà eu une conférence avec Noël, demandait avec instance à parler à quelqu'un qui tenait au gouvernement français. Maret fut proposé pour cette conférence, qui devait avoir lieu le lendemain. Il s'agissait d'une conversation préparatoire, dans laquelle tous les points litigieux seraient abordés, et dont le résultat serait transmis à Pitt même.

Maret, de son côté, avait à prendre des précautions. Il fallait que, jusqu'à nouvel ordre, les explications qu'il allait donner fussent considérées seulement comme résultant de son appréciation personnelle. Il commença donc par déclarer à son interlocuteur qu'il n'était là que par suite de l'absence de Noël, qu'il n'avait ni mission ni caractère

1. *Ibidem*, p. 346. A Lebrun, du 29 novembre 1792.

officiel, et que c'était uniquement comme Français patriote qu'il causait des intérêts des deux nations avec un ami de la liberté.

Smith voulait avoir des éclaircissements sur trois sujets principaux : « Quelles sont les intentions du gouvernement français à l'égard de la Hollande ? Pourrait-il revenir sur sa décision au sujet de l'Escaut ? Le décret du 19 novembre concerne-t-il l'Angleterre ? Maret répondit à la première question qu'avant de quitter la France il avait eu l'assurance que Lebrun et le Conseil exécutif n'avaient aucun projet hostile contre la Hollande. Depuis son arrivée en Angleterre, il avait pris connaissance de toutes les dépêches adressées à Chauvelin et à Noël et il n'y avait rien vu qui pût faire supposer un changement de système.

Quant à la délibération prise par le Conseil exécutif pour l'ouverture de l'Escaut, il la défendait en faisant valoir qu'elle était fondée sur les premiers principes de la liberté. Elle avait été approuvée par la Convention nationale, sanctionnée par l'opinion publique, exécutée par les généraux français. Il ajoutait qu'une rétractation sur ce point serait non seulement une faiblesse mais une iniquité de la part des Français ; que cette affaire regardait exclusivement les Belges, que son pays avait aidés à recouvrer leur liberté.

Relativement au décret du 19 novembre, point le plus important pour l'Angleterre et au sujet duquel la position de la France était le moins défendable, il soutenait que, rendu à propos de l'Allemagne, ce décret ne pouvait avoir qu'elle pour objet. Donc il ne s'appliquerait à l'Angleterre que si le cabinet de Saint-James déclarait la guerre à la France. Smith parla encore des intrigues démagogiques et se plaignit des moyens que le gouvernement français employait pour amener le peuple anglais à la révolte. Maret se borna à dire que son gouvernement n'employait pas des moyens si bas, qui ne convenaient qu'à une nation faible.

De son côté, Maret devait s'enquérir des dispositions du gouvernement anglais sur certains points. Il disait avoir obtenu des confidences qui le conduisaient à cette conclusion : Pitt est encore plus opposé à la guerre que l'aristo-

cratie de l'Opposition, sans en excepter Fox lui-même. Les autres ministres veulent la guerre. Il y a certainement des pourparlers belliqueux avec l'Espagne, mais Pitt y a peu de part. Enfin, le moment d'exiger la reconnaissance de la République n'est pas venu. Une négociation préalable est nécessaire ; elle n'est pas impossible.

Smith avait paru inquiet au début de l'entretien, mais Maret le quitta « assez rassuré, fort bien disposé ». Le rapport fait sur cette conversation parut satisfaisant, car l'envoyé français sut, quelques heures après, que le premier ministre le rencontrerait volontiers.

Cette entrevue eut lieu dans l'après-midi du 2 décembre. Maret se dit prêt à répondre à toutes les questions de Pitt avec la franchise que devaient mettre dans leurs communications deux hommes qui désiraient également le bonheur de leur patrie, et il précisait, comme il l'avait fait lors de son entretien avec Smith, qu'il n'avait ni mission ni autorisation officielle. « Je le sais, dit Pitt en souriant ; moi-même, je ne suis pas autorisé à vous voir, mais j'espère que, pour n'être pas officielle, notre conversation n'en sera pas moins amicale ».

Pitt parla ensuite de ses inquiétudes au sujet de la Hollande, des craintes du gouvernement et du commerce anglais, de la ferme résolution qu'avait prise le cabinet de soutenir ses alliés et d'exécuter rigoureusement les traités qui le liaient aux autres puissances. Néanmoins il désirait sincèrement éviter une guerre qui ne pouvait qu'être funeste aux deux nations et tenait à savoir si ce désir était partagé par le gouvernement français.

Maret lui fit les mêmes réponses qu'à Smith mais plus développées, et affirma que les intentions du pouvoir exécutif étaient absolument pacifiques. Pitt l'écoutait avec une expression marquée de bienveillance et de surprise agréable. « Il est donc bien malheureux, Monsieur, dit-il à son tour, qu'il ait existé depuis trop longtemps entre nous un éloignement aussi nuisible. Le silence aigrit de part et d'autre les défiances, les soupçons... Ne serait-il pas possible de trouver quelque moyen de communiquer ensemble, de nous entendre, de nous rapprocher ? Si le gouvernement français

voulait autoriser quelqu'un à conférer avec nous, il nous trouverait disposés à l'écouter et à traiter avec cordialité et confiance¹.

Maret tint à rappeler à Pitt qu'il y avait depuis plusieurs mois à Londres un agent secret du gouvernement français, Noël, mais à la mention de ce nom, il vit le visage de Pitt se rembrunir, et ce fut pis encore quand il parla de Chauvelin. Le ministre anglais lui répondit froidement : « J'entends, Monsieur, une personne avec laquelle nous puissions communiquer cordialement, franchement, et qui ne repousse pas notre confiance... Il faut précisément éviter à nos négociations tout caractère officiel. Ne repoussez donc pas le seul moyen de nous entendre. Nous examinerons alors toutes les questions, toutes les propositions que vous aurez à faire ».

« Je pars présentement pour Paris, dit Maret, à moins que vous n'aimiez mieux que j'y envoie une personne sûre, et que je reste ici pour vous donner tous les renseignements que vous pourrez désirer. Je vais presser M. Lebrun d'envoyer le plus promptement possible un agent secret. — « Et pourquoi ne seriez-vous pas vous-même cet agent ? interrompit le ministre ; ne perdez pas un instant pour informer Paris. Je vous assure que chaque moment est précieux, que rien n'est plus urgent. Demandez une réponse immédiate, et dès que vous l'aurez reçue, venez me la communiquer ».

Cette conférence avait duré plus de deux heures. Maret s'étant levé enfin pour prendre congé, Pitt le retint encore pour reparler de l'affaire de l'Escaut et du décret du 19 novembre. Maret, sentant que c'étaient des mesures injustifiables, évitait toute discussion sur le premier point, mais assurait que le gouvernement n'était pour rien dans le décret, qui, selon lui, n'était que « l'ouvrage de quelques hommes exaltés ».

1. D'après Maret, cette proposition d'une négociation secrète serait venue de Pitt, mais celui-ci, dans sa lettre du 26 décembre à Chauvelin, reproduite plus loin, affirme que c'était une suggestion de Maret. Dans les circonstances, la version de Pitt paraît la plus conforme à la vérité. Il est probable que Maret intervertit les rôles exprès pour ménager la susceptibilité des ministres français, qui étaient très chatouilleux sur la dignité de la République.

Il écrivait le même jour à Lebrun : « C'est sur l'affaire de l'Escaut surtout que les instructions seraient nécessaires. S'il était possible de faire interpréter le décret du 19 dans ces sens qu'il n'est relatif qu'aux gouvernements avec lesquels nous sommes en guerre, vous verriez beaucoup de difficultés s'aplanir »¹.

Mais toutes ces belles espérances de Maret et de Pitt devaient disparaître devant la susceptibilité exagérée de la Convention. Le Conseil exécutif crut devoir rejeter toute négociation secrète ou indirecte, trouvant qu'une telle mesure ne convenait pas à la dignité d'une nation libre. Lebrun, en faisant part de cette décision à Maret, écrivait : « Nous ne pourrions vous autoriser à traiter que comme agent secret de la République, et le Conseil exécutif pense qu'il convient de profiter de la circonstance pour amener l'Angleterre à une reconnaissance formelle de la République française »². Et cela malgré l'assurance expresse de Maret, qui avait écrit, le 2 décembre, que le moment d'exiger cette reconnaissance n'était pas encore venu !

En d'autres circonstances, c'eût été un effort louable, mais dans ces circonstances présentes, c'était une décision des moins sages. On est d'autant plus porté à condamner les ministres français qu'à la même époque Bourgoing était à Madrid, envoyé par eux comme agent secret ; la résolution de ne pas permettre à Maret de continuer ces négociations secrètes n'était donc pas une question de principe.

En outre, nous lisons dans une lettre envoyée à Miles que Walckiers représentait à Lebrun qu'il était « incompatible avec la dignité de la République de traiter officieusement ou par un agent secret avec le ministre britannique ; qu'il ne fallait rien de moins qu'une reconnaissance officielle de la République pour amener le Conseil exécutif français à

1. Tous les détails des deux conférences de Maret, avec Smith et Pitt, se trouvent dans la dépêche de Maret à Lebrun, du 2 décembre 1792. (A.E., t. DLXXXIV, pp. 19-22). Elle est presque intégralement citée dans *Maret*, pp. 91-95.

2. A.E., S., 21, p. 102. A Maret, du 9 décembre 1792.

entrer dans une explication avec la Cour anglaise, et que, puisque M. Chauvelin était sur place et qu'il avait ses lettres de créance, on devrait insister qu'il fût formellement invité par le ministre anglais à comparaître à la cour de Saint-James avec son caractère officiel »¹.

En attendant la réponse de Lebrun, Maret crut bon d'instruire Chauvelin de tout ce qui venait de se passer. La surprise de celui-ci fut grande, son dépit plus grand encore. Se considérant comme supplanté, il demanda, le 3 décembre, un prompt rappel. Mais, tandis qu'il se croyait en disgrâce, le Conseil exécutif lui préparait un triomphe déplorable, et, le 7 décembre, Lebrun écrivait : « Les conférences qui ont eu lieu avec M. Pitt pourront être continuées, pourvu qu'elles le soient par l'organe du Citoyen Chauvelin, ministre accrédité de la République dans cette Cour »².

Deux jours plus tard, Lebrun, tout en rendant justice à l'habileté que Maret avait déployée dans ses négociations, lui annonça la décision ministérielle : « Le Conseil exécutif estime donc, citoyen, que votre ministère doit se borner à assurer M. Pitt, mais d'une manière générale et sans aucun détail, que la République n'a point changé de principes à l'égard des nations étrangères ; que par rapport à l'Angleterre en particulier et aux Puissances qui l'intéressent, vous êtes autorisé à lui annoncer que la République de France est prête à faire des déclarations qui prouveront au ministère britannique combien elle est disposée à saisir tous les moyens propres à se tenir en bonne intelligence avec la nation anglaise ; qu'elle a chargé le citoyen Chauvelin, son ministre à Londres, de faire sur cet objet toutes les déclarations convenables, aussitôt qu'il en sera requis par le ministère britannique, qui dès lors se trouve le maître d'obtenir de la manière la plus solennelle et la plus authentique tous les éclaircissements qu'il peut désirer sur les objets sur lesquels il a paru montrer quelque inquiétude »³. En conséquence, Maret devait obtenir de Pitt un nouvel

1. MILES, appendice VI, p. 84. A Miles, du 17 décembre 1792.

2. A.E., t. DLXXXIV, p. 32. A Chauvelin, du 7 décembre 1792.

3. A.E., t. S., 21, p. 103. A Maret, du 9 décembre 1792.

entretien, et s'efforcer de lui faire sentir l'inconvenance d'une démarche secrète sur des objets d'une aussi haute importance.

La décision du Conseil exécutif fut blâmée par tous ceux qui jouaient un rôle dans les négociations, sauf par Chauvelin, qui y trouvait une justification personnelle. Noël écrivait le 14 décembre qu'il ne pouvait voir sans douleur échapper une bonne occasion d'éviter une guerre universelle. Prévenu auparavant contre Pitt, qu'il avait suspecté d'insincérité, il avouait que plusieurs raisons, entre autres, l'émotion très marquée que le ministre anglais avait témoignée en apprenant la décision du Conseil de s'en tenir aux moyens officiels, l'avaient fait changer d'avis.

Il protestait qu'il n'y avait aucun inconvénient à entamer dans une conférence confidentielle la discussion de la reconnaissance de la République. Il renchérisait encore sur la répugnance extrême qu'avait tout le monde à traiter avec Chauvelin : « Plus on a témoigné d'éloignement et de dédain à son égard, moins on est disposé à le reconnaître. Convient-il de s'en remettre au hasard et de faire dépendre d'un incident aussi léger un événement aussi important que celui d'une guerre qui entraînerait nécessairement le reste de l'Europe et la déciderait contre nous ? »¹. Il est clair qu'à son avis, si on autorisait Chauvelin à rester à Londres comme ambassadeur, la guerre ne pouvait manquer d'éclater.

Le même jour eut lieu l'entrevue entre Pitt et Maret, qui développait « d'une manière générale et sans aucun détail » les différents points contenus dans la dépêche de Lebrun. Pitt, sur le visage duquel Maret avait remarqué pendant qu'il parlait une agitation réelle et tous les signes d'un mécontentement qu'il ne cherchait point à cacher, dit, en le regardant fixement : « Et bien ! vous n'avez donc à me proposer pour discuter que M. de Chauvelin ? ».

Maret allégua la dignité nationale, la pression irrésistible de l'opinion. « Mais, ajouta Pitt, M. de Chauvelin n'est pas accrédité auprès de nous ». Maret insista beaucoup sur le

1. *A.E.*, t. DLXXXIV, p. 164. A Lebrun, du 14 décembre 1792.

fait que Chauvelin était autorisé à donner tous les éclaircissements désirés, mais en vain. Pitt l'écouta jusqu'au bout, puis se contenta de lui demander si vraiment il n'avait pas autre chose à lui annoncer, s'il n'était aucun point sur lequel il fût personnellement autorisé à s'entretenir avec lui.

On eût dit que Pitt ne pouvait concevoir qu'un Conseil ministériel tînt à une mesure si dangereuse dans de telles circonstances. Pour le convaincre, Maret lui lut les instructions de Lebrun qui limitaient ses pouvoirs. L'attitude du premier ministre indiquait assez qu'il voyait s'envoler ses espérances pacifiques. Sa déception se manifesta enfin clairement, et il demanda à Maret de permettre que leur conférence devînt immédiatement une conversation particulière.

Maret décrit ainsi la fin de cette conversation, qui aurait pu être si heureuse, mais qui était devenue si désespérante :

« J'ai tenté plusieurs fois de le ramener à des discussions plus utiles, afin de parvenir à découvrir sa pensée, mais inutilement ; il m'a toujours rappelé qu'il cessait d'être autorisé à me dire un seul mot sur les affaires de l'Etat ; et comme il se renfermait opiniâtrement dans des compliments vagues et des choses entièrement personnelles, j'ai terminé cette conférence »¹.

Comme si Pitt pouvait continuer à discuter ces questions, quand il voyait s'ouvrir à ses pieds un abîme effroyable où devaient s'engouffrer son système gouvernemental progressif, tout le bel édifice financier qui était toujours sa préoccupation favorite, et, après treize ans de lutte acharnée, lui-même, enfin ! Rien ne retenant plus Maret à Londres, il partit le 19 décembre.

La douleur de Noël, causée par la tournure fâcheuse qu'avaient prise les affaires, était si grande que, le lendemain de sa dernière dépêche, il écrivit encore à Lebrun. Il avait vu avec peine qu'il y avait à la Chambre basse des députés

1. *Ibidem*, pp. 162-163. A Lebrun, du 14 décembre 1792. (Maret, pp. 103-104)

extrêmement animés contre la France. Mais il assurait que tout ce qu'il y avait de gens raisonnables était pour la paix, autant que la dignité de la nation et la nécessité pour elle de faire honneur à ses engagements le permettraient.

Il parlait de la puissance redoutable du gouvernement, car dans le pays il n'y avait qu'un sentiment, qu'une volonté et, au besoin, la nation entière agirait comme un seul homme. « C'est à vous maintenant, citoyen, c'est au conseil, continuait-il, à peser dans sa sagesse jusqu'à quel point la dignité de la République eût pu souffrir d'une communication confidentielle. Les traités les plus importants n'ont pas autrement commencé...

« Jamais, dans aucune hypothèse, le ministère ne consentira à traiter avec Chauvelin. Tout le monde s'est accordé à nous mander qu'il n'était pas en mesure. Il est difficile de penser que cet accord soit l'effet d'un concert. Le rappeler donc et laisser Reinhard chargé d'affaires était le meilleur parti à prendre. Je regrette qu'on ne l'ait pas fait. Je le regretterai plus encore si la guerre a lieu.

« Sans doute la cause de la liberté triomphera, mais quelles douleurs cette décision funeste ne peut-elle pas nous causer ?... Au nom de la Patrie, citoyen, revenez mûrement sur votre dernière détermination. Je ne puis vous dissimuler qu'elle est blâmée généralement de nos amis »¹. Miles écrivait aussi dans le même sens, mais tous ces messages restaient sans effet : on continuait à marcher à grands pas dans une voie mauvaise, voie qui ne pouvait avoir qu'une seule issue : la guerre.

A Paris, les passions déchaînées portèrent les députés à un langage de plus en plus provocant. Le 14 décembre, Lebrun monta à la tribune pour donner connaissance des réponses qu'il avait ordonnées aux demandes d'explications anglaises. Il n'essayait de fournir ni raisons ni justifications aux mesures prises par la Convention : Chauvelin devait demander à l'Angleterre de ne plus s'émouvoir de

1. *A.E.*, t. DLXXXIV, p. 181. A Lebrun, du 15 décembre 1792.

l'ouverture de l'Escaut en 1792 qu'elle ne l'avait fait en 1784 à propos des prétentions de Joseph II.

La force de cet argument était cependant presque annulée par le raisonnement extra-diplomatique qu'un « traité arraché par la cupidité, consenti par le despotisme, ne pouvait lier les Belges affranchis et libres ». De plus, il faut ajouter que l'argument n'était pas logique : en 1784, l'Angleterre ne s'était pas opposée aux réclamations de l'empereur, puisque l'Autriche était son alliée alors que la Hollande était l'ennemie. Le système constant de l'Angleterre de protéger ses côtes orientales ne jouait là aucun rôle, parce que l'Autriche n'était pas une puissance maritime.

Mais, en 1792, la situation était renversée : la Hollande était l'alliée de l'Angleterre, tandis que la France, qui se montrait de plus en plus hostile à cette dernière, possédait une force maritime redoutable. Permettre aux Français de s'établir sur l'Escaut, base stratégique de premier ordre, aurait été folie de la part des ministres anglais.

Les commentaires donnés au décret du 19 novembre n'étaient pas faits non plus pour en atténuer la portée. Le ministre annonçait qu'on n'avait jamais eu l'intention de faire de la cause de quelques individus étrangers la cause de la nation française ; mais, « lorsqu'un peuple asservi par un despote aurait eu le courage de briser ses fers,... lorsque sa volonté générale appellerait sur lui l'assistance et la fraternité de la nation française », il trouverait de la part de la République un appui qu'elle aurait dû espérer trouver chez une autre nation libre.

Enfin, relativement à la Hollande, l'agent français disait qu'il eût été à désirer que « jamais le ministère britannique ne se fût plus mêlé du gouvernement intérieur de cette république qu'il avait aidé à asservir, que la France ne voulait s'en mêler elle-même ».

Lebrun ajoutait qu'il avait ordonné de déclarer à lord Grenville que si l'intention du Cabinet de Saint-James était d'amener à tout prix la rupture, la guerre ne serait qu'une guerre du seul ministère britannique contre la France, qui, alors, ne manquerait pas de « faire un appel solennel à la nation anglaise, et que l'examen fait par celle-ci

pourrait amener des suites que le cabinet anglais n'aurait pas prévues »¹.

D'aussi violentes provocations étaient bien faites pour irriter un gouvernement fier et sûr de sa force. Cependant, il ne faut pas trop blâmer Lebrun, qui n'était plus le maître. Cela est prouvé par une lettre qu'il écrivait quelques jours après : « Je vous envoie ci-joint copie d'un rapport que j'ai fait hier à la Convention nationale ; cette pièce vous mettra au courant des idées de ce pays-ci, et vous fera voir que je ne suis presque plus le maître de l'affaire. La nation s'en est en quelque sorte emparée par la grande approbation donnée à ce rapport »².

Conformément aux instructions que Lebrun lui envoyait, au lendemain de son discours, Chauvelin, le 26 décembre, exprima à Pitt le désir de donner suite aux entretiens commencés par le citoyen Maret. L'après-midi du jour suivant, il reçut la réponse de Pitt. Conçue en des termes courtois mais glacials, elle montre clairement l'hostilité du ministre anglais envers Chauvelin et son désappointement amer, causé par le refus de permettre à Maret de continuer la négociation si heureusement commencée.

Elle était ainsi conçue : « Monsieur, j'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 26. Dans ma première conversation avec M. Maret, j'avais exprimé l'espérance que j'avais, que le mode d'explication particulière qu'il suggérerait pourrait être utile. Mais, quand je l'ai revu, j'ai appris qu'on n'était pas disposé à un tel mode d'explication.

« Votre lettre n'indique pas à quel titre vous vous adressez à moi en ce moment, et, après tout ce qui s'est passé, je ne pense pas qu'il y aurait pour moi aucune convenance ou utilité, dans les circonstances présentes, à converser avec vous. Je suis obligé, en conséquence, de vous prier de permettre que j'évite l'honneur de vous voir »³.

1. BOURGOING, I, II^e partie, p. 316.

2. A.E., t. DLXXXIV, p. 236. A Noël, du 20 décembre 1792. Comparer la lettre de Morris à Jefferson, du 21 décembre 1792 : « Je vous dirai à l'oreille qu'en dépit de ces clameurs, ils éviteront une guerre avec l'Angleterre, si le peuple le leur permet. Mais la vérité est que la populace de Paris exerce une grande influence sur les conseils du gouvernement ». (Morris, p. 229).

3. A.E., t. DLXXXIV, p. 346. A Chauvelin, du 27 décembre 1792.

Le soir du même jour, Chauvelin passa à Grenville une note conforme à la dépêche du ministre des Affaires étrangères, quoique rédigée en termes adoucis. Mais il se rendait compte de la gravité d'une communication si provocatrice, car il écrivait à Lebrun : « Je prévois donc, citoyen, que la démarche pacifique que je viens de faire par vos ordres ne m'attirera de la part des ministres anglais que quelque nouvel outrage et que je ne recevrai point de réponse à ma note, ou que cette réponse sera un refus de me reconnaître, si ce n'est une invitation de quitter ce pays »¹.

Le 31 décembre, Chauvelin reçut la réponse du ministère britannique. Signée par Grenville, elle reflète par son style, d'une façon indiscutable, la fierté et la volonté inébranlable de Pitt. Elle prouvait de façon décisive à la France et à l'Europe qu'il était inutile d'essayer d'intimider le gouvernement anglais.

Elle commençait par établir que George III ne reconnaissait d'autre caractère à Chauvelin que celui de ministre du Roi Très-Chrétien et qu'avant de recevoir un ministre accrédité par une autre autorité, le roi avait à tenir compte de ce qu'il devait à ses sujets, à sa propre dignité, à ses alliés et au système général de l'Europe.

Revenant aux anciens griefs, le ministre disait que l'attitude récente de la Convention ne prouvait que trop son intention de propager les nouveaux principes français et d'encourager le trouble et la révolte même dans les pays neutres. Relativement à l'Escaut et à la Hollande, il établissait que la Convention avait montré un mépris complet pour les traités existants ; il ajoutait que l'Angleterre était décidée à s'opposer à toute tentative de la France pour s'ériger en souveraine des Pays-Bas, et en arbitre des droits et des libertés de l'Europe.

Si, à Paris, poursuivait-il, on voulait conserver la paix avec la Grande-Bretagne, il fallait renoncer aux projets d'agression et d'agrandissement, ne pas outrager les autres gouvernements, et ne pas les troubler dans leur repos ou dans leurs droits. Au sujet de l'appel au peuple anglais, le

1. *Ibidem*, p. 314. A Lebrun, du 27 décembre 1792.

ministre affirmait avec une hauteur méprisante que sa nation saurait défendre contre toute attaque son roi et sa libre constitution.

Cette note, d'un ton vigoureux et aigre, certes, ne montre, cependant, ni hostilité ni désir d'intervenir dans les affaires de la France. Elle était, au fond, dans la logique du système de neutralité que l'Angleterre professait depuis si longtemps ; car, sa signification essentielle est que si la France se conduisait en voisine paisible, l'Angleterre ferait de même, et que la France aurait toujours toute liberté d'arranger ses affaires intérieures à sa guise.

Cette politique est confirmée par une lettre de Grenville à l'ambassadeur à Saint-Petersbourg, au sujet de la Coalition proposée contre la République française. « Les conditions d'un traité de ce genre, écrivait-il, devaient être pour la France de retirer ses armées en deça des limites de son territoire, d'abandonner ses conquêtes, d'annuler tous les actes injurieux commis par elle contre la souveraineté et au préjudice des droits des autres nations, et, enfin, de fournir un gage certain de son intention de ne plus fomenter de troubles dans les autres pays, ou d'exciter leurs sujets à la révolte.

« En retour de ces stipulations, les différentes puissances de l'Europe, parties contractantes au traité, s'engageaient à renoncer à toute mesure hostile contre la France, ou à toute intervention dans ses affaires intérieures, et à entretenir des rapports d'amitié avec les pouvoirs existants dans ce pays, avec lesquels une semblable convention peut être arrêtée »¹.

Il est curieux de comparer les termes graves et mesurés de la note de Grenville du 31 décembre, dans laquelle il exprimait les conditions du maintien de la paix, avec ceux d'un autre manifeste du même jour. Le ministre de la marine française, Monge, grand mathématicien mais politique médiocre, adressait aux habitants des villes maritimes

1. ALISON, II, p. 318, note. A Whitworth, décembre 1792.

de la France une lettre circulaire, dans laquelle il menaçait « le roi George d'une descente en Angleterre, avec 50.000 bonnets de la liberté ».

Lorsqu'un ministre français se permettait de telles provocations à l'égard d'un peuple avec lequel la France se trouvait encore en paix, il est clair qu'il ne fallait rien de moins qu'un miracle pour maintenir cette paix. Mais ce miracle ne se produisait pas ; au contraire, les provocations devenaient de plus en plus nombreuses.

Loin de vouloir se retirer dans leur propre territoire et laisser tranquilles les autres nations, les révolutionnaires montraient par le décret extraordinaire du 15 décembre qu'ils se considéraient comme les arbitres suprêmes du sort des pays dans lesquels leurs armées étaient entrées ou entreraient. En bref, ce décret imposait dans ces pays l'abolition de tout impôt et de toute forme de gouvernement, et l'organisation d'une administration provisoire pour permettre aux habitants de choisir « une forme de gouvernement libre et populaire ».

Le décret se terminait ainsi : « La nation française déclare qu'elle traitera en ennemis les peuples qui, refusant ou abdiquant la liberté et l'égalité, voudront conserver leurs princes et les castes privilégiées, ou entrer en accommodement avec eux. La nation s'engage à ne pas déposer les armes que la souveraineté et la liberté des peuples sur les territoires desquels sera entrée une armée française n'aient été établis et à ne consentir aucun arrangement ou traité avec les princes et personnes privilégiées ainsi dépossédés, auxquels la République fait la guerre »¹.

Ce décret était non seulement un démenti direct à tout ce qu'on avait précédemment annoncé, et notamment aux proclamations de Dumouriez, que la Convention s'était complètement aliéné par cette mesure, mais encore il rendait absolument impossible toute transaction entre la France et l'Europe. Trois jours plus tard, Cambon renforçait cette opinion par sa déclaration : « Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ! ».

1. *Idem*, p. 310.

Quoique, comme nous l'avons déjà expliqué, le bill sur les étrangers fût une question de politique intérieure, qui regardait seul le gouvernement anglais, la Convention décida d'adresser une plainte à son sujet. Après un compte rendu fait à l'Assemblée par Lebrun, il fut décrété que le bill était une mesure non seulement rigoureuse, injuste, inusitée, contraire à tous les usages reçus entre nations, mais encore, par rapport à la France, en contradiction manifeste avec le traité de commerce. Oubliant, peut-être, que la Convention avait décrété en mai que tout voyageur étranger en France devait être muni d'un passeport, et que ce passeport avait été refusé à plusieurs Anglais, on ordonna à Chauvelin de demander des explications sur ce bill.

D'après ces instructions, Chauvelin remit à Grenville le 7 janvier une note, dans laquelle il mettait en lumière ce qu'il trouvait dans la mesure anglaise de contraire aux immunités assurées aux sujets français par le quatrième article du traité de commerce de 1786. Le même jour, Grenville renvoya cette note sans y répondre, parce que l'agent français se donnait un caractère qu'on ne lui reconnaissait pas. En conséquence, Chauvelin informa Grenville, le 12 janvier, que la République française cessait de se croire obligée par le traité de commerce, qu'elle regardait comme rompu.

Dans la correspondance politique on trouve une lettre, signée « Veritas », contenant une vive critique raisonnée des fausses mesures qui avaient amené la discorde entre les deux pays. L'auteur montre d'abord les suites funestes que devait avoir la déclaration de guerre, et il demande : « Pourquoi, donc, loin de l'éviter par tous les moyens possibles, la provoquez-vous par des insultes gratuites et par une hauteur déplacée ?... Il faut à tout prix conserver la paix à l'Angleterre ; il faut ensuite renoncer à la manie d'une république universelle, et à toutes les vaines chimères dont on nous a bercés ; il faut être juste envers toutes les nations »¹.

Mais ce langage n'était plus écouté à Paris, et, le jour suivant, Brissot fit à la Convention, au nom du comité

1. A.E., t. DLXXXVI, pp. 116-117. A Lebrun, du 11 janvier 1793.

diplomatique, un rapport qui laissait percer l'hostilité envers la Grande-Bretagne. Il dit que la République française, grossièrement insultée par les démarches récentes de la Cour de Saint-James, devait insister sur la nécessité de rapporter immédiatement le bill sur les étrangers, celui qui défendait la circulation des assignats en Angleterre, et celui qui empêchait de partir des ports de Grande-Bretagne les vaisseaux chargés de blé et de provisions destinés à la France.

De plus, Chauvelin devait réclamer une réparation pour l'insulte faite à la France par le bill sur les étrangers. Finalement, quoique Lebrun eût avoué que les préparatifs faits par l'Angleterre en manière de précaution fussent trop insuffisants pour inspirer des craintes à la France, Brissot voulait qu'elle désarmât tout de suite.

Dans son préambule, il remarquait combien l'empire britannique était vulnérable : ses possessions dans les Indes orientales et occidentales devaient tomber immédiatement, l'Irlande était en révolte, le Canada et la Nouvelle Ecosse seraient attaqués par les forces de la France ; de plus, les ressources de l'Angleterre étaient presque épuisées, ses habitants étaient en général mécontents de leur constitutions, et si accablés d'impôts qu'ils refusaient de contribuer aux dépenses d'une guerre.

Naturellement, le rapport se terminait par la formule habituelle : ce serait une guerre de la nation française contre le seul ministère britannique. Monro, envoyé anglais qui était resté à Paris après le départ de lord Gower, qualifiait ce rapport de « stupide » (nonsensical) et nous sommes obligés de nous montrer d'accord avec lui.

Le lendemain, après avoir si fortement insisté sur le désarmement anglais, la Convention ordonna l'armement de cinquante-deux vaisseaux et de trente-deux frégates et la mise en construction de vingt-quatre nouveaux vaisseaux. L'armement anglais, qui indignait tant la Convention, n'avait fait qu'élever le total des marins à 25.000, juste suffisant pour équiper dix-huit vaisseaux de ligne avec frégates.

Les preuves ne manquaient pas que la Convention, du moins dans sa grande majorité, voulait la guerre à tout prix. Chaussard, envoyé par le conseil exécutif aux Pays-Bas, précisait cette volonté en ces termes catégoriques : « Une guerre *ad internecionem* est déclarée entre la République et toute monarchie ! » Le 3 janvier, des instructions furent envoyées à Genet pour qu'il formât une alliance offensive avec les Etats-Unis contre l'Angleterre.

Lors de la remise de sa dernière note à lord Grenville, Chauvelin avait agi avec une circonspection, qui n'était pas dans ses habitudes. Selon les ordres qu'il avait reçus, il aurait dû déclarer au ministère anglais que la France considérait le traité de commerce rompu dès après la réponse de Grenville. Cependant, il jugeait la note du ministre anglais du 31 décembre susceptible de modifier les dispositions du Conseil exécutif, et il voulait attendre de nouvelles instructions.

Il n'osa pas, toutefois, de sa propre autorité, prolonger trop longtemps cette attente, et, ayant rédigé la note le 11 janvier, il la remit à Grenville le lendemain. Le même soir, le courrier, parti douze jours auparavant, était de retour à Londres avec la réponse du Conseil exécutif et les lettres de créance de Chauvelin. Celui-ci écrivit tout de suite au ministre des Affaires étrangères pour le prévenir et pour demander une entrevue, qui lui fut accordée le 13 janvier.

Reçu avec beaucoup de politesse par Grenville, Chauvelin, avant de remettre la note française, expliqua pourquoi ses deux communications du 12 et du 13 janvier étaient si différentes. Il fit valoir qu'avant d'avoir pris connaissance de la réponse du gouvernement anglais, les Français avaient cru ce dernier décidé à leur faire la guerre à tout prix. Mais, ayant vu dans cette réponse que le cabinet de Londres avait quelque désir de conserver la paix, le ministère français s'était décidé à donner de nouvelles explications, pour n'épargner aucun moyen de prouver à quel point il désirait rester en bonne intelligence avec l'Angleterre.

Grenville lut la note avec attention, puis demanda à conférer avec ses collègues avant d'y répondre. Cette note était rédigée dans un langage digne et modéré. Le ministre

anglais écrivit à Auckland qu'il était évident que le ton du Conseil exécutif avait beaucoup baissé, mais qu'on restait dans le doute sur le point de savoir si les gouvernants français accepteraient les conditions jugées nécessaires par le cabinet de Londres pour conserver la tranquillité en Angleterre et en Hollande.

C'est avec ce doute dans l'esprit qu'il répondait à Chauvelin, le 19 janvier, qu'il n'avait trouvé dans la note rien de satisfaisant. En effet, quoique le ton en fût moins hautain, il n'y était question ni de désaveu ni de réparation des mesures provocatrices de la France. On y renouvelait la prétention d'intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, et on s'y réservait toujours le droit d'annuler les traités existants et de violer les droits des alliés de l'Angleterre. Finalement, on n'offrait à ce sujet qu'une négociation entre la Belgique et la Hollande véritablement illusoire, puisqu'on la remettait *sine die*, comme, d'ailleurs, l'évacuation des Pays-Bas par les armées françaises.

Grenville abordait ensuite d'autres points : « Si cette notification, ou celle relative au traité de commerce, m'avait été faite dans une forme régulière et officielle, je me serais trouvé dans la nécessité d'y répondre qu'une menace de déclarer la guerre à l'Angleterre parce qu'elle juge à propos d'augmenter ses forces, aussi bien qu'une déclaration de rompre un traité solennel, parce que l'Angleterre a adopté pour sa propre sûreté des précautions du même genre que celles qui existaient déjà en France, ne pouvaient être considérées l'une et l'autre que comme de nouvelles offenses qui, tant qu'elles subsisteraient, fermentaient la voie à toute négociation.

« Dans cette forme de communication non officielle, je trouve qu'il peut m'être encore permis de vous dire, non pas avec hauteur, mais aussi sans détour, qu'on ne trouve pas ces explications suffisantes, et que toutes les raisons, qui ont motivé nos préparatifs subsistent encore. Ces raisons, je vous les ai déjà fait connaître par ma lettre du 31 décembre, où j'ai marqué en termes précis, quelles dispositions pouvaient seules contribuer au maintien de la paix et de la bonne intelligence.

« Si vous aviez quelques explications à me donner dans la même forme, qui embrasseraient tous les objets dont je vous ai parlé dans ma lettre du 31 décembre, et toutes les circonstances de la crise actuelle, relativement à l'Angleterre, à ses alliés et au système général de l'Europe, je m'y prêterais encore volontiers.

« Je crois cependant devoir, en réponse à ce que vous me dites au sujet de nos préparatifs, vous informer dans les termes les plus expresses, que dans les circonstances actuelles on persistera ici dans toutes les mesures qu'on jugera convenables, à se mettre en état de protéger la sûreté, la tranquillité et les droits de ce pays, de garantir ceux de nos alliés, et d'opposer une barrière à des vues d'ambition et d'agrandissement dangereuses en tout temps pour le reste de l'Europe, mais qui le deviennent bien plus encore, étant soutenues par la propagation de principes destructeurs de tout ordre social »¹.

C'était là le dernier mot du gouvernement, et quoique Grenville se dît prêt à recevoir de nouvelles communications de Chauvelin, si elles pouvaient conduire à une entente pacifique, il était évident que les deux partis croyaient la guerre inévitable. Cette opinion était confirmée en Angleterre par la connaissance du rapport de Brissot à la Convention, le 12 janvier.

Le mauvais temps, qui avait retardé le courrier français, s'était amélioré, et les communications devenaient plus rapides entre Paris et Londres. L'hostilité anglaise était beaucoup augmentée par les nouvelles du procès de Louis XVI, car, dès le 15 janvier, on ne doutait plus à Londres ni de la condamnation ni de l'exécution.

Le 22 septembre, Morris avait annoncé à Washington le futur procès de Louis XVI, accusé de crimes et de délits. Il avait écrit que Dieu seul pouvait savoir son sort, mais que l'histoire montrait que les rois détrônés passent rapidement de la prison au tombeau. Monro était même plus net : le même jour, il annonçait à Grenville que la Convention

1. *Ibidem*, pp. 132, 133. A Chauvelin, du 19 janvier 1793.

commençait à parler de décider du sort de Leurs Majestés, décision qui, à son avis, avait déjà été prise officieusement, sinon officiellement.

Chauvelin et Noël, d'accord sur les conséquences fâcheuses qu'aurait en Angleterre la condamnation du roi, écrivirent plusieurs fois à Lebrun qu'il fallait lui assurer la vie sauve. Noël était d'avis de le garder comme otage, car, croyait-il, s'il périssait, l'Angleterre déclarerait la guerre à la France. Chauvelin faisait savoir que la nation entière prenait un vif intérêt au sort de Louis XVI, et que ceux qui avaient toujours montré un grand attachement pour la Révolution s'accordaient pour considérer toute violence contre la famille royale comme un événement des plus funestes à la liberté.

Cependant, il devint bientôt évident que ces sages conseils n'auraient aucun effet. Morris constatait que tous les partis étaient d'accord sur la condamnation. Voici ce qu'il écrivait, après avoir attesté l'innocence et la douceur du roi : « Je crois grandement probable qu'il pâtira et cela pour les raisons suivantes : la majorité de l'Assemblée a trouvé nécessaire de soulever contre ce malheureux prince la haine nationale pour préparer et introduire l'adoption d'une forme de gouvernement républicain... La rage ainsi déchaînée est terrible, et, bien qu'elle commence à se calmer, la Convention est toujours dans une grande anxiété, craignant d'acquitter, craignant de condamner, et pourtant poussée à supprimer le monarque captif.

« Le parti violent pousse des clameurs contre lui, pour des raisons que j'établirai. Les partis monarchique et aristocratique désirent sa mort, dans l'idée qu'une pareille catastrophe révolterait les sentiments de la nation, réveillerait son attachement héréditaire et canaliserait dans des sentiments de loyalisme le flot impétueux de l'opinion. Ainsi, le roi est devenu un commun objet de haine pour tous les partis, parce qu'il n'en a jamais ouvertement soutenu aucun »¹.

Quelques jours avant que Louis XVI comparût pour se

1. *Morris*, pp. 289, 290. A Jefferson, du 21 décembre 1792.

défendre devant la Convention, on discutait son sort dans la Chambre des Communes. Burke était d'avis que sa mort était inévitable, puisque, gardé par des assassins, ses accusateurs étaient en même temps ses juges. Ces débats faisaient grand honneur à tous, car, oubliant ce qui les divisait, le parti du gouvernement et l'Opposition cherchaient ensemble le meilleur moyen de ramener une nation égarée aux principes de la raison, de la justice, de la modération et de l'humanité.

Craignant qu'une mesure trop précise n'irritât des têtes échauffées, on décidait à l'unanimité de se borner à se déclarer d'accord sur les termes de la lettre de rappel de lord Gower, sans juger nécessaire d'en envoyer une nouvelle. Cela était conforme à l'opinion des quelques Français modérés qui désiraient sauver la vie du malheureux monarque, et ils avaient autorisé Maret à faire connaître à Londres qu'étant donné l'état des esprits, toute démarche violente irait directement contre son but.

C'est ce qui explique l'attitude du gouvernement britannique dans sa réponse à un appel de l'Espagne. En septembre 1792, devant l'hostilité croissante de la puissance bourbonnienne, Lebrun avait écrit à Chauvelin pour lui demander s'il serait possible de faire une alliance avec l'Angleterre contre l'Espagne, en offrant la Louisiane comme appât. Naturellement, Chauvelin avait trouvé absurde cette proposition, qui n'eut pas de suite. En novembre, le ministre français faisait part des soupçons qu'il avait d'une négociation entre les cabinets de Londres et de Madrid ; c'était là un des points sur lesquels Maret devait s'informer à Londres.

Aranda, le vieux ministre d'Espagne, s'était montré plutôt conciliant envers la France, et, après son renvoi, son successeur, le duc d'Alcudia, continuait la négociation commencée. Bourgoing, l'agent secret de la France, avait gagné la confiance d'Aranda, et les bases d'un traité de neutralité entre les deux Etats avaient été arrêtées. Le nouveau ministre résolut, en outre, de lier la conclusion de ce traité à des démarches pour sauver Louis XVI.

Ocaritz, le chargé d'affaires qui était resté à Paris,

apporta à Lebrun trois notes de son gouvernement. La première, remise le 17 décembre, assurait la plus parfaite neutralité pendant la guerre. La deuxième promettait d'éloigner les troupes de la frontière des Pyrénées, et de n'y laisser que les garnisons indispensables. Dans la troisième, on exprimait, au nom du roi, l'intérêt le plus vif pour Louis XVI, et on demandait qu'il lui fût permis de se retirer dans un pays, où les conditions de son existence seraient réglées par un traité.

Le duc d'Alcudia s'adressait au cabinet de Londres, qui avait donné plusieurs témoignages du grand intérêt qu'il portait à la famille royale de France, pour essayer, par une entente, d'arracher cette malheureuse famille au sort qui la menaçait.

Mais, pour les raisons que nous venons d'exprimer, et que justifiaient les événements, Pitt refusa de participer à une telle entente. Charles IV resta donc seul parmi les monarques de l'Europe à faire un effort actif pour sauver son cousin. Lebrun écrivait à Chauvelin, le 15 janvier, que, d'après une lettre de Bourgoing, le roi d'Espagne était presque disposé à une rupture avec la France, rupture qui serait inévitable si la peine de mort était infligée à Louis XVI.

Le même jour, Chauvelin faisait savoir que les intentions de l'Angleterre étaient décidément hostiles. Grâce à l'espionnage perfectionné du gouvernement, on savait le départ et l'arrivée de ses courriers, et il jugeait prudent de ne confier ses dépêches qu'à des émissaires secrets.

Il n'avait pas encore reçu la réponse de Grenville à sa « dépêche extrêmement pacifique » du 13 janvier, et il avait l'espoir que les préparatifs de guerre seraient ralentis. Mais, à sa vive surprise, il avait appris le contraire : les préparatifs étaient immenses, et des contrats étaient passés avec la plus grande activité ; on s'occupait des armements de terre avec plus d'ardeur que de ceux de mer, car la majeure partie des troupes était destinée aux colonies.

Les compagnies indépendantes, qui augmentaient de 10.000 hommes l'armée régulière, se formaient rapidement ;

les capitaines de ces compagnies donnaient jusqu'à vingt guinées d'engagement par homme, alors que le gouvernement n'en donnait que trois — preuve qu'on considérait la guerre comme imminente ; enfin, on fabriquait à la Tour de Londres six millions de cartouches, dont les deux tiers devaient être distribués.

En se plaignant de la passion des émigrés et de l'acharnement des journaux ministériels, il terminait sa dépêche en demandant à être rappelé formellement et sans délai. Cette mesure, pourtant, ne paraissait pas nécessaire, puisque Lebrun lui avait déjà mandé : « Nous vous autorisons à revenir en France, aussitôt que vous croirez que la prudence exigera votre retraite »¹.

Les communications entre Chauvelin et Grenville devenaient de plus en plus aigres, et certains ont reproché sa hauteur au ministre anglais. Mais celui-ci justifie son attitude dans une lettre à Auckland du 15 janvier. Il y explique que le jour même où il avait reçu la dernière note de Chauvelin, un agent particulier lui avait envoyé une dépêche confidentielle, qu'il trouvait malgré cela absolument authentique.

Dans cette pièce, il était dit que si l'Angleterre persévérait à trop exiger de la France, celle-ci l'attaquerait là où elle était le plus vulnérable, à savoir, en Hollande. Grenville concluait qu'il était satisfait que rien, sauf des mesures vigoureuses, étendues et systématiques, ne pouvait sauver l'Angleterre dans les circonstances présentes.

Deux jours plus tard, le ministère britannique fit publier dans les journaux la réponse de lord Grenville à la première note de Chauvelin. Celui-ci ne voyait nullement dans ce fait un indice de paix. Le même jour, il remit une autre note à lord Grenville pour se plaindre du bill sur les étrangers, demander une sûreté pour ses dépêches et s'informer si le roi serait disposé à recevoir ses lettres de créance.

La réponse ne se fit pas attendre ; elle déclarait que les lettres de créance ne seraient pas acceptées, que la sûreté de ses lettres ne serait pas accordée non plus, puisque,

1. A.E., t. DLXXXVI, p. 4. A Chauvelin, du 1^{er} janvier 1793.

comme simple particulier, il ne pouvait qu'être compris dans la masse générale des étrangers résidant en Angleterre.

Le 20 janvier, lord Loughborough, après une entrevue d'une heure et demi avec Pitt, apprenait à lord Malmesbury, qui rapporte le fait, que la guerre était décidée, et que le premier ministre, la jugeant inévitable, trouvait préférable de la commencer tout de suite. La nation était entièrement acquise à la guerre ; les préparatifs anglais étant beaucoup plus avancés que ceux de la France, le premier objectif serait de saisir les îles françaises. En même temps, George III, en sa qualité d'électeur du Hanovre, avait ordonné à une troupe de 13.000 soldats hanovriens de se mettre en état de marcher sur la Hollande.

En faisant tenir à Lebrun la réponse de Grenville du 19 janvier, qu'il trouvait « le comble de l'insolence et de l'injustice », Chauvelin écrivait qu'il était convaincu que le Conseil exécutif l'estimerait définitive. Sa position à Londres devenait de plus en plus malaisée : depuis dix jours les journaux ministériels l'insultaient de la manière la plus odieuse ; il était forcé d'envoyer sa dépêche par un de ses domestiques anglais, car, ajoutait-il, « un Français serait arrêté vingt fois d'ici à Douvres ».

En de telles circonstances, il se disait certain de recevoir l'ordre de rentrer en France, ordre que, peut-être, il serait obligé de devancer. Cependant il eût voulu rester à Londres jusqu'à ce qu'il reçût des ordres officiels, et il pria Lebrun de les lui expédier sur-le-champ.

« Bien convaincu, comme je le suis, ajoutait-il, que nous n'avons plus rien à faire en ce pays par la voie de la raison, et qu'il ne nous reste plus qu'à courir aux armes, je dois me retirer et éviter de compromettre ici plus longtemps par ma présence la dignité de la République et du nom français »¹.

Les instructions qu'il reçut étaient conçues dans un ton tout autre que celui auquel il s'attendait, ton des plus conciliants, à cause d'une tentative de dernière heure

1. *Ibidem*, p. 188. A Lebrun, du 19 janvier 1793.

faite par Dumouriez et Maret pour prévenir les hostilités.

Talleyrand avait fait savoir à Paris que le cabinet de Saint-James n'était pas irrévocablement décidé à la guerre, et que, si les négociations étaient confiées à un homme présentant des garanties, et n'ayant pas, comme Chauvelin, soulevé toutes les défiances de la nation anglaise — à Dumouriez, par exemple — il ne serait pas impossible d'arriver à un résultat pacifique. Ce rapport était confirmé par Benoist et par Maulde, qui venaient d'arriver de Londres et de La Haye respectivement.

Dumouriez était enthousiasmé de ce projet, mais la majorité des ministres français le rejetèrent. Néanmoins, le général, qui n'abandonnait pas son point de vue, convint avec Lebrun et Garat, qu'on suivrait l'affaire sans bruit. Noël fut rappelé de La Haye, et Maulde fut renvoyé à son ancien poste, avec une lettre pour lord Auckland, le véritable maître des affaires en Hollande. Dumouriez lui donnait rendez-vous sur la frontière belge pour le 1^{er} février.

Enfin, il fut décidé que Maret serait renvoyé à Londres pour remplacer Chauvelin et pour préparer le chemin à Dumouriez. Avant de partir, Maret fit une démarche préalable auprès de Miles, qui avait si souvent servi d'intermédiaire, et qui avait écrit fréquemment à Lebrun et à Maret après le départ de ce dernier.

C'est une correspondance si intelligente, si remarquable, qu'il est indispensable d'en citer quelques extraits, pour montrer les dispositions d'un Anglais typique. Il confiait à Lebrun que toute son action avait toujours été dictée par l'amour de la vérité et de la liberté, non pas une liberté effrénée et sans bornes comme celle des révolutionnaires, mais une liberté bien entendue, bien raisonnée.

Il mandait encore au ministre français : « Vous exprimez toujours dans vos différents rapports à la Convention et dans les dépêches qui me sont tombées sous les yeux, le désir de conserver la paix entre l'Angleterre et la France. Mais comment se fier à des protestations d'amitié démenties par les faits ? Comment croire à vos intentions pacifiques alors que votre conduite est hostile ? ». Il l'assurait que la paix était facile à conserver, que le cabinet anglais ne s'avi-

serait pas de déclarer la guerre, si Lebrun suivait ses conseils : « Rappelez tous vos émissaires ! Que la propagande finisse ! Ne cherchez plus à troubler la tranquillité publique dans ce pays »¹.

Mais deux jours plus tard, Miles écrivait à Maret d'un ton plutôt désespéré. Il expliquait que le bill sur les étrangers, quelque dur qu'il fût, avait été rendu nécessaire par les menées des Français en Irlande et en Angleterre, menées qui étaient appuyées, sinon autorisées, par les décrets de la Convention. « J'ai le cœur navré, avouait-il, de voir que tous mes efforts pour écarter la guerre, n'aboutissent à rien, et cela à cause de l'opiniâtreté de Lebrun, qui est assurément très mal instruit de la situation intérieure de ce pays »².

Le 7 janvier, Maret adressait une longue lettre à Miles, dans laquelle il abordait tous les points litigieux. Ecrite sous une forme intime et cordiale, elle constituait un véritable mémoire, destiné à être mis sous les yeux de Pitt. En terminant, Maret annonçait que Chauvelin recevrait par le même courrier ses lettres de créance et la réponse à la note de lord Grenville.

Nous avons vu que ces lettres arrivèrent six jours après, et que l'accueil qu'y fit Grenville était assez défavorable. Mais ce qui laissait une petite lueur d'espoir, c'était la conclusion de la lettre de Maret : « Si, comme vous me le dites confidentiellement, Chauvelin n'est nullement *persona grata* auprès de votre ministère, si les refus qu'il pourrait éprouver, tiennent, comme je suis porté à le croire, plutôt à sa personne, qu'au caractère dont il est revêtu, qu'on le dise ! Je suis certain qu'on ne mettra pas en balance l'amour-propre d'un homme et les grands intérêts dont il est l'agent »³.

Le 22 janvier, une importante dépêche, rédigée par Maret, répondait aux lettres dans lesquelles Chauvelin avait dépeint sa position comme intolérable. On lui donnait l'ordre de partir, après avoir remis une dernière note, dont on lui indiquait les termes : « Vous ferez sentir que si le

1. MILES, pp. 92-96. A Lebrun, du 2 janvier 1793.

2. *Idem*, p. 89. A Maret, du 4 janvier 1793.

3. A.E., t. DLXXXVI, p. 50. A Miles, du 7 janvier 1793.

ministère britannique, rendu à des sentiments plus convenables, désirait un rapprochement, il nous y trouverait encore disposés ». De plus, Chauvelin devait montrer la différence extrême qu'il y avait entre le décret sur les passeports et le bill sur les étrangers.

L'importance de cette dépêche n'est pas dans ses arguments, mais dans son ton conciliant, et surtout dans sa conclusion : « Le citoyen Maret va partir incessamment comme chargé d'affaires pour veiller en votre absence aux papiers de la légation. Vous prévienerez lord Grenville de cette disposition, et, dans le cas où vous croiriez convenable de revenir en France avant que le citoyen Maret soit arrivé à Londres, vous laisseriez dans cette ville votre premier secrétaire de légation pour lui faire la remise des archives »¹.

Mais, malheureusement, cette dépêche arriva quelques heures trop tard pour avoir de bons résultats effectifs. Le crime dont la douloureuse attente tenait l'Europe en suspens s'accomplit enfin, et, le 21 janvier, la tête de Louis XVI tomba sur l'échafaud. Les révolutionnaires exaltés pouvaient être satisfaits, la République était séparée des nations monarchistes par un crime, et ils se flattaient d'avoir fait naître entre la France et les rois une guerre d'extermination.

La nouvelle de cet événement arriva à Londres, à cinq heures de l'après-midi, le 23 janvier ; un frémissement d'horreur parcourut la nation anglaise. Deux heures après l'arrivée du courrier, on s'arrachait déjà dans les rues le récit de l'exécution. La représentation du Haymarket n'avait pu être contremandée à temps, mais le régisseur vint annoncer que le spectacle n'aurait pas lieu, « à cause des malheurs arrivés en France ». Dans un autre théâtre, on voulut commencer le lever de rideau, mais le public en masse se leva et sortit, en criant : « No farce ! »

Le lendemain, les détails de la mort de Louis XVI étaient affichés partout. En tête de ces placards, on lisait en lettres énormes : « Hurrah ! War ! Glorious War ! » On racontait dans les groupes que le prince de Galles avait fait lacérer

1. *Ibidem*, p. 209. A Chauvelin, du 22 janvier 1793.

et brûler en sa présence le portrait de son ancien ami, le régicide, Egalité. George III était partout accueilli par le cri de « Guerre aux Français ! » L'anathème contre les régicides retentissait à la fois dans les temples protestants et dans les chapelles catholiques.

On prit généralement le deuil en Angleterre en signe de la douleur causée par cette exécution. « Cet événement, dit quelques jours après lord Loughborough à la Chambre des lords, a non seulement changé les vêtements de la nation, mais semble avoir imprimé le chagrin sur le front de chaque individu »¹. A la Chambre des communes, Pitt trouva ses plus belles paroles pour exprimer son indignation, non comme Anglais ou comme ministre, mais comme homme, contre la tragédie du 21 janvier.

Chauvelin, faisant part des impressions produites par la nouvelle de la mort de Louis XVI, disait qu'il ne serait nullement étonné d'être invité à quitter l'Angleterre dans tant de jours. Il apprit plus tard que son ordre de rappel avait déjà été expédié de Paris. Il remarquait que tout le monde désirait la guerre à tout prix, sentiment dont le gouvernement espérait tirer un grand avantage lorsqu'il ferait connaître sa décision à ce sujet. Le lendemain, Chauvelin écrivait qu'il attendait impatiemment le retour de son courrier pour recevoir son rappel ; il n'était même pas sûr de ne pas être obligé de partir avant.

Le 24 janvier, Grenville lui envoya l'ordre du roi de sortir du royaume dans un délai de huit jours. Il informa tout de suite Lebrun qu'il avait pris la résolution de partir le lendemain, ajoutant qu'on s'attendait peu à cette décision, qui serait certainement regardée comme une déclaration de guerre. Remarque assez surprenante, vu que lui s'y attendait depuis la réception de la nouvelle de la mort du roi !

Plus tard, Pitt, à la Chambre, se plaignit que Chauvelin fût parti subitement sans demander aucune explication, malgré le délai de huit jours qu'on lui avait accordé. Il est certain qu'il rendit un mauvais service à son pays par son

1. STANHOPE, II, p. 182. Discours du 1^{er} février 1793.

départ précipité. S'il était resté seulement quelques heures de plus, il aurait reçu à temps la dépêche de Maret, dépêche le rappelant et écrite deux jours avant la décision du Cabinet anglais.

Le courrier porteur de cette dépêche rencontra Chauvelin à Blackheath, mais l'ambassadeur se crut autorisé par les circonstances à considérer comme non venus les ordres qu'on lui transmettait. Peut-être son amour-propre n'admettait-il pas qu'il eût laissé derrière lui quelque arrangement possible par un autre. C'est une hypothèse confirmée par Miles, qui affirme que Chauvelin avait ouvertement déclaré que, s'il n'était pas reçu à Saint-James, sa grande ambition serait de quitter l'Angleterre avec une déclaration de guerre.

Le diplomate poursuivit donc sa route, et ne songea pas même, en débarquant à Calais, à y laisser un mot d'avertissement pour Maret. Il restait encore une occasion d'éviter la rupture des négociations. Si les deux hommes se rencontraient, ils pouvaient discuter de la situation. Mais, voyageant par une longue et sombre nuit d'hiver, ils se croisèrent à Montreuil sans se voir.

Le 24 janvier, Grenville avertissait Auckland qu'il croyait la guerre inévitable. Primitivement d'accord avec Pitt qu'il fallait faire tout pour tenter de conserver la neutralité, il avait peu à peu modifié son opinion : « L'affaire en est maintenant à son dénouement et je crois que ma prochaine dépêche ou la suivante vous annoncera le début des hostilités. Il est probable que les Français les ouvriront ; s'ils ne le faisaient pas, je ne vois pas comment nous pourrions rester plus longtemps les bras croisés, quand nous avons une grande force prête à agir contre la France, dont le langage et la conduite nous donnent tous les jours, comme à toute l'Europe, plus de motif de nous plaindre »¹.

Le lendemain, il lui envoyait de la part de George III une déclaration à présenter aux Etats-Généraux. Le roi leur communiquait la correspondance échangée entre Chauvelin et Grenville du 27 décembre au 20 janvier, et

1. *Fortescue MSS*, II, p. 495.

faisait part de sa décision d'ordonner à Chauvelin de quitter le royaume, en donnant les raisons de sa conduite.

Le 28 janvier, cette correspondance fut remise aux députés par l'ordre du roi, qui faisait connaître que, vu l'état des affaires, il croyait indispensable d'augmenter les forces de la marine et de l'armée ; il ajoutait qu'il « comptait sur le concours du Parlement pour assurer la sécurité du territoire, venir au secours de ses alliés et combattre les projets d'agrandissement de la France, dont l'ambition exigeait une surveillance plus rigoureuse que jamais à cause de ses nouvelles doctrines politiques et gouvernementales »¹.

En dépit de tous ces témoignages de l'imminence des hostilités, une lettre de Reinhard, secrétaire de légation à Londres, donnait encore quelque espoir. Il se rendait compte de la gravité de la situation : les armements anglais étaient immenses, et presque tout le pays était pour la guerre. Mais il était loin de penser que le moment fût venu de rompre toute mesure de paix. Selon lui, la dignité nationale ne pouvait être blessée par une nouvelle démarche pacifique ; on la devait à la France et à l'Angleterre.

Les dispositions du gouvernement et de l'immense majorité de la nation étaient, il est vrai, entièrement défavorables ; sur ce point, il n'y avait pas d'illusion possible. Cependant, déjà, la première émotion passée, les esprits les plus calmes, les plus clairvoyants commençaient à entrevoir les inconvénients pratiques d'une semblable guerre : défaut d'intérêt national, gain plus que problématique, espérances de liberté compromises.

« L'intérêt particulier, l'égoïsme, tendances essentiellement anglaises, réagiront, réagissent déjà pour nous, continuait-il. Nos démarches ne peuvent être qu'utiles ; si elles ne réussissent pas, elles embarrasseront le ministère, éclaireront la nation, rompront l'unanimité redoutable du Parlement »².

Cette opinion est confirmée par Restif, qui, après avoir

1. *A.E.*, t. DLXXXVI, p. 283. Message du roi, du 28 janvier 1793.

2. *Ibidem*, p. 277. A Lebrun, du 28 janvier 1793.

écouté le discours de Pitt lors des débats sur le message du roi, croyait que la porte n'était pas entièrement fermée à toute proposition pacifique. Maret, aussi, remarquait une division dans l'opinion au sujet de la guerre.

En débarquant à Douvres, le 29 janvier, Maret apprit que Chauvelin était parti, et qu'ils avaient dû se croiser la nuit précédente. Quoiqu'il ignorât les circonstances de ce brusque départ, il crut devoir poursuivre sa route et aller attendre à Londres les instructions qu'il lui fallait recevoir de Paris, dans ces nouvelles circonstances.

Miles l'avait précédemment assuré que les étrangers pouvaient voyager en Angleterre aussi librement qu'avant le bill sur les étrangers. Il n'eut à subir aucune formalité, et même, à sa grande surprise, personne ne lui adressa la parole de Douvres à Londres, où il arriva le 30 janvier.

Là, il apprit ce qui s'était passé. Non seulement Chauvelin s'était dispensé d'informer lord Grenville de l'arrivée de Maret, mais, par un mouvement de rancune et de jalousie puériles, il avait défendu à Reinhard de remettre les archives à celui-ci. Cependant, le ministère anglais avait connu, par d'autres voies, la nomination du nouveau chargé d'affaires, qui, dès le lendemain de son arrivée, écrivait à Lebrun une longue dépêche pour lui faire part de ce qu'il faisait et de ce qu'il avait appris. Pensant que tout lui commandait une démarche officielle et prompte, il annonça immédiatement son arrivée à lord Grenville.

Maret avait apporté deux lettres, dont l'une, officielle, l'accréditait comme chargé d'affaires, et l'autre, confidentielle, annonçait seulement qu'il venait pour surveiller s'il y avait lieu, le transport des papiers de la légation. C'est de celle-ci qu'il se servit. « Je n'ai pas pris, écrivait-il, le titre de chargé d'affaires, parce que les fonctions attribuées dans la lettre confidentielle supposent un titre sans en exiger la reconnaissance ; parce qu'il aurait fallu, pour faire usage de l'autre lettre, demander une entrevue. Cette démarche aurait nécessité une réponse catégorique, immédiate, décidant une position que je dois maintenant vague et indéterminée, jusqu'à l'arrivée de nouveaux ordres ».

Le même soir, Maret eut une entrevue avec Miles, à qui

il expliqua les motifs de son attitude réservée, afin qu'il pût les communiquer confidentiellement, si on les lui demandait. Miles, aussi, affirmait qu'une réaction pacifique commençait à se montrer dans la classe moyenne. Chose encore plus importante, depuis que les ministres savaient que Maret devait venir à Londres, il avait été proposé en conseil de déléguer quelque personnage important pour conférer avec lui. C'était là également l'opinion de plusieurs chefs de l'Opposition, dont lord Lansdowne. Le prince de Galles était fort opposé à cette idée, mais son avis n'avait aucun poids dans les délibérations du cabinet.

Maret connaissait également l'impression produite sur les ministres par son arrivée. Il avait reçu à ce sujet, dans la nuit même, un rapport en anglais, dont il adressa le résumé à Lebrun. On avait débattu dans un conseil tenu la veille, à onze heures du soir, la question de savoir si on recevrait Maret. Hawkesbury, au nom du roi et au sien, avait dit non. Pitt et Grenville, au contraire, avaient dit oui, attendu qu'il n'y avait plus de répugnance personnelle contre l'agent.

Il ajoutait, que, le matin même, lord Grenville avait fait sonder dix-sept députés douteux ; qu'ils avaient promis de voter les crédits demandés, « mais à condition que le ministère s'engagerait à écouter toutes les propositions raisonnables qui pourraient lui être faites ».

Quant à la mort du roi, Maret disait qu'elle avait eu l'effet prévu, et que la haine contre le nom français était à son comble. A l'exception des commerçants et des propriétaires, le peuple voulait la guerre. Cette circonstance obligeait le chargé d'affaires à ne voir personne, car il savait qu'il ne serait reçu nulle part. Même il ne sortait pas, afin de ne pas être exposé aux insultes et à la férocité ignorante et abusée de la populace.

D'autre part, les négociants de Londres, plus calculateurs qu'enthousiastes, désiraient la paix ; la seule annonce de son arrivée avait suffi pour faire remonter les fonds de 3 %. Les dispositions des « country gentlemen » étaient également pacifiques.

A cette « longue gazette » comme il appelait sa dépêche, il joignait quelques considérations générales, qui montrent bien la justesse de son observation et de sa compréhension. Il voyait dans le ministère anglais deux partis, dont l'un voulait la guerre et l'autre craignait qu'elle ne diminuât la prospérité nationale, et ne détruisît le système administratif du pays. Ce dernier parti n'était guère composé que de Pitt, mais, à lui seul, celui-ci balançait tout le reste.

La mesure adoptée à l'égard de Chauvelin avait été le résultat d'un mouvement instinctif, irrésistible. « Cet outrage, écrivait Maret, a été déterminé au conseil à l'instant même où la nouvelle de la mort de Louis est arrivée en Angleterre. Au milieu de l'étonnement et de l'exaspération qu'a produits cet événement imprévu, le langage de la prudence n'aurait pu parvenir à se faire entendre et la résolution a été prise et exécutée à l'instant. J'ai lieu de croire qu'on a eu quelques regrets de cette précipitation ».

On était surpris que l'indignation l'eût engagé à une retraite aussi rapide. Ce coup de tête avait été vu avec plaisir par la faction belliqueuse, qui, depuis longtemps, avait conçu et suivait habilement le projet de forcer la France à commencer les hostilités, pour présenter la rupture comme son fait, et la guerre contre elle comme un acte de défense légitime et nécessaire.

« De plus, continuait Maret, Chauvelin, à aucun moment, n'a été à la hauteur de sa tâche ici. Des circonstances, qui lui étaient étrangères, l'ont rendu assez antipathique, pour que le gouvernement ne lui accordât ni confiance ni estime. Je ne puis croire que la violence qu'il a éprouvée soit entièrement dépourvue de motifs personnels. Ce fait n'est donc pas une déclaration de guerre absolue, mais une tentative pour nous déterminer à la déclarer nous-mêmes.

« Si cet effet se produit, j'attends mon rappel ; sinon, de promptes instructions, soit que vous persistiez à présenter Dumouriez comme négociateur, soit que vous me chargiez de notifier vos intentions. Le temps presse... Aujourd'hui, on est disposé à m'entendre ; il n'est pas sans vraisemblance qu'on le soit à recevoir notre illustre général. Mais, d'ici à quelques jours, les intentions peuvent changer ».

Dans un post-scriptum, qu'il ajoutait à une heure du matin le 1^{er} février, Maret écrivait : « La discussion qui devait avoir lieu hier au Parlement sur le message du roi a été renvoyée à demain. C'est un premier effet de mon arrivée »¹. Il disait encore que cette arrivée était déjà mentionnée dans tous les journaux, avec divers commentaires, dont les plus bienveillants étaient ceux des feuilles ministérielles.

Pendant ce temps, le brusque retour de Chauvelin produisait à Paris le résultat qu'appréhendait son successeur. Faisant le jeu de ces ministres anglais, qui, tout en désirant la guerre, craignaient d'en prendre l'initiative, le scandale, provoqué par cet événement, démesurément exagéré, amenait la Convention à rompre la première. Le 1^{er} février, après la lecture du rapport de Brissot, les députés votèrent à l'unanimité la guerre contre l'Angleterre et la Hollande.

Ce vote entraîna le rappel immédiat de Maret. Lebrun lui écrivit le lendemain : « Depuis votre départ de Paris, les choses ont bien changé de face. L'embargo mis en Angleterre sur plusieurs bâtiments français, l'ordre qui a été signifié à Chauvelin, et la proposition faite au Parlement d'augmenter les forces navales et terrestres ne laissent plus de doute sur les intentions du roi d'Angleterre. Pour repousser cette agression injuste d'une manière digne de la République française, la Convention nationale a adopté unanimement le décret, dont je joins ici la copie »².

Cependant ce n'est pas cette lettre qui fit partir Maret, car il la reçut seulement en débarquant à Calais. L'ordre de s'en aller lui avait été envoyé par le ministère anglais au reçu de la nouvelle de l'embargo mis dans les ports de France sur tous les navires anglais. Après avoir annoncé officiellement son départ à lord Grenville, Maret quitta Londres le 7 février pour Paris, où il arriva le 11 février³.

1. *Ibidem*, pp. 343-348. A Lebrun, du 31 janvier 1793. (Maret, pp. 123-129).

2. A.E., t. DLXXXVI, p. 378. A Maret, du 2 février 1793.

3. Le 12 février, Pitt prononça un discours à la Chambre des communes pour réfuter les accusations de l'Opposition qui prétendait qu'il n'avait pas accueilli les propositions faites pour conserver la paix. « M. de Chauvelin a reçu son congé, dit-il. Huit jours lui ont été accordés pour se retirer ; si, dans cet intervalle, il eût demandé quelque explication, on l'aurait écouté. Il partit immédiatement. M. Maret vint comme chargé d'affaires ; mais, pendant son séjour, il n'a pas fait la moindre communication ». (Maret, p. 130, note 1).

Cette déclaration arrêta aussi la négociation arrangée entre Auckland et Dumouriez sur la frontière hollandaise. Le 4 février, avant de recevoir la nouvelle de la déclaration de guerre, Grenville avait écrit à Auckland pour l'autoriser à voir le général français. Le ministre anglais doutait fort de la sincérité de ce dernier et surtout de son pouvoir de changer la situation, mais ne voulant omettre aucun moyen de maintenir la paix, il s'était finalement décidé à autoriser la conférence. Elle fut empêchée par un message de Paris.

Le 11 février, George III envoya ce message au Parlement : « Sa Majesté juge convenable d'informer la Chambre que l'Assemblée, qui exerce à présent les pouvoirs du gouvernement en France, a ordonné, sans aucun avis préalable, de commettre des actes d'hostilité contre les personnes et les biens des sujets de Sa Majesté, en violation du droit des gens et des stipulations les plus positives des traités, et que depuis, sous les prétextes les plus mal fondés, elle a actuellement déclaré la guerre contre Sa Majesté et les Provinces-Unies.

« Dans ces circonstances d'une agression arbitraire et non provoquée, Sa Majesté a pris les mesures nécessaires pour maintenir l'honneur de sa couronne, et pour venger les droits de son peuple ; et Sa Majesté se repose avec confiance sur l'appui ferme et efficace de la Chambre, ainsi que sur les efforts zélés d'un peuple brave et fidèle, dans la poursuite d'une guerre juste et nécessaire, pour tâcher d'opposer une barrière efficace aux progrès ultérieurs d'un système dont les coups sont dirigés contre la sûreté et la tranquillité de toutes les nations indépendantes, et qu'on pousse toujours plus avant, en foulant ouvertement aux pieds tout principe de modération, de bonne foi, d'humanité et de justice.

« Dans une cause d'un intérêt aussi général, Sa Majesté a tout lieu de se flatter de la coopération cordiale des puissances avec lesquelles elle est unie par les liens d'alliance, ou qui sentent l'intérêt qu'elles ont de prévenir l'extension

de l'anarchie et de la confusion et de contribuer à la sûreté et à la tranquillité de l'Europe »¹.

Selon le témoignage de lord Holland, la guerre était aussi populaire, sinon plus, dans le pays qu'au Parlement, où, seule, une faible minorité y était hostile : quarante membres à la Chambre des communes et quatre à la Chambre des lords. Pitt, en se lançant dans les périls d'une lutte gigantesque, avait ainsi la certitude d'être appuyé par l'immense majorité du royaume.

1. *A.E.*, t. DLXXXVI, p. 427.

CONCLUSION

Un fait indiscutable ressort de cette étude : Pitt aimait sincèrement la paix et il fit tout son possible pour la conserver. Il regretta l'ouverture des hostilités entre la France et l'Autriche et longtemps il espéra que son pays ne serait pas obligé d'y prendre part. Il avait foi en une politique de stricte neutralité et il ne cessa point de s'en inspirer dans sa ligne de conduite. Aux requêtes innombrables qu'il recevait des deux partis belligérants, sa réponse était toujours la même.

On lui a souvent reproché d'avoir été l'ennemi de la nouvelle constitution française, mais devant ses discours, ses lettres et ses dépêches durant la période que nous avons considérée, une telle accusation ne tient pas. Miles montrait sans détour la politique non ambiguë de Pitt, et Lebrun ne pouvait le contredire sur aucun point.

« J'ose vous assurer, disait-il, que le ministre anglais, dès le commencement de la révolution de 1789 s'est fait un devoir de ne pas se mêler des affaires intérieures de votre pays. Il a rejeté avec fermeté toutes les propositions qu'on lui a faites d'attaquer la France. Il n'est jamais entré dans aucun projet de contre-révolution ; il a, au contraire, soigneusement gardé la neutralité la plus décidée »¹.

En effet, tout le poussait à la paix : son propre caractère, et le programme de renaissance et de réforme qu'il s'était proposé. Il faut aussi se rappeler qu'à cette époque, l'Angleterre était déjà aux prises, chez elle, avec la révolution industrielle, qui devait exercer une influence colossale sur le monde. Grâce à elle, l'Angleterre devenait un pays indus-

1. *A.E.*, t. DLXXXIV, p. 191. A Lebrun, du 18 décembre 1792.

triel, la population augmentait avec une grande rapidité, et toutes les idées qui avaient cours depuis des siècles étaient bouleversées. Avec la prospérité matérielle, cette révolution entraînait des difficultés et posait des problèmes qui exigeaient la paix et la tranquillité pour recevoir une solution.

Toute la politique de Pitt était fondée sur le maintien de la paix. Son principal objectif était une diminution de la dette nationale, l'abolition des taxes, le progrès du commerce et l'accroissement du bien-être général dans le royaume. Nous sommes fondé à croire que Pitt, un des premiers disciples d'Adam Smith, avait en vue d'établir un large système de libre échange, c'est-à-dire d'abolir tous les droits de douane, et de ne demander le revenu public qu'à l'impôt intérieur.

Comme Pitt le constatait souvent, l'Angleterre, nation de commerçants, avait besoin de la paix, pour faire marcher les affaires. En 1791, lors du différend avec la Russie, la nation avait clairement démontré que les bienfaits certains et immédiats du commerce l'emportaient sur les espoirs lointains de bénéfices politiques. Le commerce avec la Russie était beaucoup plus important pour elle que l'équilibre des puissances en Europe. Les tentatives que fit Pitt pour entamer des négociations en vue de la conclusion d'un traité commercial avec la Chine et le Japon prouvent bien le grand intérêt qu'il prit toujours au développement du trafic extérieur.

Fortescue dit qu'une des raisons pour lesquelles Pitt travailla de toutes ses forces à éviter la guerre était la faiblesse des forces de terre et de mer. En effet, Pitt manquait de soldats et de marins, et il paraît bien qu'il n'eut aucun désir de s'en procurer. En outre, sa propre situation le rendait adversaire d'un conflit ; non pas, comme le croyaient les Français, qu'il craignît de se voir renvoyer s'il faisait la guerre, mais parce que son rôle, alors, serait inévitablement réduit à celui d'un commissaire dirigeant les actions militaires.

Toutes ces raisons qui poussaient Pitt à maintenir la paix sont autant de preuves qu'il fut entraîné malgré lui

à la guerre. Miles se disait persuadé que les dispositions du ministre étaient pacifiques et qu'il s'opposa aux hostilités jusqu'à ce que le Conseil exécutif ne lui laissât plus le choix d'une alternative. Ce témoignage est confirmé par Maret, qui écrivait que Pitt, désirant toujours la paix, avait demandé que quelque personnage important fût délégué pour conférer avec lui. Cette dépêche fut envoyée à Paris le 1^{er} février, le jour même de la déclaration de guerre par la Convention.

Pour découvrir les vraies causes de la guerre, il faut écarter quelques raisons souvent mises en avant, mais qui n'ont qu'une valeur bien minime. Après examen de toutes les circonstances, personne ne peut blâmer le rappel de lord Gower. C'était une mesure escomptée, qui, d'ailleurs, ne provoqua à Paris aucune inquiétude ou surprise.

Pour Burke, la guerre était une sainte croisade dont le but était de remplacer sur le trône de France la race sacrée des Bourbons. Pour Pitt, au contraire, son objet était la protection de l'Angleterre contre les armées françaises et le maintien de l'équilibre des puissances. Jamais il n'aurait déclaré la guerre pour sauver la famille royale de France, malgré sa vive sympathie pour elle. En effet, une action qui serait héroïque exécutée par un individu, pourrait être néfaste et impardonnable accomplie par un gouvernement ¹.

La décision de renvoyer Chauvelin prête beaucoup plus à la discussion. C'était, en effet, une mesure d'éclat, propre à déclencher des hostilités, étant donné l'état d'esprit des gouvernants français. Mais, on peut soutenir que le gouvernement britannique avait bien le droit de prendre cette mesure : Chauvelin n'était pas reconnu comme agent diplomatique, et, par ses relations imprudentes et séditionnelles avec les mécontents, il tombait sans aucun doute sous le coup du bill sur les étrangers.

1. Pour justifier le nouveau gouvernement, Pitt rappela, en 1802, ce qu'il avait dit souvent, que la restauration de la monarchie française n'avait jamais été, dans sa pensée, la condition absolue d'une pacification et que le but constamment indiqué aux efforts de la coalition était une garantie contre les dangers dont la France révolutionnaire menaçait l'Angleterre et l'Europe.

La décision, prise dès la réception de la nouvelle de la mort de Louis XVI, avait été le résultat d'un mouvement irrésistible d'indignation ; malgré cela, on accordait à Chauvelin huit jours de délai, pendant lesquels il eût pu demander des explications. Maret écrivit plus tard que ce n'était pas une déclaration de guerre, mais seulement une tentative d'amener la France à préciser son attitude.

C'est bien le résultat qu'on obtint, car la déclaration de guerre par la France, le 1^{er} février, suivit le rapport exagéré de Chauvelin sur l'insulte ainsi faite à la République. Mais nous ne croyons pas que même la reconnaissance de la République aurait suffi pour éviter le conflit. Les causes de la guerre étaient beaucoup trop profondes. Les idéals des gouvernements français et anglais étaient diamétralement opposés, et puisque aucun des deux n'était prêt à céder, un choc était inévitable. Le théâtre de cette lutte de principes était la Hollande.

Si l'Angleterre avait été seule et indépendante, il est probable que les décrets de novembre l'auraient laissée indifférente. Mais en 1788 Pitt avait signé un traité solennel garantissant l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Hollande, qui était surtout visée par les proclamations de la Convention. Sur ce point, il n'y a donc aucune déviation dans la conduite de Pitt ; il se sentait obligé par les liens de l'honneur et de l'intérêt à venir au secours de son allié. Dans ses discours, comme dans ses conversations et dans ses lettres, son sentiment s'exprime clairement : une attaque sur la Hollande provoquerait inévitablement un conflit armé.

Et puis, c'était aussi une guerre de défense : Pitt devait opposer une barrière efficace aux débordements de la France révolutionnaire. Le gouvernement français, même s'il l'avait voulu, n'aurait pu mettre un frein à l'ardeur de ses sujets, ce qui fit écrire à Grenville plus tard : « Tout ce que je pense de la lutte où nous sommes engagés, et je n'ai jamais pensé autrement, c'est qu'il y va de l'existence de deux systèmes de gouvernement, ou, pour rappeler les paroles de Saint-Just, dont j'espère que vous avez lu le curieux discours, que c'est être complètement aveugle

de ne pas voir que l'établissement de la République française comprend le renversement de tous les autres gouvernements de l'Europe »¹.

Pitt déclarait à la Chambre que l'Angleterre n'était pas aux prises avec les opinions du cabinet ou avec des spéculations philosophiques, mais avec des opinions armées. Ce sont les armes avec lesquelles on veut les imposer qui en changeaient le caractère et les rendaient dangereuses pour l'Europe. « La question, s'écriait-il, se réduit maintenant à ceci : aujourd'hui que la guerre nous est déclarée effectivement, qu'il ne nous reste ni moyens, ni espoir de l'empêcher, promettons-nous à Sa Majesté de repousser avec énergie des agresseurs, qui ont déjà commencé les hostilités ; promettons-nous de défendre tout ce qui nous tient de plus près au cœur, avec toute la force convenable pour le sauver d'un danger imminent ? »².

En janvier 1791, Barthélemy avait écrit que, d'après ce qu'il savait du caractère et de la puissance de Pitt, il croyait que le ministre anglais serait heureux de trouver un prétexte pour intervenir dans les affaires de la France, et prouver à quel point il avait hérité la haine de son père pour le nom français.

Mais les faits prouvent que le chargé d'affaires français s'était trompé. Pitt reconnaissait toujours l'indépendance des nations quant à leurs affaires intérieures et il n'avait nul dessein d'intervenir dans celles de la France. De plus, il ne se montra jamais l'ennemi de cette nation. Il fut seulement l'ennemi de la Révolution, plus exactement, de ses néfastes forfaits et de son expansion excessive au dehors.

1. CORNEWALL LEWIS, p. 128. Lettre du 17 septembre 1794.

2. *Le Moniteur*, t. XV, p. 573. Discours du 12 février 1793.

APPENDICE

La propagande politique joue toujours un grand rôle dans les temps de crise. Aujourd'hui, on se sert de la T.S.F. et de la presse populaire. A la fin du XVIII^e siècle, ces armes puissantes faisant défaut, on se servait surtout de caricatures et de chansons populaires, dont nous donnons ici une sélection.

Le 12 janvier 1793, Sayer publia une caricature intitulée *Sans-culottes nourrissant l'Europe avec le pain de la liberté*, au milieu de laquelle on voit Fox et Shéridan, avec le bonnet phrygien et sans culottes, enfoncer avec des poignards dans la bouche de John Bull un pain sur lequel est écrit le mot de liberté.

Thomas Paine, auteur des *Droits de l'Homme* avait été au début de sa vie fabricant de corsets. Une caricature de Gillray le représente étouffant l'Angleterre (Britannia) dans un corset de sa façon. D'après ses grimaces, il est évident que cette façon ne lui plaît pas.

Fox était accablé de caricatures ; il y figurait servant Dumouriez à table, mettant devant lui sur un plat la tête de Pitt, pendant que Shéridan servait la couronne dans un pâté, et Priestley, la mitre épiscopale dans une tarte ; le tout rehaussé par des grenouilles, qui représentent les Français.

L'histoire de la Réforme, publiée le 8 janvier, consiste de trois compartiments. Dans le premier, *La Réforme conseillée*, nous voyons John Bull, heureux et bien portant, assis au milieu de tout son confort, jouir de son rosbif et de son plum-pudding. Il est interrompu par trois chasseurs de liberté déguenillés, qui lui conseillent de chercher la réforme. Dans le deuxième tableau, *La Réforme commencée*, John Bull est entré dans le chemin qu'on lui a montré, mais la perspective n'est point encourageante ; il est maigre, ses vêtements sont déchirés et il a une jambe de bois. Ses trois conseillers révolutionnaires, ayant triomphé, le

forcent, avec des poignards et des massues, à manger des grenouilles, régime qu'il ne peut supporter. Une fois lancé sur la piste, il n'a plus le pouvoir de s'arrêter. Dans le dernier tableau, *La Réforme accomplie*, ses trois conseillers, des torches incendiaires à la main, l'ont jeté à terre et le foulent sous leurs pieds.

Le 8 avril, Gillray publia une de ses meilleures œuvres, intitulée *Britannia entre Scylla et Charybde*. Rappelant le fameux chant de Canning, Pitt en pilote dirige la barque de l'Etat à mi-chemin entre les dangers qui le menacent, d'un côté le républicanisme, de l'autre, le despotisme. Il se rend tout droit au port du bonheur public. Le vaisseau est poursuivi par trois requins, « chiens de Scylla », qui ont les têtes de Fox, de Shéridan et de Priestley.

Une des chansons loyalistes les plus populaires s'appelle *Un mot aux sages*, dont nous reproduisons quelques strophes.

The mounseers, they say, have the world in a string,
They don't like our nobles, they don't like our King;
But they smuggle our wool and they'd fain have our wheat,
And leave us poor Englishmen nothing to eat.

They call us already a province of France,
And come here by hundreds to teach us to dance;
They say we are heavy, they say we are dull,
And that beef and plum-pudding's not good for John Bull.

They jaw in their clubs, murder women and priests,
And then for their fish-wives they make civic feasts;
Civic feasts ! what are they ? — why, a new-fashioned thing,
For which they remove both their God and their King.

Then let's be united and know when we're well,
Nor believe all the lies these Republicans tell;
They take from the rich, but don't give to the poor,
And to all sorts of mischief they'd open the door.

Our soldiers and sailors will answer these sparks,
Though they threaten Dumouriez shall split us like larks;
True Britons don't fear them, for Britons are free,
And know Liberty's not to be found on a tree.

Ye Britons, be wise, as you're brave and humane,
You then will be happy without any Paine¹.
We know of no despots, we've nothing to fear,
For this new-fangled nonsense will never do here.

1. « Paine » est l'auteur, et « pain » veut dire « douleur ».

Then stand by the Church and the King and the Laws ;
 The old lion still has its teeth and its claws ;
 Let Britain still rule in the midst of her waves.
 And chastise all those who dare call her sons slaves.

Quatre-vingt-treize, de Charles Dibden, parle avec ironie des bienfaits douteux que les Français promettaient de porter en Angleterre dans cette année. C'est une chanson de quatre strophes dont nous donnons la troisième.

Some praise a new freedom imported from France ;
 Is liberty taught, then, like teaching to dance ?
 They teach freedom to Britons ! — our own right divine !
 A rushlight might as well teach the sun how to shine !
 In famed ninety-three,
 We'll convince them we're free !
 Free from every licentiousness faction can bring ;
 Free with heart and with voice to sing « God save the King.

Vu le 27 mars 1935.

*Le Doyen de la Faculté des lettres
 de l'Université de Paris :*
 H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer,
*Le Recteur
 de l'Académie de Paris :*
 S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

(Tout ouvrage cité est marqué d'un *.)

a) CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

* *Correspondance politique d'Angleterre* : (Abréviation : A.E.).

Tome	DLXVIII	1789	1 ^{er} janv. – 20 mars ;	La Luzerne, ambassadeur.
	DLXIX		21 mars – 16 juin.	» »
	DLXX		17 juin – 15 sept.	» »
	DLXXI		16 sept. – fin déc.	» »
	DLXXII	1790	1 ^{er} janv. – 15 avril.	« »
	DLXXIII		16 avril – fin juin.	» »
	DLXXIV		1 ^{er} juil. – fin sept.	» »
	DLXXV		1 ^{er} oct. – fin déce.	» »
	DLXXVI	1791	1 ^{er} janv. – 20 mars ;	Barthélemy, chargé d'aff.
	DLXXVII		21 mars – 15 juin ;	La Luzerne, ambassadeur.
	DLXXVIII		16 juin – 30 sept.	» »
	DLXXIX		1 ^{er} oct. – fin déc. ;	Barthélemy, chargé d'aff.
	DLXXX	1792	1 ^{er} janv. – 10 mai ;	Hirsinger, chargé d'affaires, Chauvelin, ministre plénipotentiaire.
	DLXXXI		11 mai – 15 août ;	Chauvelin, Noël.
	DLXXXII		16 août – 14 octobre.	» »
	DLXXXIII		15 oct. – 30 nov.	» »
	DLXXXIV		décembre ;	Chauvelin, Noël, Maret.
	DLXXXV		6 ^e supplément.	
	DLXXXVI	1793	janvier, février ;	Chauvelin, ministre plénipotentiaire.

Suppléments : S. 15 : 1788-1811.

S. 21 : 1790-1829.

S. 29 : 1791-1792.

S. 30 : Affaires secrètes.

(Aux archives des Affaires Etrangères, quai d'Orsay, Paris).

* *Correspondence of William Pitt the Younger. Chatham MSS*, t. CI-CXCIV
(Au Public Record Office, Chancery Lane, Londres).

Foreign Office Records : France. (F.O. 27).

Tome XXXI	1789	janvier – avril, Dorset	
XXXII		mai – août	—
XXXIII		juillet – décembre, Fitzgerald	
XXXIV	1790	janvier – juin.	—
XXXV		juin – décembre,	Gower
XXXVI	1791	janvier – août	—
XXXVII		septembre-décembre	—
XXXVIII	1792	janvier – avril	—
XXXIX		mai – août	—
XL		août – décembre, Lindsay.	
XLI	1793	janvier – février, «Domestic advices, Intelligences».	

Ces dépêches sont publiées dans deux séries éditées par Oscar Browning :

* *Despatches from Paris, 1784-1790.* London, 1909. 2 vol. in-8.

* *Despatches of Earl Gower, 1790-1792.* Cambridge, 1885. in-8.

* *The Journal and Correspondence of William, Lord Auckland.*

Preface and Introduction by the Bishop of Bath and Wells. London, 1861. 4 vol. in-8.

* *Un témoin ignoré de la Révolution. Le Comte de Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris (1787-1791).* Albert Mousset. Paris, 1924. in-8.

* *Diaries and Correspondence of James Harris, First Earl of Malmesbury.* Edited by his Grandson, the 3rd. Earl. London, 1844. 4 vol. in-8.

* *Memoirs and Correspondence of Sir Robert Murray Keith, K.B.* Edited by Mrs. Gillespie Smyth, London, 1849. 2 vol. in-8.

* *The Manuscripts of J.B. Fortescue Esq., preserved at Dropmore.* Historical Manuscripts Commission, XIIIth. Report, Appendix, Part. III. London, 1892. 3 vol. in-8.

* *Maret, Duc de Bassano.* Baron ERNOUF. Paris, 1878. in-8.

* *Gouverneur Morris. Un Témoin Américain de la Révolution française.* A. ESMEIN. Paris, 1906. in-8.

* *Talleyrand, (1754-1838).* G. LACOUR-GAYET, Paris, 1928, 3 vol. in-8.

b) OUVRAGES SUR WILLIAM PITT

* AUDIGIER (P.J.). — *William Pitt et la politique financière de l'Angleterre de 1782 à 1792.* Paris, 1929. in-8.

* CALMON (M.A.). — *William Pitt. Etude financière et parlementaire.* Paris, 1865. in-8.

* DESCoux (PH.). — *William Pitt.* S.D.N.L., in-4.

EDWARD GIBSON (Rt. Hon), ASHBOURNE (LORD). — *Pitt : Some Chapters of his Life and Times.* London, 1898. in-8.

* JARNAC (Comte de). — *Le second Pitt.* Paris, 1870. in-12.

LAVERGNE (Léonce de). — *Pitt et les finances de l'Angleterre (1784-1792).* Paris, 1849. *Revue des Deux Mondes*, III, pp. 37-75.

- *MACAULAY (Lord). — *Essay on William Pitt the Younger*. London, 1919. in-8.
- ROSE (J.H.). — *Pitt and National Revival*. London, 1911. in-8.
— *Pitt and the Great War*. London, 1911. in-8.
— *Pitt and Napoleon. Essays and Letters*. London, 1912. in-8.
- *ROSEBERRY (Lord). — *Pitt*. London, 1891. in-8.
- *STANHOPE (Lord). — (Tr. Guizot). *William Pitt et son temps*. Paris, 1862. 4 vol. in-8.
- *VIEL-CASTEL (Baron Louis de). — *Essai historique sur les Deux Pitt*. Paris, 1846. 2 parties, in-8.
- *WIBLEY (Charles). — *William Pitt*. London, 1906. in-8.

c) OUVRAGES D'HISTOIRE GENERALE

- AIKEN (J.). — (Tr. M. Eyriès) : *Annales du règne de George III*. Paris, 1820. 3 t. in-8.
- *ALISON (Archibald). — (Tr. M. Paquis) : *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française et l'Empire*. Paris, 1838. 2 t. in-8.
- *BARRAL-MONTFERRAT (Le marquis de). — *Dix ans de paix armée entre la France et l'Angleterre. 1783-1793*. Paris, 1893. in-8.
- *BUCHEZ (B.J.B.) et ROUX (P.C.). — *Histoire parlementaire de la Révolution française, ou Journal des Assemblées Nationales. 1789-1815*. Paris, 1834-1838. 40 vol. in-8.
- *BOURGOING (François de). — *Histoire diplomatique de l'Europe pendant la Révolution Française*. Paris, 1865-1871. 2 tomes, 3 parties, in-8.
- BROWNING (Oscar). — *The Flight to Varennes and other historical essays*. London, 1892. in-16.
- *CHALMERS (George). — *Analyse de la force de la Grande-Bretagne*. Londres, 1789. in-8.
- *CORNEWALL LEWIS (Sir G.). — (Tr. P.M. Mervoyer). *Histoire gouvernementale de l'Angleterre. Depuis 1770 jusqu'à 1830*. Paris, 1867. in-8.
- *FLASSAN (M. de). — *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*. Paris, 1811. 7 vol. in-8.
- FORTESCUE (Hon. J.W.). — *A History of the British Army*. London, 1930. 13 vol. in-8.
- MADÉLIN (Louis). — *Histoire politique*. t. IV de *L'Histoire de la Nation française*, éd. Gabriel Hanotaux. Paris, 1924.
- *LECKY (W.E.H.). — *A History of England in the Eighteenth Century*. London, 1887. 8 vol. in-8.
- *LEMOINE (John). — *Histoire par la caricature. Revue des Deux Mondes*. juin 1849.
- *MATHIEZ (Albert). — *La Révolution et les étrangers*. Paris, 1918. in-8.
- RAE (W.F.). — *Wilkes, Sheridan, Fox. The Opposition under George III*. London, 1847. in-8.
- SOREL (Albert). — *L'Europe et la Révolution française*. Paris, 1887-1911. 8 vol. in-8.

TAINE (H.). — *La Révolution. Le Gouvernement révolutionnaire*. t. VII et VIII des *Origines de la France contemporaine*. Paris, 1921, 2 t. in-8.

*WRIGHT (Thomas). — *England under the House of Hanover*. London, 1848. 2 vol. in-8.

d) MÉMOIRES ET CORRESPONDANCE

**The Life and Correspondence of the Rt. Hon. Henry Addington, First Viscount Sidmouth*. G. Pellew. London, 1847. 3 vol. in-8.

The Manuscripts of the Duke of Beaufort, The Earl of Donoughmore and others. Historical Manuscripts Commission, XIIth. Report, Appendix. Part IX. London, 1891. in-8.

**Selections from the Letters and Correspondence of Sir James Bland Burges, Bart.* James Hutton. London, 1885. in-8.

**Mémoires de Brissot*, publiés par son fils. Paris, 1830. 4 vol. in-8.

**Memoirs of the Court and Cabinets of George the Third*. The Duke of Buckingham and Chandos. London, 1853-1855. 4 vol. in-8.

**Works and Correspondence of the Rt. Hon. Edmund Burke*. London, 1852. 8 vol. in-8.

**The Manuscripts of the Earl of Carlisle*. Historical Manuscripts Commission, XVth. Report, Appendix, part. VI. London. 1897. in-8.

**Correspondence of Charles, First Marquis Cornwallis*. Charles Ross. London, 1859. 3 vol. in-8.

Souvenirs sur Mirabeau. Etienne Dumont. Paris, 1832. in-8.

Mémoires du Général Bon de Dedem de Gelder, 1774-1825. Paris, 1900. in-8.

La vie et les mémoires du Général Dumouriez, par MM. Berville et Barrière. Paris, 1822-1823. 4 vol. in-8.

Mémoires de Madame de Genlis. Avec avant-propos et notes par M. Fs. Barrière. Paris, 1857. in-18.

**The political Memoranda of Francis, Fifth Duke of Leeds*. Oscar Browning. London, 1884. Gr. in-8.

**Louis XVI, Marie-Antoinette et Madame Elisabeth, Lettres et documents inédits*. F. Feuillet de Conches. Paris, 1864. 6 t. in-8.

La Correspondance de Marat. Ch. Vellay. Paris, 1908. in-8.

Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich, publiés par son fils. Paris, 1880. 3 tomes. in-8.

**Authentic correspondence with M. le Brun*, W. Miles. London, 1796. in-8.

The Correspondence of William Augustus Miles on the French Revolution, 1789-1817. Rev. C.P. Miles. London, 1890. 2 vol. in-8.

**Correspondance entre le Comte de Mirabeau et le Comte de La Marck, pendant les années 1789, 1790, 1791*. Publiée par M. Ad. de Bacourt. Paris, 1851. 3 t. in-8.

**The Correspondence of the Revolutionary Society in London with the National Assembly and with various Societies of the Friends of Liberty in France and in England*. London, 1792. in-8.

**Diaries and Correspondence of the Right Hon. George Rose*. Rev. Leveson Vernon Harcourt. London, 1860. 2 vol. in-8.

The Windham Papers. The life and correspondence of the Right Hon. William Windham (1750-1810). With an Introduction by the Right Hon. The Earl of Roseberry. London, 1913. 2 vol. in-8.

Historical Memoirs of My Own Time. Sir N. William Wraxall. London, 1818. in-8.

e) JOURNAUX

**L'Ami du Peuple*, par Marat. 12 sept. 1789-14 juillet 1793. in-8.

Courrier de Provence, pour faire suite aux *Lettres de Mirabeau*. Finit le 30 septembre 1791, au 350^e n^o. 17 vol. in-8.

Le Patriote français, rédigé par J.P. Brissot de Warville. 28 juillet 1789-2 juin 1793. 1388 nos en 5 vol. in-4.

**Réimpression de l'Ancien Moniteur*. (mai 1789-novembre 1799). Paris, 1840-1845. 31 tomes.

INDEX

- Addington, 17, 52.
 Alberoni, 126.
 Alcudia, 189, 190.
 Aranda, 189.
 Artois, 86.
 Auckland (lord) (Eden, W.), 12, 27,
 28, 32, 37, 47, 51, 58, 72, 77,
 114, 131, 136, 140, 145, 155, 156,
 158, 186, 191, 193, 197, 203.
 AUDIGIER, 1.
 Baraillon, 152.
 Barère, 39.
 Barré, 15.
 Barthélemy, 38, 53, 54, **59-63**; **68-70**; 89, 92, 131, 161, 168, 209.
 Benoist, 193.
 Bintinaye, 63.
 Biron, 111.
 Bischoffswerder, 111.
 Bourgoing, 173, 189, 190.
 BOURGOING, 114.
 Breteuil, 83.
 Bridgewater, 12.
 Brissot, 80, 95, 96, 100, 102, 125,
 132-134; 151, 183, 184, 187,
 202.
 Brunswick, 32, 112, 114, 115,
 121-124.
 Buckingham (lord) (Temple, earl),
 12-14; 60, 141.
 Burges (Bland), 51, 77, 136, 146,
 163.
 Burke, 8, 9, 12, 15, 36, **47-52**; 69,
 78, 88, 96, 123, 137, 140, 143,
 145, **160-162**; 189, 207.
 Burke (Richard), 63.
 CALMON, 1.
 Calonne, 63, 86, 134.
 Cambon, 182.
 Camden, 103.
 Canning, 212.
 Carlisle, 8.
 Carmarthen (lord) (Leeds, duc de),
 14, 26, 27, 33, 37, 40, 41, 43,
 56, **59**, 62, 75.
 Castalcicala, 148.
 Castlereagh, 72.
 Catherine, impératrice de Russie,
 55, 56, 58, 59, 91.
 Cazalès, 79.
 CHALMERS, 4.
 Charles I^{er} d'Angleterre, 83.
 Charles IV d'Espagne, 87, 90, 190.
 Chatham, lady, 6, 38, 68, 76.
 Chatham, lord, 3, **5-9**; 16, 17,
 33, 55, 66, 72, 128, 209.
 Chaussard, 185.
 Chauvelin, 71, **108-117**; **119-121**;
 127, 128, **131-135**; 137, 139,
 145, **152-155**; 157, 164, **167-170**;
 172, **174-177**; 179, 180,
 183-199; 201, 202, 207, 208.
 Chesterfield, 34, 36.
 Clavière, 113.
 Coblenz, 105.
 Coleridge, 7.
 Cornwallis, 3, 24, 68.
 Cromwell, 100.
 Danton, 112, 133.
 Del Campo, 40, 41.
 Delessart, 103.
 Dibden, 213.
 Dillon, 111.
 Dorset, 27, 35.
 DOWELL, 64.
 Dufort, 86.
 Dumouriez, 102, **104-106**; 110,
 124-128; 137, 149, **154-158**;
 182, 193, 201, 203, 211, 212.
 Dundas, 10, 27, 69, 70, 88, 103,
 117, 140, 144, 145, 147.
 Eden (M.), 136, 156.
 Eden (W.), *voir* Auckland, (lord).
 Effingham, 64.
 Elgin, 154.

Elliot (G.), 17, 77.
Elliot (H.), 46, 52, 114.
Ewart, 89.

Fauchet, 98.
Fitzherbert, 42, 43, 45, 47.
Flood, 143.
Florida Blanca, 45, 47, 90.
FORTESCUE, 206.
Fox, **7-16**; 21, 22, **26-28**; 33, 35,
49, 50, 58, 61, 70, 143, 146,
152, 153, **159-162**; 171, 211,
212.
Frédéric II, 31, 123.
Frédéric-Auguste, 114.
Frédéric-Gillaume, 31, 87, 88, 91,
102, 105, 114.

Galles, prince de, 21, 70, 195, 200.
Garat, 193.
Genet, 185.
Genlis, 167.
George II, 5.
George III, 4, **8-13**; 16, 21, 22,
25, 38, 41, 43, 47, 48, 51, 54, 57,
61, 63, 64, 66, **68-70**; 73, 75,
87, 89, 103, **108-112**; **114-117**;
120, 132, 141, 148, 150, 159,
160, 168, 180, 182, 192, **196-198**;
202, 203, 209.
Gibbon, 17.
Gillray, 15, 51, 211, 212.
Gloucester, 74.
Goethe, 124.
Gower, 46, 81, 84, 85, 96, 97, 105,
111, **115-120**; 124, 184, 189,
207.
Grégoire, 138, 153.
Grenville, 2, 21, 52, 56, 60, 61,
63, 72, 75, 77, 84, 88, 89, 103, 104,
110-117; 121, 129, 131, 141,
142, 145, 147, 148, 150, 157, 158,
161, 162, **167-169**; 178, 180,
181, 183, **185-187**; **190-192**;
194-200; 202, 208.
Grey, 143, 144.
GUIZOT, 1, 72.
Gustave III, 85, 86, 90, 101.

Harris *voir* Malmesbury, (lord).
Hastings, 69.
Hawkesbury, 200.
Herman, 61, 71.
Hesse-Cassel (landgrave de), 32.
Hirsinger, 62, 71, 107, 128.
Holland, 204.
Hutchinson, 33.
Isnard, 94, 98.

JARNAC, 2.
Joseph II d'Autriche, 25, 30, 31,
34, 55, 178.

Kaunitz, 87, 91.
Keith, 89, 104, 114.
Kersaint, 161.
Kinsbergen, 59.

La Fayette, 93, 95, 115.
La Luzerne, **24-26**; 43, **44**, 46,
49, 51, 56, **58-61**; 63, 66, 68,
72, 74, 75.
La Marck, 63, 82, 85, 92, 98, 101.
Lansdowne, 69, 159, 160, 162,
200.

Lascy, 87.
LAVERGNE, 1.
Lebrun, 120, **126-128**; **130-132**;
135, 138, 139, 150, 151, 153,
154, 164, 167, 168, 170, **172-174**;
167-180; 183, 184, **188-194**;
196, 199, 200, 202, 205.
Leeds (duc de), *voir* Carmarthen
(lord).

LEMOINE, 51.
Léopold II d'Autriche, 55, 86, 87,
90, 91, 94, **100-102**; 105, 106,
114.

LEWIS, 10.
Lindsay, 117, 119.
Lonsdale, 8, 69.
Loughborough, 192, 196.
Louis XIV, 23, 128, 152.
Louis XVI, **23-25**; 27, 32, 33, 39,
44, 49, 51, 52, 63, 65, 72, 75,
81-94; 99, 100, 105, 106, 108,
112, 113, **115-118**; 120, 122,
131, 132, 148, 149, 180, **187-190**;
195, 196, 201, 208.
Luckner, 95, 124.

Macartney, 73.
MACAULAY, 5, 17.
Mackintosh, 145.
Mallet du Pan, 105.
Malmesbury (lord) (Harris), 26, 31,
34, 37, 60, 192.
Malouet, 89.
Marat, 43, 79.
Maret, **167-176**; 179, 189, **193-195**;
197, **199-202**; 207, 208.
Marie-Antoinette, 49, 51, 52, 82,
84, 86, 87, 100, 113, 115, 148,
149, 188.
Marie-Thérèse, 100.
Martinez, 40, 41.
Maulde, 158, 193.
Mears, 41.

Mercy-Argenteau, 54, 87, 90, 91, 163.
 Merry, 40.
 Metternich, 123.
 Miles, 24, 46, 127, 131, 139, 167, 168, 173, 177, 193, 194, 197, 199, 200, 205, 207.
 Mirabeau, 44, 46, 47, **80-84**; 103.
 Monge, 181.
 Monro, 122, 184, 187.
 Montmorin, 24, 32, 33, **44-46**; 82, 83, 91, 93, 154.
 Morris, 39, 78, 83, 84, 90, 96, 99, 105, 118, 121, 122, 132, 187, 188.
 Mourgue, 127, 168.
 Napoléon, 16, 71, 82, 99.
 Narbonne, 95.
 Necker, 37, 39.
 Noailles, 40, 104, 105.
 Noël, 127, 134, 135, 139, 146, 155, 157, 158, 161, **168-170**; 175, 176, 188, 193.
 North, 3, **8-13**; 15, 16, 33, 61.
 Nuñez (Fernand), 39, 45, 81, 98.
 Ocaritz, 189.
 Orange, (prince d'), (stathouder), **31-33**; 128.
 Orange (princesse d'), 31.
 Orléans (duc d') (« Egalité »), 167, 196.
 Paine, 52, 137, 142, 211, 212.
 Parr, 50.
 Percy, 13.
 Pitt, **1-3**; **5-22**; **25-34**; **36-38**; 41, **45-47**, **50-76**; 98, 103, 107, 117, 118, 129, 139, 141, 143, 144, **154-157**; 160, 161, 163, **168-176**; 179, 180, 190, 192, 196, 197, **199-202**; 204, **205-212**.
 Portland, 37.
 Préfeln, 79.
 Price, 35, 52.
 Priestley, 51, 52, 211, 212.
 Provence, comte de (Monsieur), 63, 93.
 Randon, 130.
 Raynal, 79.
 Reinhard, 131, 177, 198, 199.
 Restif, 73, 163, 198.
 Richmond, 20, 36, 57.
 Robespierre, 78, 96.

Rochambeau, 95.
 Rockingham, 9.
 Roland, 104, 113.
 Rose, 13, 60, 76, 119.
 ROSEBERRY, 76.
 Rousseau, 34.
 RUSSELL, 161.
 Saint-Cyr, 149.
 Sainte-Croix, 84.
 Saint-Just, 208.
 Sayer, 12, 211.
 Sayers, 134.
 Ségur, 102.
 Selwyn, 8.
 Sheffield, 77.
 Shelburne, 9, 10, 27.
 Shéridan, 8, 9, 152, 211, 212.
 Smith, **169-171**.
 SMITH (ADAM), 7, 12, 206.
 Smyth, 49.
 Spencer, 77.
 Stadion, 148.
 Staël, 86.
 Stafford, 12, 28, 38, 156, 157.
 Staremborg, 158.
 Storer, 61.
 Surrey, 26, 31.
 Talleyrand, 28, 71, 77, 96, 103, 104, **107-110**; 113, 120, 131, 132, 140, 193.
 Temple (earl), voir Buckingham (lord).
 Thurlow, 62, 70, 103.
 Tomline, 7.
 Townsend, 9.
 Trèves, (électeur de) 94.
 Trevor, 136.
 Vergennes, 3, 25, 27, 30.
 Vergniaud, 95.
 « Veritas » 183.
 VIEL CASTEL, 2, 66, 73.
 Voronzoff, 33.
 Walckiers, 167, 173.
 Walpole (E.), 15.
 Walpole (H.), 10.
 Whitworth, 59, 72.
 Windham, 48, 143, 160.
 Wordsworth, 35.
 Wraxall, 22.
 York (duc d'), 121, 160.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE PREMIER	
INTRODUCTION	3
La détresse de l'Angleterre – William Pitt – Son entrée au Parle- ment. – La Coalition. – Le premier ministère de Pitt. – Les élections de 1784. – L'œuvre de redressement. – La maladie de George III. – La puissance de Pitt en 1789.	
CHAPITRE II	
PITT ET LA FRANCE	23
L'hostilité mutuelle. – Le traité de commerce (1786). – L'affaire de la Hollande (1787). – Le début de la Révolution. – L'affaire de Nootka Sound (1790). – La réaction contre la Révolution. – L'affaire de Russie (1791). – La stricte neutralité du ministère anglais.	
CHAPITRE III	
TENSION EUROPÉENNE	67
La puissance de Pitt. – La stricte neutralité maintenue. – Le change- ment d'attitude en France. – La mort de Mirabeau. – La fai- blesse de Louis XVI. – La fuite de Varennes. – La déclara- tion de Pillnitz. – Louis XVI accepte la Constitution. – L'esprit belliqueux. – Talleyrand à Londres. – Les dernières négociations avec l'Autriche. – La déclaration de guerre.	
CHAPITRE IV	
NÉGOCIATIONS ANGLO-FRANCAISES	107
La mission de Talleyrand et de Chauvelin. – La stricte neutralité de l'Angleterre. – Le rappel de lord Gower. – Les progrès des armées allemandes. – Les massacres de septembre. – Les succès de l'armée française. – L'audace de la Convention. – Les assuran- ces de Lebrun sur la Hollande. – Les imprudences de Chauvelin. – La folie des révolutionnaires. – L'agitation en Angleterre. – L'hostilité de la nation anglaise. – Les décrets de novembre. – L'alliance avec la Hollande. – Les mesures de précaution.	

CHAPITRE V

A LA VEILLE DE LA GUERRE	167
La première mission de Maret à Londres. — Les dernières négociations. — Le procès et la mort de Louis XVI. — La seconde mission de Maret. — La déclaration de guerre.	
CONCLUSION	205
APPENDICE. — <i>Sélection de caricatures et de chansons populaires loyalistes</i>	210
BIBLIOGRAPHIE	213
INDEX	218

